

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Ministère d'Etat,  
Ministère de l'Agriculture et du  
Développement Rural



\*\*\*\*\*

# **PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAÎNES DE VALEUR DU SOUS-SECTEUR VIVRIER EN CÔTE D'IVOIRE - AGRIFOOD**

## **CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE CGES**

Avril 2021

## TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES.....	5
LISTE DES TABLEAUX .....	8
LISTE DES FIGURES .....	8
LISTE DES ANNEXES .....	8
RESUME EXECUTIF.....	10
EXECUTIVE SUMMARY .....	28
1. INTRODUCTION .....	44
1.1. Contexte et justification du projet .....	44
1.2. Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) .....	45
1.3. Méthodologie.....	46
1.4. Structuration du rapport.....	47
2. DESCRIPTION DU PROJET ET SES ZONES D'INTERVENTION .....	48
2.1. Objectif de Développement du Projet .....	48
2.2. Composantes du Projet .....	48
2.3. Zones d'intervention du projet .....	61
3. SITUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA ZONE DU PROJET ET ENJEUX .....	62
3.1. Situation environnementale et sociale de la zone du projet .....	62
3.2. Enjeux environnementaux et socio-économiques en rapport avec le projet .....	74
4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT, DE DROIT DU TRAVAIL, DE SANTE-SECURITE ET DES ASPECTS SOCIAUX .....	76
4.2. Cadre législatif et réglementaire.....	80
4.2.1. Principaux textes.....	80
4.2.2. Autres textes nationaux de gestion environnementale et sociale .....	81
4.3. Conventions internationales .....	93
4.3.1. Convention générale sur la protection de l'environnement.....	93
4.4. Exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale applicables au projet et dispositions nationales pertinentes .....	95
4.5. Cadre Institutionnel .....	113
4.5.1. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER).....	113
4.5.2. Ministère de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME).....	114
4.5.3. Ministère de la promotion des investissements privés .....	114
4.5.4. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP).....	114
4.5.5. Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS) .....	114
4.5.6. Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS).....	115
4.5.7. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH).....	115
4.5.8. Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation .....	115
4.5.9. Ministère des Eaux et Forêts (MINEF).....	116
4.5.10. Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).....	116
4.5.11. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD).....	116
4.5.12. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) .....	118
4.5.13. Comité de Pilotage du Projet (CPP).....	120
4.5.14. Unité de Coordination du Projet (UCP).....	120
4.5.15. Les conseils municipaux, les conseils régionaux et préfectures.....	120
4.5.16. Les Organisations non gouvernementales et les organisations communautaires de base .....	121
5. PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES.....	122

5.1.	Plan de mobilisation .....	122
5.2.	Engagement des parties prenantes .....	122
5.3.	Stratégie de divulgation de l'information.....	122
5.4.	Résumé des consultations des parties prenantes .....	122
5.4.1.	Objectif de la consultation .....	122
5.4.2.	Démarche adoptée et acteurs consultés.....	122
5.4.3.	Résultats de la consultation.....	132
5.5.	Plan de communication/consultation des parties prenantes pendant la vie du projet	144
5.5.1.	Stratégie proposée pour la divulgation d'informations .....	144
5.5.2.	Messages clés.....	144
5.5.3.	Format d'information et méthodes de diffusion.....	144
5.5.4.	Plan de communication publique.....	146
6.	<b>RISQUES/IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS</b>	
	<b>GENERIQUES ET MESURES D'ATTENUATION PAR TYPE DE SOUS-PROJETS .....</b>	<b>150</b>
6.1.	Impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels .....	150
6.2.	Risques et impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels communs à tous les sous projets .....	152
6.2.1.	Impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels globaux du projet .....	152
6.2.2.	Risques et impacts environnementaux génériques par composantes et sous projets	155
6.2.3.	Impacts sociaux négatifs génériques par composante et par sous projet.....	163
6.3.	Mesures d'atténuation d'ordre général .....	173
6.4.	Mesures d'atténuation génériques des impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs .....	175
6.5.	Mesures d'atténuation des impacts cumulatifs négatifs génériques.....	204
7.	<b>PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES) ...</b>	<b>208</b>
7.1.	Procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets .....	208
7.1.1.	Etape 0 : Préparation du sous projet.....	208
7.1.2.	Etape 1 : screening environnemental et social .....	208
7.1.3.	Etape 2 : approbation de la catégorie environnementale et sociale .....	209
7.1.4.	Etape 3: préparation de l'instrument de sauvegarde environnementale et sociale	209
7.1.5.	Etape 4: examen et approbation des CIES/EIES.....	210
7.1.6.	Etape 5: consultations des parties prenantes et diffusion de l'information .....	210
7.1.7.	Etape 6 : intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantiers, PAE,PPGED et PPSPS...	210
7.1.8.	Etape 7: suivi environnemental et social de la mise en œuvre du projet.....	211
7.1.9.	Diagramme de flux du screening des sous-projets.....	212
7.2.	Mesures générales de bonification .....	213
7.3.	Procédure de gestion environnementale de sous-projets d'Intermédiaires Financiers (IF) .....	213
7.3.1.	Listes négatives et positives de sous-projets d'IF .....	213
7.3.2.	Impacts négatifs et mesures d'atténuation des sous-projets types d'IF.....	219
7.3.3.	Procédure de gestion et suivi des sous-projets types d'IF.....	220
7.4.	Autres mesures de gestion environnementale et sociale d'ordre général.....	220
7.4.1.	Clauses sociales sur les violences basées sur le genre et le travail des enfants...	220
7.4.2.	Prise en compte des lignes directrices spécifiques en matière d'HSE concernant les installations de gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement.....	220

7.4.3.	Respect des Droits de l'Homme - Lutte contre les violations basées sur le Genre	221
7.4.4.	Règlement intérieur et code de bonne conduite .....	223
7.4.5.	Prise en compte du genre .....	224
7.5.	Orientation pour les bonnes pratiques agricoles.....	224
7.6.	Mécanisme de gestion des plaintes.....	224
7.6.1.	Types des plaintes à traiter.....	224
7.6.2.	Mécanisme de gestion des plaintes liées aux VBG.....	225
7.6.3.	Mécanismes de traitement proposés .....	225
7.6.4.	Evaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre MGP .....	227
7.7.	Mesures d'atténuation spécifique des risques et impacts liés à l'utilisation de la main d'œuvre dans le cadre de la mise œuvre du PAC2V-CI.....	227
7.8.	Mesures d'atténuation des risques spécifiques VBG/EAS/HS.....	230
7.9.	Orientations pour la Protection du Patrimoine Culturel (PPC) .....	232
7.10.	Orientation pour la prise en compte des msures pour la gestion des déchets biomédicaux vétérinaires .....	233
7.10.1.	Difficultés et contraintes en matière de gestion des déchets biomédicaux.....	233
7.10.2.	Actions urgente à mettre en œuvre par le projet .....	233
7.11.	Mesures spécifiques de prévention de la COVID 19 .....	233
7.12.	Programmes de sensibilisation et de mobilisation au niveau préfectoral et communal .....	234
7.12.1.	Mobilisation des parties prenantes et information. ....	234
7.12.2.	Mobilisation pendant l'élaboration du projet .....	235
7.12.3.	Mobilisation pendant la mise en œuvre du Projet et comptes rendus externes. ..	235
7.13.	Programme de suivi environnemental et social .....	236
7.13.1.	Composantes environnementales et sociales à suivre .....	236
7.13.2.	Dispositif de suivi des composantes environnementales et sociales .....	237
7.14.	Dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre et le suivi du PCGES .....	238
7.14.1.	Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES.....	239
7.14.2.	Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale et sociale des acteurs clés	243
7.15.	Prise en compte du genre dans la mise en œuvre du PAC2V-CI .....	246
7.16.	Calendrier et budget de mise en œuvre du PCGES .....	246
7.16.1.	Calendrier de mise en œuvre.....	246
7.16.2.	Coûts des mesures environnementales à prévoir dans le projet .....	246
	CONCLUSION .....	249
	BIBLIOGRAPHIE .....	251
	ANNEXES (CF VOLUME EN DOCUMENT SEPRE) .....	255

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ACD</b>	Arrêté de Concession Définitive
<b>AES/HS</b>	Abus et Exploitation Sexuel/Harcèlement Sexuel
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenu
<b>ANAGED</b>	Agence Nationale de Gestion des Déchets
<b>ANDE</b>	Agence Nationale De l'Environnement
<b>BPA</b>	Bonnes Pratiques Agricoles
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>CEC</b>	Constat d'Exclusion Catégorielle
<b>CES</b>	Cadre Environnemental et Social
<b>CGES</b>	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
<b>CHR</b>	Centre Hospitalier Régional
<b>CHU</b>	Centre Hospitalier Universitaire
<b>CIAPOL</b>	Centre Ivoirien Antipollution
<b>CIES</b>	Constat d'Impact Environnemental et Social
<b>CNO</b>	Centre National Ovin
<b>CNRA</b>	Centre National de Recherche Agronomique
<b>COMINE</b>	Commission Minière Interministérielle
<b>COVID-19</b>	<b>Coronavirus Disease 2019 / Maladie à coronavirus de 2019</b>
<b>CP</b>	Comité Pesticides
<b>CPDN</b>	Contribution Prévue Déterminée au Niveau National
<b>CPP</b>	Comité de Pilotage du Projet
<b>CPR</b>	Cadre de Politique de Réinstallation
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DAUD</b>	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage
<b>DGPC</b>	Direction Générale du Patrimoine Culturel
<b>DREDD</b>	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
<b>DS</b>	Districts Sanitaires
<b>EIE</b>	Etude d'Impact Environnemental
<b>EIES</b>	Etude d'Impact Environnemental et Social
<b>EIES/CIES</b>	Etudes / Constats d'Impact Environnemental et Social
<b>EPI</b>	Equipement de Protection Individuelle
<b>ES</b>	Expert social
<b>ESHS</b>	Environnementales, Sociales, de Santé et de Sécurité
<b>ETFP</b>	Enseignement Technique et la Formation Professionnelle
<b>FFPSU</b>	Fonds de Financement des Programmes de Salubrité Urbaine
<b>FIRCA</b>	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
<b>FPI</b>	Financement de Projets d'Investissement
<b>HST</b>	Hygiène et Sécurité au Travail
<b>IEC</b>	Information Education et Communication
<b>IPS CNPS</b>	Institution de Prévoyance Sociale, Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

<b>MCLU</b>	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MEP</b>	Manuel d'Exécution du Projet
<b>MEPS</b>	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
<b>MGP</b>	Mécanisme de Gestion des Plaintes
<b>MGPE</b>	Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'Employeur
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MIRAH</b>	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
<b>MINEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MSES</b>	Manuel de Suivi Environnemental et Social
<b>MSHP</b>	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
<b>NES</b>	Normes Environnementales et Sociales
<b>OIPR</b>	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
<b>ONAD</b>	Office National de l'Assainissement et du Drainage
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PACCVA</b>	Projet d'Appui à la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde
<b>PACOGA</b>	Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan
<b>PADES</b>	Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur
<b>PAE</b>	Plan Assurance Environnement
<b>PAPSE</b>	Projet d'Amélioration de la Prestation des Services Éducatifs
<b>PAR</b>	Plan d'Action de Réinstallation
<b>PCGES</b>	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PEES</b>	Plan d'Engagement Environnemental et Social
<b>PEJEDEC</b>	Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PGES-C</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Chantier
<b>PGMO</b>	Procédure de Gestion de la Main-d'œuvre
<b>PGP</b>	Plan de Gestion des Pestes
<b>PHSS</b>	Plan d'Hygiène Santé et Sécurité
<b>PIDUCAS-CI</b>	Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations économiques Secondaires en Côte d'Ivoire
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PMPP</b>	Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
<b>PMUA</b>	Projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan
<b>PND</b>	Plan National de Développement
<b>PNG</b>	Politique Nationale du Genre
<b>PNIA</b>	Plan National d'Investissement Agricole
<b>POPs</b>	Polluants Organiques Persistants
<b>PPCA- CI</b>	Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de l'Anacarde en Côte d'Ivoire

<b>PAC2V-CI</b>	Projet d'Appui aux Chaines de Valeur du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire
<b>PPGED</b>	Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets
<b>PPSPS</b>	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
<b>PRCP</b>	Protection des Ressources Culturelles Physiques
<b>PSAC</b>	Projet d'appui au Secteur Agricole en Côte d'Ivoire
<b>PTBA</b>	Plan de Travail et Budget Annuel
<b>RAF</b>	Responsable Administratif et Financier
<b>RES</b>	Répondants Environnements et Sociaux
<b>RF</b>	Responsable des Finances
<b>RNO-CI</b>	Réseau National d'Observation de Côte d'Ivoire
<b>RPM</b>	Responsable en Passation de Marchés
<b>RT</b>	Responsable Technique
<b>RTA</b>	Responsable Technique de l'Activité
<b>SEBC</b>	Spécialiste en Environnement du Bureau de Contrôle
<b>SNVBG</b>	Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre
<b>SPM</b>	Spécialiste Passation de Marché
<b>SSE</b>	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale
<b>S-SE</b>	Spécialiste en Suivi-Évaluation
<b>SSP</b>	Soins de Santé Primaires
<b>SSS</b>	Spécialiste en Sauvegarde Sociale
<b>SST</b>	Santé et Sécurité au travail
<b>TDR</b>	Termes de Référence
<b>UCP</b>	Unité de Coordination du Projet
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre
<b>VCE</b>	Violence Contre les Enfants
<b>VIH/SIDA</b>	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immuno déficience Acquise



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Description des composantes du PAC2V-CI .....	49
Tableau 2: Profil biophysique et socio-économique de la zone du projet.....	62
Tableau 3: Cadre de Politique Environnementale et Sociale .....	76
Tableau 4: Autres textes nationaux de gestion environnementale et sociale applicables au PAC2V-CI.....	83
Tableau 5: Conventions internationales pertinentes et applicables au projet.....	93
Tableau 6 : Exigences des normes de sauvegarde environnementales et sociales applicable au projet et dispositions nationales pertinentes .....	96
Tableau 7 : Acteurs rencontrés, dates et lieux des consultations publiques .....	124
Tableau 8 : Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées.....	137
Tableau 9 : Plan de communication du PAC2V-CI durant la vie du projet.....	146
Tableau 10: Analyse des impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels .....	150
Tableau 11 : Analyse des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels génériques globaux du projet.....	152
Tableau 12: Risques et impacts environnementaux négatifs génériques par composante ....	155
Tableau 13 : Impacts sociaux négatifs génériques par composante .....	163
Tableau 14 : Mesures générales d'atténuation pour l'exécution des sous-projets .....	173
Tableau 15 : Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par composante.....	175
Tableau 16 : Impacts sociaux négatifs génériques par composante .....	186
Tableau 17 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs cumulatifs génériques .....	204
Tableau 18 : Impacts cumulatifs négatifs potentiels et mesures d'atténuation .....	200
Tableau 19 : Mesures générales de bonification .....	213
Tableau 20 : Liste négative.....	214
Tableau 21: Impacts négatifs et mesures d'atténuation des sous-projets types d'IF.....	219
Tableau 22: Procédure de gestion et suivi des sous-projets types d'IF .....	220
Tableau 23 : Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) .....	225
Tableau 24 : Mesures d'atténuation des risques potentiels liés à l'utilisation de la main d'oeuvre dans le cadre du Projet .....	228
Tableau 25 : Mesures d'atténuation des risques VBG/EAS/HS.....	230
Tableau 26 : Récapitulatif des mesures par phase et responsabilités .....	232
Tableau 27 : Programme de suivi environnemental et social.....	236
Tableau 28: Matrice des rôles et responsabilités dans la gestion environnementale et sociale .....	240
Tableau 29 : Thèmes de formation et acteurs ciblés .....	244
Tableau 30 : Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet .....	246
Tableau 31 : Coûts des mesures environnementales du PAC2V-CI.....	248

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : carte de présentation de la zone d'intervention du projet .....	61
Figure 2 : Diagramme des flux du screening des sous-projets .....	212

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence.....	255
Annexe 2 : Tableau d'analyse de la pertinence des Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale .....	255
Annexe 3 : Quelques images des rencontres et de constats lors des consultations des parties prenantes .....	255



Annexe 4 : Synthèse des résultats des consultations des parties prenantes .....	255
Annexe 5 : PV des consultations des parties prenantes et listes des personnes rencontrées ..	255
Annexe 6 : Formulaire de sélection environnementale et sociale .....	255
Annexe 7 : Liste de contrôle environnemental et social .....	255
Annexe 8 : Clauses environnementales et sociales .....	255
Annexe 9 : TDR Type pour réaliser une EIES .....	255
Annexe 10 : TDR type pour réaliser un CIES .....	255
Annexe 11 : Procédure de suivi-évaluation du promoteur y compris les revues, les obligations, et les audits requis pour les sauvegardes environnementales et sociales à insérer dans les dossiers de travaux contractuels .....	255
Annexe 12 : Contenu (sommaire) des rapports périodiques d'avancement incluant les aspects de sauvegarde environnementale et sociale .....	255
Annexe 13 : Code de bonne conduite .....	255

## RESUME EXECUTIF

### *A- Contexte et justification du projet*

En Côte d'Ivoire, le secteur agricole figure au nombre des pôles de croissance économique du pays. Il joue un rôle majeur dans l'atteinte des objectifs nationaux de développement, d'éradication de la pauvreté et de renforcement de la sécurité alimentaire.

En 2015, ce secteur a contribué à 21 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays et employait près de deux tiers de la population active. Cependant, le secteur agricole ivoirien reste encore caractérisé par de faibles niveaux de revenus aux travailleurs agricoles avec pour corollaire, des taux élevés de pauvreté en milieu rural. Les jeunes et les femmes sont particulièrement vulnérables parce qu'ils éprouvent plus de difficultés à accéder aux ressources, à la technologie et aux opportunités d'emplois et plus particulièrement aux emplois les plus générateurs.

Le Plan National d'Investissement Agricole I (PNIA 2010-2017) a posé avec succès le cadre institutionnel nécessaire à la relance post-crise du secteur agricole aussi bien en termes de, réglementation, de définition de politiques sectorielles, ou d'appui à la structuration des filières. En dépit de ces progrès notables, le secteur agricole ivoirien reste encore confronté à de nombreuses faiblesses. Les contraintes liées au développement de la production vivrière sur tous les maillons de la chaîne des valeurs demeurent. Ce sont entre autres :

- le faible niveau d'utilisation de semences de qualité ;
- le faible niveau d'application des itinéraires techniques (manque de formation) ;
- la pratique d'une agriculture vivrière essentiellement pluviale ;
- le faible niveau de modernisation et de mécanisation des exploitations agricoles ;
- les difficultés de transport et de distribution des produits vivriers dues entre autres à l'absence d'infrastructures adaptées y compris les pistes agricoles ;
- l'insuffisance des infrastructures de mise en marché ;
- l'insuffisance des infrastructures de stockage et de conservation ;
- le faible niveau de transformation des produits vivriers ;
- le faible niveau d'organisation des acteurs, notamment les producteurs ;
- les difficultés d'accès au crédit auprès des banques et des institutions de microfinance ;
- l'absence de produits d'assurance agricoles adaptés aux productions vivrières.

Au regard de ce contexte, le PNIA II (PNIA 2018-2025), en cours de mise en œuvre, s'est fixé pour but de doter le pays d'une agriculture durable, compétitive et créatrice de richesse partagée.

Face à tous ces défis (économiques, sociaux, alimentaires), le développement du sous-secteur vivrier s'impose. C'est dans cette optique qu'un accent particulier a été mis sur les productions vivrières dans le Plan National de Développement. En outre, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) a initié différents projets au profit des petits producteurs avec l'appui de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le Programme National d'Investissement Agricole, de deuxième génération (PNIA II- 2018-2025) se veut un cadre qui traite de façon holistique, la question de développement des cultures vivrières par l'exploitation des potentialités agricoles des zones agro-écologiques, de développement de mesures d'adaptation aux changements climatiques et de résilience. Il met l'accent sur la problématique de la productivité des cultures vivrières, des infrastructures marchandes et de l'accès au financement.

C'est dans ce cadre que, le gouvernement de Côte d'Ivoire, en collaboration avec la Banque mondiale, a entrepris la préparation du Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du sous-secteur Vivrier.

Le projet sera mis en œuvre conformément à l'approche « Agropole » telle que définie par le PNIA II (2018-2025). Les zones d'intervention sont définies sur la base des spéculations sélectionnées et couvriront les régions ciblées dans les agropoles priorisant cette culture. Il s'agit prioritairement de

- l'agropole 5 couvrant les Régions des Grands Ponts, Agneby Tiassa : les chaines de valeurs concernées sont le manioc, les productions maraichères, l'aquaculture ;
- l'agropole 3 regroupant les régions de l'Indénié-Djuablin, la Mé et le Sud-Comoé avec les chaines de valeurs manioc, banane plantain et maraichères ;
- l'agropole 6 couvrant les Régions de la Marahoué, du Hautassandra, du Goh et du Loh Djiboua avec la chaine de valeurs manioc ;
- l'agropole 7 regroupant les régions de San Pedro, Nawa, Gboklè avec les chaines de valeurs manioc et banane plantain ;
- l'agropole 9 couvrant les Régions du Tonkpi, Guemon, et du Cavally.

Le projet sera mis en œuvre sur cinq (5) années et s'articule autour de quatre (4) composantes structurantes qui sont :

- Composante 1 : amélioration de l'environnement des entreprises et renforcement institutionnel ;
- Composante 2 : création de chaines de valeur agroalimentaire productives et résilientes ;
- Composante 3 : mobilisation d'investissements privés productifs le long des chaînes de valeur ;
- Composante 4 : Coordination et gestion du projet.

Par la nature, les caractéristiques et l'envergure des activités envisagées dans le cadre de sa mise en œuvre, le Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du sous-secteur Vivrier est potentiellement associé à des risques et impacts environnementaux et sociaux substantiel. C'est pourquoi il est classé « projet à risque substantiel » selon les critères de classification environnementale et sociale de la Banque mondiale.

Systématiquement certaines Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque sont retenues pour s'appliquer au projet afin de prévenir et atténuer les incidences négatives qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet sur l'environnement et la population. Il s'agit de la NES 1 « Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux » ; NES 2 « Emploi et conditions de travail » ; NES 3 « Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution » ; NES 4 « Santé et sécurité des populations » ; NES 5 « Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire » ; NES 6 « Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques » ; NES 8 « Patrimoine culturelle », NES 9 « Intermédiaires financiers » et NES 10 « Mobilisation des parties prenantes et information ».

En conséquence, le gouvernement ivoirien se doit de préparer un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) tel que stipulé dans son Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES). Cet instrument de sauvegarde devra être établi, revu et validé autant par la Banque mondiale que par le gouvernement de la Côte d'Ivoire, notamment l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), conformément à l'article 39 de la Loi 96-766 portant Code de l'Environnement. Il sera divulgué dans le pays ainsi que sur le site Web de la Banque mondiale avant le passage du projet devant le Conseil d'Administration de la Banque.

Le présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est alors élaboré pour se conformer aux dispositions de la législation environnementale nationale et aux normes environnementales et sociales de la Banque mondiale.

### ***B- Description des enjeux et risques environnementaux et sociaux majeurs/critiques***

Six (6) enjeux environnementaux et sociaux majeurs en lien avec la mise en œuvre du projet ont été identifiés dans la zone d'intervention du PAC2V-CI.

- Le premier enjeu majeur est la problématique du foncier. Le développement de parcelles au profit des producteurs bénéficiaires du projet pourrait nécessiter l'acquisition de terres et conduire à des expropriations ou à des conflits fonciers. Cette éventuelle expropriation devrait se faire en impliquant les autorités administratives des ministères concernés, des communes ciblées et les responsables coutumiers en tenant compte des textes en vigueur afin d'éviter des conflits.
- Le deuxième enjeu majeur est lié à la vulnérabilité des populations (femmes pris dans leurs multiples dimensions, les jeunes etc.) dans les zones d'intervention du projet en l'occurrence, la pauvreté urbaine et rurale, la vulnérabilité numérique (situation de minorité numérique des autochtones), la vulnérabilité foncière, les femmes chefs de famille et les jeunes sans emploi
- Le troisième enjeu est la problématique de l'exploitation forestière abusive et le surpâturage ayant conduit à la destruction et/ou fragmentation des écosystèmes forestiers des zones du projet. Les rares îlots forestiers subsistants dans le milieu rural restent les sites sacrés (forêts sacrées, cimetières, sources d'eaux sacrées, forêts galeries etc.) qui compte tenu de leur excellent état de conservation, sont devenus des sanctuaires de la biodiversité (faune et flore) locale. D'autres enjeux portant sur le respect des servitudes d'utilité publiques notamment l'exploitation des flancs de montagne à des fins agricoles ainsi que les berges et les rives des cours d'eau sont à souligner
- Le quatrième enjeu est la problématique de la gestion des pesticides. Avec la réalisation du projet, la problématique de la gestion des pesticides dans la zone du projet pourrait devenir une véritable préoccupation si les modes traditionnels de gestion des pesticides persistent.  
En effet, la pratique des cultures vivrières nécessite l'usage de beaucoup de pesticides chimiques, d'où l'intérêt d'accorder une attention particulière à sa gestion dans le cadre de ce projet. Cette gestion actuelle pourrait accentuer les risques sanitaires et la perte de la biodiversité notamment la réduction de la faune ichtyologique (faune aquatique notamment les poissons), la pollution de l'eau et du sol avec souvent la disparition de certaines espèces d'animaux sauvages et même conduire à des intoxications sur les populations.
- le cinquième enjeu est la problématique de la disparité entre les sexes et la pertinence de la Violence Basée sur le Genre (VBG) dans la zone du projet. Le projet doit donc contribuer à réduire cette disparité et mettre en place un mécanisme de gestion des VBG dans la zone d'intervention du projet ;

- Le sixième et dernier enjeu majeur est la pandémie de la COVID-19 qui est présente dans la zone du projet. Le projet est donc interpellé pour mener des actions d'Information Education et Communication (IEC) afin que les mesures barrières adoptées par le gouvernement soient respectées.

***C- Cadre politique, juridique et institutionnel en matière d'environnement, de droit du travail, de santé-sécurité et des aspects sociaux***

Le contexte politique du secteur environnemental et des secteurs d'intervention du **PAC2V-CI** est marqué par l'existence de documents de politique pertinents parmi lesquels on peut citer :

- Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA II, 2018-2025)
- le Plan National d'Actions pour l'Environnement (PNAE, 2011) ;
- la Lettre de Politique Sectorielle de l'Assainissement et du Drainage ;
- la politique de lutte contre la pauvreté ;
- le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2016-2020);
- le Plan National de Développement (2016-2020) ;
- la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique (vision 2025) ;
- la Stratégie Nationale de Gestion des Ressources Naturelles Vivantes (vision 2020) ;
- le Plan National de Riposte contre la COVID-19.

La mise en œuvre de ces politiques a nécessité la définition préalable d'un cadre institutionnel et juridique (législatif et réglementaire) dans lequel s'inscrivent désormais les actions environnementales en Côte d'Ivoire. Ainsi, sur le plan législatif, on peut citer la :

- La loi constitutionnelle n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi n°2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte ;
- Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail ;
- Loi n° 99-477 du 2 août 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale telle que modifiée par l'Ordonnance N°2012-03 du 11 janvier 2012, modifiée par l'ordonnance n°17-107 du 15 février 2017 ;
- Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement qui fixe le cadre général des champs de renforcement des textes juridiques et institutionnels relatifs à l'environnement en son article 2 ;
- Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau ;
- Loi n° 98 -750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural établit les fondements de la politique foncière en milieu rural à savoir (i) la reconnaissance d'un domaine rural coutumier et la validation de la gestion existante de ce domaine et (ii) l'association des autorités villageoises et des communautés rurales à la gestion du domaine rural et en particulier au constat des droits coutumiers et à leur transformation en droits réels ;
- Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier ;
- Loi n°2019- 675 du 23 juillet 2019 portant Code Forestier.

Sur le plan règlementaire, nous pouvons citer le :

- Décret n°96-894 du 8 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. Cette législation spécifique aux Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) est contenue dans le code de l'environnement aux articles 2, 12, 16,39, 41 et dans ses annexes 1, 2, 3 et 4 prévus à cet effet ;

- Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique". L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Côte d'Ivoire par le Décret du 25 novembre 1930 qui dispose en son article premier : l'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en Afrique Occidentale Française par autorité de justice ;
- Décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures ;
- Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général ;
- Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général modifie les articles 7, 8 et 11 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 ci-dessus, en précisant les montants maximums de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol dans les chefs-lieux des Districts, Régions, Préfectures ou Sous-préfectures.

En ce qui concerne la gestion des pesticides, sur le plan législatif, la protection phytosanitaire en Côte d'Ivoire est régie par :

- L'arrêté N° 159/MINAGRA du 21 juin 2004 interdisant 67 matières actives qui interviennent dans la fabrication des produits phytopharmaceutiques employés dans l'agriculture ;
- Le décret n° 89-02 du 04 janvier 1989 à relatif à l'agrément, la fabrication, la vente et l'utilisation des pesticides abrogeant le décret n°74-388 du 7 août 1974 relatif à l'agrément des pesticides. Ce dispositif réglementaire porte sur la protection sanitaire des végétaux et produits végétaux, par la prévention et la lutte contre les organismes nuisibles tant au niveau de leur introduction qu'à celui de leur propagation sur le territoire national, en vue de sauvegarder et de garantir un environnement physique et biologique satisfaisant propice à un développement durable.

Diverses autres lois pertinentes, des textes internationaux comme les conventions ratifiées par la Côte d'Ivoire et les normes de la Banque mondiale retenues par le projet renforcent ce corpus juridique.

Au regard des investissements prévus, le PAC2V-CI est interpellé par les normes environnementales et sociales (NES) de la Banque mondiale en l'occurrence, la NES 1 « Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux » ; NES 2 « Emploi et conditions de travail » ; NES 3 « Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution » ; NES 4 « Santé et sécurité des populations » ; NES 5 « Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire » ; NES 6 « Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques » ; NES 8 « Patrimoine culturelle » , NES 9 « Intermédiaires financiers » et NES 10 « Mobilisation des parties prenantes et information »

**Au niveau institutionnel**, la mise en œuvre du CGES fait intervenir les acteurs et structures techniques suivants :

- **Le Maître d'Ouvrage** : le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- **Le Comité de Pilotage** : présidé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, il a pour mission la supervision générale du projet. C'est l'organe de décision au



- niveau stratégique qui veille à l'inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- **L'Unité de Coordination du Projet (UCP)** : l'UCP sera logée au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et coordonnera le projet au niveau central, en assurant la mise en œuvre globale des activités du projet. Elle est garante de l'effectivité de la prise en compte des aspects et des enjeux environnementaux et sociaux dans l'exécution des activités du projet. Pour cela, elle aura en son sein un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et un Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) ;
  - **L'Unité de Coordination Fiduciaire du Projet (UCFP)** : l'UCFP sera logée au FIRCA et coordonnera les activités fiduciaires du projet. Elle est également garante de l'effectivité de la prise en compte des aspects et des enjeux environnementaux et sociaux dans l'exécution des activités du projet ;
  - **Le Ministère de l'Environnement et du développement Durable** : ce ministère a en charge, la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de protection de l'environnement et du développement durable. Il interviendra dans ce projet à travers ces structures sous-tutelles que sont l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), compétente pour la gestion des évaluations environnementales et sociales au niveau national (Etudes et Constats d'Impact Environnemental et Social (EIES/CIES), audit, Evaluations Environnementales Stratégiques) et le CIAPOL pour le suivi de la gestion des industriels issus des activités du projet ;
  - **Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)** : dans le cadre du projet, l'utilisation des pesticides et autres produits phytopharmaceutiques pourraient impacter les ressources animales et halieutiques. Le MIRAH interviendra à travers ses directions techniques et ses directions régionales et départementales. Elles participeront au screening des sous projets relatifs à l'élevage et à l'aquaculture ainsi qu'à la surveillance sanitaire et au suivi environnemental et social du projet ;
  - **les agences d'exécution du projet** : elles seront chargées du suivre la mise en œuvre de chaque activité du projet relevant de leur mandat institutionnel. Elles assureront le suivi de la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) qui découleront des Etudes et Constats d'Impact environnemental et Social (EIES/CIES) de chaque sous-activité du projet ;
  - **Les collectivités territoriales** : elles participeront à la surveillance environnementale et sociale à travers leurs services ou directions techniques ;
  - **Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et associations communautaires** : en plus de la mobilisation sociale, elles participeront aux activités d'Information -Education -Communication (IEC) des populations et au suivi de la mise en œuvre des PGES par l'interpellation des principaux acteurs du PAC2V-CI.

#### ***D- Enumération des impacts/risques génériques par type de sous-projets ou microprojets***

Les activités prévues dans le cadre du PAC2V-CI apporteront des avantages environnementaux et sociaux certains pour les petits exploitants agricoles intervenant dans les filières de la banane plantain, des maraichères, du manioc, de l'aquaculture, et de la porciculture ainsi que les filières de commercialisation et de transformation de produits agroalimentaires. Ils se manifesteront en termes d'amélioration des capacités productives des groupes vulnérables et de réduction des



disparités de genres; de création d'emplois et d'amélioration des revenus; d'amélioration des conditions de vie des populations; de sécurisation foncière, de valorisation de la production agricole (végétale, animale) locale, d'écoulement et de commercialisation respectant les normes et conditions sanitaires; d'amélioration de la qualité et de la disponibilité des semences; d'utilisation des technologies agricoles durables pour l'environnement; de réduction de la vulnérabilité des exploitants agricoles face aux effets des changements climatiques ; de maintien des niveaux de fertilité des terres agricoles; de vulgarisation d'alternatives crédibles à la lutte et aux amendements chimiques; de conservation et d'amélioration de la base des ressources naturelles par les techniques d'intensification durable des systèmes agricoles et gestion optimale des ressources en eau.

Toutefois, les activités envisagées dans le cadre du projet sont susceptibles de générer à la fois des retombées positives sur la situation socio-économique du pays mais aussi des impacts négatifs potentiels sur les composantes biophysiques et humaines. Les impacts négatifs peuvent se décliner en termes de risques d'empiètement sur les domaines classés et aires protégées ainsi que les forêts sacrées ; de conflits sur la gestion des ressources naturelles (liée à l'eau, entre éleveurs et agriculteurs); de l'augmentation de la pression sur le foncier ; de risques de surexploitation et de perturbation des milieux naturels, notamment des zones humides (irrigation et pisciculture) ; de génération de déchets solides et liquides, de risques d'accidents liés aux travaux de réhabilitation d'infrastructures, de perturbation du cadre de vie; d'occupation de terrains privés; de risques sanitaires liés à l'utilisation des pesticides et à la mauvaise gestion de leurs emballages vides; de déforestation; de perte de la fertilité et la dégradation des sols par érosion ; de salinisation, d'alcalinisation et d'acidification des sols; de pollution des ressources en eaux due aux activités piscicoles et à l'utilisation irrationnelle d'engrais et de pesticides; de perte de terres de cultures et de pâturage ; de risques liés aux insuffisances de capacité dans le domaine de la biotechnologie et la biosécurité.

L'enjeu sera donc d'allier à la fois le développement des activités du projet aux exigences de protection et de gestion environnementale et sociale.

#### ***E- Mesures génériques pour la protection de l'environnement biophysique et humain***

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs énumérés ci-dessus requièrent différentes alternatives ou mesures pour les éliminer, les réduire ou les compenser. Outre l'organisation de chantier et les mesures issues du PGES spécifique à chaque activité, l'Unité de Coordination du PAC2V-CI :

- s'assurera de la prise en compte des aspects de vulnérabilité des populations riveraines des travaux, des aspects de genre et de la participation effective des acteurs concernés ;
- mettra en place un système de suivi et d'évaluation qui veille à ce que les activités du projet garantissent la protection de l'environnement physique et social ;
- mettra en œuvre un système de tri, de collecte et de gestion des déchets ;
- mettra en œuvre des programmes de formation et des stratégies de communication adaptés aux différents acteurs du projet pour une meilleure responsabilisation ;
- mettra en œuvre des mesures visant à bonifier les impacts environnementaux et sociaux positifs du projet ;
- intégrera des clauses contraignantes dans les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et exigera que le Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Chantier (PGES-C), le Plan Assurance Environnement (PAE), le Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED), le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) de l'entreprise soient approuvés avant le démarrage effectif des travaux.

## ***F- Mobilisation des parties prenantes et résultats de l'Information et consultation***

Dans le cadre de la préparation du CGES, des séances d'information et de consultations des parties prenantes ont été réalisées sur la période allant du 17 au 24 janvier 2021 avec les responsables des services administratifs, des structures techniques et de recherches et développement, des coopératives et associations d'exploitants agricoles (maraîchers, vivriers, élevages), les acteurs des filières de commerces et de transformations de produits agricoles et les populations (y compris les femmes et les jeunes) ainsi que les ONG dans les régions.

Ces acteurs au nombre de 895 dont 445 femmes (49,72 %) et 450 hommes (50,28 %) ont été rencontrés individuellement ou collectivement dans les régions suivantes : (1) , Dabou dans la région des Grands-Ponts (porciculture et manioc) ; (2) Abengourou, dans la région de l'Indénié-Djuablin (manioc, maraîchers) ; (3) Adzopé, dans la région de la Mé (aquaculture, maraîcher et porciculture) ; (4) Aboisso, dans la région du Sud-Comoé (Manioc) ; (5) Bondoukou, dans la région du Gontougo (maraîcher) ; (6) Daloa, dans la région du Haut-Sassandra (banane plantain, maraîcher) ; (7) Divo, dans la région du Lôh -Djiboua (banane plantain, maraîchers) ; (8) San-Pédro, dans la région de San-Pédro (manioc) ; (9) Soubré, dans la région de la Nawa (manioc, banane plantain, maraîchers) et (10) Duékoué, dans la région du Guémon (manioc, maraîchers, porciculture).

Elles avaient pour objectif d'informer les acteurs sur le PAC2V-CI (objectif, composantes et activités, impacts et mesures d'atténuation et de bonification), de recueillir leurs avis et préoccupations et asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet en vue de leur implication dans la prise de décision.

Au-delà de l'appréciation du projet, le consensus général s'articulait autour des problèmes relatifs au foncier rural (conflit, litiges, processus et coût de certification et délivrance de titre foncier, mode d'accès à la propriété pour les femmes, le règlement des conflits fonciers dans le domaine rural, etc.) ; à la question de l'autonomisation des femmes, à la gestion des ressources naturelles et à la préservation des sites sacrés ; au développement de l'irrigation et à la mécanisation dans le système de production agricole ; aux enjeux environnementaux et sociaux liés à la transformation de l'agriculture face au changement climatique.

La consultation des acteurs impliqués a permis de concentrer les efforts sur les questions qui préoccupent le milieu par l'identification des enjeux majeurs liés à la mise en œuvre du projet. Ainsi, les enjeux environnementaux en rapport avec le PAC2V-CI concernent la problématique de la gestion des déchets solides et liquides ; l'expansion massive de l'agriculture extensive (culture itinérante sur défriche-brûlis), la sécheresse et les feux de brousse (accidentel ou intentionnel, souvent liés à l'agriculture ou la chasse) ; les effets des changements climatiques sur l'agriculture ; l'exploitation non contrôlée des ressources forestières, en particulier pour le bois de chauffe et la production de charbon de bois ; le surpâturage ; la destruction et la fragmentation des écosystèmes forestiers, savaniques et littoraux ; la déforestation ; le braconnage ; la destruction des habitats naturels et la raréfaction de la faune et l'érosion des sols. En outre, il y a la conservation des sites sacrés et de leurs biodiversités (faune et flore) ; l'expansion de l'orpaillage clandestin ; le respect des servitudes d'utilité publique que sont les flancs de montagne, les berges et rives des cours d'eau et les zones humides ; l'usage abusif récent des produits phytosanitaires et l'utilisation des engrais chimiques ; la pollution des ressources (eau, sol, bas-fonds, etc.) ainsi que la pression de l'agriculture sur le foncier rural.

Sur le plan social, on note la vulnérabilité relative à la pauvreté en milieu rural, la vulnérabilité foncière des femmes chefs de famille et des jeunes sans emploi, la monétarisation accrue des terres et les remises en cause des arrangements antérieurs ainsi que les problèmes de sécurisation et d'expropriation de terres agricoles, le risque de conflits éleveurs–agriculteurs, les conflits intercommunautaires et l'insécurité alimentaire des ménages.

Au terme des consultations et rencontres, il ressort des réactions des différentes parties prenantes, une approbation générale du projet. En effet, selon celles-ci, le projet présente des avantages majeurs dont les plus importants sont : la création d'emplois, et le développement socioéconomique du pays, la lutte contre la pauvreté et le chômage.

Cependant, même si on note une forte attente de la part des populations susceptibles de bénéficier du projet et de ses opportunités pressenties, des préoccupations demeurent et subsistent, notamment l'usage excessif des pesticides homologués ou non sans mesure de protection, le problème de gestion des emballages (abandon, réutilisation), l'absence ou l'insuffisance des unités de transformation, la mauvaise organisation des marchés des différentes filières (non-respect des prix homologués), le mauvais état des pistes pour l'écoulement des produits ; l'expropriation des terres et des biens des populations.

En effet, on relève, d'une manière générale, des craintes liées à la non-préservation de l'environnement physique et social et la prise en compte des préoccupations des populations pendant la mise en œuvre du projet lesquelles font l'objet de suggestions et de recommandations pour une bonne intégration du projet dans son environnement.

Les échanges et discussions ont permis de ressortir les actions à mener ci-après pour répondre aux différentes préoccupations des parties prenantes.

Au titre de l'appréciation du PAC2V-CI, il ressort des échanges, que le projet doit impérativement impliquer l'ensemble des acteurs et entreprendre des séances d'information et de communication en vue de sa mise en œuvre réussie.

Les échanges et discussions ont permis de ressortir les actions ci-après à mener pour répondre aux différentes préoccupations des parties prenantes.

- ***Recommandations en Information-Education-Communication (IEC)***
  - Mettre en place un plan d'information et communication sur le projet dans ses zones d'intervention ;
  - Mettre en place une cellule pour la sensibilisation sur les Violences Basées sur le Genre dans la zone du projet ;
  - Réaliser des formations au profit des vendeurs de pesticides sur la conservation des produits phytosanitaires (pesticides) homologués et les sensibiliser sur la dangerosité des produits non-homologués ;
  - Réaliser des campagnes d'IEC sur la gestion des produits phytosanitaires (pesticides) ;
  - Réaliser des campagnes d'IEC sur la protection et la préservation de l'environnement ;
  - Réaliser des campagnes d'IEC sur les conflits fonciers ;
  - Réaliser des campagnes d'IEC sur les questions d'hygiène et de d'assainissement.
- ***Recommandations liées aux renforcements de capacités***
  - Former les acteurs en suivi environnemental et social des projets ;
  - Renforcer les capacités des parties prenantes sur les EAS/HS ;
  - Renforcer les capacités des structures d'encadrement des paysans (formation sur les interventions de l'itinéraire technique des cultures pratiquées) ;

- Former les acteurs sur le mécanisme de gestion des conflits ;
  - Renforcer les capacités des associations et ONG impliquées dans la protection de l'environnement.
- ***Recommandations institutionnelles***
    - Mettre en place un plan efficace de gestion des déchets ;
    - Mettre en place un mécanisme de gestion des conflits et litiges ;
    - Favoriser le recrutement des personnes vivant avec un handicap et personnes vulnérables sur les sous-projets ;
    - Impliquer systématiquement les femmes dans la mise en œuvre du projet ;
    - Mettre en place un mécanisme d'information sur les différentes opportunités d'emploi existantes dans les filières agricoles du projet ;
    - Mettre en place un mécanisme de recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux ;
    - Appuyer les organisations et association de femmes pour la création des micro-entreprises liées au projet, impliquer systématiquement les femmes dans la mise en œuvre du projet ;
    - Renforcer les capacités des agents du MINADER et des douanes en matière de gestion des produits phytosanitaires ;
    - Renforcer les capacités techniques et humaines des applicateurs de pesticides.
  - ***Recommandations d'ordre technique ;***
    - Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet ;
    - Réinstaller effectivement les personnes affectées et qui seront délocalisées par le projet.
    - Réaliser un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour prendre en compte les pertes subies par les populations dans la mise en œuvre du projet ;
    - Renforcer les capacités des techniciens agricoles sur les bonnes pratiques agricoles ;
    - Organiser des séances de formation et sensibilisation des producteurs sur l'utilisation adéquate des pesticides et sur l'importance des EPI ;
    - Améliorer les petites unités de conditionnement
    - -renforcer l'accessibilité aux intrants des producteurs
    - Réaliser ou renforcer la géolocalisation des parcelles agricoles impliquées dans le projet.

#### ***Autres recommandations***

- Encourager la promotion des associations culturelles et subventionner si possible l'acquisition de plants à haut rendement ;
- Inciter financièrement le secteur privé pour l'encourager à investir dans la création d'usine de transformation des produits locaux ;
- Renforcer les capacités des sociétés coopératives en termes de structuration, d'esprit coopératif et de gestion ;
- Contribuer ou faire un plaidoyer pour l'entretien et la réhabilitation des voies d'accès aux plantations ;
- Contribuer à la création de nouvelles plantations en finançant la recherche sur des plants à haut rendement ;

Toutes les recommandations formulées ci-dessus ont été prises en compte aux niveaux suivants : (i) dans les listes des mesures d'atténuation ; (ii) dans la procédure de sélection environnementale et sociale ; (iii) dans les programmes de renforcement des capacités

(formation et sensibilisation) et (iv) dans le plan de suivi et les arrangements institutionnels de mise en œuvre.

### ***G- Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES)***

Le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) élaboré, inclut la procédure de sélection environnementale et sociale des sous-projets (screening), les mesures de renforcement institutionnel et technique, les mesures de formation et de sensibilisation, les mesures d'atténuation le programme de mise en œuvre et de suivi des mesures, les responsabilités institutionnelles, un budget qui comporte une provision pour la réalisation des Etudes ou Constats d'Impact Environnemental et Social (EIES/CIES) y compris leur mise en œuvre et le Suivi/Evaluation du CGES.

Sur le plan national, la législation environnementale ivoirienne a établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories (Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Constat d'Impact Environnemental et social (CIES) et Constat d'Exclusion Catégorielle).

De l'analyse des textes nationaux et des normes de la Banque mondiale, il ressort que la catégorisation nationale n'épouse pas parfaitement et totalement celle de la Banque mondiale. Le Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale classe les projets en quatre (04) catégories : Risque élevé, Risque substantiel, Risque modéré et Risque faible. Cette classification qui se fera sur la base de plusieurs paramètres liés au projet, sera examinée régulièrement par la Banque mondiale même durant la mise en œuvre du projet et pourrait évoluer. Ainsi, un projet qui a un **risque substantiel** comme le **PAC2V-CI** peut évoluer soit en risque élevé ou modéré au cours de son évolution. Cela n'est pas le cas avec la classification nationale qui ne permet pas de mesurer une telle évolution. De plus, la classification de la Banque mondiale ne permet pas de savoir s'il s'agit d'une évaluation environnementale détaillée ou simplifiée contrairement à la classification nationale. On pourrait penser que le risque élevé et le risque substantiel correspondent à la catégorie A au niveau national et donc appelle à la réalisation d'une EIES. Le risque modéré au niveau de la Banque mondiale correspond au niveau national à la réalisation d'un Constat d'Impact Environnemental et social (CIES) et le risque faible au Constat d'Exclusion Catégorielle (CEC).

La gestion environnementale et sociale sera effectuée sous la coordination des missions de contrôle et sous la supervision du Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et du Spécialiste Social (SS) de l'UCP ainsi que des Spécialistes en Sauvegarde Environnementale (SSE) des Agences d'Exécution, avec l'implication des Répondants Environnements et Sociaux (RES) des services techniques impliqués dans sa mise en œuvre ; des ONG et des communautés locales bénéficiaires. Le programme de suivi sera axé sur le suivi permanent, la supervision, et l'évaluation annuelle. Le suivi externe sera assuré par l'ANDE. Les membres du Comité de Pilotage du Projet et l'équipe de la Banque mondiale participeront à des missions d'appui à la mise en œuvre des activités du projet.

Le cadre institutionnel de mise en œuvre du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) fait intervenir plusieurs acteurs et structures techniques dont les plus significatifs sont :

- le Comité de Préparation du Projet (Projet d'Appui aux Chaines de Valeur du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire (PAC2V-CI) / Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) : Ce comité est chargé de la préparation des



documents de sauvegardes environnementales et sociales requis pendant la phase de préparation du projet ;

- le Comité de Pilotage du Projet (CPP) : il aura en charge, entre autres, la validation des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). Il veillera à l'inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les PTBA ;
- l'Unité de Coordination du Projet (UCP) : elle garantira l'effectivité de la prise en compte des aspects et des enjeux environnementaux et sociaux dans l'exécution des activités du projet. Pour cela, il aura en son sein :
  - le Coordonnateur du projet : il sera responsable de la qualité du personnel chargé de la gestion environnementale et sociale et de la publication des documents de sauvegarde élaborés ;
  - le Spécialiste en sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste Social (SS), maîtrisant les questions sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) seront responsables de la gestion environnementale, sociale et des questions de genre des sous-projets ainsi que de la planification temporelle et de la budgétisation des aspects E&S dans les PTBA ;
  - le Responsable Technique de l'Activité (RTA) ou agronome : il sera responsable de l'identification de la localisation/site et des principales caractéristiques techniques et de l'intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO), de toutes les dispositions techniques de la phase des travaux pouvant être contractualisées avec l'entreprise ;
  - le Responsable en Passation de Marchés (RPM) en phase de préparation de sous-projet en concertation avec le SSE et le SS et il veillera à l'intégration des mesures techniques, environnementales et sociales dans le dossier d'appel d'offres ; des études, des besoins de renforcement des capacités ; surveillance et audit dans les plans de passation des marchés et prépare les documents contractuels y relatifs ;
  - le Responsable des Finances (RF) en phase de préparation et en phase de mise en œuvre de sous-projet : il inclura dans les états financiers, les provisions budgétaires relatives à l'exécution/mise en œuvre des mesures et à la Surveillance de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
  - le Spécialiste en suivi-évaluation (en phase de préparation et en phase de mise en œuvre du sous-projet) : il veillera en concertation avec le SSE et le SS à la prise en compte des résultats de la Surveillance et du suivi environnemental et social et de genre dans le dispositif global du suivi-évaluation du projet.
- l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) : elle procédera à l'examen et à l'approbation de la classification environnementale des sous-projets ainsi qu'à l'approbation des documents d'évaluation environnementale et sociale (Etude ou Constat d'Impact Environnemental et Social (EIES/CIES) et du présent CGES). Conformément à sa mission régalienne, elle fera le contrôle de conformité des activités du projet par rapport aux dispositions réglementaires et techniques contenues dans les documents de sauvegardes environnementales et sociales qu'elle a approuvés ;
- l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) assurera le suivi de la salubrité sur les sites de travaux ;
- le Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL) : Le Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL) a pour mission de lutter contre les pollutions et prévenir les risques et nuisances engendrés par les activités économiques, qu'elles soient industrielles, agricoles ou sanitaires, de participer à l'évaluation de la qualité écologique, de l'eau et

de l'air, d'exécuter la politique générale de la maîtrise des pollutions d'origine industrielle. Dans le cas du projet, le CIAPOL interviendra dans la gestion des polluants issus des unités de transformation des produits agricoles ;

- les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) : elles seront le prolongement de l'ANDE au niveau local. Elles vont de ce fait, assurer le suivi environnemental et social externe. Autrement dit, elles veilleront à la mise en œuvre effective des Plans de Gestion Environnementale et Sociale issus des EIES/CIES et des résultats que les mesures de mitigation /compensation produiront ;
- les Communes, Conseils Régionaux et Préfecture : ils auront à appuyer la DREDD dans le suivi de la mise en œuvre du projet après le renforcement de leurs capacités ;
- l'entreprise : elle préparera et soumettra un PGES-Entreprise, un Plan d'Assurance Environnement (PAE), un Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant le début des travaux. Par ailleurs, elle aura pour responsabilité à travers son Expert en Environnement, la mise en œuvre de ces Plans et autres documents de sauvegardes élaborés et la rédaction des rapports de mise en œuvre desdits documents ;
- la Mission de Contrôle : ayant en son sein un spécialiste en environnement, elle approuvera le PGES-Entreprise, le Plan d'Assurance Environnement (PAE), le Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant le début des travaux. De plus, elle aura pour responsabilité à travers son Expert en Environnement d'assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale, de produire et transmettre mensuellement les rapports y afférents ;
- les ONG et associations communautaires : en plus de la mobilisation sociale, elles participeront à la sensibilisation des populations et au suivi de la mise en œuvre des PGES à travers l'interpellation des principaux acteurs du **PAC2V-CI**.
- les agences d'exécution : elles assurent le suivi de la mise en œuvre efficace et effective des PGES qui découleront des EIES/CIES de chaque activité du projet. Ces agences vont donc assurer la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre du programme d'infrastructures : préparation des dossiers techniques et élaboration des dossiers d'appel d'offres, elles participent également au screening.

Le tableau ci-après fait la synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES.

**Tableau 1** : Matrice des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES.

N°	Etapas/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
1.	Identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques du sous-projet	Bénéficiaires (filieres agricoles, ANADER) etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services Techniques départementaux et régionaux</li> <li>• Mairie</li> <li>• Bénéficiaire</li> <li>• ONG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UCP <b>PAC2V-CI</b></li> </ul>
2.	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde sociale (SSS) du PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaires (associations agricoles)</li> <li>• Préfectures/Sous-préfectures</li> <li>• Mairie</li> <li>• Services Techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde sociale (SSS) du PAC2V-CI Points Focaux</li> </ul>



N°	Étapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
			• ONG	Environnementaux et Sociaux (PFES)
3.	Approbation de la catégorisation	Coordonnateur du PAC2V-CI	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde sociale (SSS) du PAC2V-CI	• ANDE • Banque mondiale
4.	Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S de sous-projets à « risque substantiel », « risque modéré » et « risque faible »			
5	Préparation, approbation et publication des TDR	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde sociale (SSS) du PAC2V-CI	• Bénéficiaires (filiales agricoles, ANADER) • Services Techniques etc.)	• ANDE • Banque mondiale
	Réalisation de l'étude y compris la consultation des parties prenantes y compris les PAPs		Spécialiste en passation de marché (SPM/PAC2V-CI) ANDE • Bénéficiaires, • Etc.	Consultants
	Validation du rapport d'étude et obtention du certificat environnemental		• Autorités administratives (Préfets et Sous-préfets), Mairies, conseils régionaux, etc. • RPM, RAF/ PAC2V-CI	• ANDE, • Banque mondiale
	Publication du rapport d'étude		• Coordonnateur du PAC2V-CI	• Média national ; • Banque mondiale
6.	(i) Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) du sous-projet, de toutes les mesures de la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise ; (ii) approbation du PGES chantier	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) des agences d'exécution	• Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI • SPM /PAC2V-CI • agences	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI
7.	Exécution/Mise en œuvre des mesures contractualisées avec l'entreprise de construction	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI	• SPM, RAF/ PAC2V-CI • RTA • Bénéficiaires (filiales agricoles, ANADER) • Points Focaux Environnementaux et Sociaux (PFES))	• Entreprise des travaux • Consultants • ONG • Autres
8.	Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures Environnementale & Sociale (E&S)	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde	• Spécialiste en Suivi-Evaluation (S-SE) et RAF du PAC2V-CI • Bénéficiaires	Bureau de Contrôle

N°	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
		Sociale (SSS) du PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Points Focaux Environnementaux et Sociaux (PFES)</li> </ul>	
	Diffusion du rapport de surveillance interne	Coordonnateur du <b>PAC2V-CI</b>	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI
	Suivi externe de la mise en œuvre des mesures E&S	ANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SSE-SSS/PAC2V-CI</li> <li>• ONG</li> <li>• Bénéficiaires</li> <li>• Point Focaux Environnementaux et Sociaux (PFES)</li> </ul>	UCP PAC2V-CI
9	Suivi environnemental et social	SSE-SSS/PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ANDE</li> <li>• Bénéficiaires</li> <li>• Points Focaux Environnementaux et Sociaux (PFES)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Laboratoires /centres spécialisés</li> <li>• ONG</li> </ul>
10.	Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre E&S	SSE-SSS/PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres SSE-SSS</li> <li>• SPM &amp; RAF du PAC2V-CI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants/ONG</li> <li>• Structures publiques compétentes</li> </ul>
11.	Audit de mise en œuvre des mesures E&S	SSE-SSS/PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres SSE-SSS</li> <li>• SPM du PAC2V-CI</li> <li>• ANDE</li> <li>• Bénéficiaires</li> <li>• Autres Services Techniques</li> </ul>	Consultants

L'entité de mise en œuvre du projet (UCP), ou toute entité participant à la mise en œuvre, ne publiera aucun Dossier d'Appel d'Offres (DAO) (et ne signera aucun contrat) d'une activité assujettie à Étude ou Constat d'impact environnemental et social (EIES/CIES), sans que le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) de la phase des travaux n'y ait été inséré et, ne donnera l'ordre de démarrage desdits travaux avant que les documents environnementaux et sociaux de l'entreprise contractante (PGES chantier, Plan d'Assurance Environnement (PAE), Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED), Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)), le Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'Employeur (MGPE) n'aient été approuvés et intégrés dans le planning global des travaux. Aussi les rôles et responsabilités tels que décrits ci-dessus seront-ils intégrés dans le Manuel d'Exécution du Projet (MEP).

#### ***H- Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)***

- **MGP lié aux Violences Basées sur le Genre (VBG)**

Selon les consultations avec les parties prenantes notamment les femmes, les victimes de VBG préfèrent toujours garder le silence, ne pas en parler vu les pesanteurs socioculturelles sur ces questions. Le mécanisme prévoit qu'en cas de VBG, le dépôt de la plainte se fasse au niveau d'une organisation féminine notamment une ONG qui intervient dans le domaine de l'assistance aux victimes des VBG qui fait à son tour recours au service social ou à la Police nationale en fonction de la violence subie par la victime.

La victime peut aussi saisir directement le service social de la localité pour expliquer sa situation que de passer forcément par une ONG et le reste du processus demeure.

La police nationale une fois saisie entame les démarches judiciaires en la matière lorsque la violence est avérée par un certificat médical. Si la victime a subi des traumatismes, elle sera référée au centre social de la localité pour prise en charge. Dans la prise en charge de la victime, l'un des points de plus important concerne sa réinsertion sociale.

- **MGP autres que les VBG**

La mise en œuvre du projet va certainement créer des griefs. Cela appelle à la proposition d'un mécanisme de gestion de ces griefs dont les principales lignes directrices sont :

- le mécanisme de gestion des plaintes et réclamations à l'amiable se fera au niveau du quartier, village, sous-préfecture et préfecture par l'intermédiaire des comités de gestion des conflits qui seront mis en place. Après l'enregistrement (registre de plaintes, téléphone, mail, courrier formel, SMS etc.) de la plainte, chaque comité examinera la plainte, délibèrera et notifiera au plaignant. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision, alors il pourra saisir le niveau supérieur. Quelle que soit la suite donnée à une plainte au niveau du comité local (réglée ou non), l'information devra être communiquée au niveau supérieur ;
- le recours à la justice est une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard dans le déroulement planifié des activités. Si toutefois, la décision de justice est en faveur de la PAP, les frais engagés par celui-ci dans la résolution de la plainte seront pris en charge par le projet.

Par ailleurs, il est important et essentiel que le mécanisme de gestion des plaintes (MGP) soit décrit dans tous les instruments spécifiques de sauvegarde environnementale et sociale à préparer dans le cadre de l'exécution du projet.

La mission recommande que ce MGP lié au VBG ainsi que le Plan d'Action sur les VBG soit approfondi.

### ***I- Directives applicables sur l'Hygiène, Santé-Sécurité et Environnement.***

Les entreprises contractantes devront se conformer aux exigences des directives de la Banque mondiale, concernant l'Hygiène, l'Environnement et la Santé-Sécurité. Des directives complémentaires sur la protection anti-incendie et la sécurité figurent dans les Directives sur l'environnement, la santé et la sécurité, notamment les recommandations suivantes : Main-d'œuvre et Conditions de Travail et Prévention et Réduction de la Pollution.

### ***J- Renforcement des capacités***

Le renforcement des capacités visera les membres du Comité de Pilotage du Projet, les Spécialistes en Environnement ainsi que le personnel du projet, les cadres régionaux, départementaux et communaux assurant la gestion et le suivi du Projet au sein des collectivités territoriales décentralisées ciblées, les organisations des bénéficiaires des infrastructures, les cadres des entreprises prestataires des travaux. Des ateliers de formation sur la gestion environnementale et sociale pendant la mise en œuvre des projets seront organisés dans la zone d'intervention du projet en raison d'un atelier par préfecture au lancement du Projet.

### ***K- Indicateurs de performance de suivi***

Les indicateurs essentiels à suivre porteront sur le :

- % de sous-projets ayant fait l'objet de sélection environnementale et sociale ;
- % d'études ou de constats d'impact environnemental et social réalisés, publiés et effectivement mis en œuvre ;
- % d'infrastructures réhabilitées ou construites ayant fait l'objet de suivi environnemental et de « reporting » ;
- % d'acteurs formés/sensibilisés en gestion environnementale et sociale y compris sur la gestion des pesticides ;
- % d'actions de sensibilisation sur l'hygiène, la santé et la sécurité réalisées ;
- % des accidentés enregistrés et pris en charge par dans le cadre du projet ;
- % de VBG enregistrés dans le cadre du projet et pris en charge ;
- % de PAR réalisés, publiés et mis en œuvre ;
- % de cas de malades de la COVID-19 signalés ou répertoriés dans le cadre du projet.

### ***L- Prise en compte du genre***

Dans le cadre de la prise en compte du genre, le projet va contribuer à l'amélioration de la parité entre les sexes, les conditions de vie et l'employabilité des couches sociales vulnérables et défavorisées. Ainsi, pour renforcer cet impact, il est suggéré que tous les recrutements du projet soient sensibles au genre. Aussi est-il ressorti lors des consultations avec les couches vulnérables et défavorisées (en général les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap), des actions suivantes :

- recruter les personnes vivant avec un handicap et vulnérables sur les projets ;
- appuyer les organisations de femmes pour la création de micro entreprises ;
- impliquer systématiquement les femmes dans la mise en œuvre du projet.

### ***M- Budget de mise en œuvre du PCGES***

La mise en œuvre des aspects environnementaux et sociaux des activités dont les localisations ne sont pas encore connues se fera sur la base du présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) qui est complété par le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) et le Plan de Gestion des Pestes (PGP), préparés en document séparé.

Les coûts des mesures environnementales et sociales se chiffrent à la somme de **1 053 750 000 FCFA (soit \$ US 1 915 909)** financé par le projet.

## EXECUTIVE SUMMARY

### - *Project Background and Rational*

In Côte d'Ivoire, the agricultural sector is one of the country's economic growth poles. It plays a major role in achieving national development objectives, eradicating poverty and strengthening food security.

In 2015, this sector contributed 21% to the country's Gross Domestic Product (GDP) and employed nearly two-thirds of the active population. However, the Ivorian agricultural sector is still characterized by low levels of income for agricultural workers, with the corollary of high poverty rates in rural areas. Youth and women are particularly vulnerable because they have more difficulty accessing resources, technology and employment opportunities, especially the most generative jobs.

The National Agricultural Investment Plan I (NAIP 2010-2017) has successfully established the institutional framework necessary for the post-crisis recovery of the agricultural sector in terms of regulations, the definition of sectoral policies, and support for the structuring of the sectors.

Despite this significant progress, the Ivorian agricultural sector still faces many weaknesses. Constraints related to the development of food production at all stages of the value chain remain. These include :

- the low level of use of quality seeds ;
- the low level of application of technical itineraries (lack of training)
- the practice of essentially rain-fed food crop farming
- the low level of modernization and mechanization of farms
- difficulties in transporting and distributing food products due, among other things, to the lack of appropriate infrastructure, including agricultural tracks
- the inadequacy of marketing infrastructure
- insufficient storage and preservation infrastructure;
- the low level of processing of food products ;
- the low level of organization of stakeholders, particularly producers ;
- difficulties in accessing credit from banks and microfinance institutions ;
- the lack of agricultural insurance products adapted to food crops.

In light of this context, the NAIP II (NAIP 2018-2025), which is currently being implemented, has set itself the goal of providing the country with a sustainable, competitive agriculture that creates shared wealth.

Faced with all these challenges (economic, social, food), the development of the food sub-sector is essential. It is with this in mind that particular emphasis has been placed on food production in the National Development Plan. In addition, the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) has initiated various projects for the benefit of small producers with the support of several Technical and Financial Partners (TFPs).

The second generation National Agricultural Investment Program (NAIP II - 2018-2025) is a framework that addresses in a holistic way the issue of food crop development by exploiting the agricultural potential of agro-ecological zones, and the development of measures for adaptation

to climate change and resilience. It focuses on the issue of food crop productivity, market infrastructure and access to financing.

It is within this framework that the Government of Côte d'Ivoire, in collaboration with the World Bank, has undertaken the preparation of the Food Sector Value Chain Support Project.

The project will be implemented in accordance with the "Agropole" approach as defined by the NAIP II (2018-2025). The intervention areas are defined on the basis of the selected speculations and will cover the targeted regions in the agropoles prioritizing this crop. The priority areas are :

- Agropolis 5 covering the Grands Ponts and Agneby Tiassa regions: the value chains concerned are cassava, market gardening and aquaculture;
- Agropolis 3 covering the regions of Indénié-Djuablin, Mé and Sud-Comoé with the value chains of cassava, plantain and market gardening;
- Agropolis 6 covering the regions of Marahoué, Haut Sassandra, Goh and Loh Djiboua with the cassava value chain;
- Agropolis 7 covering the regions of San Pedro, Nawa, Gboklè with the cassava and plantain value chains;
- Agropolis 9 covering the Tonkpi, Guemon, and Cavally regions .

The project will be implemented over five (5) years and is structured around four (4) structural components which are :

- Component 1: Improvement of the business environment and institutional strengthening;
- Component 2: creation of productive and resilient agri-food value chains;
- Component 3: Mobilization of productive private investments along value chains;
- Component 4: Project coordination and management.

By the nature, characteristics and scope of the activities envisaged in its implementation, the Food Chain Value Chain Support Project is potentially associated with substantial environmental and social risks and impacts. For this reason, it is classified as a "substantial risk project" according to the World Bank's environmental and social classification criteria.

The Bank's Environmental and Social Standards (ESS) are systematically applied to the project in order to prevent and mitigate any negative impacts on the environment and the population that may result from the implementation of the project. They are: : ESS1 "Assessment and Management of Environmental and Social Risks and Impacts"; ESS 2 "Labor and Working Conditions"; ESS 3 "Resource Efficiency and Pollution Prevention and Management"; ESS 4 "Community Health and Safety"; ESS 5 "Land Acquisition, Restrictions on Land Use and Involuntary Resettlement"; ESS 6 "Biodiversity Conservation and Sustainable Management of Living Natural Resources"; ESS 8 "Cultural Heritage"; ESS 9 "Financial Intermediaries"; and ESS 10 "Stakeholder Engagement and Information Disclosure".

Consequently, the Ivorian government must prepare an Environmental and Social Management Framework (ESMF) as stipulated in its Environmental and Social Commitment Plan (ESCP). This safeguard instrument will have to be established, reviewed and validated by both the World Bank and the Government of Côte d'Ivoire, in particular the National Environment Agency (NEA), in accordance with Article 39 of Law 96-766 on the Environmental Code. It will be



disclosed in the country and on the World Bank website before the project is submitted to the Bank's Board of Directors.

This Environmental and Social Management Framework (ESMF) is then developed to comply with the provisions of national environmental legislation and the environmental and social standards of the World Bank.

### ***B- Description of the major environmental and social issues and risks***

Six (6) major environmental and social issues related to the implementation of the project have been identified in the PAC2V-CI intervention zone.

- The first major issue is the land issue. The development of plots of land for the benefit of producers benefiting from the project could require the acquisition of land and lead to expropriation or land conflicts. This possible expropriation should be done by involving the administrative authorities of the ministries concerned, the targeted communes and customary leaders, taking into account the texts in force in order to avoid conflicts.
- The second major issue is related to the vulnerability of the populations (women in their multiple dimensions, youth, etc.) in the project intervention zones, namely, urban and rural poverty, numerical vulnerability (situation of numerical minority of the natives), land vulnerability, women heads of household and unemployed youth.
- The third issue is the problem of abusive logging and overgrazing, which has led to the destruction and/or fragmentation of forest ecosystems in the project areas. The rare remaining forest islands in the rural environment are the sacred sites (sacred forests, cemeteries, sacred water sources, gallery forests, etc.) which, given their excellent state of conservation, have become sanctuaries of local biodiversity (flora and fauna). Other issues concerning the respect of public utility easements, notably the exploitation of the mountain slopes for agricultural purposes as well as the banks and shores of the watercourses, should be highlighted
- the fourth issue is the problem of pesticide management. With the completion of the project, the issue of pesticide management in the project area could become a real concern if traditional pesticide management practices persist.

Indeed, the practice of food crops requires the use of many chemical pesticides, hence the interest in paying particular attention to its management within the framework of this project. This current management could accentuate the health risks and the loss of biodiversity, notably the reduction of ichthyological fauna (aquatic fauna, notably fish), the pollution of water and soil with the disappearance of certain species of wild animals and even lead to intoxication of the population.

- The fifth issue is the problem of gender disparity and the relevance of gender-based violence (GBV) in the project area. The project must therefore contribute to reducing this disparity and set up a GBV management mechanism in the project area;
- The sixth and last major issue is the COVID-19 pandemic, which is present in the project area. The project is therefore called upon to carry out information, education and communication (IEC) activities in order to ensure that the barrier measures adopted by the government are respected

### ***C- Political, legal and institutional framework***

The policy context for the environmental sector and PAC2V-CI's intervention sectors is marked by the existence of relevant policy documents including :

- The National Agricultural Investment Plan (NAIP II, 2018-2025)
- The National Action Plan for the Environment (NAPE, 2011);
- the Sanitation and Drainage Sectoral Policy Letter;
- the policy for the fight against poverty;
- the National Health Development Plan (PNDS 2016-2020);
- the National Development Plan (2016-2020);
- the National Strategy for the Conservation and Sustainable Use of Biological Diversity (vision 2025);
- the National Strategy for the Management of Living Natural Resources (vision 2020);
- the National Plan of Response against COVID-19.

The implementation of these policies has required the prior definition of an institutional and legal framework (legislative and regulatory) in which environmental actions in Côte d'Ivoire are now included. Thus, on the legislative level, we can cite the :

- The constitutional law n°2020-348 of March 19, 2020 amending the law n°2016-886 of November 08, 2016 on the Constitution of the Republic of Côte d'Ivoire ;
- Law n°2015-532 of July 20, 2015 establishing the Labor Code ;
- Law n° 99-477 of August 2, 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale as amended by Ordinance N°2012-03 of January 11, 2012, amended by Ordinance n°17-107 of February 15, 2017 ;
- Law No. 96-766 of October 3, 1996 carrying the Environment Code which sets the general framework of the fields of reinforcement of legal and institutional texts relating to the environment in its Article 2 ;
- Law n° 98-755 of December 23, 1998 on the Water Code ;
- Law n° 98-750 of December 23, 1998 on rural land establishes the foundations of land policy in rural areas, namely (i) the recognition of a customary rural domain and the validation of the existing management of this domain and (ii) the association of village authorities and rural communities in the management of the rural domain and, in particular, in the recording of customary rights and their transformation into real rights.
- Law n°2014-138 of March 24, 2014 on the Mining Code ;
- Law n°2019- 675 of 23 July 2019 on the Forestry Code.

In terms of regulations, we can cite the :

- Decree n°96-894 of November 8, 1996, determining the rules and procedures applicable to studies relating to the environmental impact of development projects. This specific legislation on Environmental and Social Impact Studies (EIES) is contained in the Environmental Code in articles 2, 12, 16, 39, 41 and in its annexes 1, 2, 3 and 4 provided for this purpose;
- Decree of November 25, 1930 on "expropriation for public utility". Expropriation for public utility is governed in Côte d'Ivoire by the Decree of November 25, 1930, which states in its first article : expropriation for public utility is carried out in French West Africa by judicial authority;

- Decree No. 95-817 of September 29, 1995 setting out the rules for compensation for the destruction of crops;
- Decree n°2013-224 of March 22, 2013 on the purging of customary land rights for reasons of public interest;
- Decree No. 2014-25 of January 22, 2014 on the purging of customary land rights for reasons of public interest amends Articles 7, 8 and 11 of Decree 2013-224 of March 22, 2013 above, by specifying the maximum amounts of purging for the loss of land use rights in the chief towns of Districts, Regions, Prefectures or Subprefectures.

With regard to the management of pesticides, at the legislative level, plant protection in Côte d'Ivoire is governed by :

- Order No. 159/MINAGRA of 21 June 2004 prohibiting 67 active ingredients used in the manufacture of plant protection products used in agriculture ;
- Decree No. 89-02 of January 4, 1989 on the approval, manufacture, sale and use of pesticides, repealing Decree No. 74-388 of August 7, 1974 on the approval of pesticides. This regulatory device concerns the sanitary protection of plants and plant products, by the prevention and the fight against harmful organisms as well at the level of their introduction as at that of their propagation on the national territory, with a view to safeguarding and guaranteeing a satisfactory physical and biological environment favourable to a sustainable development.

Thus, with regard to the planned investments, PAC2V-CI is required to comply with the World Bank's Environmental and Social Standards (ESS): ESS 1 "Assessment and Management of Environmental and Social Risks and Impacts"; ESS 2 "Employment and Working Conditions"; and ESS 3 "Rational Use of Resources and Pollution Prevention and Management"; ESS 4 "Public Health and Safety"; ESS 5 "Land Acquisition, Land Use Restrictions and Involuntary Resettlement"; ESS 6 "Biodiversity Conservation and Sustainable Management of Biological Natural Resources"; ESS 8 "Cultural Heritage"; ESS 9 "Financial Intermediaries"; and ESS 10 "Stakeholder Engagement and Information".

At the institutional level, the implementation of the CGES involves the following actors and technical structures :

- The Project Owner: the Ministry of Agriculture and Rural Development;
- The Steering Committee: chaired by the Ministry of Agriculture and Rural Development, its mission is the general supervision of the project. It is the decision-making body at the strategic level that ensures the inclusion and budgeting of environmental and social requirements in the Annual Work Plans and Budgets (AWPB);
- The Project Coordination Unit (PCU): The PCU will be housed in the Ministry of Agriculture and Rural Development and will coordinate the project at the central level, ensuring the overall implementation of project activities. It will ensure that environmental and social aspects and issues are effectively taken into account in the execution of project activities. To this end, it will have an Environmental Safeguard Specialist (ESS) and a Social Safeguard Specialist (SSS);
- The Project Fiduciary Coordination Unit (PFCU): The PFCU will be housed at FIRCA and will coordinate the fiduciary activities of the project. It is also responsible for ensuring that environmental and social aspects and issues are effectively taken into account in the execution of project activities;

- The Ministry of Environment and Sustainable Development: This ministry is in charge of implementing and monitoring the government's policy on environmental protection and sustainable development. It will intervene in this project through its sub-authority structures, which are the National Environment Agency (NEA), which is responsible for managing environmental and social assessments at the national level (Environmental and Social Impact Studies and Reports (ESIA), auditing, and Strategic Environmental Assessments) and CIAPOL, which is responsible for monitoring the management of industrial companies resulting from project activities;
- The Ministry of Animal and Fishery Resources (MIRAH): within the framework of the project, the use of pesticides and other phytopharmaceutical products could impact animal and fishery resources. MIRAH will intervene through its technical directorates and its regional and departmental directorates. They will participate in the screening of sub-projects related to livestock and aquaculture as well as in the sanitary surveillance and environmental and social monitoring of the project;
- the project implementation agencies: they will be responsible for monitoring the implementation of each project activity within their institutional mandate. They will monitor the implementation of the Environmental and Social Management Plans (ESMP) that will result from the Environmental and Social Impact Studies and Assessments (ESIAs) of each project sub-activity;
- The local authorities: they will participate in environmental and social monitoring through their technical departments or divisions;

Non-governmental organizations (NGOs) and community associations: in addition to social mobilization, they will participate in Information-Education-Communication (IEC) activities for the population and in monitoring the implementation of the ESMP by questioning the main PAC2V-CI actors.

#### ***D- Enumeration of generic impacts/risks by type of sub-projects or micro-projects***

The activities planned within the framework of PAC2V-CI will bring definite environmental and social benefits for small farmers involved in the plantain, market gardening, cassava, aquaculture and pig farming sectors, as well as in the marketing and processing of agri-food products. They will be manifested in terms of improving the productive capacities of vulnerable groups and reducing gender disparities; creating jobs and improving incomes; improving the living conditions of the population; securing land tenure, enhancing the value of local agricultural production (plant and animal), and marketing in compliance with health standards and conditions; improving the quality and availability of seeds; use of environmentally sustainable agricultural technologies; reduction of farmers' vulnerability to the effects of climate change; maintenance of agricultural land fertility levels; extension of credible alternatives to chemical control and amendments; conservation and improvement of the natural resource base through sustainable intensification techniques for agricultural systems and optimal management of water resources.

However, the activities envisaged under the project are likely to generate both positive spin-offs for the country's socio-economic situation and potential negative impacts on the biophysical and human components. The negative impacts can be described in terms of risks of encroachment on classified areas and protected areas as well as sacred forests; conflicts over the management of natural resources (related to water, between herders and farmers);

increased pressure on land; risks of overexploitation and disruption of natural environments, particularly wetlands (irrigation and fish farming); generation of solid and liquid waste, risks of accidents related to infrastructure rehabilitation work, disruption of the living environment occupation of private land; health risks related to the use of pesticides and poor management of their empty packaging; deforestation; loss of fertility and soil degradation through erosion; salinization, alkalization and acidification of soils; pollution of water resources due to fish farming activities and the irrational use of fertilizers and pesticides; loss of land for crops and grazing; risks related to capacity deficiencies in the field of biotechnology and biosafety.

The challenge will therefore be to combine the development of project activities with the requirements of environmental and social protection and management.

#### ***E- Generic measures for the protection of the biophysical and human environment***

The negative environmental and social impacts listed above require different alternatives or measures to eliminate, reduce or offset them. In addition to the site organization and the measures resulting from the ESMP specific to each activity, the Coordination Unit of PAC2V-CI :

- will ensure that the vulnerability of the populations living near the works, gender aspects and the effective participation of the actors concerned are taken into account;
- will set up a monitoring and evaluation system to ensure that project activities guarantee the protection of the physical and social environment;
- implement a waste sorting, collection and management system;
- implement training programs and communication strategies adapted to the various project actors for better accountability;
- implement measures to enhance the positive environmental and social impacts of the project;
- include binding clauses in the tender documents (BD) and require that the Environmental and Social Management Plan (ESMP), the Environmental Insurance Plan (EIP), the Special Waste Management and Disposal Plan (SWMP), and the Special Health and Safety Protection Plan (SHSPP) of the company be approved prior to the actual start of work.

#### ***F- Stakeholder information and consultation***

As part of the preparation of the ESMF, information sessions and stakeholder consultations were held between January 17 and 24, 2021 with the heads of administrative services, technical and research and development structures, cooperatives and farmers' associations (market gardeners, food producers, livestock breeders), stakeholders in the agricultural product trade and processing sectors and the population (including women and young people), as well as the NGOs in the regions.

These stakeholders, who numbered 895, including 445 women (49.72%) and 450 men (50.28%), were met individually or collectively in the following regions (1) , Dabou in the Grands-Ponts region (pork and cassava); (2) Abengourou, in the Indénié- Djuablin region (cassava, market gardening); (3) Adzopé, in the Mé region (aquaculture, market gardening, and pork); (4) Aboisso, in the Sud-Comoé region (cassava); (5) Bondoukou, in the Gontougo region (market gardening) ; (6) Daloa, in the Haut-Sassandra region (plantain, market garden); (7) Divo, in the Lôh -Djiboua region (plantain, market garden); (8) San-Pédro, in the San-Pédro



region (cassava); (9) Soubré, in the Nawa region (cassava, plantain, market gardeners) and (10) Duékoué, in the Guémon region (cassava, market gardeners, pig farming).

The purpose of these meetings was to inform stakeholders about PAC2V-CI (objective, components and activities, impacts and mitigation and enhancement measures), to gather their opinions and concerns and to lay the groundwork for a concerted and sustainable implementation of the project's actions with a view to their involvement in decision-making.

Beyond the assessment of the project, the general consensus revolved around problems related to rural land tenure (conflict, disputes, the process and cost of certification and issuance of land titles, the mode of access to property for women, the settlement of land tenure conflicts in rural areas, etc.); the issue of women's empowerment, natural resource management and the preservation of sacred sites; the development of irrigation and mechanization in the agricultural production system; and environmental and social issues related to the transformation of agriculture in the face of climate change.

The consultation of the stakeholders involved has allowed to focus on the issues of concern to the community by identifying the major challenges related to the implementation of the project.

Thus, the environmental issues related to PAC2V-CI concern the problem of solid and liquid waste management; the massive expansion of extensive agriculture (shifting cultivation on slash and burn), drought and bush fires (accidental or intentional, often related to agriculture or hunting); the effects of climate change on agriculture; uncontrolled exploitation of forest resources, especially for fuelwood and charcoal production; overgrazing; destruction and fragmentation of forest, savanna and coastal ecosystems; deforestation; poaching; destruction of natural habitats and depletion of wildlife and soil erosion. In addition, there is the conservation of sacred sites and their biodiversity (fauna and flora); the expansion of illegal gold washing; the respect of public utility easements such as mountainsides, river banks and wetlands; the recent abusive use of phytosanitary products and the use of chemical fertilizers; the pollution of resources (water, soil, shallows, etc.) as well as the pressure of agriculture on rural land.

At the social level, we note the vulnerability of poverty in rural areas, the vulnerability of women heads of household and unemployed youth with regard to land tenure, the increased monetization of land and the questioning of previous arrangements, as well as the problems of securing and expropriating agricultural land, the risk of conflicts between farmers and herders, inter-community conflicts and household food insecurity.

At the end of the consultations and meetings, the reactions of the various stakeholders showed a general approval of the project. According to them, the project has major advantages, the most important of which are: the creation of jobs, the socio-economic development of the country, the fight against poverty and unemployment.

However, even though there are high expectations on the part of the populations likely to benefit from the project and its anticipated opportunities, concerns remain, notably the excessive use of pesticides, whether or not they are approved and without protective measures, the problem of packaging management (abandonment, reuse), the absence or inadequacy of processing units, the poor organization of markets in the various sectors (failure to respect approved prices), the poor state of tracks for the sale of products, and the expropriation of people's land and property.

In general, there are fears related to the non-preservation of the physical and social environment and the taking into account of the concerns of the populations during the implementation of the project, which are the subject of suggestions and recommendations for a good integration of the project in its environment.

The exchanges and discussions have allowed to highlight the following actions to be taken to respond to the various concerns of the stakeholders.

As regards the assessment of PAC2V-CI, it emerged from the discussions that the project must involve all the stakeholders and undertake information and communication sessions for its successful implementation.

Exchanges and discussions allowed to highlight the following actions to be carried out in order to respond to the different concerns of stakeholders.

- ***Recommendations in Information-Education-Communication (IEC)***
  - - Set up an information and communication plan on the project in its intervention zones;
  - - Set up a cell to raise awareness about gender-based violence in the project area;
  - - Carry out training for pesticide sellers on the conservation of approved phytosanitary products (pesticides) and sensitize them on the danger of non-approved products;
  - - Carry out IEC campaigns on the management of phytosanitary products (pesticides);
  - - Carry out IEC campaigns on the protection and preservation of the environment;
  - - Carry out IEC campaigns on land conflicts;
  - - Carry out IEC campaigns on hygiene and sanitation issues.
- ***Recommendations related to capacity building***
  - - Train stakeholders in environmental and social monitoring of projects;
  - - Strengthen the capacities of stakeholders on EAS/HS;
  - - Strengthen the capacities of the farmers' support structures (training on the technical itinerary of the crops grown);
  - - Train stakeholders on the conflict management mechanism;
  - - Strengthen the capacities of associations and NGOs involved in environmental protection.
- ***Institutional recommendations***
  - - Implement an effective waste management plan;
  - - Establish a mechanism for managing conflicts and disputes;
  - - Promote the recruitment of people living with disabilities and vulnerable people on sub-projects;
  - - Systematically involve women in the implementation of the project;
  - - Establish an information mechanism on the various existing employment opportunities in the agricultural sectors of the project;
  - - Establish a mechanism for recruiting local labor during the work;
  - - Support women's organizations and associations in the creation of micro-businesses related to the project, systematically involve women in the implementation of the project;



- - Strengthen the capacities of MINADER and customs agents in the management of phytosanitary products;
- - Strengthen the technical and human capacities of pesticide applicators..
- **Technical recommendations**
  - - Compensate all persons who will be affected by the project;
  - - Effectively resettle those affected and who will be relocated by the project.
  - - To carry out a Resettlement Action Plan (RAP) to take into account the losses suffered by the populations in the implementation of the project;
  - - Strengthen the capacities of agricultural technicians on good agricultural practices;
  - - Organize training and awareness sessions for producers on the proper use of pesticides and the importance of PPE;
  - - Improve small packaging units
  - - Improve the accessibility of inputs for producers
  - - To carry out or strengthen the geolocation of the agricultural plots involved in the project.
- **Other recommendations**
  - - Encourage the promotion of crop associations and subsidize, if possible, the acquisition of high-yielding plants;
  - - Provide financial incentives to the private sector to encourage it to invest in the creation of processing plants for local products;
  - - Strengthen the capacities of cooperative societies in terms of structuring, cooperative spirit and management;
  - - Contribute to or advocate for the maintenance and rehabilitation of access roads to plantations;
  - - Contribute to the creation of new plantations by financing research on high-yielding plants;.

All of the above recommendations have been taken into account at the following levels: (i) in the lists of mitigation measures; (ii) in the environmental and social screening process; (iii) in the capacity building programs (training and awareness raising); and (iv) in the monitoring plan and institutional arrangements for implementation.

### ***G- Environmental and Social Management Framework Plan (ESMFP)***

The Environmental and Social Management Framework Plan (ESMP) developed includes the environmental and social selection procedure for sub-projects (screening), institutional and technical strengthening measures, training and awareness-raising measures, mitigation measures, the program for implementing and monitoring measures, institutional responsibilities, a budget that includes a provision for carrying out Environmental and Social Impact Studies or Assessments (ESIA/ESIA), including their implementation, and the monitoring/evaluation of the ESMC.

- At the national level, Ivorian environmental legislation has established an environmental classification of projects and sub-projects in three (3) categories (Environmental and Social Impact Assessment (ESIA), Environmental and Social Impact Statement (ESIS) and Categorical Exclusion Statement).
- The analysis of national texts and World Bank standards shows that the national categorization does not perfectly and completely match that of the World Bank.
- The World Bank's Environmental and Social Framework (ESF) classifies projects into four categories: High Risk, Substantial Risk, Moderate Risk and Low Risk. This classification, which will be based on several parameters related to the project, will be examined regularly by the World Bank even during the implementation of the project

and could change. Thus, a project with a substantial risk such as PAC2V-CI may evolve into either a high or moderate risk during its evolution. This is not the case with the national classification, which does not allow such an evolution to be measured. In addition, the World Bank classification does not indicate whether it is a detailed or simplified environmental assessment, unlike the national classification. One might think that high risk and substantial risk correspond to category A at the national level and therefore call for an ESIA. The moderate risk at the World Bank level corresponds to the realization of an Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) at the national level and the low risk to the Categorical Exclusion Assessment (CEA).

- Environmental and social management will be carried out under the coordination of monitoring missions and under the supervision of the PCU's Environmental Safeguard Specialist (ESS) and Social Specialist (SS) as well as the Environmental Safeguard Specialists (ESS) of the Implementing Agencies, with the involvement of the Environmental and Social Respondents (ESR) of the technical services involved in its implementation; NGOs and local beneficiary communities. The monitoring program will focus on ongoing monitoring, supervision, and annual evaluation. External monitoring will be carried out by NEA. Members of the Project Steering Committee and the World Bank team will participate in missions to support the implementation of project activities.
- The institutional framework for implementing the Environmental and Social Management Framework (ESMF) involves several actors and technical structures, the most significant of which are:
  - - The Project Preparation Committee (Support Project for the Value Chains of the Food Sub-Sector in Côte d'Ivoire (PAC2V-CI) / Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) This committee is in charge of preparing the environmental and social safeguards documents required during the project preparation phase;
  - - The Project Steering Committee (PSC): It will be responsible, among other things, for the validation of the Annual Work Plans and Budgets (AWPB). It will ensure the inclusion and budgeting of environmental and social due diligence in the AWP;
  - - The Project Coordination Unit (PCU): it will guarantee the effectiveness of the consideration of environmental and social aspects and issues in the execution of project activities. For this purpose, it will have within it:
    - - The Project Coordinator: he will be responsible for the quality of the staff in charge of environmental and social management and for the publication of the safeguard documents elaborated;
    - - The Environmental Safeguard Specialist (ESS) and the Social Specialist (SS), who are familiar with issues of gender-based violence (GBV), will be responsible for the environmental, social and gender management of the sub-projects as well as for the time planning and budgeting of E&S aspects in the AWPB;
    - - The Activity Technical Manager (ATM) or agronomist: will be responsible for the identification of the location/site and the main technical characteristics and for the integration in the tender documents of all the technical provisions of the works phase that can be contracted with the company ;
    - - The Procurement Manager (PM) in the sub-project preparation phase in consultation with the HSE and SS and will ensure the integration of technical, environmental and social measures in the bidding documents ; studies, capacity building needs ; monitoring and auditing in the procurement plans and prepares the related contract documents ;
    - - The Finance Officer (FO) in the preparation phase and in the sub-project implementation phase: he will include in the financial statements, the budgetary

provisions related to the execution/implementation of the measures and to the Monitoring of the implementation of the environmental and social measures ;

- - The Monitoring and Evaluation Specialist (in the preparation phase and in the implementation phase of the sub-project) : he/she will ensure, in consultation with the SSE and the SS, that the results of the environmental and social monitoring and follow-up and of gender are taken into account in the overall project monitoring and evaluation system ;
- - The National Environment Agency (NEA): It will review and approve the environmental classification of the sub-projects as well as the environmental and social assessment documents (Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) and this ESMF). In accordance with its regalian mission, it will control the conformity of the project activities with the regulatory and technical provisions contained in the environmental and social safeguard documents that it has approved;
- - The National Waste Management Agency (NWMA) will monitor the health of the work sites ;
- - Ivorian Anti-Pollution Center (CIAPOL) : The mission of the Ivorian Anti-Pollution Center (CIAPOL) is to fight against pollution and prevent risks and nuisances caused by economic activities, whether industrial, agricultural or sanitary, to participate in the evaluation of the ecological quality of water and air, and to execute the general policy of controlling pollution of industrial origin. In the case of the project, CIAPOL will intervene in the management of pollutants from agricultural processing units.
- - The Regional Directorates of Environment and Sustainable Development (RDESD): they will be the extension of NAE at the local level. They will therefore ensure external environmental and social monitoring. In other words, they will ensure the effective implementation of the Environmental and Social Management Plans resulting from the ESIA and the results that the mitigation/compensation measures will produce;
- - The Communes, Regional Councils and Prefecture : they will have to support the RDESD in monitoring the implementation of the project after the strengthening of their capacities ;

The following table summarizes the institutional arrangements for implementing the ESMF.

Tableau 1: Matrix of Institutional Arrangements for the Implementation of the ESMP.

N°	Steps/Activities	Responsible	Support/Collaboration	Provider
1.	Identification of the location/site and main technical characteristics of the sub-project	Beneficiaries (agricultural sectors, ANADER) etc.). etc.)	- Departmental and regional technical services - Town Hall - Beneficiary - NGO -	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PCU/ PAC2V-CI</li> </ul>
2.	Environmental selection (Screening-in of forms), and determination of the specific type of backup instrument	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI	Beneficiaries (agricultural association) - Prefectures/Sub-prefectures - Town Hall Technical Services NGO	PAC2V-CI's Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) Focal Points Environmental and Social (PFES)
3.	Approval of categorization	<b>PAC2V-CI</b> Coordinator	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social	NAE World Bank

N°	Steps/Activities	Responsible	Support/Collaboration	Provider
			Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI	
4.	Preparation of the specific E&S safeguard instrument for "substantial risk", "moderate risk" and "low risk" sub-projects			
5	Preparation, approval and publication of ToRs	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of <b>PAC2V-CI</b> and Implementing Agencies)	Beneficiaries (agricultural sectors, ANADER) Technical Services etc. )	NAE World Bank
	Conducting the study including stakeholder consultation including PAPs		Procurement Specialist (SPM/PAC2V-CI) ANDE - Beneficiaries, etc. )	Consultants
	Validation of the study report and obtaining the environmental certificate		➤ Administrative authorities (Prefects and Sub-prefects), town halls, regional councils, prefectures, etc. ➤ RPM, RAF/ <b>PAC2V-CI</b>	➤ NAE, ➤ World Bank
	Publication of the study report		<b>PAC2V-CI</b> Coordinator	➤ National Media ; ➤ World Bank
6.	(i) Inclusion in the tender documents (DAO) for the sub-project of all the measures of the phase of the work that can be contracted with the company; (ii) approval of the site GEP	Technical Activity Manager (TAM)	➤ Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of <b>PAC2V-CI</b> , ➤ RPM	➤ Environmental Safeguard Specialist (SSE) and Social Safeguard Specialist (SSS) (ES of <b>PAC2V-CI</b> )
7.	Execution/implementation of measures contracted with the construction company	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• RPM</li> <li>• Financial Manager (RF)</li> <li>• Town Halls, Regional Councils</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Work company</li> <li>• Consultants</li> <li>• NGO</li> <li>• Others</li> </ul>
8.	Internal monitoring of the implementation of Environmental & Social (E&S) measures	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring and Evaluation Specialist (S-SE)</li> <li>• Town Halls</li> </ul>	Control Office

N°	Steps/Activities	Responsible	Support/Collaboration	Provider
	Distribution of the internal surveillance report	<b>PAC2V-CI</b> Coordinator	Environmental Safeguard Specialist (SSE) and Social Safeguard Specialist (SSS) (ES of PAC2V-CI)	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI
	External monitoring of the implementation of E&S measures	ANDE	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NAE</li> <li>• Specialized laboratories</li> <li>• NGO</li> </ul>
9	Environmental and social monitoring	ESS- SSS/PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NAE</li> <li>• - Beneficiaries</li> <li>• - Environmental and Social Focal Points (ESFPs)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Laboratories / Specialized centers</li> <li>• - NGO</li> </ul>
10.	Capacity building of E&S implementation actors	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Other ESS-SSS</li> <li>• RPM</li> <li>• RF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants/NGOs</li> <li>• Competent public structures</li> </ul>
11.	Audit of the implementation of E&S measures	Environmental Safeguarding Specialist (ESS) and Social Safeguarding Specialist (SSS) of PAC2V-CI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ESS-SSS/ <b>PAC2V-CI</b> RPM</li> <li>• ANDE</li> <li>• Town Halls</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants</li> </ul>

The Project Implementing Entity (PIE), or any entity involved in the implementation, will not publish any Bidding Documents (BD) for an activity subject to Environmental and Social Impact Assessment or Report (ESIA/ESIA), without the Environmental and Social Management Plan (ESMP) of the works phase having been inserted and, will not give the order to start the said work until the environmental and social documents of the contracting company (Site SMP, Environmental Insurance Plan (EIP), Specific Waste Management and Disposal Plan (SWMDP), Specific Safety and Health Protection Plan (SHSPP)), the Employer's Complaints Management Mechanism (ECMM) have been approved and integrated into the overall work schedule. Therefore, the roles and responsibilities as described above will be integrated into the Project Implementation Manual (PIM).

#### ***H- Grievance Redress Mechanism (GRM)***

##### **• GRM related to Gender-Based Violence (GBV)**

According to the consultations with stakeholders, especially women, SEA/SH victims always prefer to keep silent and not talk about it because of the socio-cultural constraints on these issues. The mechanism provides that in case of GBV, the complaint should be filed with a

women's organization, such as an NGO that provides assistance to SEA/HS victims, who in turn to the social services or the national police depending on the violence suffered by the victim. The victim can also contact the local social service directly to explain his or her situation, but the victim must go through an NGO and the rest of the process remains.

Once a case is seized, the national police force initiates legal proceedings when the violence is proven by a medical certificate. If the victim has suffered trauma, she will be referred to the local social center for treatment. One of the most important points in the care of the victim is his or her social reintegration.

- **GRM other than SEA/SH**

The implementation of the project will certainly create grievances. This calls for the proposal of a mechanism to manage these grievances, the main guidelines of which are:

- The mechanism for managing complaints and claims amicably will be at the village, district, sub-prefecture and prefecture levels through the conflict management committees that will be set up. After registration (complaints register, telephone, email, formal mail, SMS etc.) of the complaint, each committee will examine the complaint, deliberate and notify the complainant. If the complainant is not satisfied with the decision, then he or she may take the matter to the next level. Regardless of the outcome of a complaint at the local committee level (resolved or not), the information should be reported to the next higher level;
- recourse to the courts is not recommended for the project because it can be a way of blocking and delaying the planned progress of activities. If, however, the court decision is in favor of the PAP, the costs incurred by the PAP in resolving the complaint will be borne by the project.

Furthermore, it is important and essential that the grievance redress mechanism (CMM) be described in all the specific environmental and social safeguard instruments to be prepared in the course of project implementation.

***I- Applicable Health, Environment and Safety Directives.***

Contracting companies will be required to comply with the requirements of the World Bank's Health, Environment and Health and Safety guidelines. Additional guidance on fire protection and safety is contained in the Environmental, Health and Safety Guidelines, including the following recommendations: Workforce and Working Conditions and Pollution Prevention and Abatement.



### ***J- Capacity Building***

Capacity building will target members of the Project Steering Committee, Environmental Specialists and project staff, regional, departmental and communal managers responsible for project management and monitoring in the targeted decentralized local authorities, organizations of infrastructure beneficiaries, and managers of the companies providing the works. Training workshops on environmental and social management during the implementation of the projects will be organized in the project intervention zone, with one workshop per prefecture at the launch of the project.

### ***K- Monitoring performance indicators***

- The key indicators to be monitored will be:
- - % of sub-projects with environmental and social screening;
- - % of environmental and social impact studies or assessments carried out, published and effectively implemented;
- - % of rehabilitated or constructed infrastructure that has been subject to environmental monitoring and reporting;
- - % of actors trained/aware of environmental and social management, including pesticide management;
- - % of awareness-raising actions on hygiene, health and safety carried out;
- - % of accidents recorded and treated by the project;
- - % of SEA/SH recorded and managed by the project; % of GBV recorded and managed by the project; % of SEA/SH recorded and managed by the project
- - % of RAPs carried out, published and implemented;
- - % of cases of COVID-19 reported or recorded by the project.

### ***L- Gender mainstreaming***

Within the framework of gender mainstreaming, the project will contribute to the improvement of gender parity, living conditions and employability of vulnerable and disadvantaged social strata. Thus, to reinforce this impact, it is suggested that all project recruitment be gender sensitive. In addition, consultations with vulnerable and disadvantaged groups (in general women, youth and people living with disabilities) revealed the following actions

- - Recruiting people living with disabilities and vulnerable people to the projects;
- - Support women's organizations in the creation of microenterprises;
- - systematically involving women in project implementation.

### ***M- Budget for the implementation of the ESMF***

The implementation of the environmental and social aspects of the activities whose locations are not yet known will be based on the present Environmental and Social Management Framework (ESMF), which is complemented by the Resettlement Policy Framework (RPF) and the Pest Management Plan (PMP), prepared as separate documents.

The costs of the environmental and social measures amount to **1,053,750,000 XOF (US\$ 1 915 909)** financed by the project.

## **1. INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte et justification du projet**

En Côte d'Ivoire, le secteur agricole figure au nombre des pôles de croissance économique du pays. Il joue un rôle majeur dans l'atteinte des objectifs nationaux de développement, d'éradication de la pauvreté et de renforcement de la sécurité alimentaire.

En 2015, ce secteur a contribué à 21 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays et employait près de deux tiers de la population active. Cependant, le secteur agricole ivoirien reste encore caractérisé par de faibles niveaux de revenus aux travailleurs agricoles avec pour corollaire, des taux élevés de pauvreté en milieu rural. Les jeunes et les femmes sont particulièrement vulnérables parce qu'ils éprouvent plus de difficultés à accéder aux ressources, à la technologie et aux opportunités d'emplois et plus particulièrement aux emplois les plus générateurs.

Le Plan National d'Investissement Agricole I (PNIA 2010-2017) a posé avec succès le cadre institutionnel nécessaire à la relance post-crise du secteur agricole aussi bien en termes de réglementation, de définition de politiques sectorielles, ou d'appui à la structuration des filières. En dépit de ces progrès notables, le secteur agricole ivoirien reste encore confronté à de nombreuses faiblesses. Les contraintes liées au développement de la production vivrière sur tous les maillons de la chaîne des valeurs demeurent. Ce sont entre autres :

- le faible niveau d'utilisation de semences de qualité ;
- le faible niveau d'application des itinéraires techniques (manque de formation) ;
- la pratique d'une agriculture vivrière essentiellement pluviale ;
- le faible niveau de modernisation et de mécanisation des exploitations agricoles ;
- les difficultés de transport et de distribution des produits vivriers dues entre autres à l'absence d'infrastructures adaptées y compris les pistes agricoles ;
- l'insuffisance des infrastructures de mise en marché ;
- l'insuffisance des infrastructures de stockage et de conservation ;
- le faible niveau de transformation des produits vivriers ;
- le faible niveau d'organisation des acteurs, notamment les producteurs ;
- les difficultés d'accès au crédit auprès des banques et des institutions de microfinance ;
- l'absence de produits d'assurance agricoles adaptés aux productions vivrières.

Au regard de ce contexte, le PNIA II (PNIA 2018-2025), en cours de mise en œuvre, s'est fixé pour but de doter le pays d'une agriculture durable, compétitive et créatrice de richesse partagée.

Face à ces tous ces défis (économiques, sociaux, alimentaires), le développement du sous-secteur vivrier s'impose. C'est dans cette optique qu'un accent particulier a été mis sur les productions vivrières dans le Plan National de Développement. En outre, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) a initié différents projets au profit des petits producteurs avec l'appui de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le Programme National d'Investissement Agricole, de deuxième génération (PNIA II- 2018-2025) se veut un cadre qui traite de dresser de façon holistique, la question de développement des cultures vivrières par l'exploitation des potentialités agricoles des zones agro-écologiques, de développement de mesures d'adaptation aux changements climatiques et de résilience. Il met l'accent sur la problématique de la productivité des cultures vivrières, des infrastructures marchandes et de l'accès au financement.

C'est dans ce cadre que, le gouvernement de Côte d'Ivoire, en collaboration avec la Banque mondiale, a entrepris la préparation du Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du sous-secteur Vivrier.

Par la nature, les caractéristiques et l'envergure des activités envisagées dans le cadre de sa mise en œuvre, le Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du sous-secteur Vivrier est potentiellement associé à des risques et impacts environnementaux et sociaux substantiel. C'est pourquoi il est classé « projet à risque substantiel » selon les critères de classification environnementale et sociale de la Banque mondiale.

Systématiquement certaines Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque sont retenues pour s'appliquer au projet afin de prévenir et atténuer les incidences négatives qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet sur l'environnement et la population. Il s'agit de la NES 1 « Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux » ; NES 2 « Emploi et conditions de travail » ; NES 3 « Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution » ; NES 4 « Santé et sécurité des populations » ; NES 5 « Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire » ; NES 6 « Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques » ; NES 8 « Patrimoine culturelle » , NES 9 « Intermédiaires financiers » et NES 10 « Mobilisation des parties prenantes et information ».

En conséquence, le Gouvernement Ivoirien se doit de préparer un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) tel que stipulé dans son Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES). Cet instrument de sauvegarde devra être établis, revus et validés autant par la Banque mondiale que par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, notamment l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), conformément à l'article 39 de la Loi 96-766 portant Code de l'Environnement. Il sera divulgué dans le pays ainsi que sur le site Web de la Banque mondiale avant le passage du projet devant le Conseil d'Administration de la Banque. C'est dans ce cadre que la présente mission d'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est exécutée.

## **1.2. Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)**

L'élaboration du CGES permet d'identifier les impacts et risques associés aux différentes interventions pendant la mise en œuvre du **Projet d'Appui aux Chaines de Valeur du Sous-Secteur Vivrier en Côte (PAC2V-CI)** et de définir les procédures et les mesures d'atténuation et/ou de bonification et de gestion qui devront être mises en œuvre au cours de l'exécution du projet.

Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des sous-projets et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme un instrument servant à déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels futurs des sous-projets devant être financés par le PAC2V-CI. A ce titre, il sert de guide à l'évaluation environnementale et sociale (EIES, CIES, AES, etc.) spécifiques des sous-projets dont le nombre, les sites et les caractéristiques environnementales et sociales restent encore inconnus.

En outre, le CGES définit le cadre de surveillance et de suivi ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du PAC2V-CI pour anticiper, éviter, minimiser ou réduire à des niveaux acceptables ou compenser les impacts environnementaux et sociaux défavorables.

Le présent CGES est accompagné d'un Plan de Gestion des Pestes (PGP), d'un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), d'un Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES), d'un Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) et d'un Plan de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO) pour permettre d'atténuer de façon appropriée les impacts négatifs potentiels du projet.

Le CGES sera inclus dans le manuel d'exécution du PAC2V-CI afin d'assurer une mise en œuvre efficace des différentes activités.

### **1.3. Méthodologie**

L'approche méthodologique adoptée dans le cadre de l'élaboration du présent CGES est basée sur une approche participative, impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le PAC2V-CI.

L'étude a privilégié cette démarche participative qui a permis d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différentes parties prenantes.

Pour atteindre les résultats de l'étude, le plan de travail s'est articulé autour des axes d'intervention majeurs suivants :

- une analyse des documents relatifs au projet (aide-mémoires) pour une meilleure compréhension des objectifs, des composantes du PAC2V-CI et de ses activités potentielles ; ainsi que d'autres documents stratégiques et de planification au niveau national ou local (le CGES a capitalisé les nombreuses études environnementales et sociales réalisées au niveau du pays, notamment celles relatives aux projets agricoles) ;
- une revue bibliographique relative aux textes législatifs et réglementaires nationaux en matière d'environnement et du social, d'agriculture, du foncier et des normes environnementales, sociales et de santé et sécurité établies par la Banque mondiale ;
- des rencontres avec les acteurs institutionnels et socioprofessionnels principalement concernés par le PAC2V-CI : le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ; le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère des Eaux et Forêts, le Ministère de l'Industrie et des Mines, les ONGs, les organisations des producteurs agricoles, le FIRCA et l'ANADER, etc. ;
- des visites de sites (forêts sacrées, zones humides exploitées) et des entretiens à l'aide de questionnaires, de guides d'entretien avec les bénéficiaires et personnes potentiellement affectées, les responsables et les personnes ressources dans les différentes localités concernées de (1) , Dabou, dans la région des Grands-Ponts ; (2) Abengourou, dans la région de l'Indénie-Djuablin ; (3) Adzopé, dans la région de la Mé ; (4) Aboisso, dans la région du Sud-Comoé ; (5) Bondoukou, dans la région du Gontougo ; (6) Daloa, dans la région du Haut-Sassandra ; (7) Divo, dans la région du Loh-Djiboua ; (8) San-Pédro, dans la région de San-Pédro ; (9) Soubré, dans la région de la Nawa et (10) Duékoué, dans la région du Guémon.

De façon spécifique, la démarche utilisée pour l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PAC2V-CI comprend trois (03) principales étapes que sont :

- la recherche et l'analyse documentaire : elle a permis de collecter les informations disponibles au niveau de la documentation et portant sur la description du projet, la description des cadres physique et socio-économiques de la Côte d'Ivoire, le cadre juridique et institutionnel relatif à l'évaluation environnementale et sociale en Côte d'Ivoire ainsi que la consultation de plusieurs autres documents utiles à la réalisation de l'étude ;
- les visites de sites : ces missions avaient pour objectif d'apprécier l'état actuel des sites d'intérêt écologique, culturels ou touristiques (forêts sacrées, zones humides, périmètres expérimentaux, etc.) sur les plans biophysique et humain et les possibles impacts négatifs que les activités du PAC2V-CI pourraient induire sur les composantes de l'environnement et les communautés rurales ;
- les consultations des parties prenantes : les rencontres avec les populations bénéficiaires du PAC2V-CI, les personnes potentiellement affectées par la mise en œuvre du PAC2V-CI, les acteurs institutionnels du PAC2V-CI, les ONG actives dans la protection de l'environnement et des forêts, le secteur foncier rural ainsi que des droits humains, les autorités locales concernées par le projet avaient pour objectif, d'intégrer les préoccupations (impacts potentiels), les avis et les recommandations de ces différents acteurs à la prise de décision, dans la mesure du possible. . Ces consultations organisées avec les populations bénéficiaires du projet ont permis de compléter les informations issues de l'analyse bibliographique, de recueillir des données complémentaires et surtout de discuter des enjeux environnementaux et sociaux des activités du projet.

#### **1.4. Structuration du rapport**

Le présent rapport est organisé autour de sept (7) principaux chapitres que sont:

- Introduction;
- Description du projet ;
- Situation environnementale et sociale de la zone du projet et enjeux ;
- Cadre politique, juridique et institutionnel en matière d'environnement, de droit du travail, santé-sécurité et aspects sociaux ;
- Plan de mobilisation des parties prenantes ;
- Risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels et mesures d'atténuation;
- Plan cadre de gestion environnementale et sociale.

## **2. DESCRIPTION DU PROJET ET SES ZONES D'INTERVENTION**

### **2.1. Objectif de Développement du Projet**

L'objectif de développement du projet (ODP) est de soutenir le développement de chaînes de valeur agroalimentaires compétitives, au profit des petits exploitants agricoles et des entreprises agroalimentaires dans les zones du projet."

De manière spécifique, le projet visera l'amélioration des moyens de production, notamment l'accès aux semences de qualité, au conseil agricole, à la mécanisation et aux infrastructures d'irrigation. Il contribuera au développement d'infrastructures marchandes pour soutenir la commercialisation de produits frais et transformés avec une attention particulière sur une meilleure gestion des aspects de sécurité sanitaire des aliments. Un appui sera également fourni à la facilitation d'investissements privés dans les filières vivrières ciblées à travers la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux activités des différents maillons des chaînes de valeurs. Il appuiera également le renforcement des capacités des acteurs des filières ciblées.

### **2.2. Composantes du Projet**

Le PAC2V-CI sera mis en œuvre sur une période de cinq (5) ans. Il est organisé autour de quatre (4) composantes indiquées dans le tableau 1 ci-après.



**Tableau 1:** Description des composantes du PAC2V-CI

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
<b>a. Composante 1 :</b>  <b>Amélioration de l'environnement des entreprises et renforcement institutionnel :</b>	<b>1.1.</b> Renforcement des capacités des institutions publiques clés supervisant le secteur	(i) le renforcement de capacités des organisations impliquées dans les chaînes de valeur prioritaires, y compris le Ministère en charge de l'Agriculture (ii) l'organisation et la structuration des acteurs ; (iii) le renforcement des systèmes de contrôle phytosanitaire et le contrôle de qualité et sécurité sanitaires des aliments ; (iv) une revue des politiques et cadre réglementaires en place pour un environnement opérationnel plus favorable au financement de l'agriculture ;	<b>1.1.1.</b> Renforcer les capacités des principales institutions publiques (Direction compétente du MINADER, du MIRAH, des agences d'exécution comme le FIRCA, ANADER, CNRA et l'OCPV  <b>1.1.2.</b> Soutenir l'opérationnalisation de la restructuration des services agricoles nationaux  <b>1.1.3.</b> Soutenir le déploiement de la stratégie de décentralisation de l'ANDER
	<b>1.2.</b> Renforcement de la coordination de la chaîne de valeur et des partenariats		<b>1.2.1.</b> Renforcer la coordination tout au long des chaînes de valeurs ciblées pour faciliter les partenariats à travers les chaînes de valeurs y compris l'agriculture contractuelle  <b>1.2.2.</b> Identifier les contraintes et opportunité de développement des chaînes de valeurs  <b>1.2.3.</b> Promouvoir les investissements dans le secteur et accélérer la réalisation et la mise en œuvre des programme/projets  <b>1.2.4.</b> Réaliser une évaluation détaillée des performances et des capacités de compétitivité des chaînes de valeurs sélectionnées y compris la cartographie des chaînes de valeurs et l'identification de leurs principales contraintes de croissance

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p><b>1.2.5.</b> Renforcer les capacités et la structuration des organisations des producteurs actives dans les chaînes de valeurs sélectionnées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter la création d'organisation interprofessionnelle pour superviser le fonctionnement des chaînes de valeurs et représenter les intérêts de leur partie prenante vis-à-vis du secteur public</li> <li>- Soutenir le dialogue public privé et l'évaluation détaillée des questions spécifiques et des réformes nécessaires pour renforcer le développement du secteur alimentaire</li> <li>- Soutenir l'évaluation de la faisabilité de la mise en œuvre des taxes compensatoire sur les chaînes de valeurs ciblées</li> </ul> <p><b>1.2.6.</b> Renforcer les capacités des OPA sur le leadership, le leadership, l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'inclusion des femmes dirigeantes d'OPA et d'organisations féminines dans la vie publique et la prise de décision</li> <li>- Faciliter la mise en réseaux des femmes entrepreneure rurale au niveau départemental, régional et national</li> </ul>
	<b>1.3.</b> Aborder la sécurité sanitaire des aliments ainsi que les questions sanitaires et phytosanitaires		<p><b>1.3.1.</b> Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire pour le contrôle de la qualité des produits alimentaires et la gestion SPS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer et opérationnaliser une agence nationale chargée de la coordination et du suivi du</li> </ul>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p>système de gestion de la qualité et des mesures SPS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer le système de normalisation basées sur les codes et directives du CODEX ALIMENTARUS</li> <li>• Promouvoir un système d'inspection préventives basée sur le risque en matière de sécurité alimentaire</li> <li>• Réaliser des équivalences et des analyses comparatives avec des partenaires commerciaux</li> </ul> <p><b>1.3.2.</b> Améliorer les infrastructures et équipements des services d'inspection et des postes de contrôle officiels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moderniser les installations et équipements des principaux laboratoires de sécurité alimentaires (LANADA, Le Laboratoire vétérinaire centrale de Bingerville, les laboratoires régionaux de Bouaké et Korhogo)</li> <li>• Former et renforcer les capacités de leurs personnels</li> </ul> <p><b>1.3.3.</b> Fournir un soutien au programme de conformité spécifiques à la chaîne de valeur</p>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer et piloter un système de certification de la sécurité alimentaire et de la qualité pour deux lignes de produits prioritaire (légume et aquaculture)</li> <li>• Renforcer les capacités des opérateurs de la chaîne de valeur, des autorités compétentes, des experts locaux et des services de vulgarisation sur la mise en œuvre du système de certification</li> </ul> <p><b>1.3.4.</b> Soutenir la reconnaissance régionale et internationale du système de certification suivi d'une campagne ciblées de promotion des exportations</p>
<p><b>b. Composante 2</b></p> <p>Création de chaînes de valeur agroalimentaires productives et résilientes</p>	<p><b>2.1.</b> Améliorer l'accès aux technologies, innovations et services de conseil intelligents face au climat</p>	<p>L'objectif de ce volet est d'accroître la productivité et la valeur ajoutée de certaines chaînes de valeur, d'améliorer leur accès aux marchés et leur résilience au changement climatique</p>	<p>✓ <i><b>Pour le manioc</b></i></p> <p>Accès à des semences améliorées de qualité et à des technologies intelligentes en matière de climat</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolider et mettre au point des technologies existante (variété à haut rendement à cycle court, variété adaptée à la culture hors saison) généré dans le cadre du projet WAAPP</li> <li>• Réhabiliter les installations de recherche, des labos, des équipements du CNRA liés au manioc</li> <li>• Renforcer le système de production de semence</li> </ul> <p>✓ <i><b>Pour la filière légume</b></i></p>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités du MINADER</li> <li>• Accroître la performance et l'offre de cultivars à haut rendement et résistants au climat des variétés locales (légumes africains)</li> <li>• Soutenir le développement et l'extension d'un réseau de production de semences impliquant les producteurs pour la multiplication et la commercialisation des semences.</li> <li>• Créer des centres privés de production en serre dans les zones périurbaines et urbaines pour la production de produits horticoles tout au long de l'année civile,</li> <li>• Faciliter le développement de jeunes entreprises agroalimentaires pour les chaînes de valeur prioritaires en fournissant une formation et une assistance technique à des jeunes femmes et hommes sélectionnés</li> <li>• Développer des services de vulgarisation électronique en étendant l'infrastructure numérique aux régions où sont menés des projets de cultures vivrières et en rendant opérationnelle la plateforme pilote de vulgarisation électronique existante (le soutien consistera à acquérir l'équipement TIC nécessaire, à renforcer le laboratoire</li> </ul>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p>électronique, le centre d'appel et les services de messagerie vocale)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des modèles de prévisions climatiques afin de fournir des services d'information sur le climat aux agriculteurs.</li> </ul> <p>✓ <i>Pour le porc</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le centre d'amélioration génétique du porc existant à Azaguié ;</li> <li>• Renforcer et promouvoir une organisation plus efficace des multiplicateurs de porcs reproducteurs autour du centre d'amélioration génétique et les organiser en un réseau au niveau national</li> </ul> <p><i>Pour l'aquaculture</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Financer des activités de recherche pour le développement de matériel génétique amélioré pour les espèces les plus populaires, le tilapia et le machoiron, ainsi que pour des espèces moins connues ayant un potentiel commercial élevé, telles que le poisson-chat et le poisson-capitaine ;</li> <li>• Renforcer et faciliter l'expansion du programme de multiplication des alevins existant avec la mise à niveau et la fourniture d'une assistance technique aux éclosiers afin qu'elles puissent fournir des semences de qualité pour l'aquaculture ; et (iii) l'adoption</li> </ul>



Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p>de technologies de production intensive de poisson telles que les cages flottantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter l'accès à la mécanisation et aux systèmes d'irrigation à petite échelle.</li> <li>• Financer des centres d'équipement agricole tels que l'École nationale d'agronomie (ESA) pour développer et produire des équipements locaux (moissonneuses, matériel de labour, de semis, de traitement post-récolte) adaptés aux besoins et à l'échelle des agriculteurs et des micro- et petites entreprises (PME)</li> <li>• Soutenir la formation professionnelle et le renforcement des capacités des artisans locaux pour la production et l'entretien des équipements agricoles.</li> <li>• Soutenir la construction d'infrastructures hydrauliques, y compris les forages, l'aménagement des basses terres et bas-fonds pour l'irrigation des cultures ;</li> <li>• Soutenir le développement de périmètres agricoles irrigués avec maîtrise de l'eau et la formation des agriculteurs pour la production horticole en toutes saisons</li> </ul>
	2.2. Développement des infrastructures de		2.2.1. Soutenir la construction de marchés de légumes dans des centres de consommation urbains

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
	commercialisation et de distribution des produits agroalimentaires		<p>sélectionnés ainsi que des centres de collecte (installations de stockage) pour assembler les produits de la ferme avant de les transférer sur les marchés urbains</p> <p><b>2.2.2.</b> Soutenir la construction de marchés de poisson frais dans des centres de consommation urbains sélectionnés ; et la construction et la réhabilitation de marchés et d'abattoirs de viande de porc, y compris l'amélioration des normes de sécurité alimentaire des infrastructures existantes dans toutes les zones d'intervention du projet.</p> <p><b>2.2.3.</b> Le projet financera (i) les études de faisabilité technique et financière de ces marchés et les évaluations d'impact environnemental et social qui s'y rapportent ; et (ii) la construction et/ou la réhabilitation de l'infrastructure de marché proposée avec les installations associées (stockage, infrastructure de conditionnement, zones d'amarrage, gestion des déchets, etc.)</p> <p>(i) la fourniture d'une assistance technique et de subventions de contrepartie aux producteurs et autres investisseurs privés de la chaîne de valeur ; et (ii) le soutien aux institutions financières pour améliorer leurs services aux investisseurs par la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'un système de garantie partielle de crédit (PCG)</p>
<b>c. Composante 3</b>	<b>3.1.</b> Renforcement des capacités opérationnelles	L'objectif de cette composante est la facilitation de l'accès au financement aux initiatives privées	<b>Assistance technique pour :</b>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
Mobilisation d'investissements privés productifs le long des chaînes de valeur	des institutions financières partenaires	des acteurs des chaînes de valeurs ciblées, à travers : (i) la promotion de systèmes innovants et une meilleure éducation financière des acteurs ; (ii) le développement de financements structurés pour l'approvisionnement en intrants ; (iii) le développement de modèles informatisés de services financiers ; et (iv) la promotion des investissements privés	<p><b>3.1.1.</b> Structurer les sous-projets en plans d'affaires bancables/viables pour faciliter le financement par les institutions financières.</p> <p><b>3.1.2.</b> Améliorer l'analyse de marché et le développement de produits, y compris les livraisons d'essai sur les marchés prometteurs, la stratégie de marque et les campagnes de publicité et autres campagnes promotionnelles.</p> <p><b>3.1.3.</b> Faciliter la mise en œuvre d'approches d'atténuation et d'adaptation au climat.</p> <p><b>3.1.4.</b> Améliorer leur capacité en matière de systèmes financiers et comptables.</p> <p><b>3.1.5.</b> Sélectionner les sites, les équipements, les processus agricoles/industriels et les bonnes pratiques industrielles/agricoles.</p> <p><b>3.1.6.</b> Gérer la sécurité alimentaire et l'aider à l'obtention de la certification de leurs produits.</p> <p><b>3.1.7.</b> Mettre en place des Services de conseil pour soutenir le développement de contrats entre les agriculteurs et les épiceries</p> <p><b>Investissements pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place des infrastructures et équipements pour la production et la transformation à moyenne et grande échelle.</li> </ul> <p>Exemples :</p>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p>- Acquérir des équipements pour la production d'usines d'aliments pour animaux, centres de conditionnement, etc.</p> <p><b>3.1.8.</b> Développer des centres privés de production sous serre dans les zones périurbaines et urbaines</p> <p><b>3.1.9.</b> Susciter la création d'entrepreneurs privés pour les services de location mécanisée</p>
	<p><b>3.2.</b> Faciliter l'accès au financement des investissements privés dans les chaînes de valeur agroalimentaires</p>		<p><b>Assistance technique aux institutions financières</b>  <b>Garantie partielle de crédit</b>  Afin de garantir l'attractivité des institutions financières, l'additionnalité et la durabilité, le fonds appliquera les principes suivants :</p> <p>(i) Un fonds local géré par une institution privée et supervisé par la Banque centrale.</p> <p>(ii) Un fonds durable avec des commissions (minimum 2%) et des revenus d'investissement permettant de couvrir les coûts.</p> <p>(iii) Un risque moral limité avec des garanties de portefeuille et des commissions plus faibles lorsque la qualité du portefeuille est meilleure.</p> <p>(iv) Un programme d'assistance technique (AT) pour les résidents rattachés au programme pour aider à renforcer les capacités des institutions financières participantes.</p> <p>(v) Un GCP ouvert à tous les fournisseurs de financement (banques, institutions de microfinance, sociétés de crédit-bail, plateformes numériques et crowdfunding, fonds d'investissement).</p>

Composantes	Sous composantes	Objectifs	Sous projets/Activités
			<p>(vi) Un fonds flexible où l'institution financière détermine la catégorie de crédits qu'elle souhaite couvrir avec la garantie.</p> <p>(vii) Rapidité avec des créances payées rapidement après leur réception, l'institution financière reçoit rapidement des liquidités sans avoir à épuiser toutes les possibilités de recouvrement avant de recevoir les fonds de la garantie.</p> <p>(viii) Additionalité : la garantie est offerte pour des prêts qui n'auraient pas été accordés autrement, seuls les renouvellements avec une diminution de la garantie ou une augmentation du montant du prêt sont éligibles.</p>
<p><b>d. Composante 4</b></p> <p>- Appui institutionnel, coordination, gestion et suivi-évaluation du projet.</p>		<p>Cette composante visera : (i) l'appui à la mise en œuvre des axes de restructuration de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), (ii) l'appui à la mise en œuvre des axes de réformes et le renforcement du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), (iii) le renforcement du fonctionnement du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) ; et (iv) la coordination, la gestion fiduciaire, et le suivi-évaluation des activités du projet</p>	<p>Le volet 4 soutiendra la coordination et la gestion du projet, notamment (i) la gestion et l'administration du projet ; (ii) la gestion financière (FM) ; (iii) la passation de marchés ; (iv) le suivi et l'évaluation (M&amp;E) de la performance et de l'impact du projet et la gestion des connaissances ; (v) la gestion du respect des garanties environnementales et sociales et le mécanisme de recours en cas de grief (GRM) ; et (vi) la communication et la sensibilisation. Le projet sera mis en œuvre par une unité de coordination du projet (UCP) intégrée au ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) avec le soutien de la FIRCA pour la gestion financière et la passation des marchés du projet.</p>

Source : TDR de l'étude ; PAD





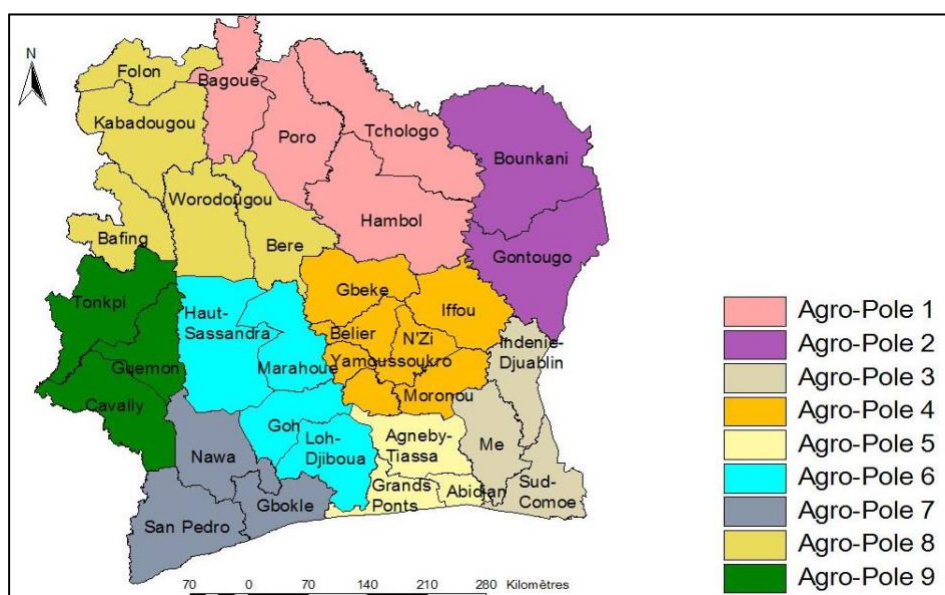
### 2.3. Zones d'intervention du projet

Le projet sera mis en œuvre conformément à l'approche « Agropole » telle que définie par le PNIA II (2018-2025). Les zones d'intervention seront définies sur la base des spéculations sélectionnées et couvriront les régions ciblées dans les Agropoles priorisant cette culture. Il s'agit prioritairement de :

- l'Agropole 5 couvrant les régions des Grands-Ponts et de l'Agnéby-Tiassa : les chaînes de valeur concernées sont le manioc, les productions maraichères et l'aquaculture ;
- l'Agropole 3 regroupant les régions de l'Indénie-Djuablin, la Mé et le Sud-Comoé avec les chaînes de valeur manioc, banane plantain et maraichères ;
- l'Agropole 6 couvrant les régions de la Marahoué, du Haut-Sassandra, du Gôh et du Loh-Djiboua avec la chaîne de valeur manioc ;
- l'Agropole 7 regroupant les régions de San-Pedro, de la Nawa et du Gboklè avec les chaînes de valeur manioc et banane plantain ;
- l'Agropole 9 couvrant les régions du Tonkpi, du Guémon et du Cavally pourrait être également inclus vu l'importance des filières ciblées dans ses régions.

La figure 1 ci-après présente la zone d'intervention du projet.

Figure 1 : carte de présentation de la zone d'intervention du projet



Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021

### 3. SITUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA ZONE DU PROJET ET ENJEUX

#### 3.1. Situation environnementale et sociale de la zone du projet

Cette situation concerne le profil biophysique et socio-économique de la zone du projet. Elle est synthétisée dans le tableau 2.

Tableau 2: Profil biophysique et socio-économique de la zone du projet

VOLETS	DESCRIPTION
<b>Profil physique de la zone du projet</b>	
Situation géographique	<p>Les zones du projet correspondent à la moitié sud de la Côte d'Ivoire. Les régions de cette zone du projet sont : Haut-Sassandra, Marahoué, Gôh Lôh- Djiboua, Tonkpi, Guemon, Cavally, Gboklè, La Mé, Indenié-Djuablin, Sud-Comoé, Nawa, San-Pédro, Grands-Ponts et Gontougo.</p> <p>A l'exception de la région du Gontougo, les zones du projet sont situées dans la partie forestière du pays et couvrent 7 districts.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Le District du Sassandra-Marahoué (Haut-Sassandra et Marahoué)</b> C'est un district enclavé à l'intérieur des terres : il est entouré, au nord, par le district du Woroba à l'est par le district de la Vallée du Bandama, le district des Lacs et le district autonome de Yamoussoukro ; au sud par le Gôh-Djiboua et le Bas-Sassandra et à l'ouest par le district des Montagnes.</li> <li>➤ <b>Le District du Gôh-Djiboua (Gôh et Lôh Djiboua)</b> Il est entouré, au nord, par les districts de Sassandra-Marahoué, la région de Yamoussoukro et le district des lacs ; à l'est et au sud par le district des lagunes ; et à l'ouest par le district du Bas-Sassandra. Il est le seul district côtier de Côte-d'Ivoire sans accès direct à la mer</li> <li>➤ <b>Le district des montagnes (Tonkpi, Guemon et Cavally)</b> Il est entouré, au nord, par la frontière avec la Guinée et le district du Woroba ; à l'est et au sud par le district du Sassandra-Marahoué et le district du Bas-Sassandra ; et à l'ouest par le Libéria. Il est le district de Côte-d'Ivoire avec le plus de réserves naturelles (parcs nationaux, forêts classées, réserves fauniques, etc.)</li> <li>➤ <b>Le district de la Comoé (Indenié Djuablin et Sud Comoé)</b> Ce district s'étend sur les parties sud-est et centre-est du pays et comprend les régions de l'Indénié-Djuablin et du sud-Comoé.</li> <li>➤ <b>Le district du Bas-Sassandra (San-pédro, et Nawa)</b> Ce district est situé dans le sud-ouest du pays, à la frontière avec le Liberia à l'ouest, entre le district des Montagnes au nord-ouest, le district du Sassandra-Marahoué au nord, le district du Gôh-Djiboua à l'est et le golfe de Guinée au sud.</li> <li>➤ <b>Le district des lagunes (Grands ponts, Mé)</b> Il est situé au sud du pays, entre le golfe de Guinée et le district autonome d'Abidjan au sud, les districts du Bas-Sassandra et du Gôh-Djiboua à l'ouest, le district des Lacs au nord et le district de la Comoé à l'est.</li> <li>➤ <b>Le district du Zanzan (Gontougo)</b></li> </ul>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>Le district est situé au nord-est du pays et est frontalier des républiques du Ghana (à l'est) et du Burkina Faso (au nord). Il est entouré par les districts de la Comoé au sud, des Lacs au sud-ouest, de la Vallée du Bandama et des Savanes à l'ouest</p>
Relief	<p>Le relief de la zone du projet se caractérise par une grande planéité d'ensemble qui n'exclut pas une certaine vigueur dans le détail. Quatre grands types de reliefs s'individualisent : les hautes terres et la dorsale, les plateaux, les plaines et des reliefs isolés (PRICI, 2013).</p> <p>Le relief du district des lagunes (régions des Grands Ponts, de la Mé et du Sud-Comoé, Indenié Djuablin) est caractérisé par des vallonements, des plateaux mal élaborés plutôt que des plaines. Plus au Sud régions des Grands Ponts), une plaine basse, souvent marécageuse, développe tout un système de lagunes (PRICI, 2013).</p> <p>Le relief du district du Sassandra-Marahoué est relativement plat. Il est composé de bas plateaux avec quelques bas-fonds et de collines dont l'altitude moyenne est de 260 mètres.</p> <p>Le relief du district du Bas-Sassandra (région de San-pedro et de la Nawa) présente un relief relativement homogène avec des altitudes maximales de l'ordre de 300 m dans sa partie la plus septentrionale, en se rapprochant du district des montagnes. Au sud s'étendent des plaines et des bas plateaux où les altitudes peuvent atteindre 200 m, de l'océan vers l'intérieur du pays. La plaine littorale, basse, et souvent marécageuse, est étroite à l'ouest. Le littoral offre des aspects différents de l'ouest vers l'est. Le département de San-Pédro présente un relief accidenté fait d'une succession de bas-fonds, de plaines et de collines de faible altitude, avec les sommets des monts sacrés de Dogbo (500 m) et de Gliké (1 000 m) et la colline de Nianké sur laquelle est installée la station de la Radio Diffusion Télévision Ivoirienne de San Pédro.</p> <p>Le relief du district des montagnes connaît une exception en particulier dans la région du Tonkpi où la série de bas plateaux s'enchaîne par endroits avec des zones très accidentées aux contours variant entre des pentes moyennes et des altitudes dépassant parfois les 1 000 m. La plupart des versants des montagnes, abrupts et fracturés ainsi que les vallées encaissées, sont exposés à un risque élevé d'érosion</p> <p>Le relief du district du Zanzan est généralement plat, mais l'on peut observer une chaîne de montagnes appelée le mont Zanzan, faisant le tour du département et très visible dans les zones de Kouassi-N'dawa ainsi que dans les sous-préfectures d'Appimandoum et de Pinda-Boroko.</p> <p>Le district du Gôh-Djiboua présente un relief relativement homogène sous forme de plateaux avec des altitudes maximales de l'ordre de 300 m. Ces plateaux sont inclinés au sud du District où les sols ne dépassent pas 100 m d'altitude.</p>
Type de Sols	<p>Les types de sol rencontrés dans la zone du projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les sols ferralitiques fortement désaturés dans la majeure partie de la zone, sur roche granitique et schisteuse ;</li> <li>-les sols ferrugineux sur matériaux ferralitiques, apparaissent moyennement importants dans le Centre-Ouest ;</li> <li>-les sols pudzologiques sont localisés dans le Sud-Ouest.</li> <li>-les sols hydromorphes sur le littoral (PREMU, 2017).</li> </ul>
Climat	<p>Le climat de la zone du projet couvrant la moitié Sud de la Côte d'Ivoire est caractérisé par deux régimes climatiques :</p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>-le régime subéquatorial (appelé localement : climat attiéen) au Sud, au Centre-Ouest, à l'Est, est caractérisé par quatre saisons (deux saisons des pluies et deux saisons sèches). Il est marqué par des précipitations moyennes annuelles variant entre 1400 à 2500 mm.</p> <p>-le climat sub-montagnard (à l'ouest) : C'est un type de climat azonal, très influencé par des facteurs orographiques locaux, du fait de la localisation de l'aire concernée à l'extrémité occidentale des reliefs de la dorsale guinéenne. Il s'agit, en réalité, d'une zone charnière entre les climats sub-équatoriaux, tropicaux humides subguinéens et tropicaux. En général, les traits des uns et des autres interfèrent et, d'une année à l'autre, on subit l'influence tantôt des uns, tantôt des autres. C'est également la zone dans laquelle on enregistre les températures moyennes annuelles les plus basses de toute la Côte d'Ivoire ; celles-ci sont généralement inférieures à 25°C (Ministère de l'Environnement et de la Forêt, 1999).</p>
Emission de Gaz à effet de serre (GES)	<p>La part du secteur agricole représente près de 40% du total des émissions mais ne tient pas compte des changements d'affectation des terres (UTCATF), lesquels sont dus principalement aux défrichements agricoles et qui représenterait 77% des émissions nationales.</p> <p>D'autre part, si « la Côte d'Ivoire est peu émettrice de GES avec seulement 0,81 téqCO<sub>2</sub>/hab. (hors foresterie), le développement nécessaire de la Côte d'Ivoire, évalué à 8,4% de croissance du PIB d'ici 2030), s'accompagnerait d'une augmentation des émissions de 1,17 t.éq.CO<sub>2</sub>/hab. en 2030 (+44,4% par rapport au scénario BAU).</p> <p>De par la nature des activités agricoles (zones de production de palmier à huile, d'hévéa, de cacao ...), agroindustrielle et industrielles (unités de transformation d'hévéa de palmier à huile, de cacao et de bois d'œuvre) dans les zones du projet, le potentiel d'émission de gaz à effet de serre est significatif.</p> <p>La zone du projet abrite le deuxième port du pays dont la nature des activités peut fortement contribuer aux questions de pollution.</p> <p>Cependant on note la présence de grands puits de carbone comme le Parc National de Taï, les Forêts classées du Cavally, de Rapides Grah et de Goin Debé qui participent à l'équilibre écologique de cette zone. ;</p>
Hydrographie	<p>Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire comprend quatre bassins principaux : le Bandama, le Cavally, la Comoé et le Sassandra. Il existe également environ 578 retenues d'eau à vocation agro-pastorale, hydro-électrique et approvisionnement en eau potable (Etude de faisabilité des forages manuels Identification des zones potentiellement Favorables, 2009). Concernant les eaux souterraines, on distingue deux types d'aquifères</p> <p>La zone du projet est traversée par les quatre bassins principaux avec le Bandama dans le district du Sassandra-Marahoué, le Cavally dans le district des montagnes, le Sassandra dans le district du Bas-Sassandra et la Comoé au niveau de l'Indénié Djuablin et le Sud Comoé</p> <p>A côté de ses bassins, on note la présence de certains fleuves côtiers comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Boubo</li> <li>-la Mé</li> <li>-la Bia</li> </ul> <p>La Zone abrite aussi trois barrage hydroélectrique à savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le barrage de Buyo,</li> <li>- le barrage de Kossou</li> <li>-le barrage d'Ayamé 1 et 2</li> <li>-le barrage de Fae</li> </ul>
<b>Profil biologique de la zone du projet</b>	
Flore	<p>La zone du projet correspond au domaine guinéen au paysage forestier (Lauginie, 2007). Les forêts denses ivoiriennes occupent à peu près la zone d'étude. On distingue deux grands types de forêts denses au sein du domaine guinéen : les forêts hygrophiles</p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>(ou forêts ombrophiles) et les forêts mésophiles. Par ailleurs, le domaine guinéen comprend également des savanes côtières (au Sud des lagunes, sur le cordon littoral entre Port-Bouet et Grand-Bassam), des savanes pré lagunaires (au Nord des lagunes, sur les sables du Néogène (ou Continental terminal), dans la région forestière de la basse Côte d'Ivoire) et des savanes guinéennes (entre les limites septentrionales des forêts denses semi-décidues et la limite méridionale du domaine soudanais)</p> <p>Le couvert végétal s'est considérablement modifié au cours des années. Le paysage de base, constitué par les forêts denses, globalement subdivisées en forêts hygrophiles et forêts mésophiles, occupe à l'origine la zone du projet. De petites mangroves en outre existent sur la côte. Depuis la période coloniale, les surfaces de forêts denses ont connu, par le fait de l'homme (plantations arbustives, exploitations forestières), une importante réduction. Le patrimoine forestier ivoirien est estimé en 2007 à 6 millions d'hectares ; il était estimé à près du double dans les années 1920 (<a href="https://sites.google.com/site/aladecouvertedelacotedivoire/matiere-3-classeur">https://sites.google.com/site/aladecouvertedelacotedivoire/matiere-3-classeur</a>).</p> <p>La zone du projet abrite les principales forêts classées ainsi que le Parc national de Taï et la réserve naturelle du Mont Nimba classés au patrimoine mondiale de l'Unesco.</p> <p>Elle abrite également, quelques espèces en voie d'extinction ou devenues rares du fait de leur surexploitation comme <i>Alafia scandens</i>, <i>Anthostema senegalense</i>, <i>Chlorophora excelsa</i> et <i>Dioscorea lecardii</i>, etc.</p>
Forêts classées ou Parc nationaux ou forêts communautaires	<p>La zone du projet regroupe des parcs nationaux dans toutes les zones écologiques du pays. La réserve de faune du N'Zo et le parc national de Taï (5 187 km<sup>2</sup>) sont dans la zone de transition avec la forêt tropicale. Le parc national de la Marahoué et le parc national du Mont Sangbé sont une mosaïque de savane-forêt, alors que le Mont Peko (1 000 m) et le Mont Nimba (1 762 m) sont des forêts de montagne. Le parc national d'Azagny est un parc côtier qui abrite, entre autres, des marécages côtiers. Certaines des zones protégées ont fait l'objet d'une reconnaissance internationale pour le rôle qu'elles jouent en matière de conservation et ont été classées comme site du patrimoine mondial, réserve de biosphère ou site Ramsar. Taï, avec une superficie d'environ 5 200 km<sup>2</sup>, est l'un des plus grands parcs nationaux en Afrique de l'Ouest. En théorie, il assure avec le parc de la Comoé la protection de 90 % des animaux de la région, notamment d'importantes populations d'espèces endémiques d'oiseaux, d'antilopes et de primates. Les parcs nationaux visent généralement à préserver la flore et la faune et à offrir des loisirs au public. Cependant, le niveau de protection de la réserve intégrale de Mont Nimba, qui est un écosystème montagneux fragile, est plus élevé car il exclut le droit de circuler autour du site (PNUE, 2015).</p> <p>Le Parc national du Banco couvre une superficie de 3474 hectares. Qualifié de réservoir hydraulique et poumon vert de la ville d'Abidjan, cette aire protégée est un haut lieu d'éducation environnementale (<a href="http://oipr.ci/index.php/parcs-reserves/parcs-nationaux/parc-national-du-banco">http://oipr.ci/index.php/parcs-reserves/parcs-nationaux/parc-national-du-banco</a>).</p> <p>Avant les troubles politiques (de 2002 à 2011), les parcs nationaux et les réserves étaient déjà sous pression, principalement en raison de l'empiétement agricole et du braconnage, mais aussi des feux de forêt, de l'exploitation forestière, de l'exploitation minière artisanale et, dans une moindre mesure, de la collecte du bois de chauffage et des produits non ligneux de la forêt (PNUE, 2015).</p>
Faune	<p>La faune de la zone du projet présente une richesse particulière, avec de nombreuses espèces animales (vertébrés, invertébrés, animaux aquatiques et parasites). Parmi les mammifères, l'animal le plus emblématique reste l'éléphant, dont les défenses, constituées d'ivoire, ont jadis été une importante source de revenus.</p> <p>La zone du projet se caractérise par la présence d'espèces endémiques présentes aussi bien dans les forêts classées que les parcs et réserves naturelles.</p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>A ce jour plusieurs espèces répertoriées dans la zone du projet font l'objet de leur inscription sur la liste rouge de l'UICN. Les plus significatifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Panthera pardus</li> <li>- Procolobus verus</li> <li>- Crocidura buettikoferi</li> <li>- Cercopithecus diana diana</li> <li>- Phataginus tricuspis</li> <li>- Colobus polykomos</li> <li>- Piliocolobus badius badius</li> <li>- Pan troglodytes verus</li> <li>- Micropotamogale lamottei</li> </ul>
<b>Profil socioculturel et économique</b>	
Populations	<p>La population totale de la Côte d'Ivoire projetée en 2020 est de 26 453542 selon les chiffres de l'INS.</p> <p>La zone du projet abrite environ 12 673 756 habitants en 2020 selon le taux d'accroissement annuel de 2014 et est composé en majorité de jeunes dont environ 48,4% de femmes et 51,6% d'hommes calculé sur la base de la répartition des sexes de la population lors du dernier recensement de 2014</p> <p>La concentration des populations est variable d'un district à un autre.</p> <p>De façon générale, la population de la zone du projet vit majoritairement en zone forestière.</p> <p>Cette zone qui représente la nouvelle boucle du cacao et des cultures comme l'hévéa et le palmier à huile fait l'objet de forte pression démographique du fait de l'afflux des communautés en quête de terres fertiles pour la production agricole.</p> <p>La pression démographique menace l'équilibre écologique des zones du projet à travers la destruction des ressources naturelles pour les besoins de production agricole.</p>
Structure sociale et relations communautaires	<p>La zone du projet est cosmopolite. Elle abrite tous les peuples de la Côte d'Ivoire et de la sous-région ouest africaine, en plus d'autres peuples.</p> <p>Les populations originaires de la zone du projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le groupe krou : au Centre-Sud et au Centre-Ouest résident les Krou ou Magwé, la principale population de cet ensemble ethnique étant les Bété les Dida et les Guérés.</li> <li>-le groupe mandé Sud : localisé à l'Ouest et au Centre-Ouest, ce groupe renferme les Gouro de la Marahoué.</li> <li>-le groupe akan : à l'Est et au Sud-Est. Ce sont les agnis, les abeys, les ébriés, les abrons, etc.</li> </ul> <p>(<a href="http://www.institut-numerique.org/213-les-groupes-ethniques65-5061bdeb096c3">http://www.institut-numerique.org/213-les-groupes-ethniques65-5061bdeb096c3</a>)</p> <p>Originellement accueillant, les grands groupes de la zone du projet ont été confrontés à une déstructuration des valeurs sociales liées à la pression foncière sur les facteurs de production.</p> <p>Ainsi l'afflux massif d'allochtones et d'allogènes ont contribué à renforcer cette pression qui a abouti au cours des années 2000 à des conflits fonciers qui se sont exacerbés avec la crise militaro politique de 2002 et la période post-électorale de 2010.</p> <p>A ce jour de nombreux foyers de tension communautaires existent notamment dans le district du Bas-Sassandra, des Montagnes et du Gôh Djiboua ;</p>
Patrimoines culturels et archéologiques	<p>Certaines régions de la zone du projet ont su garder leurs coutumes et traditions ancestrales qui constituent aujourd'hui un important patrimoine culturel pour leurs régions et le pays. Un bon nombre de rituels se déroulent dans certaines forêts sacrées (fétiches, sortie de masques, etc.) pour les villages riverains.</p> <p>Selon les résultats des consultations publiques menées dans les mêmes régions dans le cadre du REDD+ (2016), le patrimoine culturel immatériel compte encore pour</p>



VOLETS	DESCRIPTION
	<p>beaucoup de communautés consultées (88 %), à la différence de certaines d'entre elles qui ont abandonné la pratique traditionnelle du sacré (12 %). Ce patrimoine, encore en cours, concerne l'ensemble des pratiques attachées aux sites et objets sacrés (50 % des pratiques sacrées), ainsi qu'aux cérémonies rituelles instituées (danses rituelles et initiatiques, entre autres). Les patrimoines physiques et culturels participent au bien-être des communautés consultées (67 %), à travers l'amélioration de la production (pluie et des productions agricoles satisfaisantes après sacrifices rituelles), la protection des communautés des maladies et des autres formes de menaces (sécurité) et le maintien ou rétablissement de la cohésion sociale, ainsi que l'équilibre moral (bonheur, natalité, ...). Ces patrimoines établissent des liens entre les différentes communautés avec leurs ancêtres et de ce fait, constituent le creuset de leur identité culturelle (21 %). Ils sont constitués d'objets sacrés fabriqués, tels les fétiches, masques et tambours sacrés (73 %) ainsi que de forêts ou cours d'eau sacrés.</p> <p>Dans la zone du projet, les éléments à caractère culturel constituant un attrait touristique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le zagrobly en pays bété (une danse de réjouissance),</li> <li>- la Grotte Notre Dame de la délivrance (Issia),</li> <li>- le parc à Antilopes à Daloa,</li> <li>- les cascades de Man,</li> <li>- le pont en liane à Man,</li> <li>- les dents de Man</li> <li>- les forêts sacrées, etc.</li> </ul>
Infrastructures économiques et de transport	<p>Le réseau routier ivoirien comporte environ 80 000 km de voies dont 6 500 km bitumées, les 73 500 restants étant des routes rurales : en terre (Rapport pays AICD, 2010). Cependant, le Grand Abidjan est la zone la mieux pourvue en routes bitumées du fait de son poids économique pour le pays. Depuis mi-2011, la reprise des travaux d'entretien et de réfection des routes permet de réduire les difficultés de circulation des usagers sur ces routes vieilles de plus de 20 ans. Ces travaux de voirie concernent aussi bien le Nord que le Sud du pays, mais la priorité est accordée à la métropole abidjanaise et aux voies qui ont un fort impact économique (PRI-CI, 2013). En plus des routes, la Côte d'Ivoire est traversée du Nord au Sud par une ligne de chemin de fer qui relie le pays au Burkina-Faso</p> <p>La zone du projet dispose d'infrastructures de transport et économique diversifiées. Ainsi on a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ le district des lagunes est traversé dans sa partie sud par la voie nationale dénommée « la côtière ». C'est une voie de plus de 600 km longeant le littoral ivoirien de l'est vers l'ouest, d'Abidjan à Tabou. Cette voie a perdu une grande partie de son trafic routier du fait de son état de dégradation avancée. Il dispose également d'un vaste réseau routier et aérien qui facilite la connection avec les différentes régions du pays. (<a href="http://www.dgddl.interieur.gouv.ci/documentation/AGNEBY.doc">http://www.dgddl.interieur.gouv.ci/documentation/AGNEBY.doc</a>) .</li> <li>➤ Le district du Bas-Sassandra est reliée aux principales villes du pays par un réseau routier bitumé relativement en bon état, la situant à 334 km d'Abidjan et à 357 km de Yamoussoukro. Ce réseau sera renforcé prochainement par une autoroute reliant San Pédro à Abidjan. Cependant il faut noter une forte dégradation des routes internes du district notamment à l'intérieur du chef-lieu de district comme les voies de connexion avec les villes environnantes comme Grand-Bereby et Tabou. Hormis ces infrastructures routières, le</li> </ul>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>District présente un fort potentiel de liaison à travers sa piste d'atterrissage, son port maritime en eaux profondes et la liaison de chemin de fer. Le réseau principal du district est emprunté par les camions grumiers et portes conteneurs qui acheminent les matières premières vers le port. Ces modes de transport de marchandises sont particulièrement agressifs pour la voirie régionale et urbaine, pénalisant l'ensemble des acteurs économiques et la population civile au quotidien</p> <p>➤ Le district de la Comoé, des montagnes, du Gôh Djiboua, du Sassandr Marahoué et du Zanzan ont connu une nette amélioration en matière de réseau routier depuis 2014. le projet PRICI de même que le PSAC soutiennent des projets de création et réhabilitation/entretien de routes rurales (desserte agricole) et urbaine dans plusieurs régions du Nord-Est, de l'Ouest, du Centre ouest de la Côte d'Ivoire.</p>
Habitat	<p>Il existe quatre principaux types d'habitats dans la zone d'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Habitat de haut et moyen standing : les villas et appartements anciens possédant un certain confort ;</li> <li>-Habitat économique moderne : constitué de logements « en bande » et des logements « en hauteur » ;</li> <li>-Habitat évolutif ou cour commune ;</li> <li>-Habitat traditionnel (typique des villages) : Ce sont des cases traditionnelles rectangulaires, aux murs de terre bâtis sur une structure en bois. (Constat de terrain)</li> </ul>
Régime et sécurisation du foncier rural et accès aux ressources naturelles	<p>Le régime foncier rural constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires (la loi n°98- 750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural). Toutefois, le Centre-Ouest ivoirien étant une zone de l'économie de plantation, elle est touchée par les conflits fonciers opposant le plus souvent autochtones et non-nationaux. Cette loi censée limiter les conflits fonciers, moderniser les droits coutumiers, assurer la sécurité foncière aux détenteurs de terres et favoriser l'investissement dans l'agriculture peine à être appliquée sur le terrain. Elle a suscité de nombreuses controverses dans la mesure où elle opère une distinction entre autochtones et migrants et son application est si compliquée et si chère que son déploiement à l'échelle nationale est toujours attendu. En mars 2015, moins de 950 certificats fonciers avaient été délivrés dans l'ensemble d'un pays qui compte autour de 1 000 000 de parcelles rurales, c'est-à-dire que seulement 0,10 % des terres certifiables ont été formalisées. Seulement quelques dizaines de transformations de certificats fonciers en titre ont été mentionnées et aucun bail rural n'a pour l'instant été formalisé. (Banque mondiale, 2015)</p>
Education	<p>L'analyse diagnostique du système éducatif ivoirien fait état de ce que les effectifs scolarisés se sont accrus à tous les niveaux d'enseignement sur la période 2005-2014, contribuant à une augmentation des niveaux de couverture jusqu'en 2016. En effet, l'accroissement annuel moyen des effectifs est de 13,6 % pour le préscolaire, 7,5 % pour le primaire, 8,5 % pour le premier cycle du secondaire général, 6,7 % pour le deuxième cycle du secondaire général, 11,7 % pour l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) et 2,1 % pour le supérieur (PLAN SECTORIEL EDUCATION/FORMATION 2016 – 2025).</p> <p>Selon les chiffres du RGPH 2014, les taux d'analphabètes de la zone d'étude sont très variés. Les taux les plus faibles sont ceux de la Mé (40,9 %) et l'Agneby-Tiassa (46,8 %). À l'inverse, le Cavally (66,7 %), le Guemon (67,2 %) et le Tonkpi (72,3 %) ont les taux analphabètes les plus élevés. Dans l'ensemble, tous ces taux d'analphabètes sont supérieurs à la moyenne nationale (56,1 %) (INS-RGPH-2014).</p>
Santé	<p>La zone du projet comporte 12 régions sanitaires sur les 20 que compte la Côte d'Ivoire. L'offre de soin en Côte d'Ivoire est organisée en trois niveaux : le niveau</p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>primaire ou périphérique, le niveau secondaire constitué des établissements sanitaires de recours pour la première référence, et le niveau tertiaire comprend les établissements sanitaires de recours pour la deuxième référence. Ces trois niveaux sont présents dans la zone du projet. Toutefois, le troisième niveau n'est représenté dans l'espace du projet que par l'Institut Raoul Follereau d'Adzopé. Il n'y existe pas de Centre Hospitalier Universitaire (CHU) (PNDS, 2016-2020).</p> <p>Dans la zone du projet, on note une insuffisance des ressources humaines de santé dans des régions sanitaires : au niveau du ratio médecin/population, on a 1 médecin/20 803 habitants dans le Cavally-Guemon, 1 médecin/20 504 habitants dans le Gboklè-Nawa-San-Pedro, 1 médecin/19 567 habitants dans le Haut-Sassandra, 1 médecin/19 806 habitants dans le Lôh-Djiboua (PNDS, 2016-2020).</p> <p>Le taux brut de mortalité en Côte d'Ivoire est passé de 12,3 ‰ en 1988 à 14 ‰ en 2006 et à 9,96 ‰ en 2012. En 2013, les pathologies les plus rencontrées dans la population générale étaient le paludisme (106 ‰), la tuberculose (105,93 ‰), la diarrhée (19,57 ‰). Comparativement aux résultats des années antérieures, on observait, en 2013, une régression des incidences du paludisme, de la tuberculose et de l'Ulcère de Burili au niveau national. Les autres pathologies comme l'Onchocercose, la Bilharziose et le Pian restent encore présentes. Pour les enfants de moins de cinq ans, leur profil épidémiologique restait dominé en 2013, par une incidence élevée des affections courantes suivantes : le paludisme (302,61 ‰), les infections respiratoires aiguës (162,10 ‰) et les maladies diarrhéiques (69,75 ‰). Chez ces enfants, il était observé une augmentation des incidences des Infections Respiratoires Aiguës (IRA) et des maladies diarrhéiques en 2013. (République de Côte d'Ivoire, 2014-Rapport annuel sur la situation sanitaire 2013).</p> <p>A l'instar des autres pays du monde, la Côte d'Ivoire est touchée par la pandémie de COVID-19 avec une forte prévalence à Abidjan enregistrant le plus fort de taux de contamination à ce jour.</p> <p>Au total se sont plus de 35 331 cas actifs et 204 décès enregistrés à ce jour. Un Plan National de Riposte contre la COVID-19 a été initié et déployé sur l'étendue du territoire pour réduire la propagation de la maladie et ses effets et soutenir les efforts du gouvernement dans cette lutte.</p> <p>Les zones du projet sont faiblement touchées par la pandémie au regard des chiffres annoncés par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. Cependant, une veille sanitaire doit être assurée du fait des échanges entre les zones du projet et le grand Abidjan.</p>
Pauvreté	<p>En 2015, le taux de pauvreté est de 46,3 % en Côte d'Ivoire. Cette pauvreté a une profondeur (écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté) de 16,3 % et une sévérité de 8,0 %. Comme les années antérieures, la pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, en milieu rural, le taux de pauvreté est de 56,8 % contre 35,9 % en milieu urbain. De plus, la contribution des populations rurales à la pauvreté est de 61,2 % contre 38,8 % pour les populations urbaines (INS, ENV, 2015).</p> <p>Les régions les moins pauvres en Côte d'Ivoire se trouvent essentiellement dans la zone du projet : San-Pedro (35,4 %), la région du Nawa (37,4%), Cavally (41 %) et Guemon (42,9 %). À l'inverse, les régions les plus pauvres de la zone projet sont : La Mé (52,7 %), Gôh (53,3 %), Marahoué (53,6 %), et Haut-Sassandra (54,9 %) (INS, ENV, 2015). Les petits exploitants agricoles de la zone du projet, n'ont pas accès aux crédits.</p>
Energie	<p>En Côte d'Ivoire, l'électrification rurale, on est passé de 2 847 en 2011 à 4 537 localités électrifiées à Décembre 2016 (soit une croissance de 59 %). Le taux de</p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>couverture nationale (rapport entre le nombre de localités électrifiées et le nombre total de localités) est passé de 33 % en 2011 à 53 % au 31 décembre 2016. Egalement, le taux d'accès national (rapport entre la population des localités électrifiées et la population totale) est passé de 74 % en 2011 à 80 % au 31 décembre 2016. Le taux de desserte (rapport entre les ménages des localités électrifiées et le nombre total de ménage en Côte d'Ivoire) est passé de 34 % en 2011 à 53 % au 31 décembre 2016. 70 % de la consommation énergétique du pays provient de la biomasse. Les ménages y ont recours pour la cuisson avec des foyers traditionnels peu efficaces.</p> <p>Pour l'heure en Côte d'Ivoire, le secteur de l'énergie reste encore dominé par l'énergie électrique dans les centres urbains et ruraux avec une bonne avancée ces dernières années.</p> <p>La Côte d'Ivoire assure une bonne couverture des besoins nationaux en énergie. Cependant compte tenu de la crise post-électorale et du manque d'investissement dans le domaine au cours de cette période, le pays a connu par moment des délestages qui ont été vite résorbés.</p>
Eau potable	<p>82 % de la population de la Côte d'Ivoire ont accès à des sources d'eau potable améliorées en 2015 (<a href="https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.H2O.SAFE.ZS">https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.H2O.SAFE.ZS</a>). 69% de la population rurale y a accès et 93 % en milieu urbain. (DHH-SODECI, 2008). Toutefois, les ouvrages hydrauliques tels que les forages d'hydraulique villageoise équipé de pompe à motricité humaine et quelques installations du réseau d'adduction et de distribution d'eau, particulièrement dans le Nord du pays ont besoin d'entretien du fait des effets de la crise qui a ralenti les investissements. Les mêmes problèmes d'eau subsistent dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire.</p> <p>Par ailleurs, le fort taux d'urbanisation du district d'Abidjan (Bingerville) affecte la satisfaction des besoins en eau potable de la population. Cette situation a amené le gouvernement à inscrire dans ses priorités le renforcement des systèmes de production d'eau potable de certains centres urbains dont celui de Bingerville (PREMU, 2017).</p>
Assainissement	<p>En Côte d'Ivoire, seulement sept (7) villes sur 255 disposent de schémas directeurs d'assainissement et de drainage.</p> <p>L'assainissement collectif des eaux usées est très peu rependu sur le territoire national. Dans la zone du projet, seule la ville de San-Pedro est dotée d'un embryon d'infrastructures collectives d'assainissement. Les villes secondaires n'en disposent pas. De ce fait, l'accès à l'assainissement autonome en milieu urbain (en Côte d'Ivoire) représente près de 80 %. Cette situation génère la production d'un volume important de boues de vidange des installations d'assainissement non collectif qui est déversé sans aucune forme de traitement. Exposant ainsi les milieux récepteurs aux risques de pollution et la population aux problèmes de santé publique.</p> <p>Aussi, l'industrie a contribué avec le développement urbain, à la pollution des eaux de surface qui ont aujourd'hui perdu leur caractère naturel et sont pour la plupart eutrophisées.</p> <p>Le taux d'accès national à un assainissement amélioré reste faible, soit 25 %. En effet, l'assainissement des eaux usées reste un parent pauvre des politiques urbaines et des projets (<a href="http://www.environnement.gouv.ci/pollutec/CTS1%20LD/CTS%2012.pdf">http://www.environnement.gouv.ci/pollutec/CTS1%20LD/CTS%2012.pdf</a>).</p> <p>L'accès à l'assainissement amélioré en milieu rural reste très faible et peu d'actions d'envergure sont entreprises pour remédier à cette situation préoccupante, ni de la part des pouvoirs publics ni de la part des partenaires au développement. En 2008, le taux de desserte global en Côte d'Ivoire est de 23 % pour l'assainissement. En milieu rural, il est de 11 % la même année.</p> <p>Par ailleurs, on note l'absence de système adéquat de gestion de ces déchets dans les zones du Projet.</p>

VOLETS	DESCRIPTION
Agriculture en générale, cultures vivrières et maraîchères	<p>L'agriculture ivoirienne est aujourd'hui plus diversifiée, l'accent étant mis sur les productions vivrières. L'agriculture participe à la formation de 20 % du PIB et emploie environ la moitié de la population. Elle est tournée vers les cultures de rente qui ont été un des moteurs du développement économique du pays. Les cultures agricoles destinées à l'exportation représentent 40 % de la production.</p> <p>La zone du projet est caractérisée par une stratification des productions agricoles avec une forte orientation sur les cultures d'exportation qui occupent les plus grandes superficies agricoles. Au nombre des cultures d'exportation les plus importantes, le cacao, l'hévéa, le palmier à huile, occupent une place prépondérante et constituent aussi les principales sources de revenu des petits exploitants.</p> <p>Les cultures vivrières et maraîchères y sont fortement développées dans et aux alentours des plantations avec un focus sur le manioc, le maïs, l'igname, la banane plantain, la tomate, l'aubergine, le piment etc.</p> <p>Aujourd'hui du fait de l'extension des cultures d'exportation la zone de production cultures vivrières est considérablement réduite et menace la sécurité alimentaire au niveau de ces zones.</p>
Type de pesticides utilisés	<p>Le secteur agricole est le plus gros utilisateur de pesticides en Côte d'Ivoire. Les pesticides sont utilisés aussi bien pour les cultures de rente (café, cacao, palmier à huile, coton,) que pour les cultures vivrières (banane plantain, igname, mil, du riz, du maïs...) et les cultures maraîchères (choux, salade, oignon, carotte...). Les pesticides les plus courants sont les organochlorés, les organophosphorés, les carbamates et les pyréthrinoides (Ettien N., 2012). Des pesticides comme le DDT qui a été remplacé, continue d'être utilisé à cause de son bas coût par rapport aux pesticides formels (Zadi D. R., date inconnu). Selon l'entomologiste François N'klo Hala et Martin Kehé du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) basé à Abidjan, 65 % des maladies, dont souffrent les producteurs maraîchers et de vivriers, ainsi que les consommateurs en Côte d'Ivoire, sont liées aux pesticides.</p>
Elevage	<p>La Côte d'Ivoire doit importer une grande partie des produits animaux, car sa production ne couvre pas la demande intérieure.</p> <p>Les filières ovines et surtout bovines sont principalement implantées en zone Nord et Centre de la Côte d'Ivoire (Coulibaly D., 2013). L'élevage de porcins et de la volaille est pratiqué dans le Sud du pays. En 2001, le cheptel ivoirien était constitué d'environ 1 442 000 bovins, 1 487 000 ovins, 1 162 000 caprins, 346 000 porcins et 31 millions de volailles. La filière aviaire est la seule à assurer l'autosuffisance (<a href="http://www.agrici.net/2018/02/13/secteur-agricole-cote-divoire/">http://www.agrici.net/2018/02/13/secteur-agricole-cote-divoire/</a>).</p> <p>L'élevage est beaucoup moins pratiqué dans la zone du projet du fait de la très forte présence des cultures de rente qui procurent suffisamment des ressources financières aux paysans (PROGEP-CI, 2015).</p>
Pêche et aquaculture	<p>En Côte d'Ivoire, l'activité dans la filière des pêches reste concentrée autour d'une vaste hydrographie sillonnant le pays du Nord au Sud. Cette activité couvre un vaste domaine naturel, comprenant des retenues d'eau hydroélectrique et hydro-agricoles, un réseau hydrographique (fleuves et rivières). La production locale résulte de la pêche artisanale et de l'aquaculture, qui reste peu développée (FAO, 2009). Par ailleurs, la zone du projet abrite le deuxième port de pêche (San-Pedro) du pays.</p> <p>La pêche maritime artisanale se pratique tout au long des 550 km de côte. Elle se caractérise par une multitude de débarcadères avec d'importants points de débarquements (8 sites) d'où part la plus grande partie du poisson destiné aux principaux marchés de la Côte d'Ivoire (<a href="http://www.fao.org/fi/oldsite/FCP/fr/CIV/body.htm">http://www.fao.org/fi/oldsite/FCP/fr/CIV/body.htm</a>).</p> <p>La production nationale de la pêche artisanale (2002-2012) a connu une baisse (-10,4 %) en 2012 pour se chiffrer à 36 806 tonnes. Cette variation de la production à la baisse entraîne une forte hausse du prix moyen au kilogramme (+75) qui passe ainsi de 413 F CFA en 2011 à 721 F CFA en 2012. La valeur connaît donc une forte hausse</p>



VOLETS	DESCRIPTION
	<p>(+56,6) due à la fois à la hausse de la production et des prix. Sur la même période, l'activité de l'aquaculture continue sa progression. La production augmente de 32,6 %. Mais cette hausse n'a atteint pas le niveau de la demande pour agir sur le prix. Si bien que le prix augmente (<a href="https://data.gouv.ci/donnee/data_details/production-de-la-peche-artisanale-et-de-l-aquaculture-de-2002-2012211">https://data.gouv.ci/donnee/data_details/production-de-la-peche-artisanale-et-de-l-aquaculture-de-2002-2012211</a>) .</p> <p>La pêche fluvio-lacustre se pratique sur les principaux fleuves et surtout sur les lacs. Les statistiques de pêche des fleuves sont très peu cernées alors que celle des lacs semblent plus suivies (<a href="http://www.fao.org/fi/oldsite/FCP/fr/CIV/body.htm">http://www.fao.org/fi/oldsite/FCP/fr/CIV/body.htm</a>).</p>
Chasse	<p>L'arrêté N°003/SEPN/CAB du 20 février 1974, toujours en vigueur, a fermé l'exercice de la chasse sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi la chasse est officiellement interdite en Côte d'Ivoire, mais sur le terrain elle est pratiquée sans autorisation. Cette loi vise à protéger la faune nationale.</p> <p>La chasse est pratiquée en milieu rural. Toutefois, des paysans des régions de la zone du projet s'adonnent à la chasse comme une activité secondaire. Les outils utilisés sont des pièges placés sur les pistes d'animaux, et des fusils conçus spécialement pour la chasse.</p>
Mine et industrie	<p>La Côte d'Ivoire dispose de ressources minières.</p> <p>Le secteur minier ivoirien a enregistré en 2019, un bond de 30 % de son chiffre d'affaires pour se situer à 761,9 milliards de francs CFA contre 582,2 milliards de francs CFA l'année précédente. Le métal jaune, à lui seul, représentait 622,7 milliards de francs CFA (<a href="https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/">https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/</a>).</p> <p>Plus de 100 milliards de francs CFA ont été investis en 2019 pour des recettes fiscales de 94,5 milliards de francs CFA. La production aurifère s'est établie à 32,5 tonnes l'an passé, alors que le gouvernement tablait sur une prévision de 26 tonnes. En 2018, 24,4 tonnes d'or avaient été extraites du sous-sol ivoirien (<a href="https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/">https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/</a>).</p> <p>L'action combinée des entreprises minières auprès du gouvernement a permis une grande répression de l'orpaillage clandestin, avec la fermeture de 222 sites à travers le pays. La Côte d'Ivoire a interdit son territoire à plusieurs individus reconnus coupables d'orpaillage aggravé. La Côte d'Ivoire produit également du manganèse et du nickel à grande échelle (<a href="https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/">https://www.jeuneafrique.com/937546/economie/lor-dope-la-croissance-du-secteur-minier-ivoirien-en-2019/</a>) .</p>
Secteurs d'emploi principaux	<p>L'économie ivoirienne affiche un taux de croissance parmi les plus élevés en Afrique : 9,8 % en 2012, 9 % en 2013, 9,5 % en 2015 et 8 % en 2016. En Côte d'Ivoire, le secteur primaire emploie 44 % de la population active, le secteur secondaire (secteur manufacturier) 13 %, le secteur tertiaire (les services) emploie 43 % de la population active (Côte d'Ivoire : Rapport économique 2017). La part des secteurs d'activité dans la formation du PIB ivoirien est 20 % pour le secteur primaire, 25 % pour le secondaire et 47 % pour le tertiaire (<a href="http://www.economiesafricaines.com/les-territoires/cote-d-ivoire/les-secteurs-d-activite/le-secteur-industriel">http://www.economiesafricaines.com/les-territoires/cote-d-ivoire/les-secteurs-d-activite/le-secteur-industriel</a>)</p> <p>Bien que l'agriculture soit le premier pourvoyeur d'emploi dans les zones du projet le secteur secondaire (industrie) y est fortement développé notamment dans le district du Bas-Sassandra avec les unités de transformation du cacao, de l'hévéa, du palmier à huile et du bois d'œuvre,</p> <p>-Le secteur primaire (agriculture) est donc le premier secteur d'activité de la zone du projet du fait du caractère rural de son territoire (Constat de terrain). L'emploi industriel est fourni par des unités agro-industrielles : ADAM AFRIQUE ; NATURE et SAVANE ; ITRAD-TALIN ; etc., et des unités de transformation du bois : FORÊT D'AFRIQUE, SCIERIE LIMBA ; IDES, STBI ; LFA, SNPRA ; FIP, NSA, INPROBOIS et Tropical Bois, etc. ; (<a href="http://www.atoo.ci/tag /conseil-régional-de-">http://www.atoo.ci/tag /conseil-régional-de-</a></p>

VOLETS	DESCRIPTION
	<p>l'agneby-tiassa/ ; EGLIN (Banane dessert), PAKIDIE (hévéa), DEKEIL OIL (PALMIER à HUILE) PALMCI (PALMIER à HUILE), SAPH (hévéa).</p> <p>Les emplois majoritaires dans les zones du projet sont les emplois du secteur agricole. De façon générale l'ensemble de ces travailleurs appartiennent à des collectifs de syndicat existants sur les sites agroindustriels au sein desquels les droits et devoirs des travailleurs sont défendus et mis en exergue dans l'exercice de leurs fonctions.</p>
Enjeux environnementaux (Problèmes environnementaux)	<p>Les feux de brousse, eaux usées, les ordures ménagères, l'air pollué, la verdure en recul sont, source de détérioration écologique aussi bien des zones naturelles sauvages que des zones anthropiques, puisque l'espace est un.</p> <p>Les mauvaises conditions sanitaires dans la plupart des villes et des campagnes en Côte d'Ivoire constituent aujourd'hui une préoccupation majeure des gestionnaires urbains au regard d'une démographie galopante et des ressources financières limitées (Komenan B.G.A.E., 2009).</p>
Enjeux sociaux (Problèmes sociaux)	<p>Les enjeux sociaux sont les mêmes partout en Côte d'Ivoire. Ce sont la pauvreté, le chômage des jeunes, la délinquance, le banditisme, etc.</p> <p>Cette pauvreté est plus rurale qu'urbaine. Les populations rurales sont donc les plus vulnérables. Par ailleurs, les bandits « coupeurs de route » dépouillent souvent les voyageurs et les opérateurs économiques dans le Nord et le Centre-Ouest.</p>
Situation du secteur des technologies de l'informatique et de la communication (TIC)	<p>En Côte d'Ivoire, l'accès approprié aux services d'information et aux centres de données dans le cadre d'un ensemble de TIC visant à rendre les systèmes d'information commerciale en temps réel disponibles via les téléphones mobiles et les tablettes a favorisé la numérisation des opérations des Micro-finances.</p> <p>La numérisation des opérations des Micro-finances. Cette dernière fait référence à l'utilisation de la téléphonie mobile pour fournir des services financiers (épargne et crédit) aux clients de la microfinance afin de répondre à la nécessité de réduire les coûts de transaction pour l'institution et sa clientèle actuelle, de sécuriser les transactions et d'augmenter la clientèle en touchant les segments exclus. Le choix de la technologie mobile pour fournir des services financiers est basé sur le fait qu'en Côte d'Ivoire, la téléphonie mobile a enregistré une forte croissance et est plus importante que l'Internet. En effet, plus de 85 % de la population ivoirienne possède un téléphone mobile, ce qui représente près de 5,1 milliards d'utilisateurs uniques de téléphonie mobile au total, contre 3,7 milliards d'utilisateurs uniques d'internet mobile à la fin de 2019. Le marché de la téléphonie mobile comprend trois grands opérateurs de réseaux mobiles (MNO) : Orange, avec 49 % de part de marché en valeur, une part de marché qui est restée stable au cours des cinq dernières années, MTN, qui est le deuxième opérateur mobile avec une part de marché de 30 % en valeur, contre 34 % en 2015, et Moov, qui représente les 21 % restants en valeur, contre 13 % en 2015.</p>

Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, janvier 2021



### 3.2. Enjeux environnementaux et socio-économiques en rapport avec le projet

De façon générale, quatre (4) enjeux environnementaux et sociaux majeurs en lien avec la mise en œuvre du projet ont été identifiés pour la zone d'intervention du PAC2V-CI.

- Le premier enjeu majeur est la problématique du foncier
- Le deuxième enjeu majeur est lié à la vulnérabilité des populations (femmes pris dans leur multiple dimension, les jeunes etc.)
- Le troisième enjeu est la problématique de l'exploitation forestière abusive et le surpâturage
- le quatrième enjeu est la problématique de la gestion des pesticides
- le cinquième enjeu est la problématique de la disparité entre les sexes et à la pertinence de la Violence Basée sur le Genre (VBG) dans la zone du projet
- Le sixième et dernier enjeu majeur est la pandémie de la COVID- 19

Mais de façon spécifique, les enjeux environnementaux et sociaux majeurs sont analysés en rapport avec les contraintes environnementales et sociales du secteur agricole. De ce fait, nous avons axés ces enjeux à deux niveaux :

✚ **Au niveau social** : plusieurs facteurs de vulnérabilité sont à relever, en l'occurrence, la pauvreté urbaine et rurale, la vulnérabilité foncière des femmes chefs de famille et les jeunes sans emploi. La résurgence des conflits sociaux liés au foncier et entre agriculteurs et éleveurs (destruction de cultures, surpâturage et perte de pâturage), capable de réduire les efforts consentis dans le contexte de la transformation structurelle de l'agriculture.

Par ailleurs, les sites sacrés constituent les rares îlots forestiers subsistants dans le milieu rural (forêts sacrées, sources d'eaux sacrées, forêts galeries, etc.) et présentant un excellent état de conservation y compris une riche biodiversité (faune et flore) locale. Ces sites culturels sont également exposés aux pressions de l'exploitation forestière et agricole.

✚ **Sur le plan environnemental** : la dégradation de l'environnement, déjà peu maîtrisée avant la crise de septembre 2002, a pris des proportions alarmantes avec la croissance de la population de 2,6 % par an, l'expansion de l'agriculture, la déforestation, l'agriculture itinérante sur brûlis, le braconnage et l'abattage des arbres pour le charbon de bois qui ont entraîné la destruction des habitats naturels, l'érosion des sols et la raréfaction de la faune.

En effet, l'agriculture ivoirienne est caractérisée par un système de production consommateur de terres et de forêts, basé sur la culture itinérante sur défriche-brûlis qui impacte fortement sur la superficie de forêt dense qui était de 16 millions d'ha en 1960, mais qui en 2020, ne représentait plus que 2,5 millions ha, soit une perte de plus de 75 % du patrimoine en moins d'un demi-siècle. En plus de l'impact de ce type d'agriculture itinérante sur brûlis, la dégradation du patrimoine forestier résulte aussi de la conjonction de l'exploitation forestière de type minier, des prélèvements de bois pour le bois-énergie domestique, de la pression démographique, des infiltrations clandestines dans les forêts classées et les parcs nationaux et réserves analogues, de la chasse, de l'élevage et de la fréquence des feux de brousse qui touchent 30 % du territoire.

Les systèmes de production restent dominés par le binôme Café-Cacao bien que l'agriculture soit marquée par une diversification progressive vers de nouvelles cultures agricoles d'exportation telles que le coton, la banane, l'ananas, l'hévéa, le palmier à huile, le cocotier et l'anacarde. La pression foncière entraîne un raccourcissement des jachères (environ 5 ans aujourd'hui contre plus de 20 ans au début des années 1960) et

favorise l'appauvrissement et l'érosion des sols. Alors que chaque année, les feux de brousse dans le cadre du système d'agriculture itinérante sur brûlis réduisent la fertilité des terres agricoles du fait de la destruction par le feu des sources de matières organiques de ces terres agricoles.

Au niveau des productions de rente plus favorables à l'intensification et tournées vers le marché, les plantations de café et de cacao, dont la superficie a quintuplé en moins de 50 ans, consomment la forêt ivoirienne diminuant ainsi sa superficie. On note aussi que la plupart des sociétés agro-industrielles investissent dans les cultures de rente sur de grandes plantations mécanisées avec des méthodes culturales intensives (irrigation, intrants chimiques, etc.).

Au niveau des systèmes de production vivrière qui occupent 85 % de la population active agricole, en dépit de la pratique de l'association de cultures sur une même parcelle, le volume de production de plus d'une dizaine de millions de tonnes sur une superficie de plus de deux millions d'hectares entraînent des dégradations liées à :

- une exploitation manuelle extensive et itinérante, au taux d'équipement faible, avec une main-d'œuvre essentiellement familiale, un faible accès à des semences et plants de qualité et une mauvaise utilisation des engrais et pesticides, d'où de faibles rendements ;
- une gestion inadéquate de la fertilité des sols, particulièrement des résidus et déchets agricoles et animaux, entraîne même par endroits une acidification des sols et différents types d'érosion des sols. S'y ajoute le danger que constitue la manipulation des produits chimiques (pesticides, engrais) ;
- une faible prise en compte des cultures vivrières dans les activités de recherche et de vulgarisation agricole, et son corollaire matérialisé par un faible transfert des résultats de la recherche au développement ;
- une insuffisance de méthodes efficaces de conservation des denrées alimentaires et un faible niveau de transformation des productions agricoles, notamment vivrières et fruitières...

L'impact de l'élevage sur l'environnement, avec 3,8 millions de têtes, est surtout enregistré dans le Nord du pays. Toutefois, l'impact environnemental négatif de l'élevage (surpâturage, feux de brousse) reste bien en deçà de celui de l'agriculture.

En outre, le secteur agricole est responsable d'environ 5% du total des émissions de gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire. Les changements climatiques ont conduit à une modification des calendriers culturels dus aux conséquences des dérèglements environnementaux relatifs au réchauffement climatique.

En plus du développement des pathologies liées à l'eau, l'utilisation abusive de fertilisants et de pesticides dans les grandes plantations ainsi que les rejets des grandes agro-industries entraînent une eutrophisation de certains cours d'eau et réservoirs, la pollution des écosystèmes marins et lagunaires.

Il importe en outre, de porter une attention particulière au respect des servitudes d'utilité publique que sont les flancs de montagne, les berges et rives des cours d'eau qui sont aujourd'hui conquis par l'exploitation agricole.

#### 4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT, DE DROIT DU TRAVAIL, DE SANTE-SECURITE ET DES ASPECTS SOCIAUX

##### 4.1.Cadre politique

Pour faire face aux problèmes environnementaux rencontrés, la Côte d'Ivoire s'est dotée à partir de 1992, au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, des stratégies, plans et programmes afin de mieux cerner la problématique environnementale dans sa réalité et sa complexité. Parmi ces outils, les plus pertinents en rapport avec le projet sont listés dans le tableau 3 ci-après.

**Tableau 3:** Cadre de Politique Environnementale et Sociale

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du Projet
Politique agricole de la CEDEAO	Les orientations de la politique agricole de la CEDEAO visent à infléchir les tendances lourdes de l'agriculture ouest africaine en tentant de lever les obstacles à l'investissement productif, à l'amélioration de la productivité et créer un environnement commercial favorable aux producteurs de la région. La politique agricole de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest a pour objectif général de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays. Elle entend assurer une intensification des systèmes de production, adaptée aux différents contextes agro-écologiques, afin d'assurer une croissance de la production tout en valorisant et en préservant les ressources naturelles et la biodiversité.	<i>Le projet du PAC2V-CI devra prendre en compte les dispositions nécessaires pour contribuer efficacement et de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires des populations, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté.</i>
Nouvelle Politique Forestière (2018)	<p>Cette nouvelle politique vise quatre objectifs majeurs, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• primo, la préservation de la biodiversité. Il s'agit de préserver la biodiversité qui contribue, par les opportunités qu'elle offre au plan de la sélection génétique, à l'amélioration des performances de l'agriculture et de la foresterie. Elle vise également la conservation et la protection des molécules qui pourront être exploitées par l'industrie pharmaceutique.</li> <li>• Secundo, la préservation d'un climat national propice aux activités agricoles et à la qualité du cadre de vie. Cet objectif permettra de préserver et de reconstituer un environnement favorable au développement agricole, à l'amélioration de la qualité du cadre de vie, à la protection des sols et à la régulation du cycle de l'eau.</li> <li>• Tertio, le respect des engagements en faveur du climat mondial. L'Etat de Côte d'Ivoire a pris plusieurs engagements dans le cadre de l'Accord de Paris de décembre 2015. Ces engagements contribueront à lutter contre les changements</li> </ul>	<i>Les activités projetées dans le cadre de la mise en œuvre du PAC2V-CI devront être implantées dans le respect de la nouvelle politique forestière</i>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du Projet
	<p>climatiques, créant ainsi les meilleures conditions pour la réhabilitation des forêts et la séquestration du carbone.</p> <p>• Quatro, le développement social et économique. Il s'agit de fournir les ressources nécessaires au maintien et au développement d'une industrie du bois durable et compétitive, à la satisfaction des besoins des populations en bois énergie. Il s'agira par ailleurs, de façon raisonnée, de récupérer les espaces dégradés pour y développer de nouvelles activités agricoles, diversifiées, rentables, durables et préservatrices de l'environnement.</p> <p>En somme, cette Politique est centrée sur la gestion différentielle des forêts et elle accorde une place de choix à la promotion de l'agroforesterie</p>	
Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2017-2025)	<p>Le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2017-2025), qui est à sa deuxième génération, sert de cadre national unique de référence pour les interventions publiques et privés du secteur agricole en Côte d'Ivoire. Il ambitionne de stimuler la croissance sectorielle afin de réduire de moitié la pauvreté et permettre au pays d'atteindre le niveau "Faim zéro" à l'horizon 2025. À travers les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de la gestion de l'environnement, le PNIA 2017-2025 vise trois (3) objectifs stratégiques : (i) le développement de la valeur ajoutée agro-sylvo-pastorale et halieutique, (ii) le renforcement des systèmes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique respectueux de l'environnement et (iii) une croissance inclusive, garante du développement rural et du bien-être des populations.</p> <p>Les priorités nationales, telles que définies dans le PNIA II, sont articulées autour de six (6) principaux programmes : (i) Productivité et développement durable de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique ; (ii) Amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des marchés ; (iii) Gestion durable des ressources environnementales et résilience climatique ; (iv) Amélioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ; (v) Expansion de l'accès au financement et des canaux d'investissements privés ; et (vi) Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l'environnement des affaires.</p> <p>Le programme 3 prévoit mettre (i) un dispositif approprié pour une gestion durable des ressources environnementales nationales, (ii) renforcer les capacités de production agricole afin de résister aux changements et aux chocs climatiques, (iii) stabiliser et restaurer les zones forestières, (iv) préserver la biodiversité faunique, (v) assurer la gestion des ressources en eau et ressources halieutiques et (vi) renforcer la résilience climatique.</p> <p>Le programme 4 entend (i) améliorer l'impact du secteur sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale, (ii) améliorer la</p>	<p><i>Les activités projetées dans le cadre de la mise en œuvre du PAC2V-CI devront être mise en œuvre en tenant compte des orientations définies dans le PNIA II</i></p>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du Projet
	protection sociale des communautés rurales, (iii) renforcer et mettre en œuvre la réglementation en matière de sécurité sanitaire (iv) promouvoir le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.	
Programme National de Sécurisation du Foncier Rural (PNSFR)	Le Programme National de Sécurisation du Foncier Rural est une action du Gouvernement qui permet de mettre en œuvre la politique du foncier rural. Il fédère les différents financements accordés par l'Etat et les partenaires Techniques Financiers afin de garantir la cohérence, l'harmonisation des interventions sur le terrain et les axes stratégiques de la Politique du Foncier Rural.	<i>Les réalisations projetées dans le cadre de la mise en œuvre du PAC2V-CI devront tenir compte de cette politique</i>
Plan National d'Actions pour l'Environnement (PNAE 2006-2011)	Le PNAE qui est la traduction nationale de l'Agenda 21 adopté à Rio en 1992, a été conçu dans le souci d'une mise en cohérence et d'une harmonisation de ses objectifs avec ceux des politiques sectorielles et les priorités du développement national, inventoriées dans le Livre Blanc (1994). En effet, le Livre Blanc est le résultat de consultations de toutes les parties prenantes, notamment au niveau de toutes les régions du pays qui a abouti à l'élaboration du PNAE. Celui-ci a permis d'identifier dix (10) programmes portant sur (i) le développement agricole durable ; (ii) la préservation de la diversité biologique ; (iii) la gestion des établissements humains ; (iv) la gestion de la zone littorale ; (v) la lutte contre les pollutions et les autres nuisances industrielles ; (vi) la gestion intégrée de l'eau ; (vii) l'amélioration de la gestion des ressources énergétiques ; (viii) la recherche, l'éducation, la formation ; (ix) la gestion intégrée et coordonnée de l'information environnementale et (x) l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire.	<i>Le projet du PAC2V-CI devra prendre en compte les dispositions nécessaires pour préserver le cadre de vie des populations des localités couvertes et préserver les ressources naturelles que sont les cours d'eau, la flore, le sol, la faune, etc.</i>
Plan National de Développement (PND 2016-2020)	Le PND 2016-2020 traite de la question de la préservation de l'environnement à son axe 4 intitulé « Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et préservation de l'environnement ». Le PND accorde une attention majeure à la question de la protection de l'environnement, du développement d'une économie verte et la réduction de la déforestation. C'est pourquoi dans son impact 2 visant la préservation de l'environnement et un cadre de vie assaini, l'axe stratégique 4 vise à assurer une gestion durable des ressources naturelles et des capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique (Effet 4).	<i>Les investissements projetés dans le cadre de la mise en œuvre du PAC2V-CI devront être implantés dans le respect de l'environnement afin de préserver le cadre de vie des populations des localités traversées et préserver les ressources naturelles.</i>
Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique à l'horizon 2025	La Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique adoptée en 2003 a été le résultat de plusieurs travaux et analyses menés au cours d'ateliers régionaux et nationaux qui ont eu lieu en 2000, 2001 et 2002.	<i>Cette politique interpelle le PAC2V-CI dans sa mise en œuvre afin d'éviter la dégradation des ressources biologiques.</i>



Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du Projet
	La vision globale est qu'à l'horizon 2025 la diversité biologique de la Côte d'Ivoire soit gérée de manière durable en vue de l'équilibre des écosystèmes, de l'amélioration de la qualité de vie des populations actuelles et de la préservation de l'héritage des générations futures. Pour y parvenir, la stratégie est structurée autour d'une démarche fondée sur huit thèmes fondamentaux et dix-huit axes stratégiques dont la mise en œuvre devrait permettre d'inverser la tendance de la dégradation des forêts de la Côte d'Ivoire.	
Stratégie Nationale de Gestion des Ressources Naturelles Vivantes à l'horizon 2020	Bâtie autour de la vision suivante : « A l'horizon 2020, la gestion des ressources naturelles vivantes en Côte d'Ivoire est assurée de manière intégrée et durable », la stratégie nationale de gestion des Ressources Naturelles Vivantes a pour objectif général de réduire de manière significative la perte continue et alarmante des ressources naturelles vivantes à travers leur gestion rationnelle et durable, en vue de préserver les intérêts socio-économiques et assurer leur conservation pour les générations futures. Elle compte cinq axes stratégiques qui permettront à terme d'atteindre les objectifs que la Côte d'Ivoire s'est assignée à travers cette vision.	<i>La mise en œuvre du PAC2V-CI devra se faire de façon à préserver les ressources naturelles vivantes.</i>
Politique de lutte contre la pauvreté	Le Plan National de Développement (PND) intègre, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu, l'accélération de la croissance économique et de la transformation de l'économie ivoirienne, le capital humain, l'équilibre économique et social et l'équilibre budgétaire dans les priorités du Gouvernement. La mise en œuvre du projet permettra d'assainir le milieu socio-économique et environnemental des populations des villes concernées par le projet.	<i>Le PAC2V-CI contribuera à l'assainissement milieu socio-économique et environnemental des populations à travers une meilleure gestion des déchets et l'amélioration de leur cadre de vie.</i>
Politique Nationale du Genre (PNG)	Cette politique a permis d'adopter la Stratégie Nationale sur les Violences Basées sur Genre (SNVBG). C'est pour respecter les engagements pris sur le plan international et pour promouvoir une approche multisectorielle de la question des VBG que le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a jugé nécessaire d'initier l'élaboration d'une Stratégie Nationale de lutte contre les VBG. Elle s'inscrit dans le cadre de l'attachement à la promotion et à la défense des droits humains et à la lutte contre toutes les formes de discriminations. Son principe de base est que l'objectif d'égalité des femmes et des hommes en droits et en devoirs est à la fois une condition et un moyen pour un développement humain durable. Dans ce cadre, la stratégie vise à atteindre les objectifs de développement social et humain tels que définis dans les recommandations des différents sommets mondiaux, notamment, la Plateforme d'action de Beijing, à savoir la réalisation d'un développement humain, durable et équitable fondé sur les principes de l'équité et de l'égalité de genre. En un mot, il s'agit de développer l'égalité en droits et en dignité de tous les citoyens ainsi qu'un partage équitable des ressources et responsabilités entre les femmes et les hommes. La stratégie repose sur les axes et effets suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Axe Prioritaire 1 : Prévention</li> </ul>	<i>Ainsi dans sa mise en œuvre, le PAC2V-CI devra se conformer aux dispositions contenues dans cette stratégie notamment ces axes prioritaires et effets cités.</i>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du Projet
	<p>Effet : Les violences basées sur le genre sont prévenues efficacement par les communautés, les autorités, les forces de sécurité et de maintien de la paix.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Axe prioritaire 2 : Justice et lutte contre l'impunité Effet : les auteurs de VBG sont poursuivis, jugés ; les jugements sont exécutés</li> <li>• Axe prioritaire 3 : Réforme du Secteur de la Sécurité, DDR et Violences Sexuelles Effet : La Réforme du Secteur de la Sécurité et le DDR intègrent la prévention et la répression des violences sexuelles et d'autres violences basées sur le genre.</li> <li>• Axe prioritaire 4 : Prise en charge multisectorielle Effet : Les survivants ont accès à la prise en charge médicale, psychosociale, juridique et judiciaire, et à l'appui pour une réintégration socioéconomique de qualité adaptée à l'âge.</li> <li>• Axe prioritaire 5 : Coordination et collecte des Données Effet : Des données éthiques, fiables et actualisées sur les VBG sont disponibles</li> </ul>	

Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021

## 4.2. Cadre législatif et réglementaire

Le cadre juridique national est relativement fourni mais ne présente pas de textes spéciaux relatifs à la lutte contre les changements climatiques. Il y a donc un besoin en la matière. Cependant, en l'absence de ces mesures, le cadre juridique existant présente des points positifs permettant la conduite des actions contribuant à la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Chaines de Valeur du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire (PAC2V-CI) pour la Côte d'Ivoire.

### 4.2.1. Principaux textes

#### Constitution de la Côte d'Ivoire

La loi constitutionnelle n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi n°2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire. En effet, cette Loi fondamentale, la troisième du pays, comporte deux articles traitant explicitement de la nécessité de protéger l'environnement : il s'agit de l'article 27 qui stipule que : « Le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble du territoire national. Le transit, l'importation ou le stockage illégal et le déversement de déchets toxiques sur le territoire national constituent des crimes imprescriptibles ». Quant à l'article 40, il souligne avec force que : « La protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale. L'Etat s'engage à protéger son espace maritime, ses cours d'eau, ses parcs naturels ainsi que ses sites et monuments historiques contre toutes formes de dégradation. L'Etat et les collectivités publiques prennent les mesures nécessaires pour sauvegarder la faune et la flore. En cas de risque de dommages pouvant affecter de manière grave et irréversible l'environnement, l'Etat et les collectivités



publiques s'obligent, par application du principe de précaution, à les évaluer et à adopter des mesures nécessaires visant à parer à leur réalisation ».

Il s'agit d'un pas important étant donné que la première constitution ne comportait aucun article relatif à la protection de l'environnement.

Elle fait aussi un point d'honneur aux biens des citoyens. En effet, elle dispose en son article 11 que « Le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».

***Le projet se réalisera conformément aux dispositions de cette loi fondamentale, à savoir la préservation de l'environnement contre toute forme de pollution en vue de le maintenir sain et l'indemnisation des personnes dont les biens seront affectés par le projet.***

Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement

La loi cadre portant code de l'environnement définit l'environnement comme l'ensemble des éléments physiques, chimiques, biologiques et des facteurs socio-économiques, moraux et intellectuels susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur le développement du milieu, des êtres vivants et des activités humaines. Cette loi fixe le cadre général de la protection de l'environnement en Côte d'Ivoire.

***Ce texte juridique est particulièrement pertinent dans le cadre de ce Projet car il régit la préservation de l'environnement dans sa zone d'insertion à travers la réalisation d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale duquel découleront des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ou de Constats d'Impact Environnemental et Social (CIES) des sous-projets.***

4.2.2. Autres textes nationaux de gestion environnementale et sociale

Les autres textes pertinents dans le cas du présent projet sont donnés dans le tableau 4 ci-après.



**Tableau 4:** Autres textes nationaux de gestion environnementale et sociale applicables au PAC2V-CI

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
<i>Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code Forestier</i>	<p>Selon l'article 3 de la Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 , la présente loi s'applique aux forêts et aux arbres hors forêts sur le territoire national mais ne s'applique pas à la faune, aux parcs nationaux et réserves naturelles.</p> <p>L'Etat prend toutes mesures nécessaires en vue de fixer les sols, de protéger les terres, les berges et ouvrages contre les risques d'érosion et d'inondation, et de conserver les espèces naturelles menacées d'extinction. (Article 10).</p> <p>Selon les articles 35 les prélèvements au titre des droits d'usage forestier doivent se faire dans le respect des principes de gestion durable des forêts. L'article 81 quant à lui, souligne que tout déboisement sur une distance de vingt-cinq mètres de large de part et d'autre de la limite supérieure des crues des cours d'eau est également interdit sauf si l'autorisation est accordée par l'administration forestière locale.</p>	<i>Le PAC2V-CI devra se conformer au code forestier notamment ses articles essentiels cités.</i>
<i>Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail</i>	<p>Cette loi guide les relations individuelles et collectives dans le domaine du travail. En effet, dans tous les Etablissements soumis à ce Code, à l'exception des établissements agricoles, la durée normale du travail des personnels, quel que soit leur sexe ou leur mode de rémunération, est fixée à quarante heures par semaine. Cette durée peut être dépassée par application des règles relatives aux équivalences, aux heures supplémentaires et à la récupération des heures de travail perdues et à la modulation.</p> <p>Titre IV : Chapitre premier (Hygiène, Sécurité et santé au travail)</p> <p>Article 41.2 : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise.</p> <p>Article 41.3 : « Tout employeur est tenu d'organiser une</p>	<p>Cette loi est très pertinente pour le <b>PAC2V-CI</b> dans la mesure où elle sert de guide des relations entre employeurs et employés pendant la mise en œuvre du projet. Le <b>PAC2V-CI</b> est interpellé sur les différents articles cités.</p>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	<p>formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de postes ou de technique.</p> <p>Les contrats d'embauche dans le cadre du projet seront élaborés et gérés conformément aux conditions édictées par ladite loi.</p>	
<p><i>Loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance sociale modifiée par l'ordonnance n°2012-03 du 11 janvier 2012</i></p>	<p>En son Article 1, cette loi stipule que le service public de la Prévoyance Sociale a pour but de fournir des prestations à l'effet de pallier les conséquences financières de certains risques ou de certaines situations, en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accidents du travail et de maladies professionnelles ;</li> <li>• retraite, d'invalidité et de décès ;</li> <li>• maternité ;</li> <li>• allocations familiales.</li> </ul> <p>Est obligatoirement affilié à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale tout employeur occupant des travailleurs salariés tels que définis à l'Article 2 (Au sens du présent Code, est considérée comme travailleur ou salarié, quels que soient son sexe, sa race et sa nationalité, toute personne physique qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée, appelée employeur.</p>	<p>Cette loi est particulièrement pertinente car dans la mise en œuvre des sous-projets, plusieurs travailleurs seront sollicités par les différentes entreprises adjudicataires des travaux. Elle va obliger ces entreprises à les déclarer à la Caisse de prévoyance Sociale pour leur prise en charge en cas d'accident de travail, de décès, de maternité etc.</p>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
<p><i>Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 modifiée par la loi n°2004-412 du 14 Août 2004 portant Domaine foncier rural</i></p>	<p>Le cadre juridique du foncier rural est constitué par la Constitution ivoirienne, mais aussi par la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, modifiée par les lois n° 2004-412 du 14 août 2004 portant amendement de la loi de 1998 et n° 2013-655 du 13 septembre 2013, relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article 6 de la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998, relative au Domaine Foncier Rural.</p> <p>Cette loi établit les fondements de la politique foncière relative domaine foncier rural, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la reconnaissance d'un domaine rural coutumier et la validation de la gestion existante de ce domaine ;</li> <li>• l'association des autorités villageoises et des communautés rurales à la gestion du domaine foncier rural et en particulier, au constat des droits coutumiers et à leur transformation en droits réels.</li> </ul>	<p>Certaines activités du <b>PAC2V-CI</b> nécessiteront l'acquisition de terres en milieu rural. Cette loi permettra d'identifier les détenteurs de ces terrains en vue de leur indemnisation.</p>
<p><i>Loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau</i></p>	<p>La loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau dispose également des principes généraux applicables à la protection du domaine de l'eau en Côte d'Ivoire. Elle fixe les objectifs de gestion des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques selon les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les aménagements et ouvrages hydrauliques soumis au régime d'autorisation font l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement préalable (Titre II, Chapitre III, Article 29) ;</li> <li>• les installations, aménagements, ouvrages, travaux et activités, susceptibles d'entraver la navigation, de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de dégrader la qualité et la quantité des ressources en eau, d'accroître, notamment le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la</li> </ul>	<p>Ce texte est pertinent dans le cadre du présent projet en ce sens que la mise en œuvre des sous-projets pourrait avoir une relation étroite avec la ressource en eau, tant au niveau du prélèvement qu'au niveau de l'atteinte de sa qualité tant physique que chimique.</p> <p><b>Le PAC2V-CI devra se conformer à ces</b></p>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	<p>diversité du milieu aquatique (Titre II, Chapitre III, Article 31) sont soumis à une autorisation préalable avant toute mise en œuvre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les installations, ouvrages, travaux et activités qui, n'étant pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter les prescriptions édictées par la législation en vigueur (Titre II, Chapitre III, Article 31 deuxième paragraphe) sont soumis à une déclaration préalable ;</li> <li>la protection des aménagements et ouvrages hydrauliques (Titre III, Chapitre III, Article 54).</li> </ul>	<i>exigences pour la protection des sources et retenues d'eau dans sa zone d'intervention afin d'éviter leur pollution et gaspillage.</i>
<i>Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cette loi constitue un guide pour la mise en œuvre du projet. Elle oriente toute action de développement selon les principes du développement durable.</li> </ul>	Cette loi sera particulièrement mise en exergue dans le cadre de l'engagement citoyen qui vise l'appropriation des différentes activités du projet par les bénéficiaires en vue d'une gestion rationnelle et durable de la ressource en eau et des ouvrages hydrauliques qui seront réalisés pour les générations actuelles.
<i>Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier</i>	Le Code Minier fixe les règles pour la conduite des activités minières dans le domaine public ou privé (Chapitre III). Il définit la classification des gîtes naturels en carrières et mines (Chapitre IV) et en fixe les modalités exploitation.	Dans le cadre des activités du projet, cette loi va définir toutes les règles applicables à la gestion et à l'exploitation des

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	Le Code Minier détermine également les grands objectifs de protection de l'environnement et définit, de façon plus précise certaines modalités, en particulier l'obligation de réhabilitation des sites exploités et la conservation du patrimoine forestier (article 140) et conditionne toute activité d'exploitation à l'obtention d'un permis et à la présentation d'un programme de gestion de l'environnement comprenant un plan de réhabilitation des sites et leurs coûts prévisionnels (article 143). L'autorisation d'exploitation des carrières et toutes les conditionnalités sont spécifiées dans le Titre IV du Code Minier.	carrières (zones d'emprunt).
<i>Loi n°87-806 du 28 Juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel</i>	La Loi n°87-806 du 28 Juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel est un texte de Loi qui dispose de l'ensemble des définitions et principes généraux applicables à la protection du patrimoine culturel national. En ses articles 1 <sup>er</sup> à 4, il définit le champ d'application et les dispositions générales à prendre en cas de découverte des éléments faisant partie du patrimoine culturel. ".	Le projet devrait donc se conformer aux dispositions générales et mentionnées dans le PCGES la démarche à suivre en cas de découverte des éléments faisant partie du patrimoine culturel.
<i>Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables à l'impact d'un projet sur l'environnement</i>	Le décret portant règles et procédures applicables à l'impact d'un projet sur l'environnement comprend un certain nombre d'articles dont les plus pertinents pour ce projet sont :  Article 2 : Sont soumis à études d'impact environnemental, les projets situés sur ou à proximité des zones à risques ou écologiquement sensibles (annexe III du décret).  Article 12 : Décrit le contenu d'une EIE, un modèle d'EIE est en annexe IV du décret.	Ce décret est d'une importance majeure dans le cadre du projet dans la mesure où il encadre d'une part, les évaluations environnementales et sociales et d'autre part, rend obligatoire la consultation et participation des



Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	<p>Article 16 : L'EIE est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.</p> <p>Ce décret définit les dispositions relatives à la réalisation des études relatives à l'impact d'un projet sur l'environnement. Dans ses annexes I, II et III, ce décret spécifie les particularités liées aux études relatives à l'environnement. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Annexe 1 et 3 : donne la liste des projets soumis à étude d'impact environnemental ;</li> <li>- Annexe 2 : donne la liste de projets soumis au constat d'impact environnemental ;</li> </ul> <p>Les projets ne figurant pas dans aucune des catégories citées dans les annexes I, II, III font objet d'une exclusion catégorielle qui le dispense a priori d'une étude et d'un constat d'impact environnemental et social.</p> <p><u>Le décret 98-43 de janvier 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement</u> complète ces dispositions. Dans son Article 1, il est stipulé : " sont soumis aux dispositions du présent décret, les usines, les dépôts, les chantiers, les carrières, les stockages souterrains, les magasins, les ateliers, et de manière générale les installations qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la protection de l'environnement.</p> <p>Depuis novembre 2007, le Ministère en charge de l'Environnement a pris deux arrêtés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• - Arrêté n°00972 du 14 novembre 2007 relatif à l'application du décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.</li> </ul>	<p>populations à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un impact sur leur environnement.</p>

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté n°00973 du 14 novembre 2007 relatif à l'application du décret n°2005-03 du 6 janvier 2005 portant Audit Environnemental.</li> </ul>	
<i>Décret n°2005 du 6 janvier 2005 portant Audit Environnemental</i>	Le Décret n°2005-03 du 6 Janvier 2005 portant Audit Environnemental. L'Audit Environnemental est un instrument très important qui permet après la fin de la phase du suivi environnemental de respecter les normes environnementales et à l'Administration Publique de vérifier l'effectivité de ce respect.	Le <b>PAC2V-CI</b> prévoit à mi-parcours et en fin de projet des audits environnementaux et sociaux.
<i>Décret n°96-206 du 07 mars 1996 relatif au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail</i>	Dans son Article 1, il est stipulé que : « Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les Etablissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ».	Ce décret interpelle les Entreprises de travaux et le projet dans la mise en œuvre des sous-projets.
<i>Décret pour cause d'utilité publique</i>	<p>Ces textes concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le Décret du 25 novembre 1930 : il réglemente « l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire en Afrique Occidentale Française ».</li> <li>• Le Décret n° 95-817 du 29 Septembre 1995 : il fixe les règles d'indemnisation pour destruction de cultures.</li> <li>• L'Arrêté n° 4028 du 12 Mars 1996 : il porte sur la fixation du barème d'indemnisation des cultures</li> </ul>	Le <b>PAC2V-CI</b> prendra les dispositions pour le respect de ces textes

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
<i>Décret n° 71-74 du 16 Février 1971 : il est relatif aux procédures domaniales et foncières</i>	Le décret n°71-74 du 16 février 1971, accorde une reconnaissance de jure (articles 1 et 2) avec une portée juridique limitée en ce que les droits coutumiers sont définis « comme de simples droits d'usages sur les terrains domaniaux, personnels à ceux qui les exercent ». Mais dans la pratique, peu de personnes tiennent compte de cette minoration de leur portée. Bien souvent, les droits coutumiers sont assimilés à des droits de propriété de conception romaine. Même les tribunaux modernes en arrivent à oublier la loi foncière moderne et à opérer cette identification, voire à donner la primauté aux revendications fondée sur le droit coutumier sur les inscriptions, d'ordre public, des livres fonciers de l'immatriculation.	La mise en œuvre du projet va se conformer à cette loi
<i>Décrets 2013-224 du 22 mars 2013 et n°2014-25 du 22 janvier 2014 : Ils réglementent la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général</i>	Le Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique", et le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général spécifie tout ce qui peut faire objet d'expropriation pour cause d'utilité publique pourvu que la Population Affectée par le Projet (PAP) ait un droit de propriété légale ou coutumière. Le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 modifie les articles 7, 8 et 11 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 ci- dessus en précisant les montants maximums de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol dans les chefs-lieux des Districts, Régions, Préfectures ou Sous-préfectures. L'article 8 précise que les coûts de purge des droits coutumiers pour tout projet d'utilité publique sont déterminés par des textes ultérieurs. La mise en œuvre du projet va se conformer aux exigences de ces deux degrés.	Les négociations dans le cadre d'expropriation des terres font se faire sur la base de ce décret.
<i>Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER</i>	<i>L'Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER</i>	Dans le cas du projet, l'évaluation des biens

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
<i>/MPEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.</i>	<i>/MPEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage précise les règles et formules de calcul des taux d'indemnisation pour destruction de cultures. Cet arrêté actualise les taux d'indemnisation dans le cadre des destructions de cultures occasionnées par l'exécution de travaux d'utilité publique. Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction. Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 5 du présent arrêté..</i>	cultureaux devrait se faire avec l'appui de ces agents assermentés du ministère en charge de l'agriculture.
<i>Documents juridiques spécifiques aux pesticides en Côte d'Ivoire</i>	<p>Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Code Pénal en ses articles 328, 429, 433 et 434 sanctionne la pollution par les produits chimiques et les déchets dangereux ;</li> <li>- le Décret n°97 - 678 du 03 décembre 1997 portant protection de l'environnement marin et lagunaire contre la pollution ;</li> <li>- le Décret n°90-1170 du 10 octobre 1990 modifiant le décret 61-381 du 1er décembre 1961 fixant les modalités de fonctionnement du contrôle, du conditionnement des produits agricoles à l'exportation ;</li> <li>- le Décret 89-02 du 04 janvier 1989 relatif à l'agrément de la fabrication, la vente et l'utilisation des pesticides en Côte d'Ivoire ;</li> <li>- Le Décret 67-321 du 21 juillet 1967 qui vise la sécurité chimique des travailleurs dans les usines en application du code du travail ;</li> </ul>	Le projet dans sa conception ne va pas financer directement l'acquisition des pesticides. Le projet est donc interpellé par ces différents textes réglementaires et et à la <b>cclassification de l'OMS recommandée des pesticides en fonction des dangers qu'ils présentent</b> car la mise en œuvre du projet pourrait amener les producteurs à l'utilisation des

Textes	Disposition majeure en rapport avec la mise en œuvre du projet	Pertinence avec les activités du PAC2V-CI
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Arrêté N° 159/MINAGRA du 21 juin 2004 interdisant 67 matières actives qui interviennent dans la fabrication des produits phytopharmaceutiques employés dans l'agriculture ;</li> <li>- ; l'Arrêté interministériel N°509/MINAGRI/MEMIS du 11 novembre 2014 organisant le contrôle des pesticides, l'inspection et le contrôle sanitaire, phytosanitaire et de la qualité des végétaux, des produits d'origine végétale, des produits agricoles et de toute autre matière susceptible de véhiculer des organismes nuisibles pour les cultures, la santé de l'homme et des animaux aux portes d'entrée et de sortie du territoire national ;</li> <li>- Arrêté N°030/MINAGRI/CAB du 11 novembre 2015 Portant interdiction d'emploi en agriculture de substances actives entrant dans la fabrication des produits phytopharmaceutiques.</li> </ul>	pesticides. Ainsi des mesures seront intégrées dans le présent CGES pour la prévention des risques et la gestion des impacts potentiels.

Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021

### 4.3. Conventions internationales

La mise en œuvre du **PAC2V-CI** exigera également le respect des conventions internationales dont les principales sont décrites dans le tableau ci-après :

#### 4.3.1. Convention générale sur la protection de l'environnement

Le tableau 5 indique les conventions internationales générales pertinentes applicables à la mise en œuvre du projet.

**Tableau 5:** Conventions internationales pertinentes et applicables au projet

Intitulé de la convention	Date de ratification	Objectif visé par la convention	Pertinence pour le PAC2V-CI
<b>La Convention africaine sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933</b>	22 juin 1970	Etablir dans les territoires des Etats parties, des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales	L'amélioration de la productivité par la vulgarisation de technologies intensives contribuera à réduire l'empiètement sur l'intégrité des parcs et réserves naturelles. Le PAC2V-CI est en accord avec cette convention.
<b>La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 9 mai 1992 (New York)</b>	14 novembre 1994	Stabiliser les émissions de gaz à effet de serre et fournir un cadre institutionnel de négociation. Faire évoluer des politiques de développement et les modes de production non durables du point de vue du réchauffement climatique.	Le PAC2V-CI s'inscrit dans la politique de développement agricole du pays qui est soutenue par une « agriculture zéro déforestation » dans le contexte des changements climatiques. Sa contribution à des modes de productions durables est en adéquation avec cette convention.
<b>Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (LCD) du 17 juin 1994</b>	4 mars 1997	Réduire la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs comme les changements climatiques, l'agriculture extensive et l'urbanisation mal planifiée.	Il n'est pas envisagé dans le cadre du PAC2V-CI des activités afférentes à l'agriculture extensive. Le PAC2V-CI contribue à une agriculture intelligente face au climat et est donc en adéquation avec la convention.
<b>Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</b>	30/11/92	Cette convention établit un cadre pour la coopération et la formulation des mesures convenues pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant des modifications de la couche d'ozone par les activités humaines.	La pollution de l'air pendant la mise en œuvre du projet sera tributaire des émissions de gaz provenant de la combustion des produits d'hydrocarbures qui peut impacter négativement la couche d'ozone. Le <b>PAC2V-CI</b> est concerné par cette convention. Le présent CGES intègre des mesures de réduction des émissions de CO <sub>2</sub> et de protection de la santé humaine et de l'environnement.
<b>Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972</b>	21 novembre 1977	Assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel.	La phase opérationnelle des sous-projets avec la réalisation de travaux de fouilles ou d'excavations, pourraient ramener en surface des biens culturels. Le <b>PAC2V-CI</b> intègre les mesures de protection du patrimoine culturel et naturel à travers l'élaboration des

Intitulé de la convention	Date de ratification	Objectif visé par la convention	Pertinence pour le PAC2V-CI
			orientations pour la protection des ressources culturelles physiques dans le présent CGES.
<b>Convention de Rio sur la diversité biologique de juin 1992</b>	24 novembre 1994	Conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques adéquates.	<p>L'introduction de race non locale dans l'élevage présentent le risque de surexploitation de la biodiversité des milieux naturels.</p> <p>Le <b>PAC2V-CI</b> devra intégrer, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans d'actions de sensibilisations et de formations ;</p> <p>Le <b>PAC2V-CI</b> devra contribuer à réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation de la diversité biologique.</p>
<b>Le Protocole de Kyoto du 10 décembre 1997</b>	28 Avril 2007	Réduire les émissions de GES en se fondant sur une approche inspirée du principe de responsabilités communes mais différenciées entre pays.	<p>Dans sa contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) du 30 Septembre 2015, la Côte d'Ivoire s'est fixée pour objectif de réduire ses émissions de GES de 28% d'ici 2030.</p> <p>La mise en œuvre du <b>PAC2V-CI</b> devra contribuer à cet objectif (bonnes pratiques agricoles de mise en valeur des sols).</p>
<b>La convention africaine sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933</b>	22 juin 1970	Etablir dans les territoires des Etats parties, des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales	L'exploitation de la zone d'emprunt ou de carrière ainsi que la réalisation des fouilles pour la construction des différentes infrastructures ou sous projets peut conduire à la destruction de la faune et de la flore. Le projet est interpellé par la convention et devra veiller à leur protection.
<b>Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale, Adoptée en 1971 à Ramsar, en Iran, elle est entrée en vigueur en 1975 amendée, en 1982 puis en 1987</b>	03 février 1993	Assurer la conservation et l'utilisation rationnelle (maintien des caractéristiques écologiques) des zones humides et de leurs ressources.	<p>Le <b>PAC2V-CI</b> devra intégrer dans les plans d'action de sensibilisation et de formation, la conservation et l'utilisation durable des zones humides en vue de maintenir les caractéristiques écologiques et assurer la fourniture de leurs services écosystémiques.</p> <p>La mise en œuvre du <b>PAC2V-CI</b> se fera dans le strict respect de la préservation des zones humides et de leurs ressources.</p>



Intitulé de la convention	Date de ratification	Objectif visé par la convention	Pertinence pour le PAC2V-CI
Convention de Washington du 03 mars 1973, sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	Novembre 1994	Garantir que le commerce international des espèces inscrites dans ses annexes, ainsi que des parties et produits qui en sont issus, ne nuit pas à la conservation de la biodiversité et repose sur une utilisation durable des espèces sauvages.	<p>Certaines régions du pays comptent parmi leurs biodiversités une espèce protégée (pangolin).</p> <p>Le <b>PAC2V-CI</b> devra veiller et contribuer au côté du MINEF, à la préservation de cette espèce protégée (pangolin) dans le cadre de l'exploitation des écosystèmes agricoles du domaine forestier rural.</p>

Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021

#### 4.4. Exigences des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale applicables au projet et dispositions nationales pertinentes

L'analyse des points de convergence et de divergence entre la législation environnementale ivoirienne et les Normes Environnementales et Sociales qui sont pertinentes pour le PAC2V-CI vise à identifier les insuffisances au niveau de la législation nationale afin de préconiser des mesures visant à satisfaire les exigences desdites NES et proposer des mesures de mise en œuvre du projet devant combler les insuffisances relevées.

Le tableau 6 dresse une synthèse des exigences des NES et des dispositions nationales.

**Tableau 6 :** Exigences des normes de sauvegarde environnementales et sociales pertinentes pour le projet et dispositions nationales pertinentes

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
Norme env. et sociale définie dans le CES	<p><u>Classification des risques environnementaux et sociaux</u></p> <p>Dans le CES, la Banque mondiale classe les projets dans quatre (04) catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque élevé,</li> <li>- Risque substantiel,</li> <li>- Risque modéré, et</li> <li>- Risque faible.</li> </ul> <p>Cette classification qui se fera sur la base de plusieurs paramètres liés au projet, sera examinée régulièrement par la Banque même durant la mise en œuvre du projet et pourrait changer.</p>	<p>La législation environnementale ivoirienne (La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement) établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- impact élevé, soumis à une EIE</li> <li>- impact moyen, soumis à un constat d'impact environnemental</li> <li>- impact négatif non significatif soumis à un Constat d'exclusion catégorielle</li> </ul> <p>Toutefois, il n'existe pas de formulaire d'analyse et de sélection qui permet d'aboutir à cette catégorisation.</p>	<p>La loi nationale satisfait cette disposition du Cadre Environnemental et Social. Ainsi dans le cas du présent projet, les annexes I et III vont correspondre au projet à risque élevé et substantiel de la Banque, Quant à l'annexe II, il correspondra au projet à risque modéré. La troisième catégorie qui entre dans les projets ou sous-projet à impact négatif non significatif sera l'équivalent des projets à risque faible (exclusion catégorielle).</p> <p>Toutefois, il faudra procéder au screening pour déterminer le type de rapport à réaliser.</p>
NES n°1 : Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux	<p><u>Évaluation environnementale et sociale</u></p> <p>La NES n°1, dont la principale exigence constitue l'Évaluation Environnementale du projet proposé, est applicable à tous les projets et programmes financés ou co-financés par la Banque mondiale par le biais du financement dédié aux projets d'investissement. Elle s'applique également à toutes les installations associées (c'est-à-dire qui ne sont pas financées par le projet mais qui en sont liées de diverses manières tel que précisé dans le CES).</p>	<p>La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement <b>rendent obligatoire l'évaluation environnementale</b> pour tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement.</p> <p>Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Évaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes.</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas totalement cette exigence de la NES n°1 car elle la loi nationale semble ne pas aborder les installations associées.</p> <p>Dans ce cas, c'est la NES1 avec toutes ses provisions qui reste applicable au projet.</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
NES n°1	<p><u>Projets soumis à l'évaluation environnementale et sociale</u></p> <p>La NES n°1 dispose que les Emprunteurs effectueront l'évaluation environnementale et sociale des projets proposés au financement de la Banque mondiale et que cette évaluation environnementale et sociale sera proportionnelle aux risques et aux impacts du projet.</p> <p>L'Emprunteur assurera la gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux de façon systématique</p>	<p>La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement rendent obligatoire l'évaluation environnementale pour tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement</p>	<p>La loi nationale satisfait cette disposition de la NES n°1.</p>
NES n°1	<p><u>Plan d'engagement environnemental et social (PEES)</u></p> <p>La NES n°1 dispose que l'Emprunteur devra préparer et mettre en œuvre un PEES qui définira les mesures et actions nécessaires pour que le projet soit conforme aux NES. Le PEES prendra en compte les conclusions de l'évaluation environnementale et sociale et sera un résumé précis des mesures concrètes et des actions nécessaires pour éviter, minimiser, réduire ou autrement atténuer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels du projet.</p>	<p>La législation nationale ne prévoit pas la préparation d'un PEES</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la NES n°1. Ainsi pour compléter les dispositions nationales, il sera produit un PEES.</p>
NES n°1	<p>Gestion des fournisseurs et prestataires :</p> <p>La NES n°1 dispose que l'Emprunteur exigera que tous les fournisseurs et prestataires intervenant dans le projet se conforment aux dispositions des NES</p>	<p>La Loi n°2016-412 du 15 juin 2016 relative à la consommation détermine les conditions de conformité et sécurités des produits et des services des prestataires. La disposition de cette loi n'est pas élargie à l'exigence d'une évaluation des risques et impacts</p>	<p>Ces lois ne satisfont que partiellement aux exigences de la NES 1.</p> <p>Dans le cadre du projet, les évaluations des risques et impacts environnementaux et</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	applicables, y compris celles énoncées expressément dans le PEES et gérera tous les fournisseurs et prestataires de manière efficace.	<p>environnementaux et sociaux associés à leurs contrats. Toutefois en matière d'exploitation de carrière, <b>La Loi n° 2014 - 138 du 24 mars 2014 portant Code Minier stipule en son article 76 : titre V : autorisation d'exploitation de substance de carrière.</b></p> <p>Les autorisations d'exploitation de substances de carrières sont de deux (2) catégories : l'autorisation pour l'ouverture de carrières artisanales et l'autorisation pour l'ouverture de carrières industrielles.</p> <p><b>Article 140 :</b> Les activités régies par la présente loi doivent être conduites de manière à assurer la protection de la qualité de l'environnement, la réhabilitation des sites exploités et la conservation du patrimoine forestier selon les conditions et modalités établies par la réglementation en vigueur.</p> <p><b>Article 141 :</b> Tout demandeur d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation industrielle ou semi-industrielle, avant d'entreprendre quelques travaux d'exploitation que ce soit, est tenu de mener et de soumettre à l'approbation de l'Administration des Mines, de l'Administration de l'Environnement et de tous autres services prévus par la réglementation minière, l'Etude d'Impact Environnemental et Social, en abrégé EIES. L'EIES doit comporter un Plan de Gestion Environnementale et Sociale comprenant un plan de réhabilitation des sites et leurs coûts prévisionnels.</p> <p>Toute modification substantielle du Plan de Gestion Environnementale et Sociale fait l'objet d'une autorisation préalable de l'Administration des Mines et de l'Administration de l'Environnement</p>	sociaux associés aux contrats des fournisseurs et prestataires seront réalisées.

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
NES n°2 : Emploi et conditions de travail	<p><u>Emploi et Conditions de travail</u></p> <p>La NES n°2 dispose que des informations et des documents clairs et compréhensibles devront être communiqués aux travailleurs du projet sur leurs conditions d'emploi ; informations et documents qui décriront leurs droits en vertu de la législation nationale du travail (qui comprendront les conventions collectives applicables).</p>	<p>La Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail constituent le texte de base régissant les conditions de travail et d'emploi en République de Côte d'Ivoire. Les articles 14.1. et 16.11 de cette loi indiquent les différentes formes de contrat qui décrivent les conditions de travail des employés et le Titre IV donne les conditions d'hygiène, Sécurité et santé au travail. L'Article 41.2 stipule que : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise. Il doit, notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies ».</p> <p>Article 41.3 : « Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de postes ou de technique. Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation ». Articles 23.1. à 23.13 traites du travail des enfants, des femmes, la protection de la maternité et éducation des enfants. Il faut noter qu'un enfant de moins de 16 ans ne peut être employé dans une entreprise sauf dérogation (article 23.2)</p>	<p>La loi nationale satisfait partiellement cette exigence de la NES n°2. Néanmoins une Procédure de Gestion de la Main d'Œuvre suivant les exigences de la NES n°2 sera produit.</p>
	<p><u>Non-discrimination et égalité des chances</u></p> <p>La NES n°2 dispose que l'Emprunteur fondera la relation de travail sur le principe de l'égalité des chances et de traitement, et ne prendra aucune mesure</p>	<p>La non-discrimination et égalité des chances est traitée aux article 4 et 5 ainsi que l'article 31.2 de la Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°2. Dans le cas de ce projet à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs quelles que soient leur origine, leur sexe, leur âge et leur statut.</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	discriminatoire concernant un aspect quelconque de la relation de travail.		
NES n°2	<p><u>Mécanisme de gestion des plaintes</u> La NES n°2 dispose qu'un mécanisme de gestion des plaintes sera mis à la disposition de tous les travailleurs employés directement et de tous les travailleurs contractuels (et de leurs organisations, le cas échéant) pour faire valoir leurs préoccupations concernant le lieu de travail.</p>	<p>Le traitement des différends figure au niveau de la Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail dans le Titre VIII Différends relatifs au travail avec au chapitre 1 différends individuels et au chapitre 2 les différends collectifs. Cette loi privilégie le traitement à l'amiable des différends.</p> <p>En cas de non-conciliation ou pour la partie contestée de la demande, le Tribunal du Travail doit retenir l'affaire ; il procède immédiatement à son examen, aucun renvoi ne peut être prononcé sauf accord des parties, mais le Tribunal peut toujours, par jugement motivé, prescrire toutes enquêtes, descentes sur les lieux et toutes mesures d'informations quelconques.</p>	La loi nationale prend en compte implicitement cette exigence de la NES n°2 et donc la satisfait partiellement. Il sera nécessaire donc de prendre en compte le mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs.
NES n°2	<p><u>Santé et sécurité au travail (SST)</u> La NES n°2 dispose que toutes les parties qui emploient ou engagent des travailleurs dans le cadre du projet élaboreront et mettront en œuvre des procédures pour créer et maintenir un environnement de travail sûr, notamment en assurant que les lieux de travail, les machines, l'équipement et les processus sous leur contrôle sont sûrs et sans risque pour la santé, ...</p>	La santé et la sécurité au travail sont traitées dans le Titre IV de la Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail en République de Côte d'Ivoire. Les articles 41.1 à 41.8 donnent les prescriptions concernant l'hygiène et la sécurité, nécessaire à la bonne marche d'un établissement. L'article 42.1 oblige la mise en place d'un comité de santé et de sécurité au travail pour tout établissement employant plus d'une cinquantaine de personnes. La composition et les attributions de ce comité sont données aux articles 42.2 et 42.3. L'article 43.1 rend obligatoire pour tout employeur d'assurer un service au travail au profit des travailleurs qu'il emploie.	La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°2. Il sera produit et mis en œuvre par l'entreprise un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et un Comité d'Hygiène et de Sécurité sera mis en place conformément au Décret n°96-206 du 07 mars 1996 relatif au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
NES n°3 : Utilisation rationnelle des ressources	<p><u>Utilisation efficiente des ressources, prévention et gestion de la pollution</u> La NES n°3 dispose que l'Emprunteur mettra en œuvre des mesures réalistes sur</p>	La Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en son article 5 stipule que : - La présente loi s'applique à toutes les formes de pollution telles que définies à l'article premier du présent Code et	La loi nationale satisfait ces exigences de la NES n°3. Il sera produit et mis en œuvre par l'entreprise un Plan d'Assurance Environnement (PAE), Plan Particulier de

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
prévention et gestion de la pollution	le plan technique et financier pour améliorer l'efficacité de la consommation d'énergie, d'eau, de matières premières ainsi que d'autres ressources. Il évitera le rejet de polluants ou, si cela n'est pas faisable, limitera et contrôlera l'intensité ou le débit massique de leur rejet à l'aide des niveaux et des mesures de performance en vigueur dans la législation nationale ou dans les référentiels techniques des NES.	<p>susceptible de provoquer une altération de la composition et de la consistance de la couche atmosphérique avec des conséquences dommageables pour la santé des êtres vivants, la production, les biens et l'équilibre des écosystèmes.</p> <p>Les articles 75 à 87 définissent les principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement, de la lutte contre les nuisances et dégradations diverses de l'environnement.</p> <p>Ces éléments sont pris en compte dans l'évaluation environnementale et sociale du projet. Ainsi, l'article 88 stipule que : « Toute personne morale ou physique, qui omet de faire une étude d'impact environnementale prescrite par l'autorité compétente et préalable à tout projet susceptible d'avoir des effets nuisibles sur l'environnement, est passible de suspension d'activité ou de fermeture de l'établissement sans préjudice des mesures de réparation des dommages causés à l'environnement, aux personnes et aux biens ».</p> <p>La falsification d'une étude d'impact environnemental et/ou sa non-conformité sont punies des mêmes peines.</p> <p>A cela s'ajoutent les textes ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Code Pénal en ses articles 328, 429, 433 et 434 sanctionne la pollution par les produits chimiques et les déchets dangereux ;</li> <li>- le Décret n°97 - 678 du 03 décembre 1997 portant protection de l'environnement marin et lagunaire contre la pollution ;</li> <li>- le Décret n°90-1170 du 10 octobre 1990 modifiant le décret 61-381 du 1er décembre 1961 fixant les modalités de fonctionnement du contrôle, du conditionnement des produits agricoles à l'exportation ;</li> </ul>	Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED),



Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- le Décret 89-02 du 04 janvier 1989 relatif à l'agrément de la fabrication, la vente et l'utilisation des pesticides en Côte d'Ivoire ;</li> <li>- Le Décret 67-321 du 21 juillet 1967 qui vise la sécurité chimique des travailleurs dans les usines en application du code du travail ;</li> <li>- l'Arrêté N° 159/MINAGRA du 21 juin 2004 interdisant 67 matières actives qui interviennent dans la fabrication des produits phytopharmaceutiques employés dans l'agriculture ;</li> <li>- ; l'Arrêté interministériel N°509/MINAGRI/MEMIS du 11 novembre 2014 organisant le contrôle des pesticides, l'inspection et le contrôle sanitaire, phytosanitaire et de la qualité des végétaux, des produits d'origine végétale, des produits agricoles et de toute autre matière susceptible de véhiculer des organismes nuisibles pour les cultures, la santé de l'homme et des animaux aux portes d'entrée et de sortie du territoire national ;</li> </ul> <p>Arrêté N°030/MINAGRI/CAB du 11 novembre 2015 Portant interdiction d'emploi en agriculture de substances actives entrant dans la fabrication des produits phytopharmaceutiques.</p>	
NES n°3	<p><u>Gestion des Déchets et substances dangereuses</u></p> <p>La NES n°3 dispose que l'Emprunteur évitera de produire des déchets dangereux et non dangereux. Lorsqu'il ne peut pas l'éviter, l'Emprunteur s'emploiera à minimiser la production de</p>	<p>Il s'agit des textes réglementaires nationaux dont les dispositions s'appliquent directement ou indirectement aux activités liées à la gestion des déchets et substances dangereux :</p> <p>1) La Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (articles 25 à 28 sur la gestion des déchets).</p>	<p>Les lois nationales ne satisfont pas entièrement cette exigence de la NES n°3. Dans le cas du PAC2V-CI, un Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), sera élaboré et mis en œuvre par les entreprises pour mieux gérer</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	déchets et à réutiliser, recycler et récupérer ces déchets de façon à ne poser aucun risque pour la santé humaine et l'environnement. Si les déchets ne peuvent pas être réutilisés, recyclés ou récupérés, l'Emprunteur traitera, détruira ou éliminera ces déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles et sûres, y compris par un contrôle satisfaisant des émissions et des résidus résultant de la manipulation et du traitement des déchets	<p>2) Les conventions ratifiées par la Côte d'Ivoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination,</li> <li>• la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause, applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international,</li> <li>• la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) ;</li> <li>• le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</li> </ul>	ces déchets afin d'éviter d'impacter la santé des agents et des populations. De même pour prendre en compte tous les aspects liés à la gestion des substances dangereuses, un Plan de Gestion des Pestes est élaboré en document séparé dans le cadre de ce projet. Aussi, des mesures sont intégrées dans le CGES pour prendre en compte la gestion des déchets biomédicaux vétérinaires.
NES n°4: Santé et sécurité des populations	<p><u>Santé et sécurité des communautés</u></p> <p>La NES n°4 dispose que l'Emprunteur devra évaluer les risques et impacts du projet sur la santé et la sécurité des communautés riveraines des sites des travaux tout au long du cycle de vie du projet, y compris celles qui peuvent être vulnérables en raison de leur situation particulière. L'Emprunteur identifiera les risques et impacts et proposera des mesures d'atténuation conformément à la hiérarchisation de l'atténuation.</p>	<p>La Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en son article 5 appelle à prévenir et à lutter contre les atteintes à l'environnement et à la santé des personnes ou à leurs biens. Aussi, interdit-elle tout bruit causant une gêne pour le voisinage ou nuisible à la santé de l'homme (article 28).</p> <p>L'article 26 stipule que : Tous les déchets, notamment les déchets hospitaliers et dangereux, doivent être collectés, traités et éliminés de manière écologiquement rationnelle afin de prévenir, supprimer ou réduire leurs effets nocifs sur la santé de l'homme, sur les ressources naturelles, sur la faune et la flore et sur la qualité de l'environnement</p>	La loi nationale satisfait ces exigences de la NES n°4.
NES n°4	<p><u>Emploi de personnel de sécurité</u></p> <p>La NES n°4 dispose aussi que si l'Emprunteur emploie, directement ou dans le cadre d'un contrat de services, des agents pour assurer la sécurité de son personnel et de ses biens, il évaluera les risques posés par ses dispositifs de</p>	L'article 11 de la Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail en République de Côte d'Ivoire indique les obligations et responsabilités du chef d'entreprise en matière d'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail. Cet article fait appel à la réalisation d'un programme annuel de prévention des risques	La loi nationale satisfait ces exigences de la NES n°4 mais avec un besoin de renforcement des dispositions relatives au personnel chargé de la sécurité. Le CGES propose un nombre de mesures de sensibilisation, de prévention et d'atténuation des risques de la d'Abus et

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	sécurité aux personnes à l'intérieur et à l'extérieur du site du projet. Une analyse des risques de d'Abus et d'Exploitation Sexuel (AES)/Harcèlement Sexuel (HS) est requise pour les projets de la Banque, suivi par un plan d'action et/ou mesures de sensibilisation prévention et mitigation selon le niveau de risque identifié.	professionnels et d'amélioration des conditions de travail. L'analyse de cet article montre que la direction de l'entreprise doit considérer la promotion de la sécurité et l'amélioration des conditions de travail comme une partie essentielle de ses fonctions. Tout employeur est tenu d'adopter une politique de prévention des risques professionnels intégrée à la politique économique et financière de l'entreprise. Il doit prendre toutes les dispositions ou mesures nécessaires ou utiles tendant à assurer la prévention des risques professionnels. Le code ne prend pas en compte explicitement les risques de d'Abus et d'Exploitation Sexuel (AES)/Harcèlement Sexuel (HS).	d'Exploitation Sexuel (AES)/Harcèlement Sexuel (HS) seront mises en place par le projet et intégrées au CGES.
NES n°5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire	<u>Classification de l'éligibilité</u> La NES n°5 dispose que les personnes affectées peuvent être classées en catégories de personnes : a) Qui ont des droits légaux formels sur les terres ou biens ; b) Qui n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens, mais ont une revendication sur les terres ou les biens, qui est reconnue par le droit national ou susceptible de l'être ; où c) Qui n'ont aucun droit légal ou revendication susceptible d'être reconnue sur les terres ou bien qu'elles occupent ou utilisent.	La constitution ivoirienne du 8 novembre 2016 stipule en son article 8 que « le domicile est inviolable. Les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la Loi », puis en son article 11 que « le droit de propriété est garantie à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation » Le Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique", et le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général spécifie tout ce qui peut faire objet d'expropriation pour cause d'utilité publique pourvu que la PAP ait un droit de propriété légale ou coutumière.	Les deux Décrets ne satisfont pas totalement aux exigences de la NES N°5. Dans la mise en œuvre du CPR, toutes personnes identifiées sur les différents sites seront prises en compte dans soit dans le dédommagement soit dans l'assistance à la réinstallation.
NES n°5	<u>Date limite d'éligibilité</u> La NES n°5 stipule que parallèlement au recensement, l'Emprunteur fixera une	La date limite d'éligibilité est selon la loi du 25 novembre 1930 la date à laquelle le Décret portant déclaration d'utilité publique du site affecté au projet est	Ce décret ne satisfait pas totalement à la NES n°5. Il sera proposé de concert avec les PAP et les porteurs du projet une date

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	date limite d'éligibilité. Les informations relatives à la date limite seront bien documentées et diffusées dans toute la zone du projet. L'Emprunteur n'est pas tenu d'indemniser ni d'aider les personnes qui empiètent sur la zone du projet après la date limite d'éligibilité, à condition que la date limite ait clairement été établie et rendue publique.	pris avant l'expropriation. Toute transaction, toute plantation même saisonnière, toute construction nouvelle même précaire, tous travaux de nature à modifier l'état du sol sont interdits à compter de la prise du décret.	de début et une date de fin de recensement des PAP et de leurs biens. Ces dates seront publiées au niveau des radios locales et largement diffusées par les affiches sur les places publiques.
NES n°5	<u>Compensation en espèces ou en nature</u> La NES n°5 privilégie l'indemnisation en nature dans le cadre de déplacement physique des personnes affectées classées dans les catégories a) et b) citées ci-dessus et précise dans quels cas le règlement de l'indemnisation en espèces pour la perte de biens et des autres actifs peut convenir.	Selon l'article 6 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 réglementant la purge des droits coutumiers dans les cas d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, la purge des droits coutumiers sur les sols donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à compensation, notamment à une indemnisation en numéraire ou en nature. Toute fois ce décret ne rend pas obligatoire la réinstallation.	Ce décret ne satisfait pas totalement cette exigence de la NES n°5 car ne privilégie pas la réinstallation. Dans le cadre de ce projet, en cas d'expropriation, des sites de réinstallation seront identifiés et proposés à l'appréciation des PAP.
NES n°5	<u>Assistance à la réinstallation des personnes déplacées</u> La NES n°5 dispose que les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Le Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique", et le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général ne prévoient pas une assistance particulière aux personnes impactées ou déplacées.	La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la NES n°5. Ainsi dans la mise en œuvre du projet, les exigences de la NES 5 seront appliquées.
NES n°5	<u>Évaluations des compensations</u> La NES n°5 dispose que l'évaluation de tout bien se fait au coût de remplacement qui tient compte de la valeur au prix du marché actuel	L'évaluation des biens est régie par les décrets ci-dessous qui ne tiennent pas souvent compte de la valeur actuelle du bien. Ces décrets sont : - le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 modifiant les articles 7, 8 et 11 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 ci-dessus en précisant les montants maximum de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol dans les chefs-lieux des Districts, Régions, Préfectures	La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la NES n°5. Dans le cadre du présent projet, l'évaluation des biens doit se faire à partir des coûts unitaires actuels en impliquant les PAP.

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
		<p>ou Sous-préfectures. L'article 8 précise que les coûts de purge des droits coutumiers pour tout projet d'utilité publique sont déterminés par des textes ultérieurs.</p> <p>- L'Arrêté interministériel n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites précise les règles et formules de calcul des taux d'indemnisation pour destruction de cultures.</p> <p>Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 6 du présent arrêté.</p> <p>Selon le Décret 2013-224 du 22 mars 2013 règlementant la purge des droits coutumiers pour les constructions ou autres aménagements de génie civil, l'évaluation est faite sur la base du barème du Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme (MCLU). Le principe de la valeur résiduelle est strictement appliqué.</p>	
NES n°5	<p><u>Mécanisme de gestion des plaintes</u></p> <p>La NES n°5 dispose que le plan de réinstallation décrit les procédures abordables et accessibles pour un règlement par un tiers des différends découlant du déplacement ou de la réinstallation ; ces mécanismes de gestions des plaintes devront tenir compte de la disponibilité de recours judiciaire de la communauté et des mécanismes traditionnels de gestion des conflits.</p>	<p>Le Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la comparution des personnes affectées devant la Commission Administrative d'Expropriation (Art. 9) pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation et dans le cas où la PAP n'est pas satisfaite du traitement de son dossier, elle peut saisir le Tribunal d'Instance qui établit l'indemnité d'expropriation sur la base d'une expertise, Art. 12 à 16.</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°5.</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
NES n°5	<u>Groupes vulnérables</u> La NES n°5 dispose qu'une attention particulière sera portée aux questions de genre, aux besoins des populations pauvres et des groupes vulnérables.	Pas de spécifiés dans la procédure nationale. Actuellement un arrêté relatif aux dispositions de prise en charge des personnes vulnérable est en cours d'élaboration par le Ministère en charge des affaires sociales.	La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la NES n°5. Il est important de se rapprocher des services en charge des affaires sociales pour prendre en compte cette catégorie de personnes au sein des personnes à déplacer.
NES n°5	<u>Participation communautaire</u> La NES n°5 dispose que l'Emprunteur interagira avec les communautés affectées. Les processus de décisions relatifs à la réinstallation et à la restauration des moyens de subsistance devront inclure des options et des alternatives que les personnes affectées pourront choisir. L'accès à l'information pertinente et la participation significative des personnes et des communautés affectées se poursuivront pendant l'examen des solutions alternatives à la conception du projet, puis tout au long de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du processus d'indemnisation et du processus de réinstallation.	Selon l'article 35.6 du code de l'environnement, toute personne a le droit d'être informée de l'état de l'environnement et de participer aux procédures préalables à la prise de décision susceptibles d'avoir des effets préjudiciables à l'environnement.	La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°5.
NES n°5	<u>Suivi et évaluation</u> La NES n°5 rend obligatoire le suivi et l'évaluation du déplacement et de la réinstallation	La Loi n° 98-750 du 3 décembre 1998 portant Code Foncier Rural, les Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique" et n°2013-224 du 22 mars 2013 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général ne prévoient pas de suivi évaluation.	La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la NES n°5. Un suivi – évaluation du processus de réinstallation des PAP sera réalisé un an après leur réinstallation, par les acteurs dont les rôles et responsabilités sont déterminés à cet effet.
NES n°6: Préservation de la	<u>Évaluation environnementale et sociale</u>	La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement, la Loi n°2019- 675 du 23 juillet	La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°6. Dans le cadre du projet, il sera



Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques	<p>La NES n°6 dispose que l'évaluation environnementale et sociale, telle qu'énoncée dans la NES n°1, examinera les impacts directs, indirects et cumulatifs du projet sur les habitats et la biodiversité qu'ils abritent. Cette évaluation devra tenir compte des menaces pertinentes sur la biodiversité, par exemple la perte, la dégradation et la fragmentation d'habitats, les espèces exotiques envahissantes, la surexploitation, les changements hydrologiques, la charge en nutriments, la pollution, les prises accidentelles, ainsi que les impacts prévus du changement climatique...</p> <p>L'Emprunteur veillera à ce que l'expertise compétente en matière de biodiversité soit utilisée pour mener l'évaluation environnementale et sociale et la vérification de l'effectivité et la faisabilité des mesures d'atténuation. Lorsque des risques importants et des impacts négatifs sur la biodiversité ont été identifiés, l'Emprunteur préparera et mettra en œuvre un Plan de gestion de la biodiversité.</p>	<p>2019 portant Code Forestier, la Loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau, la Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable mettent un accent particulier sur la conservation et la protection des habitats naturels.</p> <p>La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en ses article 26, 35, 51 et 75 à 87 intègre la conservation de la diversité biologique et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la lutte contre la désertification, la lutte contre les pollutions et nuisances, l'amélioration et la protection du cadre de vie et l'harmonisation du développement avec la sauvegarde du milieu naturel. L'article 35.1 de cette loi stipule que : « Toute personne dont les activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit, avant d'agir, prendre en considération les intérêts des tiers ainsi que la nécessité de protéger l'environnement ».</p> <p>Ainsi, l'article 39 du code de l'environnement appelle la réalisation d'une étude d'impact environnemental (EIE) pour toutes les activités susceptibles d'avoir les effets sensibles sur l'environnement et une autorisation préalable du Ministre chargé de l'Environnement.</p>	<p>établi un Plan de localisation et de Protection des habitats naturels et de la biodiversité.</p>
NES n°6	<p><u>Conservation de la biodiversité et des habitats</u></p> <p>La NES n°6 exige une approche de gestion des risques différenciée en matière d'habitat en fonction de leur sensibilité et de leur valeur. Elle traite de</p>	<p>L'article 35.1 de cette loi portant Code de l'Environnement stipule que : Toute personne dont les activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit, avant d'agir, prendre en</p>	<p>La loi nationale satisfait partiellement cette exigence de la NES n°6. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet il sera établi et mis en œuvre un Plan de Gestion des habitats naturels et de la biodiversité.</p>



Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	<p>tous les habitats, classés en « habitats modifiés », « habitats naturels » et « habitats critiques », ainsi que les « aires protégées par la loi et les aires reconnues par la communauté internationale et régionale pour leur valeur en matière de biodiversité », qui peuvent englober l'habitat de l'une ou l'autre de ces catégories ...</p> <p>Dans les aires d'habitats critiques, l'Emprunteur ne mettra en œuvre aucune activité du projet qui aurait des impacts négatifs potentiels à moins qu'il ne puisse démontrer tout ce qui suit ...</p>	<p>considération les intérêts des tiers ainsi que la nécessité de protéger l'environnement.</p> <p>Les articles 2 à 16, 25 et les articles 34 à 58 de la Loi n°2019- 675 du 23 juillet 2019 portant Code Forestier traitent <i><b>de la protection, la reconstitution et l'aménagement des forêts ainsi que du droit d'usage des forêts. Ses articles 59 à 72 traitent de l'exploitation forestière, de la valorisation, de la promotion et de la commercialisation des produits forestiers.</b></i></p> <p>Le code forestier fixe les conditions de gestion et d'utilisation des forêts et les arrêtés ministériels portant sur les directives nationales d'aménagement durable des concessions forestières, la création des unités forestières d'aménagement ou d'exploitation, les modalités de classement et de déclassement des forêts, la fiscalité forestière, etc. Aussi la protection des habitats naturels est règlementée par <b>la ratification</b> 24 novembre 1994 <b>de la</b> Convention sur la Diversité Biologique et du 22 juin 1970 <b>et convention africaine sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel du 8 novembre 1933</b></p>	
NES n°8 : Patrimoine culturel	<p>La NES n°8 reconnaît que le patrimoine culturel offre une continuité des formes matérielles et immatérielles entre le passé, le présent et le futur. La NES n°8 fixe les mesures conçues pour protéger le patrimoine culturel tout au long de la durée de vie d'un projet.</p>	<p>L'Article <b>53 du Code de l'Environnement stipule que</b> : La protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel et architectural font partie intégrante de la politique nationale de protection et de la mise en valeur de l'environnement.</p> <p>Aussi la ratification de la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972 et l'adoption de la Loi n° 87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel ont pour objet la protection, la sauvegarde et la</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la NES n°8 et des orientations sont données dans le cas de découvertes de vestiges culturels d'intérêt national ou international conformément à cette norme.</p>

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
		valorisation du patrimoine culturel et national. Loi n° 87-806 du 28 juillet 1987 définit les caractéristiques des biens faisant partie du patrimoine culturel et naturel national et assure leur protection. Elle instaure un inventaire national et une procédure de classement des biens patrimoniaux.	
NES n°9 : Intermédiaires financiers (IF)	La NES n°9 reconnaît que la solidité des marchés intérieurs financiers et de capitaux et l'accès au financement sont des facteurs importants pour le développement économique, la croissance et la réduction de la pauvreté. Les IF sont tenus de surveiller et de gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux de leurs portefeuilles et les sous-projets de l'IF, et de surveiller le risque du portefeuille en fonction de la nature du financement convoyé/géré. La manière dont l'IF gèrera son portefeuille pourra prendre différentes formes, en fonction d'un certain nombre de considérations, y compris les capacités de l'IF et la nature et la portée du financement qui sera accordé par l'IF.	La Loi n°96-562 du 22 juillet 1996, portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit et le décret n°97-37 du 22 janvier 1997 portant application de la loi 96-562 du 22 juillet 1996 ne prévoient pas la surveillance et la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux de leurs portefeuilles et les sous-projets.	Le <b>PAC2V-CI</b> qui prévoit le recours à un Intermédiaire financier (IF) devrait se conformer à la NES N°9 de la banque tout en mettant en place une cellule environnementale et sociale pour le suivi des microprojets. Cette tâche sera confiée à l'Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (UNACOOPEC-CI).
NES n°10 : Mobilisation des parties prenantes et information	<u>Consultation des parties prenantes</u> La NES n°10 stipule que les Emprunteurs consulteront les parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet, en commençant leur mobilisation le plus tôt possible pendant le processus d'élaboration du projet et dans des délais qui permettent des consultations	L'article ci-après de la Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement appelle la participation du public. Article 35 : Le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un impact négatif sur l'environnement.	La législation nationale dispose que seuls les projets de risque élevé sont soumis à enquête publique. Dans le cadre de ce projet, des consultations des parties prenantes seront réalisées lors de la conduite des EIES mais aussi des CIES et en phase de mise en œuvre.

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
	significatives avec les parties prenantes sur la conception du projet. La nature, la portée et la fréquence de la consultation des parties prenantes seront proportionnelles à la nature et l'ampleur du projet et à ses risques et impacts potentiels. L'Emprunteur élaborera et mettra en œuvre un Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) proportionnel à la nature et à la portée du projet et aux risques et impacts potentiels.	Aussi le Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 (décret sur les études d'impact environnemental) en son Article 16 stipule que : Le projet à l'étude est soumis à une enquête publique. L'EIES est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.	En outre, des séances d'informations sur le projet seront réalisées par le responsable en charge du projet avec l'appui des services techniques et ONG intervenants dans la zone tout au long de l'exécution du projet. La mise en œuvre du projet va se faire en impliquant toutes les parties prenantes.
NES n°10	<u>Diffusion d'information</u> La NES n°10 dispose que l'Emprunteur diffusera les informations sur le projet pour permettre aux parties prenantes de comprendre ses risques et impacts, ainsi que ses opportunités potentielles.	La loi précise que des textes réglementaires fixent les conditions dans lesquelles ces études sont rendues publiques. (Décret EIE en son <b>Article 16</b> : Le projet à l'étude est soumis à une enquête publique. L'EIES est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.)	La législation satisfait partiellement à cette norme de la Banque car cette législation ne précise pas la réalisation d'un plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP). Ce plan sera élaboré par le projet et est susceptible d'être modifié au fur et mesure selon l'évolution du projet et ses besoins en communication.
PO 7.50Projets relatifs aux voies d'eau internationales	Les Projets relatifs à des voies d'eau internationales peuvent affecter les relations entre la Banque et ses emprunteurs et entre des Etats. La Banque attache donc la plus grande importance à la conclusion par les riverains d'accords ou d'arrangements appropriés concernant la totalité ou une partie d'une voie d'eau donnée		<b>Cette politique n'est pas pertinente.</b> Le <b>Projet</b> ne vise pas les eaux internationales existantes dans la zone d'intervention du projet. En effet ce Projet n'affectera pas le fonctionnement hydrologique des cours d'eau internationaux, que ce soit en matière de régime hydrologique (prélèvements d'eau globalement très faibles) ou de qualité des eaux (pollution globale non significative). Les mesures environnementales généralement préconisées sont ainsi largement

Disposition du CES ou NES	Exigences des NES	Dispositions nationales pertinentes	Provisions ad'hoc pour compléter le déficit du système national
			suffisantes pour respecter au mieux cette politique de sauvegarde.
PO 7.60 – Projets dans des zones en litige	La Banque peut appuyer un projet dans une zone en litige si les gouvernements concernés conviennent que, dans l'attente du règlement du contentieux, le projet envisagé dans le pays A doit suivre son cours sous réserve de la contestation du pays B		<b>Cette politique n'est pas pertinente</b> Le projet ne s'implante pas dans une zone en litige.

#### 4.5. Cadre Institutionnel

Les principales institutions qui sont impliquées dans la mise en œuvre du **Projet d'Appui aux Chaines de Valeur du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire** sont les suivantes :

##### 4.5.1. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a en charge la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'agriculture. A ce titre, ce département a l'initiative et la responsabilité des actions en matière de production végétale, de formation, de promotion des exploitations agricoles, de négociation et de suivi des accords internationaux et de développement. Au titre du développement rural, il est responsable de la gestion du domaine rural et de la mise en œuvre du code foncier rural

Ce ministère joue un rôle de coordination dans tous les secteurs d'activités sur des sujets sectoriels ou transversaux selon les besoins.

***Dans le cadre de ce projet, ce ministère est le maître d'ouvrage et interviendra dans la coordination des activités du projet à travers l'Unité de Coordination du Projet.***

##### **Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)**

Créé par le décret n°2002-520 du 11 décembre 2002, le FIRCA vise entre autres (i) une professionnalisation de l'exploitation agricole et une performance dans les prestations de services destinées au monde agricole. Il a pour mission d'assurer dans le secteur de production végétale, forestière et animale le financement des programmes relatifs à : (i) la recherche agronomique et forestière appliquée ; (ii) la conduite d'expérimentations et de démonstrations pour la transmission du savoir entre la recherche et l'exploitation ; (iii) la recherche technologique (conservation, transformation et mécanisation) pour l'amélioration des productions agricoles et des produits finis ; (iv) la diffusion des connaissances par l'information, la démonstration, la formation, le conseil technique et économique, la conduite d'étude, d'expérimentation et d'expertise ; (v) l'appui au développement de la rentabilité économique des exploitations ; (vi) le renforcement des capacités des organisations professionnelles agricoles. Le FIRCA comporte en son sein un service Genre et Environnement chargé de la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux et des questions de genre dans les activités du FIRCA.

La coordination fiduciaire du PAC2V-CI sera assurée par le FIRCA.

##### **Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)**

L'ANADER a été créée le 29 septembre 1993 mais a été constituée définitivement le 24 juin 1994. Devenue depuis le 28 mars 1998, une Société Anonyme à participation minoritaire de l'Etat avec un capital réparti entre l'Etat (35 %), les familles professionnelles agricoles et les sociétés privées connexes (65 %), elle assure une mission de service public de vulgarisation et de conseil agricoles. Elle compte au niveau central une Direction générale et trois départements techniques, mais s'étend à l'ensemble du territoire national à travers six (06) Directions régionales, cinquante-sept (57) zones et environ 1100 Centres d'animation de développement rural.

A côté de l'ANADER, on note d'autres opérateurs de l'appui au monde rural, dont le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), des structures internes à des filières organisées, des ONG et des Cabinets de consultance qui interviennent dans la diffusion de technologies, le conseil aux opérateurs de plusieurs filières agricoles.

L'ANADER en tant que partie prenante du projet, dans le cadre de la vulgarisation des technologies et innovations, participera au screening des sous projets (champs écoles) et à la diffusion du conseil agricole sur les bonnes pratiques agroenvironnementales. Elle participera en sus à la surveillance environnementale et sociale des sous projets.

#### 4.5.2. Ministère de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Dans le cadre du projet, ce ministère interviendra à travers l'Agence PME Côte d'Ivoire, à l'identification et au suivi des PME susceptibles d'être financées par le projet.

#### 4.5.3. Ministère de la promotion des investissements privés

Ce ministère de la promotion des investissements privés à travers l'Agence de promotion des investissements (CEPICI) est chargé de la promotion traditionnelle des investissements. Dans le cas du projet, le CEPICI sera chargé de la transmission des demandes d'obtention de terrains industriels et est responsable du guichet unique du registre des entreprises.

#### 4.5.4. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)

Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de Santé et de l'Hygiène Publique. Dans le cadre du projet, le ministère interviendra avec l'appui de ses districts sanitaires, dans la sensibilisation sur la prévention sanitaire et d'hygiène publique ainsi que la gestion des accidentés.

Le MSHP, à travers ses structures techniques décentralisées telles que le Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU), les hôpitaux généraux, centres hospitaliers régionaux et centres hospitaliers universitaires assure la prise en charge de cas d'intoxication et d'empoisonnement aux produits chimiques, notamment les pesticides. Toutefois, le pays ne dispose pas de centre antipoison.

#### 4.5.5. Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS)

Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi, de la lutte contre la pauvreté et des questions liées aux affaires sociales.

La politique en matière d'emploi et de travail consiste pour le présent projet, à l'identification et à la mise en œuvre des mesures visant la promotion des activités à haute intensité de main-d'œuvre ; la prévention et la gestion des conflits collectifs de travail ; le contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail.

Il assure la tutelle technique de l'Institution de Prévoyance Sociale, Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (IPS CNPS) qui gère le régime obligatoire de la prévoyance sociale du secteur privé et assimilé. Elle intervient également dans le domaine de l'action sanitaire et sociale.

La mise en œuvre du projet va certainement engendrer l'emploi des cadres et de la main-d'œuvre non qualifiée qui devront être déclarés à la CNPS pour leur prise en charge en cas d'accident de travail, de décès, de maternité, etc.

**La réduction de la propagation des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et du VIH/SIDA et le respect des mesures barrières dans le cadre de la COVID 19 constituent aussi l'une des activités à conduire par le MSHP. Cela s'opérera à travers des campagnes de formation, d'information et de sensibilisation au profit des travailleurs et des communautés**

#### 4.5.6. Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS)

Le Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la lutte contre les nuisances et pollutions urbaines, de l'encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité urbaine, de l'entretien et de la réalisation des ouvrages d'assainissement. Il assure ses différentes missions en liaison avec les ministères en charge de la ville ; de l'industrie, de l'urbanisme et de l'environnement.

Dans le cadre de ce projet, ce ministère interviendra dans le contrôle, le suivi de la salubrité et de l'assainissement des sites à travers l'Agence Nationale de Gestion des Déchets de Côte d'Ivoire (ANAGED) et l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD).

#### **Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED)**

Créée à l'issue du Conseil des Ministres du mercredi 25 octobre 2017 à Abidjan à la suite de la dissolution du Fonds de Financement des programmes de salubrité urbaine (FFPSU) et de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR), l'ANAGED a pour but de fusionner les synergies et de remédier aux insuffisances du secteur pour une meilleure qualité du cadre de vie et du bien-être des populations.

Elle a essentiellement pour mission, la délégation de service public de propreté, incluant la collecte, le transport, la valorisation, l'élimination des déchets, ainsi que le nettoyage dans les régions et communes.

***Dans le cadre du projet, l'ANAGED devra assurer le suivi de la salubrité sur les sites des travaux.***

#### 4.5.7. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)

Ce ministère est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de production animale et des ressources halieutiques. Dans le cadre du programme, l'utilisation des pesticides et autres produits phytopharmaceutiques pourraient impacter les ressources animales et halieutiques.

Le MIRAH est partie prenante du projet et interviendra à travers ses directions techniques et ses directions régionales et départementales. Elles participeront au screening des sous projets relatifs à l'élevage et à l'aquaculture ainsi qu'à la surveillance sanitaire et au suivi environnemental et social du programme.

#### 4.5.8. Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

Au niveau décentralisé, les collectivités locales qui dépendent du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, sont compétentes pour prendre des mesures en matière de pollutions et de nuisances. Dans ce cadre, le maire est compétent lorsqu'il existe un lien entre l'environnement et la sécurité ou la santé publique. Les collectivités locales sont attributaires de compétences en ce qui concerne la gestion de leur environnement. Il faut tout de même relever la faiblesse des capacités d'intervention de ces collectivités, notamment en termes de suivi de la mise en œuvre des projets qui s'exécutent sur leur territoire. Par exemple au niveau des mairies, il existe une Direction Technique mais pas de cellules de gestion environnementale.



***Ce Ministère interviendra dans la mise en œuvre du projet à travers les autorités administratives et coutumières locales (Préfet, Maire, etc.) qui en dépendent. Ces dernières apporteront leur contribution dans l'information et la sensibilisation des populations.***

#### 4.5.9. Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)

Le Ministère des Eaux et Forêts a la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale de protection et de préservation des eaux et de la forêt. Il a pour mission l'élaboration des politiques en matière de gestion durable des forêts qui est un enjeu du PAC2V-CI. Il a sous sa tutelle la SODEFOR. Le MINEF conduit sur le plan national, le mécanisme APV-FLEGT.

#### **Société de Développement des Forêts (SODEFOR)**

*La SODEFOR est chargée de la gestion durable de l'ensemble des 231 forêts classées du domaine forestier permanent de l'état. Elle a pour missions principales de :*

- *Gérer et équiper les forêts et terres domaniales qui lui ont été confiées par l'Etat ;*
- *Concevoir et mettre les modèles de gestion aptes à permettre l'exécution du plan forestier puis, progressivement, son autofinancement et le financement d'actions de développement régional ;*
- *Exécuter ou faire exécuter tous travaux relatifs à l'entretien, l'équipement ou la restauration des domaines forestiers publics et privés ;*
- *Contribuer à l'organisation des zones rurales voisines des zones forestières qu'elle gère.*

*La SODEFOR dispose de neuf (9) centres de gestion (délégations régionales). Ces centres de Gestion sont composés de quatre (4) Unités de Gestion Forestière (UGF), échelon administratif et technique de base.*

*Dans le cadre de ses prérogatives, la SODEFOR veillera à la surveillance des activités du projet, notamment autour des forêts classées (FC) afin d'éviter des infiltrations et de porter atteintes à leur intégrité.*

#### 4.5.10. Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Ce ministère assure pour le compte de l'Etat toutes les opérations financières dans les différents secteurs de développement national. ***Il interviendra dans la mobilisation et la mise à la disposition des fonds nécessaires pour l'exécution du présent CGES.***

#### **Fonds de Garanties des crédits aux PME (FGPME)**

*Créé par la Loi n°68-346 du 29-07-1968 et organisé par le Décret n°2020-18 du 8 Janvier 2020 portant organisation et fonctionnement du Fonds de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises, le FGPME a pour but de garantir auprès des banques les crédits sollicités par les PME Ivoiriennes et d'apporter les cautions nécessaires aux PME Ivoiriennes pour les Marchés Publics.*

***Dans le cadre du projet, ce Fonds servira d'intermédiaire financier pour le compte des bénéficiaires du projet à travers la mise en place de conditions et de critères spécifiques au secteur agricole.***

#### 4.5.11. Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a en charge la politique environnementale. Il est donc chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique

nationale pour la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles à travers la Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD). Les missions du MINEDD sont réalisées en collaboration et en liaison avec les structures sous tutelle que sont l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), le Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL) et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR).

***Dans le cadre de ce projet, le MINEDD interviendra dans la surveillance, le suivi et l'approbation du présent CGES et des EIES/CIES des sous-projets à travers l'ANDE.***

#### **Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)**

*L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) est un Etablissement Public National, à caractère administratif créé par le décret n°97-393 du 09 juillet 1997 pour assurer l'exécution des projets et programmes environnementaux en Côte d'Ivoire. Ses attributions sont entre autres :*

- l'assistance technique aux différentes structures impliquées dans la protection de l'environnement, notamment l'Administration, les ONG et tous les autres partenaires au développement (bureaux d'études, sociétés privées, bailleurs de fonds, etc.)*
- l'enregistrement et l'évaluation des Constats d'Impact et des Etudes d'Impact Environnemental aux fins d'approbation ou d'autorisation, sous le sceau du Ministre chargé de l'Environnement ;*
- l'audit et le suivi des mesures préconisées par l'Etude d'Impact Environnemental ;*
- l'organisation des enquêtes publiques, avec les administrations concernées ;*
- la diffusion en cas de besoin, des informations susceptibles d'éclairer objectivement l'appréciation des mesures envisagées et de leurs portées.*

#### **Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL)**

*Le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) est un établissement public à caractère administratif créée par le décret n°91-662 du 09 octobre 1991. Il est Placé sous la tutelle du Ministre chargé de l'Environnement, des Eaux et Forêts et est dirigé par un directeur Administratif central. Les missions du CIAPOL sont entre autres :*

- l'analyse systématique des eaux naturelles, des déchets et des résidus ;*
- l'évaluation des pollutions et nuisances ;*
- la mise en place d'un système de surveillance continue des milieux, dénommé « Réseau national d'Observation de Côte d'Ivoire (RNO-CI) » en liaison avec tous les ministères et organismes concernés par la protection de l'environnement ;*
- la diffusion des données environnementales et des résultats du RNO-CI aux divers ministères et organismes concernés par les problèmes de sauvegarde de l'environnement ;*
- la surveillance permanente du milieu marin, lagunaire et des zones côtières par des patrouilles régulières ;*
- le contrôle de l'application des lois, décrets et conventions édictées ou signées par la Côte d'Ivoire conformément aux règles de prévention et de lutte contre les pollutions en milieu marin et lagunaire par les entreprises, les navires et engins marins et lagunaires ;*
- la lutte contre les pollutions marines et lagunaires.*

***Dans le cas du projet, le CIAPOL interviendra dans la gestion des polluants issus de réalisation des ouvrages et de leur exploitation et dans la gestion des déchets dangereux.***

### **Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)**

*Pour l'exécution de ses missions, l'OIPR est chargé de :*

- *mettre en œuvre les orientations de la politique nationale en matière de conservation et de gestion durable des ressources des parcs et réserves ;*
- *définir les modalités de conservation et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles des parcs et réserves, dans le respect de leur diversité biologique (milieux naturels, faune et flore sauvages tant terrestres qu'aquatiques) ;*
- *définir les conditions de préservation des paysages naturels et des éléments culturels qui leur sont attachés, en tenant compte de l'équilibre et de la stabilité des écosystèmes*
- *veiller avec l'appui des comités de gestion de chaque parc et réserve à l'élaboration, au développement et à la mise en œuvre des plans de développement durable des parcs et réserves ;*
- *mettre en place les moyens de protection des habitats naturels et de la vie sauvage, notamment des espèces de faune et de flore rares ou en danger de disparition, dans les zones où se développent les activités de visite et de tourisme écologique ;*

*A ce titre, l'OIPR pourrait jouer un rôle déterminant dans la surveillance des activités autour des parcs et réserves afin d'assurer l'intégrité de ces écosystèmes riches en biodiversité.*

#### *4.5.12. Ministère de la Culture et de la Francophonie*

Le Ministère de la Culture et de la Francophonie assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement concernant les Arts et la Culture. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité en matière de culture, des actions suivantes :

- la promotion de la création littéraire et artistique, des arts et traditions populaires ;
- l'animation, coordination et diffusion des activités culturelles ;
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel national ;
- la protection des œuvres de l'esprit ;
- les échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion des langues nationales ;
- formation dans les domaines des arts et des activités culturelles ;
- participation à la promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- participation au renforcement de l'unité nationale à l'intégration régionale par les activités culturelles.

L'OIPC est la structure opérationnelle du Ministère de la Culture et de la Francophonie en matière de sauvegarde, de conservation, de valorisation et de promotion du patrimoine culturel national.

### **Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC)**

*L'OIPC a pour missions la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion, de conservation, de valorisation, de protection et de promotion des sites culturels inscrits sur les listes du patrimoine national et du patrimoine mondial. A ce titre, il est chargé de :*

- *proposer les biens à inscrire sur les Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO;*

- coordonner les projets d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- coordonner la conservation et la valorisation des biens inscrits sur les listes du patrimoine national et mondial ;
- mobiliser les ressources financières en faveur des biens inscrits sur les listes du patrimoine national et mondial ;
- prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour protéger les biens inscrits sur les listes du patrimoine national et mondial ;
- initier des programmes de formation continue et la recherche scientifique dans le domaine du patrimoine culturel ;
- envisager et de favoriser la création de fondations ou d'associations nationales publiques ou privées ayant pour but d'œuvrer en faveur de la conservation, de la valorisation et de la protection du patrimoine culturel ;
- fournir des informations au Comité du Patrimoine Mondial sur la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine Mondial et de l'état de conservation des biens ;
- développer la coopération nationale et internationale dans l'intérêt de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine des sites et monuments.

*L'OIPC réalise ses missions à partir de son siège dans la capitale économique (Abidjan), des secrétariats exécutifs à implanter à l'intérieur du pays dont celui existant de la Ville historique de Grand Bassam et des entités de gestion. Cela grâce au soutien des collectivités territoriales et à la participation des professionnels du secteur et des populations.*

#### **4.5.13. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)**

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche Scientifique (cf. décret N°2011-396 du 16 novembre 2011).

A ce titre, en relation avec certains départements ministériels, il est chargé de :

- la mise en œuvre et du suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur ;
- la mise en œuvre et du suivi de la politique de recherche scientifique ;
- le suivi des instituts et centres de recherche.

Il intervient dans le cadre du projet à travers plusieurs structures de recherches sous sa tutelle technique.

#### **Institutions de recherche agricole**

*Le Système National de Recherche Agronomique en Côte d'Ivoire est riche de plusieurs institutions parmi lesquelles on peut citer :*

- *Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), né de la fusion/restructuration de l'IDESSA, de l'IDEFOR et du CIRT, est une société anonyme au capital de 500 millions FCFA avec une participation minoritaire de l'Etat (40%) ;*
- *Le Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS) dont la tutelle technique en Côte d'Ivoire est assurée par le Ministère chargé de la recherche scientifique et sa tutelle administrative par le Ministère des Affaires Etrangères de Côte d'Ivoire ;*
- *La société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) créée par décret N°79-720 du 2 Octobre 1979 avec le statut de société d'économie mixte. Elle est aujourd'hui la seule*

*structure opérationnelle du système de recherche agro technologique à participation majoritaire publique ;*

- *L'Institut Polytechnique de Yamoussoukro (INPHB), dont l'Ecole Supérieure d'Agronomie ;*
- *L'Université Nandjou Abrogoua ;*
- *L'Université Felix Houphouët Boigny d'Abidjan-Cocody.*
- *L'Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo*
- *L'Université Lorougnon Guedé de Daloa*

***Le MESRS à travers ses institutions de recherches, notamment le CNRA participera au screening, à la surveillance et au suivi environnemental et social des activités du programme afférent aux institutions.***

#### ***4.5.14. Comité de Pilotage du Projet (CPP)***

***Le CPP aura pour mission, la supervision générale du projet et est l'organe de décision au niveau stratégique.***

#### ***4.5.15. Unité de Coordination du Projet (UCP)***

*L'Unité de Coordination du Projet (UCP) est responsable de la coordination des activités techniques et fiduciaires, du suivi-évaluation et de communication. L'UCP signera un contrat de gestion déléguée avec toutes les entités d'exécution du projet. Ces différentes conventions définiront la portée des mandats des différentes parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet.*

*Elle dispose en son sein d'un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et d'un Spécialite en Sauvegarde Sociale (SSS) qui auront en charge la gestion environnementale et sociale du Projet et la diffusion de l'information en direction des zones retenues pour le projet, des ministères techniques et des agences d'exécution. Cette équipe se chargera enfin d'intégrer les clauses de gestion environnementale et sociale dans les différents dossiers d'appels d'offres, les marchés et veiller au suivi de la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) issus des EIES/CIES, des PARs et le rapportage des activités de sauvegarde environnementale et sociale y compris la mise en œuvre du PEES, du PMPP et du PGM.*

#### ***4.5.16. Les conseils municipaux, les conseils régionaux et préfectures***

*Les conseils Régionaux et municipaux et les préfectures jouent un rôle important au niveau du développement local, avec des compétences en matière d'assainissement, de santé, de voirie urbaine et de gestion environnementale.*

***Ils devront se charger de prendre toutes mesures tendant à préserver l'hygiène publique, à améliorer le cadre de vie des populations et la protection des ressources naturelles. Ils devront également s'assurer de la prise en charge de l'environnement dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des projets de développement local, mais aussi de la sensibilisation et la mobilisation des populations sur les questions environnementales et sociales.***

4.5.17. Les Organisations non gouvernementales et les organisations communautaires de base

*La mise en œuvre des programmes d'action élaborés en concertation avec les populations et la société civile repose en grande partie sur la mobilisation et l'implication des acteurs non gouvernementaux, parmi lesquels on peut distinguer les associations/groupements (société civile) et les ONG nationales. La société civile, représentée par les associations communautaires de base (dans le secteur de l'environnement, la gestion des ordures, etc.) a un rôle très important à jouer dans la protection de l'environnement au niveau local. Ces associations pourraient constituer des instruments importants de mobilisation des acteurs pour impulser une dynamique plus vigoureuse dans la gestion environnementale et sociale du projet. Ces structures de proximité peuvent jouer un rôle important dans le suivi de la mise en œuvre des activités du projet.*



## **5. PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES**

### **5.1. Plan de mobilisation**

La mobilisation des parties prenantes s'est faite à travers plusieurs canaux :

- Correspondance par téléphone / e-mail / lettres écrites ;
- L'information via les radios de proximité et les systèmes traditionnels d'informations

### **5.2. Engagement des parties prenantes**

Pour garantir que les informations soient facilement accessibles aux parties prenantes concernées, ainsi qu'une représentation et une participation adéquates des différents groupes dans le processus, le consultant a adopté différentes méthodes et techniques basées sur une évaluation des besoins des parties prenantes. Il s'agit de :

- Correspondance par téléphone / e-mail / lettres écrites ;
- La tenue de réunions publiques ;
- Les focus groups ;
- Les entretiens individuels ;
- L'annonce à travers les radios locales et les crieurs dans les zones du projet.

### **5.3. Stratégie de divulgation de l'information**

Dans le cadre des consultations publiques, nous avons optés pour plusieurs méthodes de divulgation de l'information selon les groupes cibles.

Pour les réunions formelles avec les autorités techniques et administratives, des supports de présentation ont été utilisés pour présenter le projet dans son ensemble ainsi que les impacts y afférents.

Pour certaines catégories de bénéficiaires les plus nombreux, le consultant s'est fait assister d'un traducteur en langue locale en fonction des régions.

### **5.4. Résumé des consultations des parties prenantes**

#### ***5.4.1. Objectif de la consultation***

L'objectif global des consultations des parties prenantes dans le cadre des évaluations environnementales et sociales, est d'associer les communautés, groupes ou personnes potentiellement affectés et autres parties concernées à la prise de décision finale concernant le projet. Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont de :

- fournir premièrement aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le projet, notamment son objectif, sa description assortie de ses impacts tant positifs que négatifs ainsi que les mesures de mitigation y afférentes ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

#### ***5.4.2. Démarche adoptée et acteurs consultés***

Les consultations ont été réalisées dans les régions de La Mé, Indenié Djuablin, Gontougo, Grands Ponts, Haut Sassandra, Guemon, Nawa, San Pedro, Loh Djiboua et Sud Comoé au cours



de la période du **17 au 24 Janvier 2021** et ont concerné les services techniques et administratifs des préfectures, des communes concernées, les organisations de la société civile, y compris des jeunes et des femmes, etc. Ces acteurs au nombre de 895 dont 445 femmes (49,72%) et 450 hommes (50,28%) ont été rencontrés individuellement ou collectivement. Quelques images de ces différentes rencontres ainsi que les observations du consultant sont en **annexe 4** du rapport. Une synthèse de ces rencontres est faite par localité en **annexes 5**. La liste des personnes rencontrées ainsi que les PV de consultations publiques sont **annexe 6** au présent rapport.

Pour recueillir les avis du public vis-à-vis du projet, les thématiques ou points ci-après ont été abordés et discutés avec les acteurs après présentation du projet par le consultant :

- la perception du projet ;
- les contraintes environnementales et sociales majeures dans les zones cibles du projet ;
- les impacts positifs et négatifs potentiels du projet sur l'environnement et le social ;
- la question de la gestion des déchets ;
- les mécanismes locaux de résolution des conflits ;
- la participation et l'implication des acteurs et des populations ;
- les personnes vulnérables ;
- les préoccupations et craintes vis-à-vis du projet ;
- les suggestions et recommandations à l'endroit du projet.

Le tableau 7 indique les dates de tenue de ces consultations par localité ainsi que les acteurs rencontrés.

**Tableau 7 :** Acteurs rencontrés, dates et lieux des consultations publiques

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
<b>INDENIE-DJUABLIN</b>	Abengourou	17-23 Janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Direction Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural</li> <li>- La Direction Régional des Ressources Animales et Halieutique</li> <li>- La Direction Régionale du Centre-Est de l'ANADER</li> <li>- La Station expérimentale du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)</li> <li>- La Direction Régionale de L'Office et de la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)</li> <li>- La Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable</li> <li>- La Préfecture d'Abengourou</li> <li>- La Direction Régionale de la Santé et de l'Hygiène Public</li> <li>- La Direction de l'Agence Foncière Rurale (AFOR)</li> <li>- La COOPEC</li> <li>- ADVANS CI</li> <li>- Les groupements et association de producteurs de produits maraichers</li> <li>- Les commerçantes de produits maraichers et vivriers</li> </ul>	47	25	22

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			- Les transformatrices et transformateurs de manioc - Les phytotraiteurs			
	Abronamoué	20 janvier 2021	-Les groupements et association de producteurs de manioc	19	12	7
	Apprompronou	20 janvier 2021	Les productrices et transformatrices de manioc	7	6	1
	Sankouadiokro	20 Janvier 2021	Les unités de broyage de manioc	6	4	2
<b>SAN-PEDRO</b>	San-Pedro	18 au 24 Janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de service/Préfecture</li> <li>- DR/ MINADER</li> <li>- DR/ ANADER</li> <li>- DR/ Ministère de commerce et de l'Industrie</li> <li>- DR/ MIRAH</li> <li>- Présidente /OFACI</li> <li>- Chef de Service/ MINEDD</li> <li>- PCA/ SOCOPIVG et Membres</li> <li>- Enquêteur/ OCPV</li> <li>- Journaliste/ Radio de la paix</li> <li>- Chef de service/ DRCLE</li> <li>- Chef de Village et Notables</li> <li>- Président de la Coopérative YOBENIAN de DAFCI</li> <li>-Espoir-Vie</li> <li>-Présidente de la Coopérative YOUEUSSEU et Membres</li> <li>-Population</li> <li>-Vendeuses</li> <li>-Association des jeunes</li> <li>-Microfinance</li> </ul>	56	23	33

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
<b>LOH DJIBOUA</b>	Divo	18 au 23 Janvier 2021	-Direction Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural du Lôh Djiboua -Préfecture de la Région du Lôh Djiboua -ANADER -Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable -Direction Régionale des Affaires Sociales -Mairie de Divo -Société coopérative PROMODI-SCOOPS Divo - Responsable, magasin de vente de produits phyto -Direction Régionale de la Santé et de l'Hygiène Public -Société Coopérative Yérêlon - Populations de Zéhiri S/P Didoko -Populations de Daboré S/P Divo	117	25	92
<b>SUD COMOE</b>	Aboisso,	18 au 23 Janvier 2021	-Secrétaire général 2 de la préfecture -Sous-préfet d'Aboisso -MINADER -AFOR -ANADER -OPA -Association intervenant dans le vivrier -ONG	48	11	37
	Diatokro	19-23 Janvier 2021	-OPA -Association des transformatrices -Villageois	47	33	14

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			-Producteurs -Transporteurs -Fabricant des moules			
	Maféré	19-23 Janvier 2021	-OPA -Association des transformatrices	9	7	2
	Ayenouan	19-23 Janvier 2021	-OPA -Association des transformatrices -Villageois -Producteur	79	62	17
	Assouba	19-23 Janvier 2021	-OPA -Association des transformatrices -Villageois	18	15	3
	N'guiémé	19-23 Janvier 2021	Association des Femmes Battantes de N'Guiémé (AFEBAANG)	31	30	1
<b>GUEMON</b>	Duekoué	17- 23 Janvier 2021	-Préfecture -Mairie -DR/MINADER -DR/ MINEDD -DD/MIRAH -DRENET -DD/MSHP -ZONE ANADER -Centre Social -Syndicat de transporteurs -Association des producteurs de vivrier -Association des éleveurs de porcs -Chef central	62	25	37

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			-Femmes vendeuses de porcs au four et transformatrice de manioc -Les Grossistes des produits phytosanitaires			
<b>GONTOUGO</b>	Bondoukou		- Préfecture - Dr. Du MINADER - ANADER - maison du paysan - magasin Touré - Coopérative KINIKOSSO -MINEDD -Santé et Hygiène Publique -Ivoire magasin -Groupement de femmes -GPMV -Mairie -Service Social et Culturel - COAB - Affaires foncière et Cadastre	91	55	36
<b>HAUT SASSANDRA</b>	Daloa	18-23 Janvier 2021	-Préfecture -Directeur Régional de l'Agriculture -Chef de service DR de l'ANADER -Responsables de la direction technique de la mairie de Daloa. -Responsables ou directeurs de services administratifs -Directeur Régional de l'environnement et du développement durable	74	16	58

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			<ul style="list-style-type: none"> <li>-Chef de service DR du ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant</li> <li>-Chef de service DR de l'OCPV</li> <li>-Chef de service DR protection sociale</li> <li>-Acteurs de la filière Banane plantain : organisations coopératives</li> <li>-Acteurs de la filière Productions maraîchères : organisations coopératives</li> <li>-Acteurs de la filière production de banane plantain et Maraîchères ; producteurs individuels</li> <li>-Population riveraine</li> </ul>			
<b>NAWA</b>	Soubéré	18-22 Janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Autorités préfectorales</li> <li>-Services d'assiette des impôts</li> <li>-Service du cadastre</li> <li>-Direction Régionale de l'Environnement</li> <li>-Direction Régionale ANADER</li> <li>-Direction Départementale de la santé</li> <li>-Direction Régionale de la Protection Sociale</li> <li>-Coopérative USOCOVIENA (Union des Sociétés Coopératives de Vivriers et de l'Elevage de la Nawa)</li> <li>-Plate-forme manioc PFCVA</li> <li>-Fournisseur intrants</li> </ul>	26	9	17
	Méagui	21 Janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Direction Régionale Agriculture</li> <li>-Coopérative AWANE (manioc et cultures maraichère)</li> </ul>	17	10	7



Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			-Association AFEDJROPA (manioc, attiéké, cultures maraichères) -Groupement NVA (Nouvelle Vision Agricole) (banane plantain, manioc, maraichères)			
	Liliyo	20 Janvier 2021	-Coopérative ECOOPAL (manioc) -Association ETRAYAWLIN (manioc, cultures maraichères)	20	16	4
<b>GRANDS PONTS</b>	Dabou	18-23 Janvier 2021	-DR/MINADER -PREFECTURE CONSEIL REGIONAL DR/MSHP DD MIRAH ANADER DR/ MINEDD DR/ Ministère du commerce et de l'industrie Mairie et ses services techniques Centre social ONG et association intervenant dans l'Assainissement et l'environnement Un représentant des chefs coutumiers Acteurs de la chaîne de valeurs Manioc Acteurs de la chaîne de valeur porciculture Crédit Fef institutions financières Vendeurs de produits phytosanitaires	86	45	41
<b>LA ME</b>	Adzopé		-DR MINADER -DD RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUE -FISHEME	35	16	19

Région	Localité	Date de la consultation	Acteurs rencontrés	Nombre des personnes rencontrées	Femmes	Hommes
			-USCAPME -FPDS-SCOOPS -USOCOVIM -2FUDA DR ASSAINISSEMENT ET SALUBRITE -Éleveur de porcs -ANADER -Dr de la protection sociale -SOCAAN -DR SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE -DR MINEDD -Service technique de la mairie			
<b>TOTAL</b>				<b>895</b>	<b>445</b>	<b>450</b>
<b>Pourcentage</b>				<b>100</b>	<b>49,7</b>	<b>50,3</b>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

#### 5.4.3. Résultats de la consultation

Au terme des consultations et rencontres, il ressort des réactions des différentes parties prenantes une approbation générale du projet. En effet, selon ces parties prenantes le projet présente des avantages majeurs dont les plus importants sont : **la création d'emplois et le développement socioéconomique du pays, la lutte contre la pauvreté et le chômage, l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les secteurs de la production agricole.**

Cependant, des préoccupations demeurent et subsistent notamment, l'usage excessif des pesticides homologués ou non sans mesure de protection, le problème de gestion des emballages (abandon, réutilisation), l'absence ou l'insuffisance des unités de transformation, la mauvaise organisation des marchés des différentes filières (prix non homologué et balance truquée, prolifération de vendeurs de produits et acheteurs informel), le mauvais état des pistes pour l'écoulement des produits ; l'expropriation des terres et des biens des populations, etc.

En effet, on relève, d'une manière générale, des craintes liées à la non-préservation de l'environnement physique et social et la prise en compte des préoccupations des populations pendant la mise en œuvre du projet lesquelles font l'objet de suggestions et de recommandations pour une bonne intégration du projet dans son environnement.

Les échanges et débats ont permis de ressortir les actions à mener ci-après pour répondre aux différentes préoccupations des parties prenantes.

- ***Recommandations en Information-Education-Communication (IEC)***

- Mettre en place un plan d'information et de communication sur le projet dans les zones d'intervention ;
- Sensibiliser les populations sur l'impact du rejet des effluents issus de la transformation du manioc ;
- Sensibiliser les acteurs sur la gestion des sous-produits de la transformation du manioc notamment les épluchures ;
- Réaliser des campagnes d'IEC sur l'hygiène et de l'assainissement ;
- Réaliser des campagnes d'IEC sur les violences basées sur le genre ;
- Sensibiliser et former les producteurs à l'utilisation d'intrants biologiques ;
- Sensibiliser et former les producteurs sur la pratique de l'agriculture intensive ;
- Sensibiliser les populations à l'utilisation de pesticides homologués ;
- Sensibiliser les producteurs sur les risques liés à l'utilisation abusive de pesticides ;
- Sensibiliser les acteurs de la filière piscicole sur la gestion durable de ressources en eau ;
- Sensibiliser les populations des différentes régions bénéficiaires sur les emplois créés par les différentes chaînes de valeurs concernées par le projet ;
- Sensibiliser les producteurs sur la bonne gestion et l'utilisation des produits phytosanitaires et les risques rattachés à leurs mauvaises manipulations ;
- Communiquer sur le projet à travers les radios de proximité ;
- Sensibiliser les producteurs à adhérer aux coopératives agricoles pour une meilleure structuration des organisations ;
- Informer et sensibiliser sur la réglementation nationale en matière de produits phytosanitaires ;
- Sensibiliser les acteurs sur les procédures et avantages liés à l'acquisition des titres ou certificats foncier ;
- Sensibiliser les acteurs sur les actions anthropiques impactant les écosystèmes ;
- Encourager la diversification des cultures notamment avec les cultures vivrières ;
- Sensibiliser et accompagner les distributeurs de produits phytosanitaires à la récupération des emballages vides ;

- Sensibiliser et former les producteurs des différentes filières agricoles au port des EPI lors de l'utilisation des produits phytosanitaires ;
  - Réaliser des campagnes d'IEC sur les bonnes pratiques d'hygiène sanitaire sur les sites d'élevage et les lieux de fumage de la viande du porc et de transformation du manioc
  - Sensibiliser les populations sur le tri, la gestion et la valorisation des sous-produits de la transformation ;
  - Sensibiliser les populations à l'utilisation des latrines afin d'éviter les déjections à l'air libre et dans l'eau ;
  - Sensibiliser et informer les acteurs des chaînes de valeur sur les choix de sites en cas de réinstallation.
- ***Recommandations liées aux renforcements de capacités***
    - Former et éduquer les populations en milieu rural sur la gestion des emballages vides ;
    - Former les producteurs agricoles sur un meilleur système de commercialisation des produits (manioc, bananes, etc ...) ;
    - Former et encadrer les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles ;
    - Former les producteurs sur les procédures d'obtention des titres fonciers ;
    - Former les acteurs en suivi environnemental et social des projets ;
    - Renforcer les capacités des parties prenantes sur les VBG ;
    - Renforcer les capacités des structures d'encadrement des OPA ;
    - Former les acteurs sur le mécanisme de gestion des conflits ;
    - Renforcer les capacités des associations et ONG impliquées dans la protection de l'environnement ;
    - Renforcer les capacités techniques et humaines du MINADER, MIRAH et des agences d'exécution dans l'accompagnement des producteurs des chaînes de valeurs ;
    - Renforcer les capacités des comités de gestion des conflits fonciers ruraux ;
    - Organiser des formations sur les bonnes pratiques en matière d'élevage de porc ;
    - Former les applicateurs sur la bonne gestion et l'utilisation des pesticides ;
    - Renforcer la formation des halieutes ;
    - Equiper les producteurs et organisations de moyens de collectes des produits vivriers, d'EPI pour les traitements phytosanitaires ;
    - Développer des canaux de communication pour informer les acteurs sur les marchés potentiels ;
    - Renforcer les capacités des producteurs et organisations sur la bonne utilisation des produits phytosanitaires ;
    - Renforcer les capacités des structures de commercialisation des produits phytosanitaires ;
    - Renforcer les capacités des OPA intervenant dans les chaînes de valeurs sur la gouvernance et l'esprit coopératif ;
    - Former les acteurs des filières agricoles sur la gestion associative
    - Renforcer les capacités techniques et humaines des collectivités sur la gestion environnementale et sociale et aussi les procédures de réinstallation ;
    - Vulgariser les bonnes pratiques agricoles et phytosanitaires (BPA & BPP) qui prennent en compte les mesures d'hygiène et les principes d'une application sécurisée des produits agros pharmaceutiques ;
    - Former les agriculteurs sur la production de bio fertilisation et bio pesticides ;
    - Renforcer les capacités organisationnelles et techniques des Organisations des producteurs dans chaque chaîne de valeur

- Renforcer les capacités des agriculteurs et des éleveurs sur la gestion des pesticides chimiques, des produits vétérinaires, des déchets de l'élevage et des emballages vides des pesticides chimiques ;
  - Former les acteurs sur le mécanisme de gestion des conflits ;
  - Former les producteurs sur les thématiques liées au changement climatique ;
  - Renforcer les capacités des grossistes et commerçants de vente des produits phytosanitaires à la gestion, la conservation des pesticides chimiques d'une part et à la mise en norme de leurs magasins.
- ***Recommandations institutionnelles***
- Créer un cadre pour faciliter les échanges entre les IMF et les OPA ;
  - Mettre en place un mécanisme de recrutement basé sur la participation citoyenne des ménages ;
  - Mettre en place un mécanisme de gestion des conflits et litiges ;
  - Impliquer l'ensemble des acteurs concernés à la mise en œuvre du projet ;
  - Favoriser le recrutement des personnes vivant avec un handicap et personnes vulnérables sur les sous-projets ;
  - Procéder à la sécurisation des terres utilisées par le projet par le processus de l'ACD pour les terrains urbain et certificat foncier pour les terrains du domaine rural pour éviter tout litige foncier ;
  - Mettre en place un dispositif de suivi et de contrôle efficace des prestations au sein du projet pour la réalisation des infrastructures de qualité et qui répondent aux normes ;
  - Octroyer des kits de matériel de gestion des déchets solides dans les collectivités, les écoles et aux associations intervenant dans la gestion des ordures ;
  - Impliquer systématiquement les femmes dans la mise en œuvre du projet ;
  - Mettre en place un comité de gestion du projet qui inclue toutes les parties prenantes ;
  - Mettre en place un plan efficace de gestion des pesticides ;
  - Mettre en place un mécanisme d'information sur les différentes opportunités d'emploi existantes dans les filières agricoles concernées ;
  - Mettre en place un mécanisme de recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux ;
  - Appuyer les organisations et association de femmes pour la création des petites-entreprises liées au projet ;
  - Mettre en place un plan efficace de gestion des déchets issus des emballages des pesticides ;
  - Renforcer les capacités et les moyens de mobilité des structures étatiques intervenants dans les projets agricoles ;
  - Mettre en place un plan efficace de gestion des déchets agricoles et des sous-produits de la transformation ;
  - Mettre en place une brigade de lutte contre les pesticides obsolètes et non homologués.
  - Organiser un atelier impliquant tous les acteurs intervenant dans les chaînes de valeurs du maraîcher et du vivrier en vue de faciliter les échanges entre acteurs ;
  - Subventionner et encourager l'usage de pesticides biologiques ;
  - Mettre en place un plan efficace de gestion des déchets issus de la transformation du manioc ;
  - Mettre en place un mécanisme de renforcement des capacités de la main d'œuvre locale ;
  - Mettre en place un mécanisme général de gestion des conflits et litiges dans les zones du projet ;
  - Accompanyer le projet de sécurisation foncière dans les zones du projet ;

- Impliquer l'ensemble des acteurs pour la sélection des différents sites de production, de transformation voir même de commercialisation du vivrier ;
- Appuyer les organisations et associations de femmes pour la création de petites unités de transformation du manioc ;
- Associer les services des Directions Régionale du MINADER à toutes les phases du projet ;
- Appuyer les structures d'encadrement et de suivi des producteurs ;
- Développer des centres de groupage de produits vivriers ;
- Appuyer l'acquisition des infrastructures de transformation et de conservation de la banane plantain et productions maraîchères ;
- Vulgariser les résultats des études sur la transformation de la banane plantain et des productions maraîchères
- Mettre en place un mécanisme de sélection des OPA basé sur l'inclusion et la prise en compte des couches vulnérables ;
- Renforcer le cadre légal de production, de commercialisation et de transformation des maraichères et du vivrier ;
- Elaborer un cadre de procédure de contrôle qualité sur les produits maraichères et vivriers dont la production nécessite l'utilisation des pesticides ;
- Veiller à l'application effective de la réglementation en matière de gestion des pesticides ;
- Impliquer les autorités administratives et coutumières à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet ;
- Impliquer les services de la santé pour l'élaboration des mesures de prévention, la sensibilisation et la formation ;
- Impliquer le Ministère en charge de l'environnement pour sensibiliser sur la préservation de l'environnement ainsi que les ministères en charge de l'agriculture et des ressources animales et halieutiques ;
- Impliquer les services sociaux dans la mise en œuvre du projet ;
- Mettre en place le protocole des mesures barrières de lutte contre le COVID-19
- Faire un plaidoyer pour l'accès durable des femmes à la terre ;
- Faciliter l'accès des femmes aux sites agricoles aménagés ;
- Faciliter la collaboration entre les producteurs et les grands acheteurs ;
- Appuyer les organisations de femmes pour la création de petites entreprises pour la transformation/production de manioc et d'élevage de porc.

• ***Recommandations d'ordre technique***

- Indemniser toutes les personnes qui seront affectées par le projet ;
- Réinstaller effectivement les personnes affectées et qui seront délocalisées par le projet.
- Réaliser un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour prendre en compte les pertes subies par les populations dans la mise en œuvre du projet ;
- Renforcer les capacités des techniciens agricoles des filières concernées sur les bonnes pratiques agricoles ;
- Organiser des séances de formation et de sensibilisation des producteurs sur l'utilisation adéquate des pesticides et sur l'importance des EPI ;
- Améliorer les petites unités de conditionnement et de transformation ;
- -renforcer l'accessibilité aux intrants des producteurs ;
- réaliser ou renforcer la géolocalisation des parcelles agricoles impliquées dans le projet
- Organiser tous les acteurs intervenant dans les chaines de valeur du vivrier et du maraicher ;

- Mettre en place un comité de veille pour régler les conflits opposant les producteurs et éleveurs de Lobikro dans la région de l'Indénié-Djuablin ;
  - Renforcer les outils de productions et de transformations afin de minimiser les impacts environnementaux ;
  - Mettre en place un projet de valorisation des déchets organiques, des rejets liquides des activités d'aquaculture, de porciculture et des unités de production d'attiéké ;
  - Equiper les unités de production d'attiéké de biodigesteurs et de foyers améliorés pour réduire la consommation énergétique, les gaz à effet de serre et améliorer la santé maternelle et infantile ;
  - Doter les fermes (porc...) de biodigesteurs pour la valorisation des déchets ;
  - Mettre à disposition des producteurs des semences de qualités résistantes aux effets du changement climatique et aux maladies.
- ***Les recommandations d'ordre financier***
    - Mettre en place des structures de financement et d'accompagnement des chaines de valeur du sous- secteur du vivrier dans le cadre du projet ;
    - Mettre en place des mécanismes de financement adaptés du secteur agricoles ;
    - Encourager les regroupements en association et en coopérative pour faciliter les demandes de subventions et de prêts ;
    - Mettre en place un fond d'aide pour le financement des activités d'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole.
- ***Autres recommandations***
    - Encourager la promotion des associations culturelles et subventionner si possible l'acquisition de plants à haut rendement) ;
    - Sensibiliser et former les commerçants sur les dangers encourus dans leur domaine d'activité ;
    - créer un cadre d'échanges sur la fixation des prix des produits agricoles ;
    - Mettre en place des incitations financières pour encourager le secteur privé à investir dans la création d'usine de transformation des produits locaux ;
    - Explorer et identifier les différentes opportunités d'emploi qui existe dans les filières agricoles ;
    - Contribuer ou faire un plaidoyer pour l'entretien et à la réhabilitation des voies d'accès aux plantations ;
    - Veiller au respect des décisions prises avant la mise en place du projet ;
    - Encourager les producteurs et les coopératives à opter pour des protocoles d'accord signés et approuvés par un gestionnaire foncier pour éviter d'éventuels conflits liés à l'occupation de la terre ;
    - Mettre à disposition des producteurs des équipements de mobilisation d'eau (kit d'irrigation, motopompe...)
    - S'assurer que les bénéficiaires ont un droit de propriété sur les terres ;
    - Stimuler l'intérêt des producteurs et des populations à s'intéresser aux activités de l'aquaculture, la porciculture, les cultures maraichères et vivrières ;
    - Purger tous les droits coutumiers de façon correcte ;
    - Organiser des formations destinées aux éleveurs pour le renforcement de leurs capacités et aptitudes à exercer ces activités correctement tout se souciant de l'environnement ;
    - Veiller à la construction de latrine dans les marchés de produits maraichers, de poissons frais et de viande porc ;
    - Encourager l'installation des petites unités de transformation ;



- Mettre en œuvre des actions communautaires ciblant les catégories vulnérables (jeunes filles et garçons chômeurs, veuves, femmes chefs de familles pauvres...).

La synthèse générale des préoccupations et mesures prises lors des consultations des parties prenantes est donnée dans le tableau 8.

**Tableau 8 :** Synthèse globale des préoccupations et mesures prises lors des consultations publiques réalisées

Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
Prévalence du paludisme et de la dengue avec l'aménagement des sites agricoles et des retenues d'eau	Informier et Sensibiliser les populations cibles	Impliquer les services de la santé pour l'élaboration des mesures de prévention, la sensibilisation et la formation
Pollution des cours d'eau avec des pesticides chimiques agricoles et les produits vétérinaires et déchets de l'élevage	Informier, Sensibiliser et former les agriculteurs et les éleveurs sur les méfaits cette pratique	Prévoir un plan de gestion des pesticides chimiques agricoles et les produits vétérinaires et déchets de l'élevage
Non utilisation de la main d'œuvre locale alors qu'il y a beaucoup de jeunes chômeurs	Accorder une priorité à la main d'œuvre locale lors des travaux	Mettre en place un mécanisme de recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux
Désintéressement des jeunes à la pratique de l'agriculture	Sensibiliser les jeunes à un retour vers la pratique de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les jeunes en identifiant les différentes opportunités dans les filières agricoles</li> <li>- Promouvoir l'hévéaculture</li> <li>- Former les jeunes à la pratique de l'activité de l'hévéaculture</li> </ul>
Achat des produits à un prix bas	Rehausser le prix d'achat des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir un prix bord champ des produits agricoles</li> <li>- Créer plusieurs usines d'achat des produits</li> <li>- Mettre en place une politique de transformation locale des produits agricoles</li> <li>- Sensibiliser les acteurs et les producteurs sur la qualité des produits</li> </ul>
L'utilisation abusive des pesticides sur les cultures pollue l'environnement	Sensibiliser les utilisateurs des pesticides à un bon usage des produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre les mesures du PGP</li> <li>- Former les producteurs à la bonne utilisation des pesticides</li> <li>- Sensibiliser et informer les populations sur les dangers d'une mauvaise utilisation des pesticides pour une agriculture durable</li> </ul>
La création d'autres plantations des différentes filières entrainera la déforestation	Redynamiser les secteurs existants	Mettre en place un système d'intensification des cultures

Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
Manque d'accès des femmes à la terre et à la culture des produits des différentes filières  Risques de VBG	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux femmes d'avoir accès à la terre</li> <li>- Informer et sensibiliser les populations sur les VBG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des mesures d'accompagnement pour permettre aux femmes d'avoir accès à la terre afin s'intéresser aux différentes filières</li> <li>- Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes liées aux VBG</li> <li>- Impliquer l'ensemble des parties prenantes dans la sensibilisation et la lutte contre les VBG</li> </ul>
Nombre d'infrastructures de marchés à construire et les superficies à mobiliser	Réaliser des études de faisabilité technique et financière de ces infrastructures de marchés et les évaluations d'impact environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser les études de faisabilité technique et financière de ces marchés et les évaluations d'impact environnemental et social</li> <li>- Impliquer les autorités communales</li> </ul>
Pratique de l'agriculture extensive, destruction de la faune et de la flore	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et former les producteurs à pratiquer l'agriculture intensive</li> <li>- Sensibiliser les populations sur les conséquences de la déforestation</li> </ul>	Sensibiliser et former les producteurs à s'engager dans l'agriculture intensive, tout en tenant compte de l'intérêt de lutter contre la déforestation
Présence de produits non homologués sur le marché Maladies causées par l'utilisation de pesticides et autres produits phytosanitaires	<p>Sensibiliser et réprimer les utilisateurs des produits phytosanitaires non homologués</p> <p>Construire des magasins pour stocker les produits non homologués réquisitionnés</p> <p>Faire des sensibilisations sur les risques d'utilisation des pesticides et intrants chimiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les paysans des risques liés à l'utilisation des pesticides et autres produits phytosanitaires non homologués</li> <li>- Faire l'inventaire des produits phytosanitaires afin d'éliminer les produits non homologués</li> <li>- Inciter les applicateurs à ne pas utiliser les pesticides non homologués</li> <li>- Appuyer les structures existantes qui régulent le secteur des phytosanitaires</li> </ul> <p>Sensibiliser sur les effets néfastes et les pathologies liées à l'utilisation abusive des produits phytosanitaires (pesticides)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et Former les acteurs intervenant dans le domaine des produits phytosanitaires</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conservation des pesticides (produits phytosanitaires) et gestion des déchets d'emballages des produits</li> <li>- Problèmes de gestion des déchets d'emballage des produits phytosanitaires (pesticides)</li> <li>- Mauvaise utilisation ou application des pesticides (produits phytosanitaires)</li> </ul> <p>Manque de contrôle au niveau de la distribution des pesticides</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller sur le mode de conservation des vendeurs et applicateurs</li> <li>- Formation et suivi des acteurs en matière de gestion des déchets d'emballages des pesticides</li> <li>- Port des équipements de protection individuels adaptés au cours de la pulvérisation</li> </ul> <p>Pulvérisation par aéronef pour les grandes plantations (plantations industrielles)</p> <p>Mettre en place un dispositif de suivi et contrôle efficace dans la distribution des pesticides</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser sur le mode de gestion et de conservation des produits phytosanitaires, des pesticides et des produits vétérinaires afin d'éviter des risques sanitaires et environnementaux</li> <li>- Former les applicateurs à la gestion des déchets d'emballages des pesticides et autres produits phytosanitaires et des déchets issus des produits vétérinaires</li> <li>- Former les acteurs au port des EPI</li> </ul> <p>Prendre en compte la direction des vents dominants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Equiper et veiller sur l'utilisation adéquate des équipements de protection individuels</li> <li>- Mettre en place un dispositif</li> </ul>

Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
		de suivi et contrôle efficace dans la distribution des pestes - Sensibiliser les producteurs sur les produits homologués
Insuffisance d'implications et Manque de moyens matériels pour les structures d'encadrements paysannes et l'ensemble des acteurs pour la mise en œuvre du projet	- Implications des structures techniques qui encadrent les paysans - Appui matériels et financiers aux structures et organismes d'encadrement des paysans - Implication de l'ensemble des acteurs pour la réalisation du projet	- Elaborer d'un plan d'appui aux structures d'encadrement - Renforcer de capacités répondant aux normes internationales dans les domaines pris en compte par le projet - Impliquer l'ensemble des acteurs dans toutes les phases du projet
Absence de renforcement des capacités des acteurs en matière de gestion environnementale et sociale.	Former les acteurs en matière de gestion environnementale et sociale	Renforcer les capacités des acteurs en matière de gestion environnementale et sociale.
Non utilisation de la main d'œuvre locale alors qu'il y a beaucoup de jeunes chômeurs	Accorder une priorité à la main d'œuvre locale lors des travaux	Mettre en place un mécanisme de recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux
- Difficultés liées à l'écoulement des produits - Difficultés liées aux tracasseries routières - Difficultés d'accès des plantations dû au mauvais état des routes	- Sensibiliser les producteurs à l'utilisation des engins en bon état - Mettre en place une politique de lutte contre la corruption Réaliser des voies d'accès	- Sensibiliser les producteurs à l'utilisation des engins en bon état Mettre en place une politique de lutte contre la corruption - Réaliser des ouvrages de franchissement - Faire un reprofilage lourd ou un élargissement des pistes et voies d'accès
- Manque de terres cultivables Problématique foncière et manque de terres - Pertes de biens des populations (parcelles, maisons, arbres, cultures, etc.) - Manque de réserves foncières administratives d'où le risque très élevé de litige foncier	- Acquisition de terres - Prendre en compte les préoccupations des personnes qui perdront leurs terrains Indemniser les populations qui perdront des biens - En l'absence de réserves foncières administratives capables d'accueillir les PAP, le projet rachètera des terres entre les mains de propriétaires terriens pour les y réinstaller. Cette procédure de rachat de terre se fera conformément à la procédure légale de rachat de terre.	-Procéder à la purge des droits coutumiers Sensibiliser les acteurs sur l'importance du certificat foncier -Réaliser un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour prendre en compte les pertes subies par les populations dans la mise en œuvre du projet. -Procéder à la sécurisation des terres utilisées par le projet par le processus de l'ACD pour éviter tout litige foncier. -Racheter les terres entre les mains des vrais propriétaires terriens et devant notaire
- Autonomisation des femmes - Problème d'accès des femmes au titre foncier	- Rendre les femmes du secteur agricole plus autonomes - Négocier avec les autorités coutumières pour l'accès des femmes à la terre	- Financer les groupements ou association des femmes pressentent ou exerçants dans secteur agricole - Favoriser l'autonomisation des femmes - Médiation pour l'acquisition des terres par les femmes
Disparition de la forêt, perte des essences de valeur, pollution de l'eau et de l'aire	- Créer des foyers carbones, créer une chaîne de recyclage - Favoriser la disponibilité des intrants	- Favoriser la valorisation des sous-produits de la transformation des unités de production

Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
	- Mettre à disposition de nouvelle variété	- Appuyer l'initiative de la valorisation des résidus en engrais - Encourager la promotion des foyers améliorés et des biodigesteurs
Insuffisance de techniciens spécialisés dans les cultures maraichères et vivrières	Renforcer le nombre de techniciens spécialisés dans les cultures maraichères et vivrières	Former plus de techniciens spécialisés dans les cultures maraichères et vivrières
Récurrence des cas de pollution et déversement Accessibilité difficile à l'eau potable	- Assurer un contrôle plus strict par les autorités (CIAPOL MINEDD) - Installer des points d'eau et le développement du réseau de distribution d'eau (SODECI°)	- Sensibiliser les acteurs des huileries, renforcer le control et suivi des effluents liquides rejetés - Renforcer ou financer des projets d'accessibilité à l'eau
Difficultés liées à la mise en place des organisations du secteur de la préservation de l'environnement	- Rendre plus fluide avec des facilitation la procédure administrative de mise en place des organisations du domaine de la préservation de l'environnement	- Accorder des allègements administratifs et accéléré pour la constitution des documents administratives de la mise en place des Organisations Non Gouvernementales en matière de lutte contre la préservation de l'environnement
Gestion des litiges	Impliquer les autorités locales dans la mise en œuvre du projet et la gestion des litiges	- Impliquer l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre du projet - Mettre en place un mécanisme de gestion des litiges
Insuffisance d'information sur le projet	Organiser des séances d'information et de communication sur le projet	Mettre en place un plan d'information et communication sur le projet dans ses zones d'intervention
- Exacerbation des VBG, notamment les dénis de ressources (la femme n'a pas droit à l'héritage), les viols physiques et sexuelles - Risque des VBG dans les zones du projet - Les difficultés d'accès des femmes à la terre pendant une longue période	- Informer et sensibiliser les populations - Créer un fond pour les AGR dans le but de l'autonomisation de la femme et des catégories vulnérables - Impliquer les femmes dans la prise de décisions - Renforcer les capacités des centres sociaux - Créer des structures d'accueil des personnes touchées par les VBG - Stratégies et sensibilisations sur les voies de recours en cas de violations des droits, en cas des VBG - Sensibiliser les hommes à l'occupation durable des terres par les femmes	- Élaborer un plan d'action basé sur l'information, la sensibilisation et l'éducation des communautés avec l'appui des services sociaux - Renforcer les capacités des structures étatiques sociaux et des ONG œuvrant dans la socialisation, l'égalité et le droit des hommes - Impliquer les catégories vulnérables dans la mise en œuvre du projet - Prévoir des actions et des projets communautaires dans la mise en œuvre du projet - Sensibiliser sur les VBG - Sensibiliser les hommes à l'occupation durable des terres par les femmes - Créer un cadre de sécurisation des terres occupées par les femmes
La question de la peste porcine dans certaines régions	Élaborer un plan de relance de l'élevage porc	- Élaborer un plan de relance de l'élevage porc
Risque de propagation de la COVID-19 avec le déplacement des agents des entreprises sélectionnées pour la mise en œuvre des activités du projet	Mettre en place le protocole des mesures barrières de lutte contre le COVID-19	Mettre en place le protocole des mesures barrières de lutte contre le COVID-19

Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les retards dans le décaissement des fonds du projet</li> <li>- Le non-respect du calendrier culturel par les structures en charge d'assurer la livraison des intrants</li> <li>- Le retard dans l'approvisionnement en intrants</li> <li>- Insuffisance des intrants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter le calendrier de décaissement des fonds</li> <li>- Mettre les moyens à la disponibilité des structures d'encadrement avec le début de la campagne agricole</li> <li>- Veiller à respecter le calendrier culturel pour l'apport des intrants</li> <li>- Mettre en place un système d'approvisionnement en intrant rapide et efficace</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter le calendrier de décaissement des fonds</li> <li>- Mettre les moyens à la disponibilité des structures d'encadrement avec le début de la campagne agricole</li> <li>- Améliorer le système de distribution d'intrants</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de moyens modernes dans la production agricole</li> </ul>	Mettre à la disposition des acteurs des outils et matériels modernes de production afin d'accroître la production	Formation des acteurs sur l'utilisation et la gestion des différents engins de production. Sensibiliser les acteurs à la bonne utilisation et à l'entretien des engins de production
Perturbation du calendrier culturelle	Disposer d'informations nécessaires pour faciliter la résilience des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre disponible les données et services climatiques</li> <li>- Développer des outils de diffusion des services météo aux producteurs</li> </ul>
Coût élevé des intrants ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aider les producteurs dans l'acquisition des intrants ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Subventionner l'acquisition des intrants</li> <li>- Fournir des semences de bonne qualité aux producteurs</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de financement</li> <li>- Pas d'intermédiaire financier intéressé par les cultures maraîchères et vivrières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Octroyer des prêts bancaires aux producteurs et organisations de producteurs ;</li> <li>- Susciter un intérêt pour les intermédiaires financiers ou les microfinances investir dans le maraîcher et dans l'élevage de porc et de poisson</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un mécanisme de financement adapté au secteur agricole</li> <li>- Encourager les bailleurs de fond, banques et structure de créance à investir dans la culture du maraîcher et du vivrier et l'élevage (porcs et poisson)</li> </ul>
Manque de moyens de collecte des produits vivriers	Doter les organisations coopératives de moyens de collectes adaptés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Doter les acteurs de moyens de collectes des produits vivriers ;</li> <li>- Faciliter l'acquisition de moyens de collecte</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pauvreté de plus en plus accrue des terres cultivables</li> <li>- Manque de terre cultivable</li> <li>- Raréfaction des terres cultivables pour les cultures vivrières et maraîchères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des barrages, des retenues d'eau et des étangs agricoles ;</li> <li>- Aménager les espaces propices pour l'agriculture intensive</li> </ul>	Réaliser des ouvrages de drainage des eaux pour irriguer les parcelles de production
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inadaptation des outils utilisés dans les travaux agricoles</li> <li>- Problématique de la main d'œuvre</li> <li>- Coût élevé des manœuvres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner et soutenir les jeunes des villes qui veulent revenir à la terre</li> <li>- Moderniser les outils des travaux agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un mécanisme d'accompagnement et de soutien aux initiatives de retour à la terre.</li> <li>- Mettre à disposition des outils plus modernes (tracteurs...)</li> </ul>
Insuffisance de champs école et d'encadrement des acteurs agricole notamment en ce qui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessité de renforcer l'encadrement des acteurs agricoles dans les itinéraires techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner l'ANADER dans l'obtention d'espace pour la création de champs école</li> </ul>

<b>Préoccupations exprimées par les parties prenantes</b>	<b>Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations</b>	<b>Mesures qui seront prises en conséquence par le projet</b>
concerne les boutures améliorées et donc préférence des boutures locales	- Sensibiliser les acteurs à l'utilisation des boutures améliorées	- Sensibiliser les acteurs aux bienfaits de l'utilisation des boutures améliorées
Problème d'écoulement ou de commercialisation des produits	- Faciliter l'accès aux zones de commercialisation comme les marchés d'Abidjan	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une plateforme de commercialisation des matières premières et produits transformés</li> <li>- Favoriser l'installation d'une section de l'OCPV</li> <li>- Mettre en place un mécanisme d'écoulement des productions sur le plan national et international</li> <li>- Organiser les systèmes de commercialisation</li> <li>- -Création des magasins de stockage pour la conservation du surplus</li> <li>- -Adopter des stratégies pour l'écoulement des produits pendant la période de point de production</li> <li>- -Rendre disponible et accessible des plateformes de commercialisation</li> <li>- Créer des sites de groupage pour faciliter l'écoulement des produits</li> </ul>
Gestion des déchets issus de la transformation du manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vendre ces déchets aux éleveurs</li> <li>- Formation et suivi des acteurs en matière de gestion des déchets d'emballages des pesticides</li> <li>- Sensibiliser les acteurs de la chaîne de valeur en gestion</li> <li>- Former les transformateurs à la valorisation des déchets liés à leur activité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former les acteurs en technique de valorisation des déchets issus de leur production</li> <li>- Soutenir les entreprises de transformation des déchets en valeurs ajoutés</li> </ul>
Absence d'hygiène sur les sites d'élevage et de transformation des produits vivriers et maraichers	Sensibiliser au respect des bonnes pratiques d'hygiène sanitaires sur les sites d'élevage et de transformation des produits vivriers et maraichers	- Sensibilisation au respect des règles d'hygiène sur les sites d'élevage et de transformation des produits vivriers et maraichers
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflit éleveurs agriculteurs</li> <li>- Conflits entre éleveurs et population riveraine du fait de l'expansion de la ville</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les éleveurs et les agriculteurs</li> <li>- aménager de nouveaux sites dédiés à l'activité d'élevage de porc en tenant compte de la base du plan/ schéma directeur des villes</li> <li>- Sensibiliser et délocaliser les éleveurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les éleveurs et les agriculteurs</li> <li>- Diffuser et mettre en œuvre le mécanisme de gestion des conflits/plaintes prévu au CGES</li> <li>- Règlement à l'amiable en présence des autorités administratives et coutumières.</li> <li>- Créer des infrastructures situées à la périphérie des villes en prévision de leur expansion tout en tenant compte du schéma directeur de la ville</li> <li>- Impliquer les acteurs et les autorités locales et coutumières dans le choix des sites de réinstallation des fermes de porc</li> </ul>



Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de zones dédiées à l'élevage de porc (Zone éloignée des habitations)</li> <li>- Prévoir des couloirs de transhumance des animaux</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage anarchique des déchets organiques de porc avant leur commercialisation</li> <li>- Pollution de l'eau, du sol et de l'air</li> <li>- Pollution olfactive</li> <li>- Rejet des emballages de pesticides dans la nature</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer un suivi strict des projets afin d'identifier les différentes sources de pollution et y remédier</li> <li>- Sensibiliser les populations sur les pollutions causées par le stockage sauvage des déchets issus de la porciculture, l'aquaculture et les cultures maraichères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un système de suivi-évaluation</li> <li>- S'assurer de la bonne exécution du suivi effectué par les agents sur le terrain</li> <li>- Sensibilisation des populations sur les conséquences liées aux stockage sauvage des déchets issus des activités agricoles et d'élevages</li> <li>-</li> </ul>
Présence d'activités d'orpaillage dans les bas-fonds	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer un contrôle sur la légalité et sur le respect des prescriptions des activités d'orpaillage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer un contrôle de la légalité et du respect des prescriptions des activités d'orpaillage</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation abusive de pesticide</li> <li>- Disparition des espèces animales et végétales dû à la pression anthropique et l'usage incontrôlé des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former et sensibiliser les producteurs sur le mode d'application des pesticides et les conséquences liées à son utilisation</li> <li>- Port des équipements de protection individuels adaptés au cours de la pulvérisation</li> <li>- Sensibiliser et former les applicateurs de pesticides au port d'EPI et les conséquences liées à l'application des pesticides sans EPI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la formation des applicateurs de pesticide</li> <li>- Sensibiliser les producteurs et les applicateurs de pesticide sur les dangers liés à l'utilisation et la manipulation des pesticides</li> <li>- Équiper et veiller sur l'utilisation adéquate des équipements de protection individuels</li> <li>- Sensibiliser et former les vendeurs et applicateurs de produits phytosanitaires</li> <li>- Former les acteurs au port des EPI</li> <li>- Sensibiliser et Lutter contre l'utilisation des pesticides abusive</li> <li>- Initier des campagnes de sensibilisation et de formation au bénéfice des producteurs et revendeurs des produits phyto sanitaires</li> <li>- Sensibilisation sur la gestion des pesticides</li> </ul>
Mode de sélection des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer une enquête préalable afin d'identifier les véritables acteurs de ces activités afin que ceux-ci bénéficient de l'accompagnement, l'encadrement dont ils ont besoin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'assurer que les bénéficiaires du projet sont véritablement des acteurs du projet.</li> </ul>
Absence de système de conservation <ul style="list-style-type: none"> <li>- Problématique des centres de stockage des produits vivriers et maraichers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir des systèmes de stockage ou entrepôt adéquat pour la conservation des produits</li> <li>- Développer des systèmes ou des méthodes de conservation</li> <li>- Mettre à la disposition des coopératives et associations des centres de stockages et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des systèmes ou des méthodes de conservation</li> <li>- Accompagner et aider les groupements dans la gestion du centre.</li> </ul>



Préoccupations exprimées par les parties prenantes	Réponses données aux préoccupations ou débats lors des consultations	Mesures qui seront prises en conséquence par le projet
	conservation des produits vivriers et maraichers.	

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAV2-CI, Janvier 2021*

Toutes les recommandations formulées ci-dessus ont été prises en compte aux niveaux suivants : (i) dans les listes des mesures d'atténuation ; (ii) dans la procédure de sélection environnementale et sociale ; (iii) dans les programmes de renforcement des capacités (formation et sensibilisation) et (iv) dans le plan de suivi et les arrangements institutionnels de mise en œuvre.

## **5.5. Plan de communication/consultation des parties prenantes pendant la vie du projet**

### ***5.5.1. Stratégie proposée pour la divulgation d'informations***

La stratégie de diffusion des informations se fera à travers la mise en œuvre d'un plan de communication pour apporter des informations claires et précises sur le projet. Elle doit aussi favoriser les échanges entre l'ensemble des acteurs et les parties prenantes qu'elles soient externes ou internes.

### ***5.5.2. Messages clés***

Les messages clés devront être développés car chaque composant est préparé plus en détail lors de la mise en œuvre. Les éléments suivants sont des messages clés pertinents pour les différents composants du PAC2V-CI et dans le but d'informer les parties prenantes du projet sur l'activité planifiée à travers l'ensemble du cycle du projet.

- Qu'est-ce que le PAC2V-CI ? (L'objet, la nature et l'envergure du projet ; les composantes et la durée des activités du projet).
- Présenter le CGES,
- Présenter et discuter des impacts environnementaux et sociaux au cours des phases de construction et d'exploitation et des mesures d'atténuation respectives.
- L'appui de la Communauté pendant la mise en œuvre du projet est important.
- Les offres d'emploi du projet seront annoncées par l'entrepreneur ou de l'Unité de Coordination du projet ;
- Les enjeux environnementaux et sociaux des activités du PAC2V-CI : hygiène, sécurité, violences sexuelles ; travail des enfants lors des travaux ; gestion des déchets,
- La participation et l'implication des acteurs et des populations locales ;
- Le processus envisagé pour mobiliser les parties prenantes ;
- Les dates et lieux des réunions de consultation publiques envisagées, ainsi que le processus qui sera adopté pour les notifications et les comptes rendus de ces réunions ;
- Le mécanisme de gestion des plaintes.

### ***5.5.3. Format d'information et méthodes de diffusion***

Le PAC2V-CI combinera différentes méthodes de diffusion de l'information. Il utilisera des méthodes de communication écrites et visuelles, ainsi que des communications par la télévision, la radio et d'autres canaux de communications.



#### 5.5.4. Plan de communication publique

Le Plan de communication est synthétisé dans le tableau 9.

**Tableau 9** : Plan de communication du PAC2V-CI durant la vie du projet

	Objectifs	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Calendrier prévisionnel	Organismes/ groupes responsables
			<b>PRÉPARATION DU PROJET</b>			
1	Diffusion du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) ; -Évaluation des risques liés à la violence basée sur le genre (plan d'action de la VBG) finalisé	Les entités gouvernementales, les ONG locales en matière d'environnement et de santé, les groupes de femmes, la société civile, le secteur privé et les administrations municipales,	Message électronique pour informer les parties intéressées de la divulgation et où accéder aux documents divulgués. Publicité dans les journaux, Radio et télévision locaux	Télécharger sur les sites du MINADER, de l'ANDE et du Projet. Copies papier et électroniques dans les communes et préfectures de la zone du projet.	Rediffuser chaque fois qu'il y a une révision importante.	MINADER /UCP ANDE
			<b>PHASE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET</b>			
2	Organisation de l'atelier de démarrage du projet	Services techniques et administratifs régionaux, les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales, les communicateurs	Objectifs du projet, les activités et les zones d'intervention, les attentes du projet	Ateliers régionaux	4 <sup>ème</sup> trimestres 2021	UCP, Préfets
3	Atelier spécifique de présentation des MGP et mécanisme de gestion VBG	Les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales, et les communicateurs, les producteurs	Contenus du MGP et de VBG	Atelier	4 <sup>ème</sup> trimestre de l'années 2021	UCP et Préfet/Maire
4	Atelier de partage du CGES, MGP, VBG	Services techniques et administratifs régionaux,	Engagement des parties prenantes	Atelier	4 <sup>ème</sup> trimestre de l'années 2021	UCP et Préfet/Maire

	Objectifs	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Calendrier prévisionnel	Organismes/ groupes responsables
		les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales et les communicateurs, les producteurs	Les impacts génériques ; Le MGP et VBG			
5	Préparation des EIES/ CIES	MINADER, OPA, autres institutions gouvernementales, ONG locales et société civile	Préparer l'instrument EIES/CIES Enquête socio-économique/mesure détaillée ; l'inventaire des personnes touchées et de leurs biens ;	Focus-group Réunion de consultation publique Rencontre individuelle	Avant la phase de construction du sous projet	SSE/SSS de l'UCP, MINADER et consultant EIES/CIES
6		MINADER, des propriétaires fonciers, d'autres institutions gouvernementales, des ONG locales et de la société civile,	Pour discuter des conclusions et recommandations de l'EIES/CIES Discuter des pertes et des mesures de réinstallation, y compris toute compensation financière ; l'évaluation des actifs perdus.	Réunion de consultation publique Réunion du groupe de discussion	Avant la mise en œuvre du sous-projet	ES/EE de l'UCP, MINADER et consultant EIES/CIES Ministère en charge de la gestion Foncière
7	Diffusion des EIES/CIES	MINADER, MINEDD, toutes les personnes touchées par le projet (PAPs), les agences d'exécution, les autorités	Message électronique pour informer les parties intéressées de la diffusion et des lieux de consultation des documents.	Sur les sites Web des agences gouvernementales et de la BM.	Une semaine après la validation par l'ANDE et la BM	MINADER /UCP

	Objectifs	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Calendrier prévisionnel	Organismes/ groupes responsables
		prélectorales et communales, les direction technique des ministères impliqués dans le PAC2V-CI				
8	PGES Chantier, PAE, PPGED et PPSPS	Entrepreneur UCP, MINADER, Agences d'exécution, Bureau de contrôle	Examiner et évaluer le contenu du PGES Chantier	Echange par email	En cours jusqu'à ce que le PGES Chantier soit jugé acceptable.	MINADER /UCP/ Bureau de contrôle
9	Construction/réhabilitation d'installations	Grand public	Informar le public de toute interruption de prestation de services de santé, d'éducation ou d'utilisation des voiries planifiées	Notification publique (par radio)	Au moins une semaine avant le début des travaux	MINADER /UCP
10	Suivi des progrès de la mise en œuvre du projet	Comité de pilotage du projet	Examen du rapport d'avancement de l'UCP et du consultant en supervision de projet	Réunions en face à face Réunion de consultation publique	Trimestriel sur la durée du projet	UCP
11		UCP, consultant en supervision de projet et entrepreneur	Examiner la progression de la mise en œuvre ; discuter et traiter les questions soulevées ;	Réunion de consultation publique	Mensuel, et ou selon les besoins	UCP
12	Résoudre les plaintes reçus par le projet	Comité de Gestion des Plaintes	Pour traiter les plaintes soumis au Comité/UCP	Réunions	Si nécessaire (selon ES/EE)	UCP

	Objectifs	Cibler les parties prenantes	Messages/Agenda	Moyens de communication	Calendrier prévisionnel	Organismes/ groupes responsables
13	Informations et sensibilisations sur les entretiens des infrastructures, hygiène et santé, les maladies infectieuses et sur les systèmes de prévention, détection, et réponse à ces maladies en milieu public notamment dans les écoles	Travailleurs sur les chantiers, populations rivéraines, associations de jeunes et de femmes	Mode et prévention des maladies infectieuses	Emissions suivie de commentaires Focus groupe	Une fois par trimestre pendant 4 ans	UCP/Agence d'exécution
14	Diffusion des indicateurs de performance du Projet	Grand public Tous les organismes gouvernementaux Communauté d'affaires Organisations de la société civile	Informations générales sur l'amélioration de l'accès aux populations aux infrastructures,	Affichage sur les babillards du MINADER, ; Site Web du MINADER ; Communiqué de presse et de radio à l'ouverture. Brochures d'information	Dès que possible après le début du projet	MINADER
			<b>PHASE DE CLOTURE DU PROJET</b>			
15	Organisation de l'atelier de clôture du projet	Services techniques et administratifs régionaux, les organisations des jeunes et des femmes, les organisations syndicales	Objectifs du projet, les activités et les zones d'étude, les attentes du projet	Ateliers régionaux	2 <sup>er</sup> trimestre de l'année de clôture du projet	UCP, MINADER, Agence d'exécution

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

## 6. RISQUES/IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS GÉNÉRIQUES ET MESURES D'ATTÉNUATION PAR TYPE DE SOUS-PROJETS

### 6.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels

Les réalisations prévues dans le cadre du projet vont engendrer des impacts positifs comme l'indique le tableau 10.

**Tableau 10:** Analyse des impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels

N°	Impacts positifs	Analyse et commentaires
1	<i>Gestion efficiente des ressources naturelles de la zone du projet</i>	La mise en œuvre du projet notamment le renforcement des capacités des acteurs permettra une meilleure gestion des ressources naturelles de la zone du projet
2	<i>Emergence de jeunes producteurs</i>	La mise en œuvre du projet va entraîner l'émergence de jeunes producteurs notamment dans les chaînes de valeur ciblées.
3	<i>Amélioration de la prise en compte du Genre et autonomisation de la femme rurale</i>	Le projet va favoriser la prise en compte du genre et du processus d'intégration des notions d'équité dans l'exécution des activités. Les femmes, qui constituent des leviers essentiels dans l'organisation et l'animation des organisations agrosylvopastorales, participeront activement aux activités du projet dont elles seront des bénéficiaires privilégiées, en termes d'accroissement de revenus, de maîtrise de technologies et d'encadrement. Aussi, le soutien apporté aux chaînes de valeurs ciblées, à la conservation de produits agricoles, aura un impact très fort sur les femmes, dans la mesure où, dans la plupart des ménages, ce sont elles qui sont chargées de ces activités spécifiques.
4	<i>Amélioration de l'engagement citoyen</i>	La mise en œuvre projet va contribuer à restaurer la confiance entre les citoyens et l'état à travers la réalisation effective des activités prévues.
5	<i>Création d'emplois</i>	Durant la phase de mise en œuvre du projet, les travaux auront un impact positif par la création d'emplois dans les communautés rurales, à travers l'emploi de la main d'œuvre locale. L'augmentation du revenu résultant de la création d'emplois contribuera à la lutte contre la pauvreté. Les travaux participeront aussi à la consolidation et à la création d'emplois au niveau des localités ciblées par le projet et occasionneront une forte utilisation de la main d'œuvre locale et de certains ouvriers spécialisés (prestataire de service qualifiés dans le domaine des intrants agricoles, etc.). Ceci va permettre d'accroître les revenus des populations, d'améliorer les conditions de vie de nombreux ménages, contribuant ainsi à réduire de façon significative les incidences de la pauvreté.
6	<i>Arrêt de l'exode rural et fixation des jeunes dans leurs terroirs</i>	Parmi les impacts sociaux, on note également la réduction de l'exode rural, une augmentation des revenus des couches vulnérables notamment les femmes et les jeunes du fait qu'ils pourraient s'adonner à des activités que le projet pourrait financer et contribution à la lutte contre délinquance juvénile.



N°	Impacts positifs	Analyse et commentaires
7	<i>Amélioration de la productivité</i>	La mise en œuvre du projet favorisera une production maximale des chaînes de valeurs ciblées qui occupent une place importante dans les exploitations agricoles. Aussi, un accroissement de la production profitera au plus grand nombre des producteurs et de leurs ménages. L'amélioration de la productivité se fera à travers l'approvisionnement en semences sélectionnées de qualité et à la mise à disposition des exploitants de ces semences de bonne qualité qui aura pour impact positif l'amélioration de la production agricole et des produits d'exportations de bonne qualité.
8	<i>Sécurité alimentaire</i>	La sécurité alimentaire est assurée d'abord par la sécurisation de la production et ensuite par la gestion des stocks de produits. Pour respecter ces dispositions préalables, l'utilisation des produits agro-chimiques s'avère indispensable. Ces produits chimiques joueront leurs rôles s'ils sont judicieusement utilisés par les producteurs. Ils luttent contre les prédateurs et assurent une meilleure protection. Les surplus de production ou les stocks de sécurité seront ainsi à l'abri des attaques des nuisibles.
9	<i>Organisation des producteurs</i>	Les producteurs individuels dans les zones d'intervention du projet ont tout intérêt à créer des regroupements ou des organisations (individuels, groupement, association, coopérative) pour mieux défendre leurs acquis en termes de production agricole et animale. Ce projet contribuera à favoriser la restructuration des Organisations professionnelles Agricoles (OPA) dans les zones du projet.
10	<i>Développement des capacités</i>	Les équipements et infrastructures de production constituent les éléments essentiels pour le développement de l'agriculture. Ils contribueront de manière significative à améliorer la qualité et la quantité des produits agricoles d'où l'amélioration des conditions socio-économiques des populations. Des technologies existent et qui peuvent être utilisées pour accroître de façon significative leur productivité. Le développement des capacités des producteurs, des organisations professionnelles et des opérateurs économiques particulièrement ceux intervenant sur les chaînes de valeur ciblées contribuera à une meilleure prise en compte des techniques modernes de production et une amélioration de la maîtrise des risques de dégradation de l'environnement.
11	<i>Renforcement institutionnel</i>	Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, il est prévu un renforcement institutionnel en vue de garantir un succès dans l'exécution des différentes activités dans une parfaite harmonie d'action. Ainsi, en partant du niveau département ministériel jusqu'aux structures déconcentrées de l'Etat en passant par les structures impliquées (ONG et Association, secteur privé et prestataire de service), chaque structure ou institution pourra jouer efficacement son rôle au sein du projet. Ce renforcement institutionnel aura un impact positif général parce que toutes ces structures aptes pour le projet et même post projet.
12	<i>Amélioration de la santé et l'hygiène en milieu rural</i>	Le projet va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des producteurs dans les zones couvertes par le projet. A travers le développement des capacités des producteurs, le projet garantira des formations sur les règles élémentaires d'hygiène. L'impact du projet dans le milieu rural sera positif et bénéfique à cette frange de la population.

N°	Impacts positifs	Analyse et commentaires
13	<i>Protection de l'environnement</i>	Les activités prévues par le projet vont permettre d'améliorer les systèmes de production en vigueur et assurer à l'Etat, aux communautés et aux populations concernés des revenus durables et la maîtrise de pratiques durables et innovantes en matière de gestion de l'environnement en général.
14	<i>Meilleure gestion foncière</i>	Avec le projet, les terres qui n'étaient pas cultivées fautes d'aménagements adéquats vont être davantage valorisées. Ainsi la mise en œuvre du projet contribuera à valoriser toutes les terres antérieurement sous-valorisées
15	<i>Meilleure gestion des VBG</i>	Il est attendu par les populations une meilleure prévention des VBG et une meilleure prise en charge des victimes de VBG dans la zone du projet par la mise en place d'un mécanisme de gestion des VBG adapté au contexte de la zone d'intervention du projet.
16	<i>Meilleure adaptation aux conditions climatiques</i>	Toutes les activités du projet ont l'avantage de vulgariser aux producteurs des technologies leurs permettant de s'adapter aux conditions climatiques de la zone.

*Source : Mission d'élaboration du CGES – PAV2V-CI Janvier 2021*

## 6.2. Risques et impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels communs à tous les sous projets

La localisation des activités du **PAV2V-CI** n'est pas encore connue et cela justifie la réalisation du présent CGES.

### 6.2.1. *Impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels globaux du projet*

Le tableau 11 fait la synthèse des analyses des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels génériques globaux du projet

**Tableau 11 :** Analyse des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels génériques globaux du projet

N°	Impacts Négatifs	Analyses et commentaires
<b>Impacts environnementaux négatifs potentiels génériques</b>		
<b>Phase de construction</b>		
1	Perte de végétation	La mise en œuvre du projet pourrait entraîner une augmentation des superficies cultivables des chaînes de valeurs ciblées. Cette situation pourrait avoir des impacts négatifs sur le milieu biophysique en termes de destruction de la végétation lors des défrichements. Le défrichement de zones boisées pour l'exécution des travaux entraînera une perte d'habitat faunique et la destruction de la végétation. Cette perte de la végétation pourrait être exacerbée par le phénomène des changements climatiques (irrégularités des pluies, des mauvaises répartitions et les déficits pluviométriques, des fortes températures, des vents violents et à la recrudescence des phénomènes météorologiques climatiques)
2	Fragilisation des sols et risques d'érosion	La réalisation des terrassements pour la réalisation de nouvelles plantations pourrait occasionner une fragilisation des sols et par voie de conséquence, des risques d'érosion. Cette situation risque d'être

N°	Impacts Négatifs	Analyses et commentaires
		accentué avec des fortes températures et des vents violents du phénomène de changements climatiques.
3	Risque de pollution des eaux	La mise en œuvre du projet pourrait amener les producteurs des chaînes de valeurs ciblées à l'utilisation des pesticides pour accroître les rendements et pourrait altérer la qualité physico-chimique des eaux particulièrement de surface.
4	Pollution du milieu par les rejets des déchets solides et liquides	La mauvaise gestion des déchets solides et liquides issus de la préparation des emprises et de l'utilisation des pesticides peut constituer une source de nuisances pour le milieu récepteur et la santé publique. La gestion saine de ces déchets incombe aux producteurs et autorités locales.
<b>Phase d'exploitation</b>		
5	Pertes d'habitats naturels et d'espèces d'importance ethnobotanique	<p>Pendant la phase d'exploitation, la mauvaise gestion du site et la mauvaise gestion des déchets (obstruction des lits et chemins de l'eau) ainsi que l'utilisation des pesticides non contrôlées et d'engrais chimiques pourrait entraîner la pollution des eaux et des sols avec pour corollaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la disparition de certaines espèces végétales d'importance ethnobotanique et médicinale et certaines espèces piscicoles ;</li> <li>- la prolifération des espèces envahissantes ou nuisibles ;</li> <li>- l'eutrophication des plans d'eau ;</li> <li>- la perte d'habitats naturels.</li> </ul>
<b>Impacts sociaux négatifs potentiels génériques</b>		
<b>Phase de construction</b>		
6	Acquisition de terres et risques de conflits	L'exécution du projet pourrait avoir des besoins d'acquisition de terres pour la réalisation de nouvelles plantations. Ainsi le besoin en terre pourra s'accroître et des pressions foncières pourraient s'exercer les terres arables avec probablement des risques de conflits entre producteurs.
7	Déstructuration sociale	La mise en œuvre du projet pourrait entraîner des risques de changements et d'inversion des rapports de pouvoir entre producteurs.
13	Risques de propagation des IST/VIH/SIDA et COVID-19	<p>La présence de la main-d'œuvre des chantiers (jeunes et femmes) dans l'environnement des communautés pourrait accentuer le risque de propagation des infections sexuellement transmissibles (IST) le VIH/SIDA et la COVID 19</p> <p>L'accroissement des revenus des employés et des producteurs peut faire naître chez ces derniers des comportements déviants avec ou envers les communautés locales. Ces comportements à risque peuvent favoriser la propagation des IST/VIH/SIDA.</p>
14	Risques de frustration sociale en cas de non-emploi de la main d'œuvre locale	<p>Si lors des travaux, la main d'œuvre locale n'est pas favorisée, alors cela pourrait susciter des frustrations (et même des conflits au niveau local). Le recrutement local de la main d'œuvre non qualifiée devrait être encouragé. Cela permettrait non seulement d'offrir des emplois aux jeunes sans emploi, mais surtout faciliter une appropriation locale du projet et contribuer à la pérennisation des acquis.</p> <p>La frustration née du non-emploi des « locaux » peut entraîner des actes de vandalisme et sabotage pendant et après les travaux. En revanche, leur recrutement peut constituer un motif de sécurité, de garantie, de préservation et de protection des aménagements.</p>
15	Perturbation des us et coutumes	Le comportement du personnel ouvrier venu d'autres contrées peut engendrer des difficultés d'intégration et d'acceptation si celui-ci ne respecte pas les us et coutumes de la population hôte.

N°	Impacts Négatifs	Analyses et commentaires
16	Risques de conflits sociaux	L'expropriation des terres du fait de l'augmentations des superficies des plantations et le non-recrutement pourraient générer des conflits entre les producteurs.
17	Risque de sabotage du projet	On peut craindre également des actes de sabotage lors du démarrage du projet, si la population locale n'est pas bien informée, si elle n'est pas associée au projet, si elle ne mesure pas l'utilité de ces travaux. Il faudra impliquer les populations à toutes les activités du projet. Cela appelle donc à la mise en œuvre d'un plan de communication élaboré avec l'implication des différents acteurs.
18	Discrimination/marginalisation des populations homosexuelles lesbiennes et transgenres	En RCI il n'existe pas une loi spécifique visant particulièrement la protection des populations homosexuelles lesbiennes et transgenre. Toutefois, la constitution ivoirienne en son articles 4 stipule : « Tous les Ivoiriens naissent et demeurent libres et égaux en droit. Nul ne peut être privilégié ou discriminé en raison de sa race, de son ethnie, de son clan, de sa tribu, de sa couleur de peau, de son sexe, de sa région, de son origine sociale, de sa religion ou croyance, de son opinion, de sa fortune, de sa différence de culture ou de langue, de sa situation sociale ou de son état physique ou mental ». L'article 5 soutient que : « L'esclavage, la traite des êtres humains, le travail forcé, la torture physique ou morale, les traitements inhumains, cruels, dégradants et humiliants, les violences physiques, les mutilations génitales féminines ainsi que toutes les autres formes d'avilissement de l'être humain sont interdites. » C'est donc dire que dans la mise en œuvre du projet toutes les dispositions seront prises pour éviter toute discrimination liée à l'orientation sexuelle des employés.
19	Travail des enfants	Pendant la phase du projet, il est probable que des entreprises ou des producteurs s'adonnent au recrutement des enfants de moins de 16 ans. L'article 23.2 de la Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail stipule qu'un enfant de moins de 16 ans ne peut être employé dans une entreprise sauf dérogation. Toutes entreprises ou producteur qui ne la respectera pas sera puni selon la loi.
20	Abus sexuels sur les personnes vulnérables (filles mineures, veuves) et les AES/HS	Dans la phase de réalisation des sous projets, la venue de la main d'œuvre étrangère présente un risque de Violence Basée sur le Genre (VBG) pour les personnes vulnérables en termes d'abus sexuels sur des filles mineures et des veuves. Des dispositions de sensibilisations et d'éducation devraient être réalisées en faveur de ces personnes vulnérables
1	<b>Phase d'exploitation</b>	
21	Risque de détérioration des produits des chaînes de valeur ciblées	Si des dispositions ne sont pas prises pour l'écoulement des productions des chaînes de valeur ciblées, il aura une destruction de ces produits (pourriture) notamment la mangue, l'hévéa et le palmier à huile. Cette situation pourrait entraîner un découragement des producteurs qui ne font plus s'adonner à ces activités.
22	Risque sanitaire et de VBG et de la COVID	La phase de mise en œuvre du projet, pourrait entraîner les VBG et la propagation de la COVID 19 si des dispositions d'Information Education et Communication ne sont pas permanentes dans la zone du projet.

### 6.2.2. *Risques et impacts environnementaux génériques par composantes et sous projets*

La description des différents impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels génériques par composante est donnée dans les tableaux 12.

**Tableau 12:** Risques et impacts environnementaux négatifs génériques par composante

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
<b>Composante 1 : Amélioration de l'environnement des entreprises et renforcement institutionnel (35,5 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous composante 1.1 : Renforcer les capacités des institutions publiques clés supervisant le secteur</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des organisations impliquées dans les chaînes de valeur prioritaires, y compris le Ministère en charge de l'Agriculture</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation des superficies agricoles ;</li> <li>Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les systèmes de contrôle phytosanitaire et le contrôle de qualité et sécurité sanitaires des aliments ;</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution des sols, de l'eau et de l'air par l'importation de produits frauduleux ;</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire une revue des politiques et cadre réglementaires en place pour un environnement opérationnel plus favorable au financement de l'agriculture</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de déforestation ;</li> <li>Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires.</li> </ul>
<b>Sous composante 1.2 : Renforcer la coordination de la chaîne de valeur et des partenariats.</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir les investissements dans le secteur et accélérer la réalisation et la mise en œuvre des programme/projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité suite aux expansions des plantations et de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>Accroissement des superficies agricoles pouvant entraîner la déforestation</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> <li>Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de déchets provenant des emballages vides</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités et la structuration des organisations des producteurs actives dans les chaînes de valeurs sélectionnées</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation des superficies agricoles et déboisement ;</li> <li></li> <li>Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires.</li> </ul>
<b>Composante 2 : Création de chaînes de valeur agroalimentaires productives et résilientes (144 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous-composante 2.1 : Améliorer l'accès aux technologies, innovations et services de conseil intelligents face au climat</b>		
<b>Pour le manioc</b> Accès à des semences de manioc améliorées de qualité et à des technologies intelligentes en matière de climat - Consolidation et mise au point des technologies existante (variété de manioc à haut rendement à cycle court, variété adaptée à la culture hors saison) généré dans le cadre du projet WAAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité suite aux expansions des plantations et de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>Accroissement des superficies agricoles pouvant entraîner la déforestation</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> <li>Eutrophication des plans d'eau par l'utilisation abusive d'engrais chimiques.</li> </ul>
Réhabilitation des installations de recherche, des labos, des équipements du CNRA liés au manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de la végétation ;</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets provenant installations de recherche, des labos,</li> </ul>
Renforcement du système de production de semence de manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de la végétation ;</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>
Accroître la performance et l'offre de cultivars à haut rendement et résistants au climat des variétés locales (légumes africains)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de la végétation ;</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions diverses (eau, sols, air) provenant de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>Perte de la biodiversité par l'utilisation des pesticides</li> </ul>
Soutenir le développement et l'extension d'un réseau de production de semences de légumes impliquant les producteurs pour la multiplication et la commercialisation des semences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de la végétation ;</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions diverses (eau, sols, air) provenant de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>Perte de la biodiversité par l'utilisation des pesticides</li> </ul>



Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
Création de centres privés de production en serre dans les zones périurbaines et urbaines pour la production de produits horticoles tout au long de l'année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses (eau, sol, air)</li> </ul>
Facilitation du développement de jeunes entreprises agroalimentaires pour les chaînes de valeur prioritaires(légume) en fournissant une formation et une assistance technique à des jeunes femmes et hommes sélectionné	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation suite à l'augmentation des superficies cultivables ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• • Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>
Développer des services de vulgarisation électronique en étendant l'infrastructure numérique aux régions où sont menés des projets de cultures vivrières et en rendant opérationnelle la plateforme pilote de vulgarisation électronique existante (le soutien consistera à acquérir l'équipement TIC nécessaire, à renforcer le laboratoire électronique, le centre d'appel et les services de messagerie vocale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de plantes végétales naturelles ou ornementales suite à l'entretien des abords immédiats des infrastructures (l'équipement TIC nécessaire, à renforcer le laboratoire électronique, le centre d'appel et les services de messagerie vocale)</li> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets (plastique) et des épaves des ordinateurs ;</li> <li>• Risques liés à l'implémentation de la vulgarisation électronique dont la performance risque de ne pas être à hauteur de souhait, en raison de son caractère de nouvelle technologie.</li> </ul>
<b>Pour le porc</b> - Renforcer le centre d'amélioration génétique du porc existant à Azaguié ; - Renforcer et promouvoir une organisation plus efficace des multiplicateurs de porcs reproducteurs autour du centre d'amélioration génétique et les organiser en un réseau au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>



Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
<b>Pour la filière aquacole</b> - Financer des activités de recherche pour le développement de matériel génétique amélioré pour les espèces les plus populaires, le tilapia et le mâchoiron, ainsi que pour des espèces moins connues ayant un potentiel commercial élevé, telles que le poisson-chat et le poisson-capitaine ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>
<b>Pour la filière aquacole</b> Renforcement et l'expansion du programme de multiplication des alevins existant avec la mise à niveau et la fourniture d'une assistance technique aux éclosiers afin qu'elles puissent fournir des semences de qualité pour l'aquaculture ; et (iii) l'adoption de technologies de production intensive de poisson telles que les cages flottantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>
Accès à la mécanisation et aux systèmes d'irrigation à petite échelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation ;</li> <li>• Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols, etc) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolifération de végétaux envahissants et submersion d'espèces végétales ;</li> <li>• Développement d'insectes et autres vecteurs de maladies liées à l'eau</li> <li>• Réduction de surfaces cultivables et pastorales ;</li> <li>• Eutrophisation des plans d'eau</li> <li>• Modification du PH</li> </ul>
Financer des centres d'équipement agricole tels que l'École nationale d'agronomie (ESA) pour développer et produire des équipements locaux (moissonneuses, matériel de labour, de semis, de traitement post-récolte) adaptés aux besoins et à l'échelle des agriculteurs et des micro- et petites entreprises (PME)		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> <li>• Risques d'accidents liés à l'utilisation de ces équipements.</li> </ul>

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
Soutenir la formation professionnelle et le renforcement des capacités des artisans locaux pour la production et l'entretien des équipements agricoles.		<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>
Construction d'infrastructures hydrauliques, y compris les forages, l'aménagement des basses terres et bas-fonds pour l'irrigation des cultures (améliorer la maîtrise de l'eau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de la végétation et de pâturage</li> <li>Altération du débit des eaux et risque d'inondation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution des milieux par les eaux des bassins (engrais, produits chimiques, etc.)</li> <li>Profifération de rongeurs</li> </ul>
Soutenir le développement de périmètres agricoles irrigués avec maîtrise de l'eau et la formation des agriculteurs pour la production horticole en toutes saisons	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation ;</li> <li>Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols, etc) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prolifération de végétaux envahissants et submersion d'espèces végétales ;</li> <li>Développement d'insectes et autres vecteurs de maladies liées à l'eau</li> <li>Réduction de surfaces cultivables et pastorales</li> </ul>
<b>Sous-composante 2.2 : Développement des infrastructures de commercialisation et de distribution des produits agroalimentaires</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la construction de marchés de légumes dans des centres de consommation urbains sélectionnés ainsi que des centres de collecte (installations de stockage) pour assembler les produits de la ferme avant de les transférer sur les marchés urbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation ;</li> <li>Pollution suite à la génération d'ordures lors des travaux construction ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la construction de marchés de poisson frais dans des centres de consommation urbains sélectionnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation ;</li> <li>Pollution suite à la génération d'ordures lors des travaux construction ;</li> <li>Erosion du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et réhabilitation de marchés et d'abattoirs de viande de porc, y compris l'amélioration des normes de sécurité alimentaire des infrastructures existantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation suite à la préparation des sites</li> <li>Pollutions du milieu par les rejets des déchets de chantiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions de l'eau de nappe par les eaux usées de l'abattoir (eaux provenant du lavage des carcasses, boyaux et des ateliers d'abattage et de découpe de la viande);</li> </ul>

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
dans toutes les zones d'intervention du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Erosion du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions par les déchets solides et autres sous-produits : déchets solides et urines provenant du bétail (déjections des animaux (fientes, lisier, purin) ; fumiers et litières ; déchets physiques : pailles, aliments de bétails ;...nettoyage); déchets solides assimilables aux ordures ménagères et provenant des activités de ventes et de restauration tout autour de l'abattoir (papier, reste de repas, fruits, déchets plastiques ; etc.) ; déchets de soins, assimilables à des déchets biomédicaux et provenant des activités de soins des animaux.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et/ou la réhabilitation de l'infrastructure de marché proposée avec les installations associées (stockage, infrastructure de conditionnement, zones d'amarrage, gestion des déchets, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation suite à la préparation des sites</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'habitats naturels et de la microfaune suite à l'utilisation des pesticides</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture d'une assistance technique et de subventions de contrepartie aux producteurs et autres investisseurs privés de la chaîne de valeur ; et (ii) le soutien aux institutions financières pour améliorer leurs services aux investisseurs par la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'un système de garantie partielle de crédit (PCG)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de déboisement</li> <li>Pollutions diverses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution du milieu par l'utilisation accrue de pesticides</li> </ul>
<b>Composante 3 : Mobilisation d'investissements privés productifs le long des chaînes de valeur (55 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous-composante 3.1 : Subvention de contreparties, soutien direct au groupe de producteur, au MPME agroalimentaires et à l'agro-industrie</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Structurer les sous-projets en plans d'affaires bancables/viables pour faciliter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accroissement des superficies ;</li> <li>Pollution des eaux et des sols due à l'usage excessif des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution des eaux et des sols due à l'usage excessif des pesticides</li> <li>Déforestation</li> </ul>

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
le financement par les institutions financières.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résurgence des conflits fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intoxication</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sélectionner les sites, les équipements, les processus agricoles/industriels et les bonnes pratiques industrielles/agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de terres, de végétation et de pâturage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production de déchets solides et liquides</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements pour : - Infrastructures et équipements pour la production et la transformation à moyenne et grande échelle. Exemples : - Équipement pour la production d'usines d'aliments pour animaux, centres de conditionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution des milieux (eau, sol et air) par l'utilisation des engrais, produits chimiques, etc</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de centres privés de production sous serre dans les zones périurbaines et urbaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>• Erosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets (plastique) et des épaves des ordinateurs ;</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'entrepreneurs privés pour les services de location mécanisée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>• Erosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets (plastique) et des épaves des ordinateurs ;</li> </ul>
<b>Sous-composante 3.2 : Faciliter l'accès au financement des investissements privés dans les chaînes de valeur agroalimentaires</b>		
Assistance technique aux institutions financières pour accroître l'offre de service	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets</li> </ul>

Sous projet	Impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier ;</li> </ul>	

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

### 6.2.3. Impacts sociaux négatifs génériques par composante et par sous projet

Ces impacts sont donnés dans le tableau 13.

**Tableau 13 : Impacts sociaux négatifs génériques par composante**

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
<b>Composante 1 : Amélioration de l'environnement des entreprises et renforcement institutionnel (35,5 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous composante 1.1 : Renforcement des capacités des institutions publiques clés supervisant le secteur</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des organisations impliquées dans les chaînes de valeur prioritaires, y compris le Ministère en charge de l'Agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS. ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque des EAS /HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS. ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les systèmes de contrôle phytosanitaire et le contrôle de qualité et sécurité sanitaires des aliments ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS. ;</li> <li>Risque de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire une revue des politiques et cadre réglementaires en place pour un environnement opérationnel plus favorable au financement de l'agriculture</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST.VIH/SIDA/</li> <li>COVID 19 et de /EAS/HS. ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>
<b>Sous composante 1.2 : Renforcement de la coordination de la chaîne de valeur et des partenariats.</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir les investissements dans le secteur et accélérer la réalisation et la mise en œuvre des programme/projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités et la structuration des organisations des producteurs actives dans les chaînes de valeurs sélectionnées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>
<b>Composante 2 : Création de chaînes de valeur agroalimentaires productives et résilientes (144 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous-composante 2.1 : Accroître l'accès aux technologies, innovations et aux services de conseils en matière d'agriculture intelligente face au climat</b>		
<b>Pour le manioc</b> Accès à des semences de manioc améliorées de qualité et à des technologies intelligentes en matière de climat - Consolidation et mise au point des technologies existante (variété de manioc à haut rendement à cycle court, variété adaptée à la culture hors saison) généré dans le cadre du projet WAAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
Réhabilitation des installations de recherche, des labos, des équipements du CNRA liés au manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollution de l'air suite aux produits chimiques</li> </ul>



Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	
Renforcement du système de production de semence de manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
Accroître la performance et l'offre de cultivars à haut rendement et résistants au climat des variétés locales (légumes africains)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• . Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>
Soutenir le développement et l'extension d'un réseau de production de semences de légumes impliquant les producteurs pour la multiplication et la commercialisation des semences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
Création de centres privés de production en serre dans les zones périurbaines et urbaines pour la production de produits horticoles tout au long de l'année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants</li> </ul>
Facilitation du développement de jeunes entreprises agroalimentaires pour les chaînes de valeur prioritaires('légume) en fournissant une formation et une assistance technique à des jeunes femmes et hommes sélectionné	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• . Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• . Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>
Développer des services de vulgarisation électronique en étendant l'infrastructure numérique aux régions où sont menés des projets de cultures vivrières et en rendant opérationnelle la plateforme pilote de vulgarisation électronique existante (le soutien consistera à acquérir l'équipement TIC nécessaire, à renforcer le laboratoire électronique, le centre d'appel et les services de messagerie vocale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
<b>Pour le porc</b> - Renforcer le centre d'amélioration génétique du porc existant à Azaguié ; - Renforcer et promouvoir une organisation plus efficace des multiplicateurs de porcs reproducteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
autour du centre d'amélioration génétique et les organiser en un réseau au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	
<b>Pour la filière aquacole</b> - Financer des activités de recherche pour le développement de matériel génétique amélioré pour les espèces les plus populaires, le tilapia et le mâchoiron, ainsi que pour des espèces moins connues ayant un potentiel commercial élevé, telles que le poisson-chat et le poisson-capitaine ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
<b>Pour la filière aquacole</b> Renforcement et l'expansion du programme de multiplication des alevins existant avec la mise à niveau et la fourniture d'une assistance technique aux écloseries afin qu'elles puissent fournir des semences de qualité pour l'aquaculture ; et (iii) l'adoption de technologies de production intensive de poisson telles que les cages flottantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
Accès à la mécanisation et aux systèmes d'irrigation à petite échelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
Financer des centres d'équipement agricole tels que l'École nationale d'agronomie (ESA) pour développer et produire des équipements locaux (moissonneuses, matériel de labour, de semis, de traitement post-récolte) adaptés aux besoins et à l'échelle des agriculteurs et des micro- et petites entreprises (PME)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>
Soutenir la formation professionnelle et le renforcement des capacités des artisans locaux pour la production et l'entretien des équipements agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>
Construction d'infrastructures hydrauliques, y compris les forages, les petits barrages de captage d'eau, l'aménagement des basses terres pour améliorer la maîtrise de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> <li>• Risque d'afflux des travailleurs (main d'œuvre non-locale) dans la zone du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Risque de pollution de la nappe phréatique suite à l'utilisation des pesticides</li> </ul>
Soutenir le développement de périmètres agricoles irrigués avec maîtrise de l'eau et la formation des agriculteurs pour la production horticole en toutes saisons	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Risques sanitaires pour le consommateur des produits issus des périmètres du fait d'utilisation des</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits phytosanitaires et contamination de produits alimentaires</li> </ul>
<b>Sous-composante 2.2 : Développement des infrastructures de commercialisation et de distribution des produits agroalimentaires</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir la construction de marchés de légumes dans des centres de consommation urbains sélectionnés ainsi que des centres de collecte (installations de stockage) pour assembler les produits de la ferme avant de les transférer sur les marchés urbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir la construction de marchés de poisson frais dans des centres de consommation urbains sélectionnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction et réhabilitation de marchés et d'abattoirs de viande de porc, y compris l'amélioration des normes de sécurité alimentaire des infrastructures existantes dans toutes les zones d'intervention du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques et risque de salissure due à la mauvaise gestion des carcasses</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et/ou la réhabilitation de l'infrastructure de marché proposée avec les installations associées (stockage, infrastructure de conditionnement, zones d'amarrage, gestion des déchets, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> <li>Conflit suite à la non-utilisation des populations locales et afflux des travailleurs dans la zone du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque d'incendies et d'émission de poussières</li> <li>Risques sanitaires pour le gérant</li> <li>(Produits phytosanitaires)</li> <li>Contamination de produits alimentaires</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture d'une assistance technique et de subventions de contrepartie aux producteurs et autres investisseurs privés de la chaîne de valeur ; et (ii) le soutien aux institutions financières pour améliorer leurs services aux investisseurs par la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'un système de garantie partielle de crédit (PCG)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS /</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>
<b>Composante 3 : Mobilisation d'investissements privés productifs le long des chaînes de valeur (55 millions de dollars EU)</b>		
<b>Sous-composante 3.1 : Renforcement des capacités opérationnelles des institutions financières partenaires</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Structurer les sous-projets en plans d'affaires bancables/viables pour faciliter le financement par les institutions financières.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> </ul>

Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sélectionner les sites, les équipements, les processus agricoles/industriels et les bonnes pratiques industrielles/agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Investissements pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>Infrastructures et équipements pour la production et la transformation à moyenne et grande échelle. Exemples : <ul style="list-style-type: none"> <li>Équipement pour la production d'usines d'aliments pour animaux, centres de conditionnement</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'animaux suite à une mauvaise gestion de la qualité des aliments :</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de centres privés de production sous serre dans les zones périurbaines et urbaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques sanitaires suite à l'utilisation des produits phytosanitaires</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> </ul>



Sous projet	Impacts sociaux négatifs génériques par sous projet et par sous composantes	
	Phase d'installation et de construction	Phase d'exploitation
<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'entrepreneurs privés pour les services de location mécanisée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> </ul>
<b>Sous-composante 3.2 : Faciliter l'accès au financement des investissements privés dans les chaînes de valeur agroalimentaires</b>		
Assistance technique aux institutions financières pour accroître l'offre de service	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des /EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

### 6.3.Mesures d'atténuation d'ordre général

Les mesures d'atténuation des impacts négatifs des travaux à réaliser aussi bien lors de la phase de construction qu'en période d'exploitation, sont consignées dans le tableau 14.

**Tableau 14 :** Mesures générales d'atténuation pour l'exécution des sous-projets

Mesures	Actions proposées
Mesures réglementaires et institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réaliser le screening environnemental et social puis si nécessaire, des EIES/CIES pour les sous-projets financés dans le cadre du Projet ;</li><li>• Se conformer aux exigences du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) ;</li><li>• Veiller à la présence dans l'équipe de coordination du Projet d'un spécialiste en sauvegarde environnementale et d'un spécialiste en sauvegarde sociale</li></ul>

Mesures	Actions proposées
Mesures techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mener des campagnes de communication et de sensibilisation avec les PAP, les communautés bénéficiaires, les autorités, etc. avant les travaux. Ces campagnes devront être sanctionnées par des PV y compris des listes de présence ;</li> <li>• Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers ;</li> <li>• Procéder à la signalisation adéquate des travaux ;</li> <li>• Employer en priorité la main-d'œuvre locale ;</li> <li>• Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux ;</li> <li>• Assurer la collecte, le tri et l'élimination des déchets issus des travaux ;</li> <li>• Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA ;</li> <li>• Mettre en place un code de bonne conduite (annexe 15) ;</li> <li>• Mettre en œuvre les Plans de Réinstallation (PAR) conformément à la NES n°5 en cas d'acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée ;</li> <li>• Mettre en œuvre le Plan ou une Procédure de Gestion de la main d'œuvre (PGMO) conformément à la NES n°2 : Emploi et condition de travail ;</li> <li>• Interdire l'emploi des enfants, et des mineurs conformément au code du travail ivoirien</li> <li>• Mettre en œuvre le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) conformément à la NES n°10 et rendre opérationnel le Mécanisme de Gestion des Plaintes ;</li> <li>• Impliquer étroitement les services communaux et préfectoraux dans le suivi de la mise en œuvre des sous-projets ;</li> <li>• Développer et mettre en œuvre un plan d'hygiène santé et sécurité (PHSS) conformément à la NES n°4 : Santé et sécurité des populations</li> <li>• Inclure dans le DAO et le contrat des prestataires des mesures à respecter en cas de trouvaille fortuite, conformément à la loi nationale et aux habitudes du milieu</li> <li>• Inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO et les contrats des entreprises</li> <li>• Mettre en œuvre le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) ;</li> <li>• Faire de l'emploi des jeunes et des femmes une priorité aussi bien dans les équipes de coordination que dans l'exécution des sous projets.</li> <li>• Mettre en œuvre le plan national de prévention contre la COVID-19 qui comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les travailleurs et les populations riveraines sur la lutte contre la COVID19 ;</li> <li>- Port obligatoire des masques médicalisés ou tout autres masque fabriqués localement ;</li> <li>- Confinement des personnes contaminées par la COVID-19 ;</li> <li>- Lavage des mains plusieurs fois/jours, fréquemment et correctement avec du savon ou mettre du gel hydro alcoolique pour éviter les microbes</li> <li>- Maintenir une distanciation sociale (±1 mètre)</li> <li>- Observer les règles d'hygiène respiratoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eviter de se serrer la main ou de se faire des accolades pour se saluer.</li> <li>- Éviter de se toucher la bouche, le nez et les yeux : nez, yeux et bouches sont autant de "portes d'entrées" possibles au virus. En période d'épidémie, il est préférable d'éviter au maximum de se toucher le visage avec les mains, potentiellement contaminées.</li> </ul> </li> <li>- Mettre en place un numéro vert ;</li> <li>- Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée et se laver les mains avec une solution hydro alcoolique ou à l'eau et au savon. Se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement permet d'éviter la propagation des virus et autres agents pathogènes</li> </ul> </li> <li>• Renforcer la capacité des populations en matière de gestion et d'entretien des infrastructures du projet.</li> </ul>
Mesures de suivi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la Surveillance et le suivi environnemental et social du projet</li> <li>• Réaliser l'Évaluation du CGES (interne, à mi-parcours et finale)</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

#### 6.4.Mesures d'atténuation génériques des impacts et risques environnementaux et sociaux négatifs

Ces mesures d'atténuations sont données dans les tableaux 15 et 16.

**Tableau 15 :** Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet et par composante

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
<b>Sous composante 1.1 : Renforcement des capacités des institutions publiques clés supervisant le secteur</b>				
Renforcer les capacités des organisations impliquées dans les chaînes de valeur prioritaires, y compris le Ministère en charge de l'Agriculture			Augmentation des superficies agricoles ; Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires.	Mise en œuvre un plan d'Information -Education – Communication (IEC) des organisations ; Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets dangereux ;
Renforcer les systèmes de contrôle phytosanitaire et le contrôle de qualité et sécurité sanitaires des aliments ;			Pollution des sols, de l'eau et de l'air par l'importation de produits frauduleux ;	Mettre en œuvre un plan de distribution de proximité des produits phytosanitaires.
Revue des politiques et cadre réglementaires pour un environnement opérationnel plus favorable au financement de l'agriculture			Risque de déforestation ; Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires.	Mise en œuvre un plan d'Information -Education – Communication des organisations ; Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets dangereux
<b>Sous composante 1.2 : Renforcement de la coordination de la chaîne de valeur et des partenariats.</b>				
Promouvoir les investissements dans le secteur et accélérer la réalisation et la mise en œuvre des programme/projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité suite aux expansions des plantations et de l'utilisation des pesticides ;</li> </ul>	Mise en œuvre d'un Plan de Gestion des Pestes (PGP) et un Plan de Protection des Habitats Naturels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de déchets provenant des emballages vides</li> <li>Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	Mise en œuvre d'un PGP  Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement des superficies agricoles pouvant entraîner la déforestation</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> <li>• Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan d'Information -Education – Communication (IEC) des organisations sur l'agriculture intelligente ;</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets dangereux ;</p>		
Renforcer les capacités et la structuration des organisations des producteurs actives dans les chaînes de valeurs sélectionnées			<p>Augmentation des superficies agricoles et déboisement ;</p> <p>Pollution des sols et des eaux due à l'usage excessif des produits phytosanitaires.</p>	<p>Mise en œuvre un plan d'Information -Education – Communication (IEC) des organisations ;</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets dangereux ;</p>
<b>Sous-composante 2.1 : Améliorer l'accès aux technologies, innovations et services de conseil intelligents face au climat</b>				
<p>Accès à des semences de manioc améliorées de qualité et à des technologies intelligentes en matière de climat</p> <p>- Consolidation et mise au point des technologies existante (variété de manioc à haut rendement à cycle court, variété adaptée à la culture hors saison) généré dans le cadre du projet WAAPP</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité suite aux expansions des plantations et de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>• Accroissement des superficies agricoles pouvant entraîner la déforestation</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un Plan de Gestion des Pestes (PGP) et un Plan de Protection des Habitats Naturels</p> <p>Mise en œuvre d'un plan d'Information -Education – Communication (IEC) des organisations sur l'agriculture intelligente ;</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets dangereux ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un PGP et du Plan de gestion des déchets</p>

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
- Réhabilitation des installations de recherche, des labos, des équipements du CNRA liés au manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan d'aménagement paysager</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets provenant installations de recherche, des labos,</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dangereux
- Renforcement du système de production de semence de manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reforestation</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets dangereux ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dangereux
Accroître la performance et l'offre de cultivars à haut rendement et résistants au climat des variétés locales (légumes africains)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reforestation</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets dangereux ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses (eau, sols, air) provenant de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>• Perte de la biodiversité par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dangereux</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des pestes</p>
Soutenir le développement et l'extension d'un réseau de production de semences de légumes impliquant les producteurs pour la multiplication et la commercialisation des semences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reboisement Compensatoire</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets dangereux ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses (eau, sols, air) provenant de l'utilisation des pesticides ;</li> <li>• Perte de la biodiversité par l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dangereux</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des pestes</p>
Création de centres privés de production en serre dans les zones	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de localisation et de gestion des	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses (eau, sol, air)</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets dangereux





Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
<b>Pour le porc</b> - Renforcer le centre d'amélioration génétique du porc existant à Azaguié ; - Renforcer et promouvoir une organisation plus efficace des multiplicateurs de porcs reproducteurs autour du centre d'amélioration génétique et les organiser en un réseau au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reforestation</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion de déchets ménagers et dangereux</p>
<b>Pour la filière aquacole</b> - Financer des activités de recherche pour le développement de matériel génétique amélioré pour les espèces les plus populaires, le tilapia et le mâchoiron, ainsi que pour des espèces moins connues ayant un potentiel commercial élevé, telles que le poisson-chat et le poisson-capitaine ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reforestation</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion de déchets ménagers et dangereux</p>
<b>Pour la filière aquacole</b> - Renforcement et l'expansion du programme de multiplication des alevins existant avec la mise à niveau et la fourniture d'une assistance technique aux éclosiers afin qu'elles puissent fournir des semences de qualité pour	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reforestation</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan de de gestion des déchets</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets ménagers et dangereux ;</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion de déchets</p>

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
l'aquaculture ; et (iii) l'adoption de technologies de production intensive de poisson telles que les cages flottantes.				
Accès à la mécanisation et aux systèmes d'irrigation à petite échelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation ;</li> <li>• Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols, etc)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de reboisement ;</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de protection des écosystèmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolifération de végétaux envahissants et submersion d'espèces végétales ;</li> <li>• Développement d'insectes et autres vecteurs de maladies liées à l'eau</li> <li>• Réduction de surfaces cultivables et pastorales ;</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de suivi et de gestion des espèces végétales ;</li> <li>• Mise en œuvre un plan de distribution des moustiquaires imprégnés aux populations riveraines ;</li> <li>• Mettre en œuvre un plan de compensation des surfaces cultivables et pastorales perdues ;</li> </ul>
- Financer des centres d'équipement agricole tels que l'École nationale d'agronomie (ESA) pour développer et produire des équipements locaux (moissonneuses, matériel de labour, de semis, de traitement post-récolte) adaptés aux besoins et à l'échelle des agriculteurs et des micro- et petites entreprises (PME)			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets
Soutenir la formation professionnelle et le renforcement des capacités des artisans locaux			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions diverses provenant de la production de déchets</li> </ul>	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
pour la production et l'entretien des équipements agricoles.				
Construction d'infrastructures hydrauliques, y compris les forages, les petits barrages de captage d'eau, l'aménagement des basses terres pour améliorer la maîtrise de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la végétation et e pâturage</li> <li>• Altération du débit des eaux et risque d'inondation</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à un choix raisonné du site ;</li> <li>• Choix du site en fonction des usages et de l'hydrologie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution des milieux par les eaux des bassins (engrais, produits chimiques, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de gestion des Pestes et des déchets dangereux</li> </ul>
Soutenir le développement de périmètres agricoles irrigués avec maîtrise de l'eau et la formation des agriculteurs pour la production horticole en toutes saisons	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation ;</li> <li>• Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols, etc)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de reforestation ;</li> </ul> <p>Mise en œuvre d'un plan de protection des écosystèmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Prolifération de végétaux envahissants et submersion d'espèces végétales ;</b></li> <li>• <b>Développement d'insectes et autres vecteurs de maladies liées à l'eau</b></li> <li>• <b>Réduction de surfaces cultivables et pastorales ;</b></li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mise en œuvre d'un plan de de suivi et de gestion des espèces végétales ;</b></li> <li>• <b>Mise en œuvre un plan de distribution des moustiquaires imprégnés aux populations riveraines ;</b></li> </ul> <p><b>Mettre en œuvre un plan de compensation des surfaces cultivables et pastorales perdues ;</b></p>
<b>Sous-composante 2.2 : Développement des infrastructures de commercialisation et de distribution des produits agroalimentaires</b>				
Soutenir la construction de marchés de légumes dans des centres de consommation urbains sélectionnés ainsi que des centres de collecte (installations de stockage) pour assembler les produits de la ferme avant de les transférer sur les marchés urbains,	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation ;</li> <li>• Pollution suite à la génération d'ordures lors des travaux construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de reforestation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et un code de bonne conduite à intégrer dans le contrat des entreprises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan d'IEC (Information Education Communication) envers les associations de marchands et de marchandes ;</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>	Prévoir un plan d'Hygiène, sécurité et environnement post travaux
Construction de marchés de poisson frais dans des centres de consommation urbains sélectionnés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation ;</li> <li>Pollution suite à la génération d'ordures lors des travaux construction ;</li> <li>Erosion du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de reboisement</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et un code de bonne conduite à intégrer dans le contrat des entreprises.</li> <li>Mise en œuvre d'un plan anti érosif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets</li> <li>Mise en œuvre d'un plan d'IEC (Information Education Communication) envers les associations de marchands et de marchandes ;</li> <li>Prévoir un plan d'Hygiène, sécurité et environnement post travaux</li> </ul>
Construction et réhabilitation de marchés et d'abattoirs de viande de porc, y compris l'amélioration des normes de sécurité alimentaire des infrastructures existantes dans toutes les zones d'intervention du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de végétation suite à la préparation des sites</li> <li>Pollutions du milieu par les rejets des déchets de chantiers</li> <li>Erosion du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de reboisement</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et un code de bonne conduite à intégrer dans le contrat des entreprises.</li> <li>Mise en œuvre d'un plan anti érosif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollutions de l'eau de nappe par les eaux usées de l'abattoir (eaux provenant du lavage des carcasses, boyaux et des ateliers d'abattage et de découpe de la viande) ;</li> <li>Pollutions par les déchets solides et autres sous-produits : <b>déchets solides et urines provenant du bétail</b> (déjections des animaux (fientes, lisier, purin) ; fumiers et litières ; déchets physiques : pailles, aliments de bétails ;...nettoyage); <b>déchets solides assimilables aux ordures ménagères</b> et</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets du marché et de l'abattoir</p> <p>Mise en œuvre d'un Plan d'IEC envers les marchands et marchandes.</p>

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
			provenant des activités de ventes et de restauration tout autour de l'abattoir (papier, reste de repas, fruits, déchets plastiques ; etc.) ; <b>déchets de soins</b> , assimilables à des déchets biomédicaux et provenant des activités de soins des animaux.	
Construction et/ou la réhabilitation de l'infrastructure de marché proposée avec les installations associées (stockage, infrastructure de conditionnement, zones d'amarrage, gestion des déchets, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>• Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de reforestation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et un code de bonne conduite à intégrer dans le contrat des entreprises.</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan anti érosif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte d'habitats naturels et de la microfaune suite à l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de protection d'habitats naturels et de la microfaune</li> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'iEC sur la gestion des pesticides</li> </ul>
Fourniture d'une assistance technique et de subventions de contrepartie aux producteurs et autres investisseurs privés de la chaîne de valeur ; et (ii) le soutien aux institutions financières pour améliorer leurs services aux investisseurs par la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'un système de garantie partielle de crédit (PCG)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de déboisement</li> <li>• Pollutions diverses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mise en œuvre d'un plan de reboisement</b></li> <li>• <b>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et un code de bonne conduite à intégrer dans le contrat des entreprises.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pollution du milieu par l'utilisation accrue de pesticides</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de protection d'habitats naturels et de la microfaune</li> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'iEC sur la gestion des pesticides</li> </ul>
Sous-composante 3.1 : Renforcement des capacités opérationnelles des institutions financières partenaires				

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
Structurer les sous-projets en plans d'affaires bancables/viables pour faciliter le financement par les institutions financières.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement des superficies ;</li> <li>• Pollution des eaux et des sols due à l'usage excessif des pesticides</li> <li>• Résurgence des conflits fonciers</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution des eaux et des sols due à l'usage excessif des pesticides</li> <li>• Intoxication</li> <li>• Déforestation</li> </ul>	
Sélectionner les sites, les équipements, les processus agricoles/industriels et les bonnes pratiques industrielles/agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de terres, de végétation et de pâturage</li> </ul>	Mise en œuvre d'un Plan de reboisement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production de déchets solides et liquides</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de gestion des déchets</li> </ul>
Investissements pour : - Infrastructures et équipements pour la production et la transformation à moyenne et grande échelle. Exemples : - Équipement pour la production d'usines d'aliments pour animaux, centres de conditionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets (liquide et solides)</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de protection des habitats naturels et de la biodiversité ;</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution des milieux (eau, sol et air) par l'utilisation des engrais, produits chimiques, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de gestion des Pestes et des déchets dangereux</li> <li>•</li> </ul>
Développement de centres privés de production sous serre dans les zones périurbaines et urbaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>• Erosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reboisement et végétalisation ;</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de protection du sol et du cadre de vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets (plastique) et des épaves des ordinateurs ;</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre le Plan de gestion des déchets</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs génériques par sous projet composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
Création d'entrepreneurs privés pour les services de location mécanisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de végétation suite à la préparation des sites ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets de travaux</li> <li>• Erosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un plan de reboisement et végétalisation ;</p> <p>Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan de protection du sol et du cadre de vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution de l'environnement suite à la production de déchets (plastique) et des épaves des ordinateurs ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre le Plan de gestion des déchets</li> </ul>
<b>Sous-composante 3.2 : Faciliter l'accès au financement des investissements privés dans les chaînes de valeur agroalimentaires</b>				
Assistance technique aux institutions financières pour accroître l'offre de service	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de l'habitat naturel et de la biodiversité ;</li> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets</li> <li>• Érosion du sol, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de protection de la biodiversité et des habitats naturels ;</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets et de protection du cadre de vie ;</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan particulier anti-érosion.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution du milieu (sol et eau, air) par les déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*



**Tableau 16 : Impacts sociaux négatifs génériques par composante**

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
<b>Sous composante 1.1 : Renforcement des capacités des institutions publiques clés supervisant le secteur</b>				
Renforcer les capacités des organisations impliquées dans les chaînes de valeur prioritaires, y compris le Ministère en charge de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> </ul>
Renforcer les systèmes de contrôle phytosanitaire et le contrôle de qualité et sécurité sanitaires des aliments ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de /EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> </ul>
Revue des politiques et cadre réglementaires pour un environnement opérationnel plus favorable au financement de l'agriculture			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST.VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
				de gestion des conflits liés au EAS/HS.
Sous composante 1.2 : Renforcement de la coordination de la chaîne de valeur et des partenariats				
Promouvoir les investissements dans le secteur et accélérer la réalisation et la mise en œuvre des programme/projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
Renforcer les capacités et la structuration des organisations des producteurs actives dans les chaînes de valeurs sélectionnées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	gestion des conflits liés au EAS/HS.	VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ; <ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>
<b>Sous-composante 2.1 : Améliorer l'accès aux technologies, innovations et services de conseil intelligents face au climat</b>				
Accès à des semences de manioc améliorées de qualité et à des technologies intelligentes en matière de climat - Consolidation et mise au point des technologies existante (variété de manioc à haut rendement à cycle court, variété adaptée à la culture hors saison) généré dans le cadre du projet WAAPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
- Réhabilitation des installations de recherche, des labos, des équipements du CNRA liés au manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollution de l'air suite aux produits chimiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets chimiques</li> </ul>
- Renforcement du système de production de semence de manioc	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ; <ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vibrations des moteurs.</li> </ul>	VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19, <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
Accroître la performance et l'offre de cultivars à haut rendement et résistants au climat des variétés locales (légumes africains)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> </ul> Risque de propagation des EAS/HS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> </ul> Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> </ul> Risque de propagation des EAS/HS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>
Soutenir le développement et l'extension d'un réseau de production de semences de légumes impliquant les producteurs pour la multiplication et la commercialisation des semences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS et COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> </ul> Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
Création de centres privés de production en serre dans les zones périurbaines et urbaines pour la production de produits horticoles tout au long de l'année civile,	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
Facilitation du développement de jeunes entreprises agroalimentaires pour les chaînes de valeur prioritaires('légume) en fournissant une formation et une assistance technique à des jeunes femmes et hommes sélectionné	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque de EAS/HS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>
Développer des services de vulgarisation électronique en étendant l'infrastructure numérique aux régions où sont menés des projets de cultures vivrières et en rendant opérationnelle la plateforme pilote de vulgarisation électronique existante (le soutien consistera à acquérir l'équipement TIC nécessaire, à renforcer le laboratoire électronique, le centre d'appel et les services de messagerie vocale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS et COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
<b>Pour le porc</b> - Renforcer le centre d'amélioration génétique du porc existant à Azaguié ; - Renforcer et promouvoir une organisation plus efficace des multiplicateurs de porcs reproducteurs autour du centre d'amélioration génétique et les	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>



Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
organiser en un réseau au niveau national	VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ; <ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
<b>Pour la filière aquacole</b> - Financer des activités de recherche pour le développement de matériel génétique amélioré pour les espèces les plus populaires, le tilapia et le mâchoiron, ainsi que pour des espèces moins connues ayant un potentiel commercial élevé, telles que le poisson-chat et le poisson-capitaine ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
<b>Pour la filière aquacole</b> - Renforcement et l'expansion du programme de multiplication des alevins existant avec la mise à	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
niveau et la fourniture d'une assistance technique aux écloseries afin qu'elles puissent fournir des semences de qualité pour l'aquaculture ; et (iii) l'adoption de technologies de production intensive de poisson telles que les cages flottantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
Accès à la mécanisation et aux systèmes d'irrigation à petite échelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
- Financer des centres d'équipement agricole tels que l'École nationale d'agronomie (ESA) pour développer et produire des équipements locaux (moissonneuses, matériel de labour, de semis, de traitement post-récolte) adaptés aux besoins et à l'échelle des agriculteurs et des micro- et petites entreprises (PME)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>
Soutenir la formation professionnelle et le renforcement des capacités des artisans locaux pour la production et l'entretien des équipements agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque de EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>
Construction d'infrastructures hydrauliques, y compris les forages, les petits barrages de captage d'eau, l'aménagement des basses terres pour améliorer la maîtrise de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Risque de pollution de la nappe phréatique suite à l'utilisation des pesticides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de protection de la nappe phréatique et de gestion des pesticides</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> <li>Risque d'afflux des travailleurs (main d'œuvre non-locale) dans la zone du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation ou de circulation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>		
Soutenir le développement de périmètres agricoles irrigués avec maîtrise de l'eau et la formation des agriculteurs pour la production horticole en toutes saisons	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> <li>Risques sanitaires pour le consommateur des produits issus des périmètre du fait d'utilisation des produits phytosanitaires et contamination de produits alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> <li>Elaborer un plan de suivi sanitaire des périmètres</li> <li>Se conformer aux normes de stockage</li> </ul>
Sous-composante 2.2 : Développement du stockage et amélioration des infrastructures de marché				

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
Soutenir la construction de marchés de légumes dans des centres de consommation urbains sélectionnés ainsi que des centres de collecte (installations de stockage) pour assembler les produits de la ferme avant de les transférer sur les marchés urbains	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO) ;</li> <li>• Procéder à la réalisation des IEC (Information Education Communication) envers les associations de marchands et de marchandes ;</li> <li>• Prévoir un plan d'Hygiène, sécurité et environnement post travaux</li> </ul>
Construction de marchés de poisson frais dans des centres de consommation urbains sélectionnés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO) ;</li> <li>• Procéder à la réalisation des IEC (Information Education Communication) envers les associations de marchands et de marchandes ;</li> <li>• Prévoir un plan d'Hygiène, sécurité et environnement post travaux</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
Construction et réhabilitation de marchés et d'abattoirs de viande de porc, y compris l'amélioration des normes de sécurité alimentaire des infrastructures existantes dans toutes les zones d'intervention du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de travail des enfants ;</li> <li>• Pollutions et nuisances du site et du milieu environnant dues à la génération de déchets solides et liquides issus des activités marchandes,</li> <li>• Risques sanitaires avec la vente de produits et aliments non hygiéniques et risque de salissure due à la mauvaise gestion des carcasses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO) ;</li> <li>• Procéder à la réalisation des IEC (Information Education Communication) envers les associations de marchands et de marchandes ;</li> <li>• Prévoir un plan d'Hygiène, sécurité et environnement et un plan s'assainissement permanent</li> </ul>
Construction et/ou la réhabilitation de l'infrastructure de marché proposée avec les installations associées (stockage, infrastructure de conditionnement, zones d'amarrage, gestion des déchets, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'incendies et d'émission de poussières</li> <li>• Risques sanitaires pour le gérant (Produits phytosanitaires)</li> <li>• Contamination de produits alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compartimenter le magasin et prévoir un dispositif de mise place des extincteurs ;</li> <li>• Doter les gérants d'équipements de protection et assurer leur suivi médical</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> <li>• Conflit suite à la non-utilisation des populations locales et afflux des travailleurs dans la zone du projet</li> </ul>	VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19, <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> <li>• Mise en œuvre d'un PGMO</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se conformer aux normes de stockage</li> </ul>
Fourniture d'une assistance technique et de subventions de contrepartie aux producteurs et autres investisseurs privés de la chaîne de valeur ; et (ii) le soutien aux institutions financières pour améliorer leurs services aux investisseurs par la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'un système de garantie partielle de crédit (PCG)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque d'EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> </ul>



Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
				<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>
<b>Sous-composante 3.1 : Subvention de contreparties, soutien direct au groupe de producteur, au MPME agroalimentaires et à l'agro-industrie</b>				
Structurer les sous-projets en plans d'affaires bancables/viables pour faciliter le financement par les institutions financières.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>Risque d'EAS/HS ;</li> <li>Risques de propagation des COVID 19</li> <li>Risque de propagation des EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>
Sélectionner les sites, les équipements, les processus agricoles/industriels et les bonnes pratiques industrielles/agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances (poussières, bruit)</li> <li>Risque de travail des enfants ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS et COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
Investissements pour : - Infrastructures et équipements pour la production et la transformation à moyenne et grande échelle. Exemples : - Équipement pour la production d'usines d'aliments pour animaux, centres de conditionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS et COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'animaux suite à une mauvaise gestion de la qualité des aliments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan de respect des normes nationales</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
Développement de centres privés de production sous serre dans les zones périurbaines et urbaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> <li>Perturbation de la circulation ;</li> <li>Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS et COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques sanitaires suite à l'utilisation des produits phytosanitaires</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un PGP</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>
Création d'entrepreneurs privés pour les services de location mécanisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS ;</li> <li>Risques d'accident de chantier ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de communication IST et du VIH/SIDA et de EAS/HS.COVID 19,</li> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques d'accidents, nuisances</li> <li>Risque de travail des enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>Mise en œuvre d'un plan de gestion de la main d'œuvre (PGMO)</li> </ul>

Mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs génériques par sous projet/composante				
Sous projets/Activités	Impacts négatifs en phase d'installation et de construction	Mesures d'atténuation en phase de construction	Impacts négatifs en phase d'exploitation	Mesures d'atténuation en phase d'exploitation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>		
<b>Sous-composante 3.2 : Guichet agricole dans le cadre de la garantie partielle de crédit pour les PME</b>				
Assistance technique aux institutions financières pour accroître l'offre de service	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/</li> <li>• Risque de propagation de la COVID 19</li> <li>• Risque d'EAS/HS ;</li> <li>• Risques de propagation des COVID 19</li> <li>• Risque de propagation des EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes de bien socio-économiques et Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques</li> <li>• Risques de propagation des IST et du VIH/SIDA/COVID 19 et de EAS/HS. ;</li> <li>• Risques d'accident de chantier ;</li> <li>• Perturbation de la circulation ;</li> <li>• Nuisances sonores liées aux vrombissements des moteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de d'Information – Education Communication (IEC) sur les IST/ VIH/SIDA</li> <li>• Mise en œuvre des mesures barrières sur COVID 19,</li> <li>• Mise en œuvre un mécanisme de prévention et de gestion des conflits liés au EAS/HS.</li> <li>• Mise en œuvre un Plan EHS</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de déviation</li> <li>• Mise en œuvre d'un plan de gestion des nuisances sonores</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

**NB :** En ce qui concerne les EAS/HS, un Plan d'Action détaillé devrait être élaborés.

## 6.5.Mesures d'atténuation des impacts cumulatifs négatifs génériques

Ces mesures sont consignées dans le tableau 17.

**Tableau 17** : Mesures d'atténuation des impacts négatifs cumulatifs génériques

N°	Cas de figure	Impacts négatifs cumulatifs	Mesures d'atténuations
1	Deux ou plusieurs sous-projets du PAC2V-CI qui s'exécutent en même temps dans un terroir donné	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des pollutions et nuisances (production de déchets, bruit, etc.)</li> <li>• Augmentation des contraintes liées à la mobilité des personnes</li> <li>• Augmentation des risques d'accidents avec l'ouverture simultanée des chantiers</li> <li>• Augmentation des risques de conflits sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des moyens de gestion des déchets,</li> <li>• Renforcement des moyens d'amélioration de la circulation des biens et des personnes</li> <li>• Renforcement des moyens de prévention et de gestion des accidents de chantier</li> <li>• Sensibilisation des populations locales et signalisation des travaux et des voies de déviation proposées</li> <li>• Coordination et suivi des travaux et du respect des délais de réalisation</li> </ul>
2	Sous-projet du PAC2V-CI qui s'exécute en même temps que d'autres projets extérieurs en cours de réalisation dans un terroir donné	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des pollutions et nuisances (production de déchets, bruit, etc.)</li> <li>• Augmentation des contraintes liées à la mobilité des personnes</li> <li>• Augmentation des risques d'accidents avec l'ouverture simultanée des chantiers et des installations associées</li> <li>• Augmentation des risques de conflits sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des moyens de gestion des déchets,</li> <li>• Renforcement des moyens d'amélioration de la circulation des biens et des personnes</li> <li>• Renforcement des moyens de prévention et de gestion des accidents de chantier</li> <li>• Sensibilisation des populations locales et signalisation des travaux et des voies de déviation proposées</li> <li>• Coordination et suivi des travaux et du respect des délais de réalisation</li> </ul>
3	Sous-projet du PAC2V-CI qui s'exécute en même temps que d'autres projets extérieurs en perspective de réalisation dans un terroir donné tout en tenant compte des installations associées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des pollutions et nuisances (production de déchets, bruit, etc.)</li> <li>• Augmentation des contraintes liées à la mobilité des personnes</li> <li>• Augmentation des risques d'accidents avec l'ouverture simultanée des chantiers</li> <li>• Augmentation des risques de conflits sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunions de concertation et de coordination avec les responsables de projets</li> <li>• Campagnes conjointes d'information et de sensibilisation des populations locales</li> <li>• Coordination et suivi des travaux et du respect des délais de réalisation</li> </ul>
		•	•

**Tableau 18 :** Mesures d'atténuation des impacts négatifs cumulatifs génériques par les projets antérieurs, en cours d'exécution et futurs

Nom du projet	Objectifs/domaines d'intervention	Situation	Types d'impact et composantes affectée	Principales mesures d'atténuation des impacts cumulatifs
<b>PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES MANIOC ET MARAICHERS EN COTE D'IVOIRE (PRO2M)</b>	<p>(i) Promouvoir une filière maraichère plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois maîtrisant sa production et sa commercialisation ;</p> <p>(ii) Promouvoir une filière manioc plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois-maîtrisant sa production et sa commercialisation</p> <p><b>Production maraichère et production et transformation de manioc</b></p>	En cours	<p>La qualité de l'air ;</p> <p>(ii) la circulation ;</p> <p>(iii) la dégradation du sol ; (iv) le bruit et les vibrations ; (v) les déplacements de populations et d'activités ; (vi) les risques d'accidents ; (vii) la pollution des eaux suite à l'utilisation des pesticides.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer un cadre de concertation des différents acteurs en charge de ces projets ;</li> <li>• Harmoniser les calendriers d'exécution des travaux ;</li> <li>• Mettre en œuvre un programme de surveillance et de suivi environnemental et social afin de maîtriser les impacts potentiels et les risques ;</li> <li>• Harmoniser les Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) y compris le MGP septique aux EAS/HS</li> <li>• Prévoir et harmoniser des clauses spécifiques pour les entreprises de construction.</li> </ul>
<b>PROJET DE PROMOTION DE LA COMPETITIVITE DE LA CHAINE DE VALEUR DE L'ANACARDE (PPCA)</b>	<p>Le projet se propose d'intervenir à tous les niveaux de la chaîne de valeur de la production aux exportations, en particulier celui de la transformation locale pour les marchés d'exportation. Cela suppose également d'accorder la priorité à l'augmentation des rendements des vergers, au renforcement des institutions sectorielles, à la poursuite de la réhabilitation des entrepôts et à l'expansion des capacités, ainsi qu'au développement des infrastructures pour la commercialisation (y</p>	En cours		

Nom du projet	Objectifs/domaines d'intervention	Situation	Types d'impact et composantes affectée	Principales mesures d'atténuation des impacts cumulatifs
	<p>compris les routes rurales) et à la préparation des industries de transformation de la noix de cajou à affronter les exigences du marché international.</p> <p>L'Objectif de développement du projet (ODP) est donc d'accroître la productivité, la qualité et la valeur ajoutée de la noix de cajou, qui sont des actions qui profiteront aux petits exploitants</p> <p><b>Production</b> <b>Transformation</b> <b>Aménagement de pistes</b></p>			
<b>PROJET DE CHAINES DE VALEUR COMPETITIVES POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PCCET)</b>	<p>Le Projet de Chaines de Valeur Compétitives pour la Promotion de l'Emploi et de la Transformation Economique (PCCET) a pour objectif de promouvoir l'investissement privé afin de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans les chaines de valeur soutenues, à faciliter l'accès au financement et à promouvoir les réformes relatives à l'environnement des affaires. Au niveau national, le projet permettra un meilleur accroissement des emplois de meilleure qualité, l'augmentation de la productivité par la diversification,</p>	En préparation		



Nom du projet	Objectifs/domaines d'intervention	Situation	Types d'impact et composantes affectée	Principales mesures d'atténuation des impacts cumulatifs
	l'intégration internationale, la mise à niveau, etc. ; l'orientation vers l'exportation ; la connexion aux marchés ; et le renforcement des capacités des travailleurs			
<b>PROJET D'INVESTISSEMENT FORESTIER (PIF)</b>	<p>Le Projet d'Investissement Forestier (PIF) a pour objectif de conserver, d'augmenter le stock forestier et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés dépendantes de la forêt dans les zones cibles.</p> <p>Le Projet vise la réduction de la pression sur la forêt, l'amélioration de la gestion durable des forêts devant contribuer à (i) la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) ainsi que des effets pervers des changements climatiques sur les facteurs de production agricole, (i) et la conservation de la biodiversité par la promotion d'une approche paysagère , communautaire participative, et d'un partenariat public-privé à la cogestion des forêts classées</p>	En cours		

## **7. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)**

L'objectif du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) est de décrire les mécanismes institutionnels relatifs :

- à la méthodologie pour la gestion environnementale et sociale du PAC2VC-CI (Processus de sélection environnementale ou screening) devant permettre l'identification des risques et impacts environnementaux et sociaux génériques potentiels pouvant découler des activités du projet;
- au suivi et à la mise en œuvre des mesures d'atténuation génériques;
- au renforcement des capacités;
- aux estimations des coûts y afférents ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera synthétisé et inclus dans le Manuel d'exécution du PAC2V-CI. Il met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts négatifs qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet. Le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du PAC2V-CI comprend les points suivants :

### **7.1.Procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets**

Le processus décrit ci-dessous vise à garantir l'effectivité de la prise en compte des exigences environnementales et sociales dans tout le processus de planification, de préparation, de mise en œuvre et de suivi des activités du PAC2V-CI. Il est important d'abord de :

- vérifier comment les questions environnementales et sociales sont intégrées dans le choix des sites ;
- apprécier les risques et impacts négatifs génériques potentiels lors de la mise en œuvre.

Ainsi, pour être en conformité avec les exigences environnementales et sociales de la Banque mondiale et la législation nationale, le screening des sous-projets permettra de s'assurer de la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales et comprendra les étapes suivantes :

#### **7.1.1. Etape 0 : Préparation du sous projet**

Certaines activités des composantes 1 et 2 du PAC2V-CI pourraient engendrer des impacts négatifs environnementaux et sociaux et exiger l'application des procédures de sauvegardes environnementale et sociale. Pour la mise en œuvre des composantes 1 et 2, le Responsable de Passations des Marchés (RPM), le Spécialiste en Suivi-évaluation (S-SE) et le Responsable Technique de l'Activité (RTA) du PAC2V-CI vont coordonner la préparation des dossiers des sous projets (identification, procédure de recrutement des bureaux d'études ou des consultants nationaux ou internationaux, etc.).

#### **7.1.2. Etape 1 : screening environnemental et social**

Le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du PAC2V-CI (UCTF) en lien avec la Direction Régionale du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (DR MINEDD), la Direction Régionale du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (DR MINADER), la Direction Régionale du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (DR MIRAH), la Direction Régionale du Ministère des Eaux et Forêts (DR MINEF) et la SODEFOR ou l'OIPR en lien avec les services techniques municipaux et les autorités coutumières et religieuses, procèdent au remplissage du formulaire de screening du sous-projet (**annexe 8**). En plus des impacts

environnementaux et sociaux potentiels, les résultats du screening indiqueront également les types de consultations publiques qui ont été menées pendant l'exercice de sélection. Les formulaires complétés seront transmis à l'ANDE qui effectuera la revue en vue de leur approbation.

#### 7.1.3. Etape 2 : approbation de la catégorie environnementale et sociale

Sur la base des résultats du screening, l'ANDE va procéder à une revue complète de la fiche et apprécier la catégorie environnementale proposée.

La législation environnementale ivoirienne a établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories (Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Constat d'Impact Environnemental et social (CIES) et Constat d'Exclusion Catégorielle ou CEC).

Le Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale classe les projets en quatre (04) catégories : **Risque élevé, Risque substantiel, Risque modéré, et Risque faible**. Cette classification qui se fera sur la base de plusieurs paramètres liés au projet, sera examinée régulièrement par la Banque mondiale même durant la mise en œuvre du projet et pourrait évoluer. Cela n'est pas le cas avec la classification nationale. Ainsi la législation environnementale ivoirienne a établi à l'annexe du décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories :

- Annexe I et III « Projet soumis à étude d'impact environnemental et social » : Il s'agit des projets avec risque environnemental et social majeur certain, donc qui requiert une EIES.

Elle correspond à la catégorie de projet à **risque élevé** ou **risque substantiel** selon la catégorisation de la Banque mondiale

- Annexe II « Projet soumis au constat d'impact environnemental et social » correspondant à la catégorie de projet à **risque modéré** selon la catégorisation de la Banque mondiale.

- Les projets ne figurant pas dans aucune des catégories citées dans les annexe I, II, III font l'objet d'une exclusion catégorielle qui les dispensent a priori d'une étude d'impact environnemental et du constat d'impact (cf. art 3). C'est l'équivalent de la Catégorie de projet à risque faible au niveau de la classification du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale.

Cependant, le remplissage du formulaire de screening pour la catégorisation des sous-projets n'existe pas dans la procédure nationale. Son application dans ce projet vient pour combler cette lacune. Il faut aussi souligner que le Projet a été classé en catégorie de projet à « **risque élevé** ». De ce fait, tous les sous-projets des catégories « risque élevé », « risque substantiel », « risque modéré », ou « risque faible » seront financés par le PAC2V-CI. Les résultats du screening environnemental et social des sous-projets, notamment la catégorisation des sous-projets doit être validée par l'ANDE.

#### 7.1.4. Etape 3: préparation de l'instrument de sauvegarde environnementale et sociale

a) Lorsqu'un CIES ou une EIES n'est pas nécessaire

Dans ce cas de figure, l'Expert en Environnement (EE) et l'Expert Social (ES) du PAC2V-CI consultent la liste des mesures d'atténuation identifiées dans le présent CGES pour sélectionner celles qui sont appropriées pour le sous-projet concerné (**annexes 9 et 10**).

b) Lorsqu'un CIES ou une EIES est nécessaire

Le spécialiste en sauvegarde environnementale et le spécialiste en sauvegarde sociale du PAC2V-CI, effectueront les activités suivantes : préparation des termes de référence pour

l'EIES/CIES à soumettre à l'ANDE et à la BM pour revue et approbation ; recrutement des consultants agréés pour effectuer le CIES/EIES ; conduite des consultations des parties prenantes conformément aux termes de référence ; revues et approbation du CIES/EIES. Les TDR d'un CIES ou EIES sont décrits en **annexes 11 et 12** du présent CGES.

#### 7.1.5. Etape 4: examen et approbation des CIES/EIES

En cas de nécessité de réaliser un travail environnemental (CIES/EIES), les rapports d'études environnementales seront soumis à l'examen et à l'approbation de l'ANDE mais aussi à la Banque mondiale après revue par les spécialistes des sauvegardes environnementale et sociale.

L'ANDE s'assurera que tous les impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et que des mesures d'atténuation efficaces, réalistes et réalisables ont été proposées dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet.

#### 7.1.6. Etape 5: consultations des parties prenantes et diffusion de l'information

La législation nationale en matière d'étude d'impact environnemental et social dispose que l'information et la participation du public doivent être assurée pendant l'exécution de l'étude d'impact sur l'environnement, en collaboration avec les organes compétents de la circonscription administrative et de la commune concernée. L'information du public comporte, notamment une ou plusieurs réunions de présentation du projet regroupant les autorités locales, les populations, les exploitants, les ONG, etc. Ces consultations permettront d'identifier les principaux problèmes et de déterminer les modalités de prise en compte des différentes préoccupations dans les Termes de Référence du CIES/EIES à réaliser. Les résultats des consultations seront incorporés dans le rapport du CIES/EIES et seront rendus accessibles au public.

Pour satisfaire aux exigences de consultation et de diffusion de la Banque mondiale, l'entité de coordination du PAC2V-CI produira une lettre de diffusion dans laquelle elle informera la Banque mondiale de l'approbation du CIES /EIES, la diffusion effective de l'ensemble des rapports produits (CIES/EIES) à tous les partenaires concernés et, éventuellement, les personnes susceptibles d'être affectées. Elle adressera aussi une autorisation à la Banque pour que celle-ci procède à la diffusion de ces documents sur son site web.

#### 7.1.7. Etape 6 : intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantiers, PAE,PPGED et PPSPS

En cas de réalisation de l'EIES/CIES, **le SSE et le SSS** ainsi que **le RPM** veilleront à intégrer les recommandations et autres mesures de gestion environnementale et sociale issues de ces études dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution des travaux par les entreprises. Des clauses contraignantes devraient être ressorties avec des sanctions en cas de non mise en œuvre des mesures environnementales et sociales notamment dans la mise en œuvre des PAE, PPGED et PPSPS.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devrait soumettre un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de chantier (PGES-Chantier), un Plan Assurance Environnement (PAE), un Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED) et un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) au Bureau de contrôle et à la Cellule de Coordination du PAC2V-CI pour validation. Après validation par le SSE et le SSS, ces documents (PGES-chantier, PAE, PPGED et PPSPS) devraient être mis en œuvre par

l'entreprise conformément aux prescriptions environnementales (**annexe 13**) contenues dans le DAO.

*7.1.8. Etape 7: suivi environnemental et social de la mise en œuvre du projet*

Le suivi environnemental et social permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du PAC2V-CI.

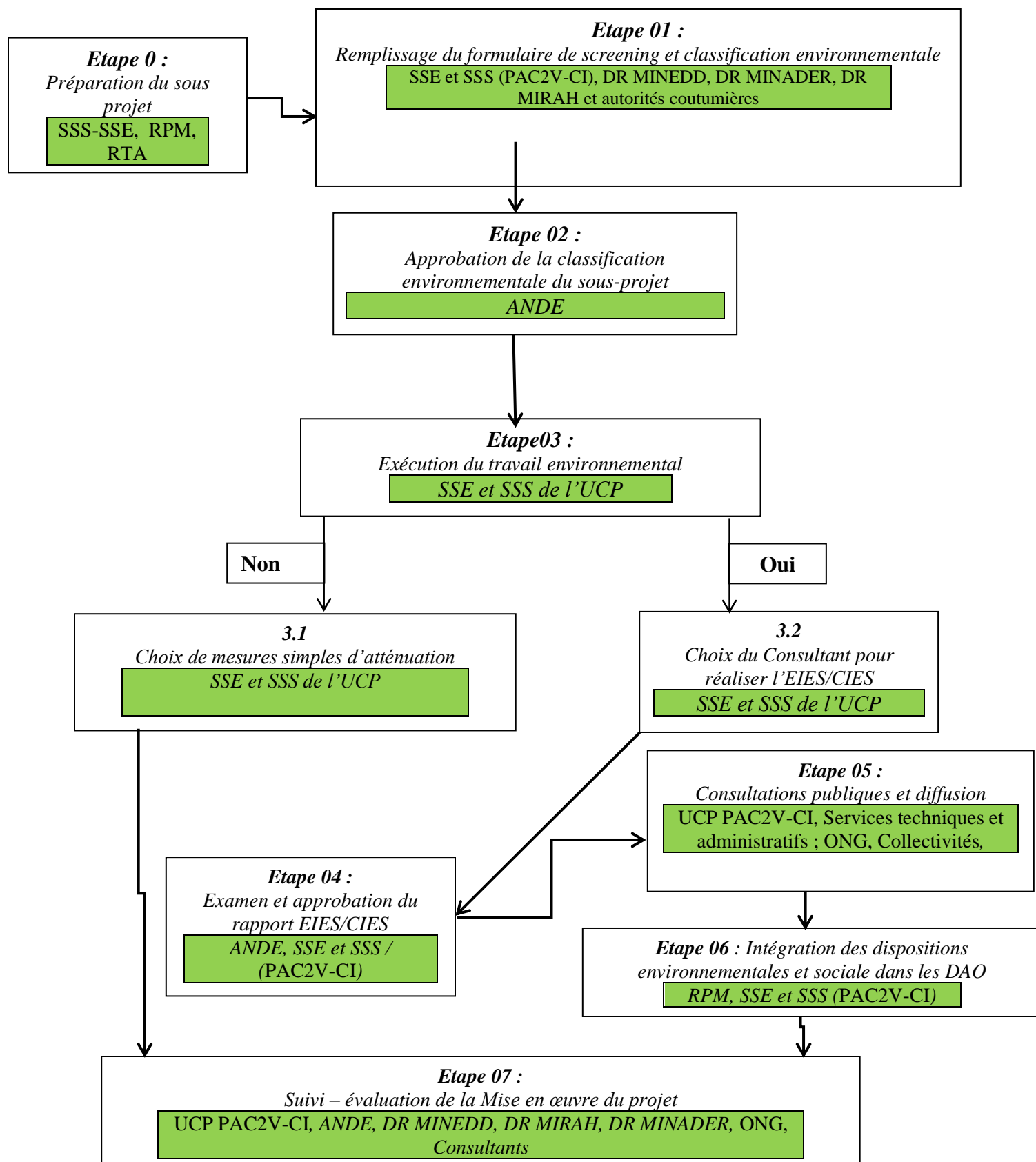
Les responsabilités des acteurs du suivi se présentent comme suit :

- la supervision au niveau national sera assurée par le Spécialiste en sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Genre et Sauvegarde Sociale (SSS) du projet et les Spécialistes désignés des Agences d'exécution concernées ;
- le contrôle et le suivi de proximité sera faite par le Spécialiste en Environnement du Bureau de Contrôle (SEBC) qui sera recruté par le projet ;
- la surveillance et le suivi seront effectués par l'ANDE ;
- la supervision locale sera assurée par les communes et les ONG ;
- l'évaluation sera effectuée par des consultants en environnement (nationaux et/ou internationaux), à mi-parcours et à la fin du projet.

Le contenu indicatif des rapports périodiques d'avancement incluant les aspects de sauvegarde environnementale et sociale avec des indicateurs clés est en **annexe 14**.

### 7.1.9. Diagramme de flux du screening des sous-projets

Figure 2 : Diagramme des flux du screening des sous-projets



Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021

## 7.2.Mesures générales de bonification

Les mesures de bonification du tableau 19 sont proposées pour renforcer les impacts positifs des activités qui seront mises en œuvre par le PAC2V-CI.

**Tableau 19 : Mesures générales de bonification**

Impacts positifs potentiels	Mesures de bonification
	Phase de Construction
Activités génératrices de revenus pour les populations locales au cours des travaux	<ul style="list-style-type: none"><li>• Favoriser et encourager le recrutement de la main-d'œuvre locale en priorisant les aspects genre (clause à insérer dans le contrat des entreprises) ;</li><li>• Encourager la contractualisation avec des associations ou groupements locaux composées en majorité de femmes et de jeunes ;</li></ul>
Possibilité de nouveaux emplois avec le développement des infrastructures (réhabilitation des bâtiments, construction des centres de stockage, aménagement des parcelles etc...)	Encourager l'emploi des PME locales par la sous-traitance de certaines activités.

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

## 7.3.Procédure de gestion environnementale de sous-projets d'Intermédiaires Financiers (IF)

La procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets d'intermédiaire financier sera basée sur le Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) qui sera mis en place et adopté par l'IF après l'approbation de la Banque.

Le projet à travers la composante 3, facilitera l'accès au financement agricole pour les investisseurs privés (individuels ou en groupes ou PME) en aidant les IFP, à étendre leur activité de sensibilisation aux acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire. La sensibilisation de ces acteurs sera améliorée grâce aux principales interventions suivantes i) travailler avec les IFP pour renforcer leur capacité opérationnelle en matière de connaissance du secteur et consolider leurs instruments d'évaluation du crédit et de réduction des risques afin qu'ils puissent atteindre une base de clientèle beaucoup plus large, plus rapidement et à moindre coût ; ii) mettre en place un instrument de subvention de contrepartie (MG) qui servira d'investissement de capitaux propres avec partage des risques dans le secteur, en particulier dans les trois chaînes de valeur sélectionnées et les Agropoles ciblées ; iii) soutenir le Fonds de garantie partielle (FGP) du gouvernement existant en créant un guichet spécial pour les investisseurs privés potentiels du secteur agroalimentaire.

Les critères de sélection des sous-projets d'IF prendront en compte le niveau de risque du sous-projet (faible à substantiel), et les critères environnementaux (éviter les habitats critiques et des zones de grande valeur pour la biodiversité), sociaux, sanitaires et sécuritaires.

### 7.3.1. Listes négatives et positives de sous-projets d'IF

Ces listes non-exhaustive présente quelques activités inéligibles et éligibles au financement d'un sous-projet d'IF dans les tableaux 20 et 21.



**Tableau 20 : Liste négative**

Désignation d'activité
Commerce d'espèces sauvages ou de produits d'espèces sauvages interdits par la convention CITES
Fabrication, distribution et vente de pesticides et herbicides interdits
Fabrication, manutention et vente de produits radioactifs
Stockage de déchets dangereux, traitement et élimination certifié/permis par la législation nationale
Utilisation de CFC dans la production ou l'entretien ou d'autres substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal
Fabrication de matériel électrique contenant des PCB excédant 0,005 % en poids
Fabrication de produits contenant de l'amiante
Fabrication de réacteurs nucléaires et de leurs pièces
Production de tabac, transformé ou non
Fabrication de machines de traitement du tabac
Fabrications d'armes à feu.
Production et commerce de boissons alcoolisées (hors bières et vins, industrie du tourisme et de l'hospitalité)
Industrie des paris et des jeux de casino

**Tableau 22 : liste positive**

Groupe sectoriel	Exemples de secteurs	Impacts potentiels	Activités d'adaptation potentielles
Eau et eaux usées	Approvisionnement en eau	Risque accru d'inondations des champs de puits résultant en contamination	Relocalisation des champs de puits hors des zones inondables, élévation des têtes de puits
	Gestion des eaux usées	Risque accru de dommages et de trop plein d'eaux d'orages dus aux inondations côtières et à l'élévation du niveau des mers	Protection de l'infrastructure de gestion des eaux usées contre les inondations
	Gestion des ressources en eau (autres que secteurs transversaux ci-dessous)	Réduction du niveau d'eau des fleuves et du débit d'eau résultant de la moindre pluviosité	Amélioration de la gestion du captage des eaux et régulation des prélèvements d'eau
Production agricole et de nourriture	Agriculture primaire et production de nourriture	Augmentation de la variabilité de la productivité des cultures	Investissements en recherche et développement de cultures plus résilientes aux variations extrêmes et au changement de climat
Autres ressources agricoles et écologiques	Irrigation agricole	Sécheresse accrue y inclus sécheresses saisonnières et saisons des pluies écourtées	Irrigation additionnelle, systèmes de multicultures, irrigation goutte à goutte,

Groupelement sectoriel	Exemples de secteurs	Impacts potentiels	Activités d'adaptation potentielles
			nivellement et autres approches et technologies qui réduisent le risque de mauvaises récoltes
	Foresterie	Fréquence accrue de feux de forêts et d'épidémies de parasites et de maladies	Amélioration de la gestion des feux de forêts et de la gestion des épidémies de parasites et de maladies
	Élevage	Réduction de la quantité et de la qualité des pâturages	Augmentation de la production de cultures fourragères pour compléter le fourrage
	Pêche	Perte de stock de poissons de fleuve en raison du changement du débit d'eaux et/ou de l'augmentation de la température de l'eau	Adoption de techniques d'aquaculture durable pour compenser la réduction des stocks de poissons locaux
	Ecosystème et biodiversité (y inclus mesures de protection des inondations basées sur les écosystèmes)	Sécheresse menant à la perte de zones humides, de moyens de subsistance et de biodiversité	Etablissement de zones protégées et de zones tampons pour l'utilisation durable de la biodiversité et de l'eau afin d'assurer les moyens de subsistance lors des sécheresses plus extrêmes
<b>Industrie manufacturière, commerce et industrie extractive</b>	Industrie manufacturière	Spécifications historiques des équipements inappropriées pour les nouvelles conditions climatiques	Conception d'équipements résilients au climat (grues de port plus stables dans les zones sujettes aux cyclones)
	Production, distribution et vente de nourriture	Risque accru d'empoisonnement et de détérioration de nourriture	Amélioration de la réfrigération et autres changements dans la production et la distribution de nourriture pour lutter contre la chaleur excessive
	Commerce	Perturbations dans le commerce national en	Etablissement de voies commerciales alternatives en cas de

Groupelement sectoriel	Exemples de secteurs	Impacts potentiels	Activités d'adaptation potentielles
		raison de désastres liés au climat	perturbation des voies principales
	Industries extractives (pétrole, gaz, etc...)	Déplacement hors des zones affectées par les cyclones et les ouragans	Augmentation de l'exploration et du forage au large hors des zones affectées par les cyclones et les ouragans
	Exploitation minière	Pluviosité plus intensive résultant en inondations dans les mines à ciel ouvert	Amélioration de la conception et de la construction des parcs de résidus miniers
<b>Infrastructure côtière et riveraine</b>	Défenses côtières/barrières anti-inondations	Augmentation des dommages côtiers causés par les tempêtes en raison de l'élévation du niveau des mers et de l'intensification des ondes de tempêtes	Renforcements physiques et naturels de la côte, structures additionnelles de protection côtière ou végétation côtière
	Mesures de protection des inondations fluviales	Risque accru d'inondations fluviales en raison de l'intensité et de la fréquence accrue des précipitations	Programmes accrus de dragages fluviaux, renforcement des digues, restauration des plaines inondables naturelles et de la végétation en amont et sur les berges
<b>Energie, transport et autres infrastructures</b>	Construction	Déplacement hors des zones affectées par les cyclones, les ouragans et les ondes de tempête	Codes de construction plus robustes et mise en vigueur renforcée
	Transport	Débits fluviaux plus extrêmes menant à l'érosion des berges et à la perte de ponts	Révision des codes pour la conception des infrastructures prenant en considération l'accroissement de fréquence et la plus grande intensité des événements extrêmes
	Développement urbain	Risque accru d'inondations	Amélioration de la gestion et de la collection des déchets, capacité accrue et autres changements dans les systèmes de drainage
	Tourisme	Perturbations de la saison touristique dues aux tempêtes	Diversification des attractions touristiques incluant les zones intérieures et à faible risque

<b>Groupelement sectoriel</b>	<b>Exemples de secteurs</b>	<b>Impacts potentiels</b>	<b>Activités d'adaptation potentielles</b>
	Gestion des déchets	Risque accru de pollution des zones en aval des sites de décharge en raison du risque d'inondations	Mise en œuvre d'une évaluation de risque climatique avant l'établissement des sites de décharge
	Génération d'énergie thermique	Augmentation de la saisonnalité des précipitations, résultant dans des périodes de faible débit fluvial	Investissement dans des générateurs d'énergie thermique requérant un minimum de liquide de refroidissement
	Génération d'énergie (y inclus énergie renouvelable)	Réduction du débit fluvial résultant dans la perte de génération des centrale hydro-électriques	Optimisation de la conception des centrales hydro-électriques, en fonction d'évaluations basée sur des modèles climatiques et hydrologiques
	Transmission et de distribution de l'énergie	Températures plus élevées résultant dans une réduction de l'efficacité de la distribution	Investissements dans la génération durable intégrée visant à réduire les besoins en distribution
<b>Technologie numérique et télécommunications</b>	Fourniture de hardware et de software de technologies numériques et de télécommunications aux institutions bénéficiaires	Domages aux centres de données et aux infrastructures critiques au niveau national dus à l'augmentation des tempêtes et des inondations	Identification des sites à haut risque et renforcement de la résilience de ces sites et des services y associés
	Technologie numérique	Absence de prévisions météorologiques pertinentes à court terme	Investissements dans des services météorologiques et climatiques de nature à atteindre les utilisateurs finaux de manière efficace
<b>Services financiers</b>	Secteur bancaire	Tension accrue sur le secteur bancaire suite à l'exposition des clients aux impacts climatiques y compris les interruptions d'activité	Création d'infrastructures et de nœuds qui permettent d'assurer la continuité des activités pendant et après des événements météorologiques extrêmes

<b>Groupelement sectoriel</b>	<b>Exemples de secteurs</b>	<b>Impacts potentiels</b>	<b>Activités d'adaptation potentielles</b>
	Secteur des assurances	Augmentation des effets négatifs et des remboursements dus à des événements météorologiques extrêmes	Changements dans la structuration des produits d'assurance indicielle
<b>Renforcement des capacités institutionnelles et assistance technique</b>	Services techniques ou autres appuis professionnels	Augmentation de la demande de services professionnels (e.g. évaluation des risques climatiques)	Financement des PME fournissant des services idoines (e.g. ingénierie de solutions d'adaptation et assurances)
<b>Secteurs transversaux</b>	Education	Changements climatiques résultant dans l'obsolescence des syllabus pour les secteurs à haut risque	Renforcement des capacités techniques pour la formation de formateurs dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture
	Santé	Changement dans les profils de maladies suite aux changements de conditions climatiques	Suivi des changements dans les épidémies et développement de plans de réponses nationaux
	Politiques et réglementations intersectorielles	Changements rapides dans les régimes de politiques et de réglementations dus aux impacts des changements climatiques	Réformes et renforcement institutionnels visant à inclure les aspects climatiques de manière flexible dans les politiques et les réglementations
	Gestion des risques de désastres	Changement dans la saisonnalité des désastres météorologiques	Intégration des scénarios de changements climatiques dans les plans de risques de désastres et l'état de préparation envers ces risques

Source : Mission d'élaboration CGES PAC2V-CI

### 7.3.2. *Impacts négatifs et mesures d'atténuation des sous-projets types d'IF*

Ces impacts et mesures sont décrites dans le tableau 21.

**Tableau 21:** Impacts négatifs et mesures d'atténuation des sous-projets types d'IF

Activités Types d'IF de la liste positive	Impacts négatifs potentiels	Mesures d'atténuation
<b>Eau et eaux usées</b>	<p>Risque accru d'inondations des champs de puits résultant en contamination</p> <p>Risque accru de dommages et de trop plein d'eaux d'orages dus aux inondations côtières et à l'élévation du niveau des mers</p> <p>Réduction du niveau d'eau des fleuves et du débit d'eau résultant de la moindre pluviosité</p>	<p>Relocalisation des champs de puits hors des zones inondables, élévation des têtes de puits</p> <p>Protection de l'infrastructure de gestion des eaux usées contre les inondations</p> <p>Amélioration de la gestion du captage des eaux et régulation des prélèvements d'eau</p>
<b>Production agricole et de nourriture</b>	Augmentation de la variabilité de la productivité des cultures	Investissements en recherche et développement de cultures plus résilientes aux variations extrêmes et au changement de climat
<b>Infrastructure côtière et riveraine</b>	Augmentation des dommages côtiers causés par les tempêtes en raison de l'élévation du niveau des mers et de l'intensification des ondes de tempêtes	Renforcements physiques et naturels de la côte, structures additionnelles de protection côtière ou végétation côtière
<b>Technologie numérique et télécommunications</b>	Dommages aux centres de données et aux infrastructures critiques au niveau national dus à l'augmentation des tempêtes et	Identification des sites à haut risque et renforcement de la résilience de ces sites et des services y associés

### 7.3.3. Procédure de gestion et suivi des sous-projets types d'IF

Cette procédure est décrite dans le tableau 22.

**Tableau 22:** Procédure de gestion et suivi des sous-projets types d'IF

<b>Etape</b>	<b>Actions</b>	<b>Responsable</b>
	<b>Identification des activités</b> : sous-projets, le lieu et le type des services/des travaux proposés et leurs spécifications techniques préliminaires, les coûts estimés et les implications des mesures de sauvegarde.	IF
	<b>Screening</b> : Réalisation de la sélection environnementale et sociale, détermination du niveau de risque de l'activité à financer (faible, modéré, substantiel) et du travail environnemental et social	IF
	<b>Examen et approbation de la Banque mondiale</b> : La Banque approuve les TDRs et instruments de sauvegarde préparés pour le sous-projet d'IF.	IF/Banque mondiale
	<b>Intégration des clauses environnementales et sociales dans les DAO et marchés des entreprises des travaux</b> : Les SSE et SSS de l'IF veilleront à l'intégration des clauses E&S dans les DAO et marchés des entreprises contractantes.	IF/UCP
	<b>Mise en œuvre des activités</b> : L'IF s'assurera de la mise en œuvre des activités approuvées conformément aux exigences de son Système de Gestion Environnementale et Sociale.  6.1. Sauvegardes environnementales et sociales : Le spécialiste environnement et le spécialiste en développement social de l'IF seront responsables du suivi de la mise en œuvre des activités financées par l'IF du Projet en conformité avec les normes environnementales et sociales y afférentes.  6.2. Suivi et évaluation : Les mécanismes de supervision et de reporting établis pour le projet seront également appliqués. Le SGES de l'IF peut être évalué et révisé au besoin.	IF/UCP
	<b>Rapport de suivi périodique (trimestriel/annuel)</b> : un rapport de suivi sera préparé par IF avec l'appui de l'Unité de coordination du projet et soumis à la Banque mondiale.	IF /UCP

## 7.4. Autres mesures de gestion environnementale et sociale d'ordre général

### 7.4.1. Clauses sociales sur les violences basées sur le genre et le travail des enfants

Les clauses sociales basées sur les violences basées sur le genre et le travail des enfants seront à intégrer dans les DAO de tous les prestataires. Ces clauses sont développées en détail dans l'**annexe 10** du CGES.

### 7.4.2. Prise en compte des lignes directrices spécifiques en matière d'HSE concernant les installations de gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement.

La mission d'élaboration du CGES a tenu compte des directives HSE pour proposer des mesures d'atténuation concernant les installations de la gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement dans les tableaux ci-dessus. En plus de ces mesures, les activités du projet doivent être conduites conformément aux réglementations nationales et normes internationales



en vigueur. Pour cela, une distinction sera toujours faite entre les déchets dangereux et les déchets non dangereux. Lorsqu'il n'est pas possible d'empêcher la production de déchets dangereux par l'application des méthodes générales de gestion des déchets susmentionnées, cette gestion se concentrera sur la prévention des risques pour la santé, la sécurité et l'environnement, conformément aux principes additionnels suivants :

- connaître les impacts et risques potentiels relatifs à la gestion des déchets dangereux produits, pendant l'intégralité de leur cycle de vie ;
- s'assurer que les prestataires de services de manutention, traitement et élimination de déchets dangereux sont des entreprises de bonne réputation et légitimes, accréditées par les organismes de réglementation, et appliquant les bonnes pratiques internationales pour les déchets dont elles assurent le traitement ;
- vérifier la conformité avec la réglementation nationale et internationale applicable
- stocker les déchets dangereux de façon à empêcher ou à limiter les décharges accidentelles dans l'air, le sol et les ressources en eau ;
- savoir que le transport sur site et hors site de déchets doit être effectué de façon à empêcher ou minimiser les déversements, les décharges et l'exposition des employés et du public. Tous les conteneurs de déchets désignés pour le transport hors site doivent être sécurisés et munis d'étiquettes indiquant le contenu et les risques inhérents. Ils doivent être chargés correctement sur des véhicules de transport avant le départ du site, et être accompagnés de documents d'expédition (lettre de voiture, par exemple) décrivant le chargement et les risques connexes, conformément aux stipulations contenues dans la section 3.4 sur le Transport de Matières Dangereuses ;
- disposer des moyens techniques leur permettant de gérer les déchets de façon à réduire immédiatement ;
- construire des installations qui répondront aux exigences de stockage environnemental approprié à long terme des déchets sur site (conformément à la description dans une autre section des Lignes directrices pour l'EHS) ou dans un autre lieu approprié jusqu'à ce que des options commerciales externes soient disponibles.

Les détails de ces directives peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/833211490601422040/Environmental-health-and-safety-general-guidelines>

#### 7.4.3. Respect des Droits de l'Homme - Lutte contre les violations basées sur le Genre

La personne humaine est sacrée dans sa dignité et ne peut faire l'objet d'un traitement inhumain, cruel et dégradant sous aucune forme. Par conséquent, les actes de barbarie suivants sont sévèrement réprimés :

##### ***a) Du Harcèlement moral (Loi n°038/PR/96 du 11 décembre 1996 portant code du travail Livre 1 à 6)***

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des agissements répétés de harcèlement moral ayant pour objet ou effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte aux droits et à la dignité, d'altérer sa santé physique ou compromettre son avenir professionnel.

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir subi ou refusé de subir les agissements définis ci-dessus ou pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

Est donc passible d'une sanction disciplinaire tout Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires qui aura commis de tels actes répréhensibles.

***b) Des violences physiques***

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des violences physiques, sous toutes ses formes, des voies de faits, des coups et blessures volontaires, des mutilations physiques à l'endroit de tout être humain ou ses biens personnels.

***c) De proxénétisme, harcèlement et violences sexuelles et pédophilie***

Conformément aux textes nationaux (l'Ordonnance N° 006/PR/2015 portant interdiction des mariages des enfants et loi de 1995 interdit les mutilations sexuelles féminines), régionaux et internationaux sur le proxénétisme, le harcèlement et les violences sexuelles contre les femmes, la pédophilie et le respect des us et coutumes des populations et des relations humaines d'une manière générale, tout acte de proxénétisme, harcèlement, abus, violences sexuelles (violences basées sur le genre/VBG), pédophilie ( cfr : (i) Résolution 48/104 des Nations Unies relative à la déclaration sur l'élimination des violences contre les femmes et (ii) Résolution 2011/33 sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies d'information pour abuser et/ou exploiter les enfants) sera immédiatement sanctionné par un licenciement dès la première constatation de la faute, avec transmission des éléments caractéristiques de la faute pour les poursuites judiciaires par l'autorité publique compétente s'il eût échec.

***d) De l'exploitation des enfants***

Conformément aux textes nationaux, régionaux, et internationaux : ((i) Résolution 2011/33 sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies d'information pour abuser et/ou exploiter les enfants et (ii) Résolution 44/25 du 20 novembre 1989 sur les droits des enfants), l'emploi et l'exploitation des enfants sont strictement interdits au sein de l'entreprise.

***e) Non-discrimination et égalité des sexes et des chances.***

Les décisions en matière de recrutement ou de traitement des travailleurs du projet ne seront pas prises sur la base de caractéristiques personnelles sans rapport avec les besoins inhérents au poste concerné. Les travailleurs du projet seront employés selon le principe de l'égalité des sexes et des chances et du traitement équitable et il n'y aura aucune discrimination dans le cadre d'un aspect quelconque de la relation de travail, que ce soit le recrutement et l'embauche, la rémunération (notamment les salaires et les avantages sociaux), les conditions de travail et les modalités d'emploi, l'accès à la formation, les missions du poste, la promotion, le licenciement ou le départ à la retraite, ou encore les mesures disciplinaires.

***f) Conditions de travail et gestion de la relation employeur-travailleur***

Pour tous les sous-projets, durant la phase de construction, pour se conformer à la NES 2, le projet élaborera et mettra en œuvre un Plan de Gestion de la Main-d'œuvre (PGMO) qui s'appliquera à l'ensemble des activités du projet. Ce Plan et procédures décriront la manière dont les travailleurs de tous les sous-projets du Projet seront gérés, conformément aux prescriptions de la législation nationale. La NES n°2 s'appliquera aux différentes catégories de travailleurs du projet, y compris les travailleurs directs, et les obligations que le Gouvernement imposera aux tiers concernant la gestion de leurs employés. Signalons que les travailleurs doivent signer un Code de conduite.

***g) Organisation du travail***

Pour se conformer à la NES 2, le droit des travailleurs à se constituer en association, à adhérer à une organisation de leur choix et à négocier collectivement sans ingérence aucune, le projet sera mis en œuvre conformément au droit national.

#### *h) Protection de la main-d'œuvre*

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, le CGES autorise l'accès au travail des enfants ayant atteint l'âge minimum conformément à NES 2. Ainsi, un enfant n'ayant pas atteint l'âge minimum prescrit ne sera pas employé ou engagé sur le projet. Les procédures de gestion de la main-d'œuvre fixeront l'âge minimum d'admission à l'emploi et au recrutement dans le cadre du projet en tenant compte du droit de travail national. Cette disposition de la NES 2 constitue un impact positif dans la mise en œuvre du Projet.

#### *i) Travail forcé est également interdit dans la mise en œuvre du Projet.*

Le projet n'aura pas recours au travail forcé, que l'on peut définir comme tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. Cette interdiction s'applique à toute sorte de travail forcé ou obligation, tel que le travail sous contrat, la servitude pour dettes ou des types d'emploi analogues. Aucune victime de trafic humain ne sera employée sur le projet. Cette disposition de la NES 2 est un impact positif majeur sur l'ensemble des sous-projets du Projet.

#### 7.4.4. Règlement intérieur et code de bonne conduite

Le présent Règlement intérieur et code de bonne conduite a pour objet de définir :

- les règles générales et permanentes relatives à la discipline au travail ;
- les principales mesures en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise ;
- le respect des droits de l'homme ;
- le respect de l'environnement ;
- les dispositions relatives à la défense des droits des employés ;
- les mesures disciplinaires ;
- les formalités de son application.

Le présent Règlement et Code de bonne conduite s'applique sans restriction ni réserve à l'ensemble des salariés et apprentis de l'Entreprise, y compris, ses sous-traitants et partenaires sécuritaires et autres. Les détails de règlement intérieur et code de bonne conduite est données en **annexe 11**.

Ce code concerne l'entreprise, les agences de placement et les employés dans la mise en œuvre des normes ESHS et HST. Ainsi, tous ces acteurs devraient s'engager à s'assurer que le projet soit mis en œuvre de manière à limiter au minimum tout impact négatif sur l'environnement local, les collectivités et ses travailleurs. Pour ce faire, les différents acteurs devraient respecter les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité (ESHS) et veillera à ce que les normes appropriées d'hygiène et de sécurité au travail (HST) soient respectées. Les acteurs s'engagent également à créer et à maintenir un environnement dans lequel la violence basée sur le genre (VBG) et la violence contre les enfants (VCE) n'aient pas lieu – elles ne seront tolérées par aucun employé, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise. Par conséquent, pour s'assurer que toutes les personnes impliquées dans le projet soient conscientes de cet engagement, les différents acteurs s'engageront à respecter les principes fondamentaux et les normes minimales de comportement, qui s'appliqueront sans exception à tous les employés, associés et représentants de l'entreprise, y compris les sous-traitants et les fournisseurs. Les détails de ce code de bonne conduite sont en annexe 4 du CGES.

#### 7.4.5. Prise en compte du genre

Dans le cadre du genre, le projet va permettre l'amélioration de la parité entre les sexes et les conditions de vie et de l'employabilité des femmes. Ainsi pour renforcer cet impact il est suggéré le recrutement d'au moins une femme parmi l'expert en environnement et l'expert social. Aussi il est ressorti lors des consultations avec les femmes, des actions suivantes :

- recruter les personnes handicapées et vulnérables pour la mise en œuvre des sous projets ;
- appuyer les organisations de femmes pour la création des micro entreprises et leurs facilité l'accès aux Activités Génératrices de Revenu (AGR) ;
- impliquer systématique des femmes dans la mise en œuvre du projet.

### **7.5.Orientation pour les bonnes pratiques agricoles**

L'état des lieux sur les bonnes pratiques agricoles sans être exhaustive, a montré les potentialités d'initiatives dans le domaine de la production agricole. Au vu de la panoplie de résultats disponibles dans tous les domaines, le renforcement des structures chargées de l'organisation de leur utilisation et valorisation est une nécessité pour permettre à la Côte d'Ivoire de réaliser un développement agricole durable, sain et protecteur de l'environnement. A travers les expériences en matière de promotion des bonnes pratiques agricoles (BPA) menées en partenariat avec la FAO; le concept de « bonnes Pratiques Agricoles » apparaît comme une notion transversale basée sur un ensemble de pratiques dont l'approche requiert : la production des biens et la satisfaction des besoins de consommation, tout en préservant les équilibres systémiques et les normes de qualité et de sécurité; une synergie et un partenariat à la fois multidimensionnels et intersectoriels dont la finalité est le développement durable et la lutte contre la pauvreté. La majorité des initiatives inventoriées sont peu connues et peu utilisées par les acteurs pour plusieurs raisons dont la plus importante est le manque de diffusion de ces initiatives. Un important travail de capitalisation et de diffusion est indispensable en même temps que des décisions politiques fortes doivent être prises notamment dans le domaine foncier, sur l'utilisation des engrais et pesticides. Dans le cas du projet un accent va être mis sur les biopesticides et les biofertilisants. Les bonnes pratiques agricoles sont détaillées en annexe4 du CGES.

### **7.6.Mécanisme de gestion des plaintes**

#### 7.6.1. Types des plaintes à traiter

Les échanges avec les populations des localités visitées et les services techniques sur les types de plaintes dans le cadre de projets similaires ont permis de ressortir les différents types de plaintes suivantes :

- la mauvaise gestion des questions foncières ;
- le non-respect des us et coutumes locales ;
- les expropriations sans dédommagement ;
- la non fermeture de fouilles pendant plusieurs jours au niveau des accès aux domiciles et activités commerciales ;
- les travaux de nuits (nuisances sonores);
- les excès de vitesses;
- l'absence de passerelles d'accès aux habitations;
- les envols de poussières et les nuisances sonores;
- l'exclusion des personnes vulnérables.

Ces différentes plaintes enregistrées lors de la mise en œuvre des projets similaires, ont permis à la mission de proposer un mécanisme pour les traiter.

### 7.6.2. Mécanisme de gestion des plaintes liées aux EAS/HS

Selon les consultations avec les parties prenantes notamment les femmes, les victimes de VBG préfèrent toujours garder silence, ne pas en parler vu les pesanteurs socioculturelles sur ces questions. Le mécanisme prévoit qu'en cas de EAS/HS, le dépôt de la plainte se fasse au niveau d'une organisation féminine notamment une ONG qui intervient dans le domaine de l'assistance aux EAS/HS qui fait à son tour recours à la Police nationale ou au service social en fonction de la violence subie par la victime.

La victime peut aussi saisir directement le service social de la localité pour expliquer sa situation que de passer forcément par une ONG et le reste du processus demeure.

La police nationale une fois saisie, entame les démarches judiciaires en la matière lorsque la violence est avérée par un certificat médical. Si la victime a subi des traumatismes, elle sera référée au centre social de la localité pour prise en charge. Dans la prise en charge de la victime, l'un des points les plus importants concerne sa réinsertion sociale.

NB : Le MGP lié aux EAS/HS devrait faire l'objet d'une étude approfondie et cela pourrait se faire en proposant un Plan d'Action Détaillés sur les EAS/HS.

### 7.6.3. Mécanismes de traitement proposés

Les étapes à suivre dans le processus de soumission et de résolution des griefs sont proposées dans le tableau 23.

**Tableau 23 : Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)**

Niveau	Membres du Comité	Mécanisme proposé
<b>Niveau quartiers ou villages</b>	<p>Dans chaque quartier, il existe un comité de village ou de quartier comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'autorité locale (le Chef de Canton, chef du village, chef de communauté, chef religieux ou chef de quartier, notables) ;</li> <li>- la représentante des associations des femmes qui sera désignée par l'ensemble des associations de femmes ;</li> <li>- le représentant des associations des jeunes désigné par l'ensemble des association des jeunes du quartier ou du village;</li> <li>- le représentant de l'ONG recrutée dans le cadre du projet et les services techniques</li> </ul>	<p>Toute personne se sentant lésée par le processus d'évaluation/indemnisation ou subissant des nuisances du fait des activités du projet ou ayant des doléances devra déposer, dans sa localité, une requête auprès du comité de village ou de quartier qui l'examinera en premier ressort. Cette voie de recours est à encourager et à soutenir très fortement. Le comité de quartier ou du village se réunit deux (2) jours après la réception de la plainte. Il lui sera informé de la décision prise et notifiée par les membres de la commission. Le chef de village ou du quartier sera chargé d'informer le plaignant par téléphone ou rencontrer physiquement ce dernier pour lui donner l'information.</p> <p>Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors il pourra saisir le niveau communal.</p>
<b>Niveau communal ou sous préfectoral</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le maire ou autres élus locaux de la commune ou le sous-préfet;</li> <li>- l'autorité locale (le chef du village et sa notabilité, chef de terre, chef religieux ou chef de quartier) ;</li> <li>- les experts social et en Environnement (SSE et SSS) du PAC2V-CI;</li> <li>- le représentant de l'Agence d'exécution concerné;</li> </ul>	<p>La Commission de litige se réunit dans les trois (3) jours au plus qui suivent l'enregistrement de la plainte. La commission communale ou sous préfectorale après avoir entendu le plaignant, délibère. Il sera informé de la décision prise et notifiée par les membres de la commission. Le maire ou le sous-préfet informe le plaignant juste après la rencontre par téléphone ou le plaignant est convoqué pour lui donner l'information.</p>

Niveau	Membres du Comité	Mécanisme proposé
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le représentant des services techniques de la mairie concernée, désigné par le maire;</li> <li>- le représentant de l'ONG active recrutée dans le cadre du projet ;</li> <li>- la représentante de l'association des femmes désignée par l'ensemble des associations des femmes de la commune ou de la préfecture;</li> <li>- le représentant des association de jeunes désigné par l'ensemble des associations des jeunes de la commune ou de la préfecture ;</li> <li>- Agence d'exécution</li> </ul>	<p>Aussi, deux (2) jours après la décision lui sera notifié par écrit. Si le plaignant n'est pas satisfait de la décision alors, il pourra saisir le niveau régional.</p>
<b>Régional</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le Préfet, est le président ;</li> <li>- le Maire ou le sous-préfet de la localité ;</li> <li>- le Coordonnateur du PAC2V-CI ou son représentant;</li> <li>- le Secrétaire Général de la commune concernée ;</li> <li>- le Responsable de suivi-évaluation de la Unité de Coordination du Projet (UCP);</li> <li>- le Responsable administratif et financier de la UCP;</li> <li>- un représentant de l'ONG recrutée dans le cadre du projet ;</li> <li>- la représentante de l'association des femmes désignée par l'ensemble des associations de femmes de la région,</li> <li>- le représentant des associations de jeunes désigné par l'ensemble des associations de jeunes de la région ;</li> <li>- Agence d'exécution</li> </ul>	<p>Le comité régional ou préfectoral se réunit dans les 7 jours qui suivent l'enregistrement de la plainte qui délibère et notifie au plaignant. Le préfet de région informe le plaignant juste après la rencontre par téléphone ou le plaignant est convoqué pour lui donner l'information. Aussi, deux (2) jours après il lui sera notifié par écrit. A ce niveau, une solution devrait être trouvée afin d'éviter le recours à la justice. A ce niveau une solution devrait être trouvée afin d'éviter le recours à la justice. Toutefois si le plaignant n'est pas satisfait alors, il pourra saisir les juridictions compétentes nationales.</p>
<b>Justice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Juge, président ;</li> <li>- Avocats ;</li> <li>- Huissier ;</li> </ul>	<p>Le recours à la justice est possible en cas d'échec du règlement à l'amiable. Il constitue l'échelon supérieur dans la chaîne des instances de gestion des plaintes. Il n'est saisi qu'en dernier recours lorsque toutes les tentatives de règlement à l'amiable sont épuisées. Le juge est chargé d'examiner les plaintes et prendre une décision par ordonnance. Cette décision s'impose à tous les plaignants. Mais, c'est souvent une voie qui n'est pas recommandée pour le projet car pouvant constituer une voie de blocage et de retard dans la mise en œuvre des activités. C'est pourquoi dans ce cas de figure, il est recommandé que le sous-projet sujet du litige ne soit pas financé sur les ressources du projet.</p> <p>Si toutefois, la décision de justice est en faveur de la PAP, les frais engagés par celui-</p>



Niveau	Membres du Comité	Mécanisme proposé
		ci dans la résolution de la plainte seront pris en charge par le projet.

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

**NB : En fonction de la gravité de la plainte, le comité peut convoquer des réunions extraordinaires pour statuer sur les plaintes.**

#### 7.6.4. Evaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre MGP

Une évaluation de la satisfaction des populations sur la mise en œuvre du MGP sera réalisée chaque trimestre en impliquant toutes les parties prenantes (Associations Communautaires de Base, les ONG actives dans la zone d'intervention du projet, etc.) afin d'apprécier le fonctionnement du MGP et si possible proposer des mesures correctives. Cette évaluation sera faite par enquête auprès des bénéficiaires (1 à 3% des bénéficiaires selon un échantillonnage aléatoire) par la cellule de coordination. Les résultats de ces enquêtes seront publiés et partagés par les acteurs

### **7.7.Mesures d'atténuation spécifique des risques et impacts liés à l'utilisation de la main d'œuvre dans le cadre de la mise œuvre du PAC2V-CI**

La Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail constituent le texte de base régissant les conditions de travail et d'emploi en République de Côte d'Ivoire. Les articles 11.1 à 11.10 indiquent les conditions d'employabilité des travailleurs et les articles 14.1 et 16.11 de cette loi indiquent les différentes formes de contrat qui décrivent les conditions de travail des employés. L'article 12.2 stipule que : L'employeur doit réserver un quota d'emplois aux personnes en situation d'handicap possédant la qualification professionnelle requise. Cette loi en ses articles 23.1. à 23.13 traite du travail des enfants, des femmes, la protection de la maternité et éducation des enfants. Il faut noter qu'un enfant de moins de 16 ans ne peut être employé dans une entreprise sauf dérogation (article 23.2). Cette loi est en concordance avec la Norme Environnementale et Sociale N°2. Sauf qu'elle ne prévoit pas l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO).

Ainsi, il sera élaboré et mis en œuvre un PGMO qui va s'appliquer aux travailleurs y compris ceux de l'UCP. Ces procédures décriront la manière dont les travailleurs du sous-projet seront gérés, conformément aux prescriptions du droit national et de la présente NES n°2. Elles indiqueront de quelle façon la présente NES s'appliquera aux différentes catégories de travailleurs du sous-projet, y compris les travailleurs directs, et les obligations que l'Emprunteur imposera aux tiers concernant la gestion de leurs employés, conformément aux paragraphes 31 à 33 de la NES n°2.

Dans la mise en œuvre du projet, une documentation et des informations précises et concises seront communiquées aux travailleurs des différents sous-projets du projet sur leurs conditions d'emploi. Ces informations et documents décriront les droits des travailleurs au regard de la législation nationale du travail, notamment leurs droits en matière de temps de travail, de salaire, d'heures supplémentaires, de rémunération et d'avantages sociaux ainsi que tout autre droit mentionné dans la Norme Environnementale et Sociale n°2. Cette documentation et ces informations seront mises à disposition au début de la relation de travail et en cas de modification importante des conditions d'emploi. Des mesures relatives à la santé et la sécurité au travail seront également appliquées aux sous-projets.



Les mesures d'atténuation des risques liés à la main d'œuvre sont décrites dans le tableau 24.

Tableau 24 : Mesures d'atténuation des risques potentiels liés à l'utilisation de la main d'œuvre dans le cadre du Projet

Activités sources de risques	Risques	- Mesures d'atténuation
Déplacements lors des trajets aller/retour au/du travail et/au domicile et lors des descentes sur terrain dans les régions, communes et quartiers concernés par le Projet	Atteintes physiques et morales du fait du grand banditisme dû au phénomène de microbes (jeunes désœuvrés) ou d'actes terroristes et des vols à main armée suite à l'obscurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir un dispositif de sécurité pour accompagner les équipes sur le terrain ;</li> <li>- Sensibiliser le personnel sur les consignes de sécurité à adopter et les conduites à observer en cas d'attaques par les jeunes Kuluna et enfants de la rue ;</li> <li>- Electrifier les poches noires (éclairage public) des communes et quartiers concernés par le projet ;</li> <li>- Employer les services de gardiennage sur le chantier ou des policiers ayant subi une formation préalable sur le droit de l'homme, lutte contre la VBG, lutte contre les IST-SIDA par la MONUSCO ;</li> <li>- Impliquer fortement les communes, les quartiers dans la mise en œuvre des activités du Projet ;</li> <li>- Recrutement de la main d'œuvre locale surtout pour les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), travaux d'intérêt public (<i>désensablage, balayage, petit curage, désherbage, ramassage des taches, etc.</i>) de manière à amener des bénéfices à l'ensemble de la communauté ;</li> <li>- Privilégier le recrutement des jeunes filles-mères, les femmes chefs de ménages dans les communes concernées par le Projet</li> </ul>
	Accidents de circulation dû au mouvement des véhicules et engins lourds sur les chantiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les conducteurs et l'ensemble du personnel sur le respect du code de la route en RDC ;</li> <li>- Baliser les chantiers et installer les panneaux de signalisation et de réduction de vitesse sur les chantiers et sur les voies de déviation ;</li> <li>- Le port obligatoire des EPI pour les conducteurs des véhicules et engins sur les chantiers ;</li> <li>- Entretenir les voies de déviations pendant la phase d'exécution des chantiers routiers ;</li> <li>- Mise à la disposition d'un bus pour le transport des travailleurs ;</li> <li>- Interdire la consommation d'alcool pendant les heures de service ;</li> <li>- Effectuer régulièrement l'entretien des véhicules de services ;</li> <li>- Prévoir des formation ou recyclage des « quarts d'heure santé, sécurité » de manière périodique au profit du personnel.</li> </ul>

Activités sources de risques	Risques	- Mesures d'atténuation
Organisation pratique du travail, choix managériaux	Risques psychosociaux : stress, souffrance au travail, harcèlement sexuel au travail, conflits sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une organisation du travail et des méthodes de management saines qui minimisent les risques liés au stress professionnel ;</li> <li>- Prévoir une heure 30 minutes de pause entre 12h30 et 14h00' ;</li> <li>- Adapter les situations de travail aux capacités et aux ressources des travailleurs ;</li> <li>- Clarifier les rôles et les responsabilités de chacun ;</li> <li>- Faciliter la communication, les échanges et le dialogue social entre tous les acteurs ;</li> <li>- Former le personnel sur la gestion du stress des survivantes des VBG et autres ;</li> <li>- Mettre en place un Mécanisme de Gestion des plaintes sensible aux VBG/EAS/HS ;</li> <li>- Sensibiliser le personnel sur son droit à saisir les structures compétentes en cas de harcèlement moral et/ou sexuel et sur son droit de retrait.</li> </ul>
Aménagement de l'environnement de travail	Risque de fatigue visuelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire appel à des spécialistes (ergonomes) pour une meilleure adaptation des situations, et la prévention des risques professionnels ;</li> <li>- Alternier le travail à l'écran avec d'autres tâches.</li> </ul>
Descente sur terrain, campagnes d'identification	Risques de survenue d'EAS/HS (exploitation, abus et harcèlement sexuels...) et/ou de violence contre les enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des campagnes de sensibilisation des travailleurs et des populations riveraines sur la prévention d'EAS/HS, les IST, le VIH /SIDA et les grossesses non désirées ;</li> <li>- Insérer un code de bonne conduite dans le contrat de tous les travailleurs, des fournisseurs et des prestataires ;</li> <li>- Organiser des « quarts d'heure genre » de manière régulière (une fois par mois au moins) avec des thématiques en lien avec l'EAS/HS-VCE, au profit des travailleurs du projet ;</li> <li>- Renforcer les capacités de l'équipe du Projet en collaboration avec les autres agences d'exécution sur la prise en compte du genre et la prévention d'EAS/HS -VCE.</li> <li>- Définir des sanctions et les appliquer aux personnes qui se rendraient coupables d'actes répréhensibles.</li> </ul>
	Risque de contamination de COVID-19	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un plan de prévention contre la COVID-19 ;</li> <li>- Désinfecter les lieux de travail ;</li> <li>- Sensibiliser les travailleurs et les populations riveraines sur la lutte contre la COVID19 ;</li> <li>- Port obligatoire des masques médicalisés ou tout autre masque fabriqué localement ;</li> <li>- Confinement des personnes contaminées par la COVID-19 ;</li> <li>- Observer les mesures barrières dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Lavage des mains plusieurs fois/jours, fréquemment et correctement avec du savon ou mettre du gel hydro alcoolique pour éviter les microbes</li> <li>o Maintenir une distanciation sociale (±1 mètre)</li> </ul> </li> </ul>

Activités sources de risques	Risques	- Mesures d'atténuation
		<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Observer les règles d'hygiène respiratoire :</li> <li>○ Eviter de se serrer la main ou de se faire la bise pour se saluer.</li> <li>○ Mettre en place un numéro vert ;</li> <li>○ Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement</li> </ul>
	Risques de conflits entre les populations et les travailleurs du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les travailleurs sur le respect des us et coutumes des différentes communes et des quartiers concernés par le Projet ;</li> <li>- un code de bonne conduite sera élaboré et inclus dans le contrat de tous les travailleurs, des fournisseurs et des prestataires services ;</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

## 7.8.Mesures d'atténuation des risques spécifiques EAS/HS

*Ces mesures sont décrites dans le tableau 25.*

Tableau 25 : Mesures d'atténuation des risques EAS/HS

Phase	Risques et Impacts négatifs potentiels	Mesures d'atténuation
Construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de la main-d'œuvre destinée au projet venue d'ailleurs (d'autres provinces du pays ou de la sous-région ou d'ailleurs) avec comme corollaire l'accroissement du risque de EAS/HS</li> <li>• Accroissement des revenus favorisant le sexe transactionnel et les relations d'exploitation</li> <li>• Accroissement des revenus des travailleurs renforce le déséquilibre de pouvoir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Canaux pour rapporter une plainte (y compris le MGP) : mise en place des procédures d'allégation et réponse aux plaintes de EAS/HS</li> <li>• Equipe de conformité VBG : s'assurer que l'équipe d'appui aux actions EAS/HS en supervision puisse surveiller et rendre compte de l'efficacité de la mise en œuvre du plan d'action</li> <li>• Protocole de réponse aux EAS/HS mis en place</li> <li>• Mesures de soutien aux survivantes : fournisseurs de services EAS/HS pour le référencement et paquet des services disponibles ;</li> <li>• Cadre de redevabilité /responsabilisation : Stratégie de sensibilisation des travailleurs et des communautés, responsabilités du travailleur au titre du CdC (Code de Conduite) ;</li> <li>• Principes de confidentialité, la sécurité et bien-être, l'approche centrée sur la survivante, accessibilité et transparence Inclus dans les plans de gestion du client et de l'entrepreneur et dans le CGES</li> </ul>

Phase	Risques et Impacts négatifs potentiels	Mesures d'atténuation
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions pour adresser les risques de EAS/HS – au niveau des entreprises</li> <li>• Définir clairement les requis en matière de EAS/HS dans une note aux travailleurs ;</li> <li>• Inclure et expliquer clairement les exigences relatives aux codes de conduite dans la note aux travailleurs, fournir un exemple de code de conduite ;</li> <li>• Inclure les activités de prévention de la EAS/HS dans le contrat (ex. en matière de santé et de sécurité au travail) ;</li> <li>• Inclure les comportements interdits liés à la VBG ainsi que les sanctions dans les conditions particulières du contrat ;</li> <li>• Les travailleurs doivent signer un code de conduite ;</li> <li>• Les travailleurs doivent être formés ;</li> <li>• Évaluer la proposition de réponse de l'entreprise en matière de EAS/HS dans le cadre de l'évaluation des soumissions (risque modéré).</li> </ul>
Phase d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le flux de la main d'œuvre capable d'exacerber et de générer les EAS/HS</li> <li>• Le salaire des agents va constituer un pouvoir sur les autochtones au point de se considérer comme supérieur. Cette attitude qui peut générer des EAS / HS</li> <li>• Risque de mariage précoce avec des filles de moins de 18 ans</li> <li>• Risque de grossesses non désirées et des avortements clandestins qui peuvent entraîner la mort d'homme,</li> <li>• Risque de propagation des IST et VIH/SIDA et de COVID-19 ;</li> <li>• Risque d'abandon des enfants par des parents irresponsables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des séances de sensibilisation des travailleurs et riverains sur les conséquences des EAS/HS</li> <li>• Mise en place d'un numéro vers pour dénoncer les cas d'EAS/HS</li> <li>• Organiser des séances de sensibilisation des travailleurs avant chaque paiement. Le logement des travailleurs non réside dans la base-vie pour contrôler leur comportement,</li> <li>• Organiser les séances de sensibilisation auprès de la communauté et des travailleurs pour présenter les conséquences de ces genres de mariages qui sont interdits par la loi</li> <li>• Organiser les séances de sensibilisation sur la sexualité responsable à la communauté et aux travailleurs pour éviter les grossesses non désirées et à la lutte contre les IST et VIH/SIDA ainsi qu'à la COVID-19</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

### 7.9. Orientations pour la Protection du Patrimoine Culturel (PPC)

Le patrimoine culturel de la République de Côte d'Ivoire est varié et diversifié. Il est caractérisé par : les sites archéologiques et historiques, les établissements humains, les cultures traditionnelles et les paysages culturels et naturels.

Au regard de l'importance de son patrimoine culturel, la Côte d'Ivoire a ratifié la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972 et a adopté la Loi n° 87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel.

La ratification de cette convention et l'adoption de cette loi traduisent la volonté du Gouvernement de mieux canaliser les efforts des pouvoirs publics et des populations pour préserver et faire rayonner le patrimoine et les expressions culturelles du pays. Elle vise à :

- promouvoir un développement qui prend ses racines dans les valeurs fondamentales du patrimoine et la diversité des expressions culturelles ;
- sauvegarder et promouvoir ce patrimoine et cette diversité afin de forger une dynamique de connaissance et de compréhension, de respect mutuel et de tolérance, facteurs de paix ;
- intégrer les objectifs de la politique culturelle dans les priorités de la stratégie nationale de développement et de la lutte contre la pauvreté ;
- renforcer le dialogue interculturel et une coopération culturelle fondée sur des principes d'égalité et de partage pour un enrichissement mutuel.

La politique nationale en matière de préservation de patrimoine culturel dispose que la mise à jour de vestiges au cours des travaux d'aménagement entraîne un arrêt immédiat de ceux-ci et une déclaration de la découverte aux autorités compétentes.

***Cela signifie que lors de la mise en œuvre du projet, il faudra se référer aux autorités des Directions Régionales de la Culture et de la francophonie.***

Les procédures de protection des ressources culturelles physiques sont données dans le tableau 26.

**Tableau 26 : Récapitulatif des mesures par phase et responsabilités**

Phases	Responsabilités
<b><i>Phase préparatoire</i></b>	
1. Choisir des terrains ne renfermant pas des sites archéologiques	- <b>PAC2V-CI</b> - Direction Générale du Patrimoine Culturel (DGPC) - District/Commune concernée
<b><i>Phase d'installation</i></b>	
2. Prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux.	- Entreprise - DGPC - Commune concernée
<b><i>Phase de construction</i></b>	
3. Lors des fouilles, en cas de découverte des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique, les mesures suivantes doivent être prises : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le chef du village/quartier, du Canton, le Maire de la localité puis la direction Générale de la Culture et de la Francophonie ; (iii) déterminer un périmètre de protection et le baliser sur le site ; (iv) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges et veiller à ce que d'autres personnes étrangères au chantier ne le fassent pas.	- DGPC - Commune concernée - Entreprise - Bureau de contrôle - Agence d'exécution - UCP

Phases	Responsabilités
<i>Phase d'exploitation</i>	
5. Les sites culturels à proximité des domaines des infrastructures socio-économiques doivent être protégés afin d'éviter de freiner des pratiques spirituelles ou traditionnelles ou d'endommager l'identité et les valeurs culturelles locales.	-DGPC -District/Région/localité -Commune concernée -ONG -UCP

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

## 7.10. Orientation pour la prise en compte des mesures pour la gestion des déchets biomédicaux vétérinaires

### 7.10.1. Difficultés et contraintes en matière de gestion des déchets biomédicaux

Les échanges avec les personnes ressources ont permis d'identifier les problèmes majeurs dans la gestion des Déchets Biomédicaux vétérinaires (DBMV) dans la zone d'intervention du projet parmi lesquelles on peut citer :

- l'absence d'incinérateurs performants dans les cliniques vétérinaires dans les directions régionales de l'élevage;
- la destruction des déchets produits in situ ;
- l'insuffisance de ressources financières allouées pour l'acquisition des matériels et équipements de la gestion des DBMV (les poubelles, les sachets poubelles, les boîtes à tranchants, les équipements de protection individuelle, le matériel de transport et les produits de nettoyage...);
- l'absence quasi-totale des poubelles selon le code couleur dans les cliniques;
- l'insuffisance de formations et de mise à niveau des acteurs de la campagne sur les bonnes pratiques en matière de gestion des DBMV.
- la destruction des DBMV se fait par incinération sauvage et les cendres sont finalement évacuées avec les déchets banals et transférées en décharge sauvage !

### 7.10.2. Actions urgentes à mettre en œuvre par le projet

Tenant compte des exigences réglementaires et des réalités locales, les actions ci-après seront entreprises par le Projet:

- la mise en place effective des installations, à savoir les incinérateurs adaptés et les équipements d'accompagnement (fosse imperméabilisée pour enfouissement des cendres, matériel de tri de base, ...) pour les déchets solides ;
- la formation des agents des centres de santé vétérinaires à la gestion des déchets biomédicaux vétérinaires et la formation de cinq ouvriers par région pour le fonctionnement des incinérateurs ;
- la production et la diffusion d'affiches et de livrets d'intérêt pédagogiques sur le traitement des déchets biomédicaux vétérinaires;
- la mise à la disposition des centres de santé vétérinaires des poubelles pour la collecte des DBMV.

## 7.11. Mesures spécifiques de prévention de la COVID 19

Les mesures ci après devraient être strictement respectées.

- Faire en sorte que les gardes constituant souvent le premier point de contact des membres des communautés à l'entrée du site d'un projet, ils devraient aussi être sensibilisés au rôle qu'ils jouent dans les relations avec la population et être informés du mécanisme de gestion des plaintes et des principaux sujets de préoccupation des communautés locales.
- Mettre en place un plan de prévention contre la COVID-19
- Sensibiliser les travailleurs et les populations riveraines sur la lutte contre la COVID19 ;
- Port obligatoire des masques médicalisés ou tout autres masque fabriqués localement ;
- Confinement des personnes contaminées par la COVID-19 ;
- Observer les mesures barrières dont :
  - Lavage des mains plusieurs fois/jours, fréquemment et correctement avec du savon ou mettre du gel hydro alcoolique pour éviter les microbes
  - Maintenir une distanciation sociale ( $\pm 1$  mètre)
- Observer les règles d'hygiène respiratoire :
  - Eviter de se serrer la main ou de se faire la bise pour se saluer.
  - Éviter de se toucher la bouche, le nez et les yeux : nez, yeux et bouches sont autant de "portes d'entrées" possibles au virus. En période d'épidémie, il est préférable d'éviter au maximum de se toucher le visage avec les mains, potentiellement contaminées.
  - Mettre en place un numéro vert ;
  - Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée et se laver les mains avec une solution hydro alcoolique ou à l'eau et au savon. Se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement permet d'éviter la propagation des virus et autres agents pathogènes ;
- Tenir compte de la situation de la femme face au COVID-19

## **7.12. Programmes de sensibilisation et de mobilisation au niveau préfectoral et communal**

### **7.12.1. Mobilisation des parties prenantes et information.**

La NES n° 10 reconnaît l'importance d'une collaboration ouverte et transparente entre l'Emprunteur et les parties prenantes du projet, élément essentiel des bonnes pratiques internationales. La mobilisation effective des parties prenantes peut améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets, renforcer l'adhésion aux projets, et contribuer sensiblement à une conception et une mise en œuvre réussies du projet.

La mobilisation des parties prenantes est un processus inclusif mené tout au long du cycle de vie du projet. Lorsqu'elle est conçue et mise en œuvre d'une manière appropriée, elle favorise le développement de relations fortes, constructives et ouvertes qui sont importantes pour une bonne gestion des risques et effets environnementaux et sociaux d'un projet. La mobilisation des parties prenantes est plus efficace lorsqu'elle est engagée au début du processus d'élaboration du projet et fait partie intégrante des décisions prises très tôt dans le cycle du projet ainsi que de l'évaluation, de la gestion et du suivi des risques et effets environnementaux et sociaux du projet.



Aux fins de la présente NES, le terme « partie prenante » désigne les individus ou les groupes qui :

- sont ou pourraient être touchés par le projet (les parties touchées par le projet) ; et
- peuvent avoir un intérêt dans le projet (les autres parties concernées).

#### *7.12.2. Mobilisation pendant l'élaboration du projet*

##### ***Identification et examen des parties prenantes.***

Le Projet identifiera les différentes parties prenantes, aussi bien les parties touchées par le projet que les autres parties concernées. Les différents individus ou groupes qui sont ou pourraient être touchés par le projet seront désignés par « parties touchées par le projet », et les autres individus ou groupes qui peuvent avoir un intérêt dans le projet seront appelés « autres parties concernées ».

Le Projet identifiera les parties touchées par le projet (des individus ou des groupes) qui, en raison de leur situation particulière, peuvent être défavorisées ou vulnérables. Sur la base de cet exercice, l'Emprunteur identifiera également les individus ou les groupes dont les préoccupations ou les priorités vis-à-vis des effets, des mécanismes d'atténuation et des avantages du projet peuvent diverger, et qui peuvent nécessiter des formes de mobilisation différentes ou distinctes. L'identification et l'examen des parties prenantes comporteront suffisamment de détail pour aider à déterminer le degré d'informations à communiquer dans le cadre du projet.

En fonction de l'importance que pourraient avoir les risques et effets environnementaux et sociaux, l'Emprunteur peut être tenu d'engager des experts indépendants pour prêter leur concours à l'identification et l'examen des parties prenantes en vue de parvenir à une analyse exhaustive, et à la conception d'un processus de mobilisation de toutes les parties prenantes. Plan de mobilisation des parties prenantes.

Ainsi, le Projet élaborera et mettra en œuvre un Plan de mobilisation des parties prenantes (PMPP) proportionné à la nature et l'envergure du projet ainsi qu'à ses risques et effets potentiels. Un projet de PMPP sera rendu public par le Projet le plus tôt possible, et ce avant l'évaluation du projet. Le Projet consultera les parties prenantes sur le PMPP, y compris sur l'identification des parties prenantes et les propositions en vue d'une mobilisation ultérieure. Si des modifications importantes sont apportées au PMPP, l'Emprunteur publiera le PMPP révisé.

#### *7.12.3. Mobilisation pendant la mise en œuvre du Projet et comptes rendus externes.*

Le Projet continuera de mobiliser les parties touchées par le projet et les autres parties concernées pendant toute la durée de vie du projet, et de leur fournir des informations d'une manière qui tient compte de la nature de leurs intérêts et des risques et effets environnementaux et sociaux potentiels du projet.

Il continuera de mobiliser les parties prenantes conformément au PMPP, et s'appuiera sur les voies de communication et de dialogue déjà établies avec les parties prenantes. En particulier, le Projet sollicitera les réactions des parties prenantes sur les résultats du projet sur le plan environnemental et social et sur la mise en œuvre des mesures d'atténuation énoncées dans le PEES. Lorsque des changements importants apportés au projet génèrent des risques et effets supplémentaires, particulièrement pour les parties touchées par le projet, le Projet informera

lesdites parties de ces risques et effets et les consultera sur les mesures d'atténuation correspondantes. L'Emprunteur publiera un PEES révisé indiquant toute mesure d'atténuation supplémentaire.

### 7.13. Programme de suivi environnemental et social

Le suivi et l'évaluation sont complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel », à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des interventions et d'exploitation des réalisations. Quant à l'évaluation, elle vise (i) à vérifier si les objectifs ont été atteints et (ii) à tirer les enseignements d'exploitation pour modifier les stratégies futures d'intervention.

#### 7.13.1. Composantes environnementales et sociales à suivre

Lors des travaux, le suivi portera sur tous les impacts potentiels identifiés et sur toutes les mesures d'atténuation y afférentes.

#### *Suivi en phase de préparation et de travaux*

Lors des travaux, les règlements en vigueur dans le pays, et en particulier ceux concernant l'environnement, devront être respectés. La mise en œuvre du projet devra se faire dans le cadre d'un plan de gestion de la qualité comprenant le respect des contraintes environnementales correspondantes aux mesures présentées dans le CGES. Les contractants en charge de la réalisation du projet (ou de certaines activités du projet) devront fournir et appliquer le règlement qui fixera :

- les mesures de protection de l'environnement et de réduction des impacts sociaux;
- les règles de sécurité concernant les ouvriers ;
- les modalités de gestion des déchets solides et liquides ;
- les mesures de sensibilisation et de prévention (santé, hygiène, sécurité, les IST et VIH/SIDA) ;
- Les mesures de sensibilisation sur la lutte contre le EAS/HS
- les mesures de réinstallation.

Ce suivi évaluation appelle la définition des indicateurs de performance clés définis dans le tableau 27.

**Tableau 27 : Programme de suivi environnemental et social**

Indicateurs de performance à suivre	Personne ou agence responsable du suivi	Périodicité	Forme du reporting.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% des sous-projets ont fait l'objet de sélection environnementale ;</li> <li>• 100% des rapports de suivi environnemental et social prévus ont été élaborés ;</li> <li>• 100% des acteurs identifiés et prévus sont formés et sensibilisés en gestion environnementale et sociale.</li> </ul>	Comité de Pilotage du projet	Une fois par trimestres	Rapport d'activités du projet
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% des dossiers d'exécution et DAO comportent des clauses environnementales ;</li> </ul>	Spécialiste en Sauvegarde Sociale	Une fois par mois	Rapport trimestriel

Indicateurs de performance à suivre	Personne ou agence responsable du suivi	Périodicité	Forme du reporting.
<ul style="list-style-type: none"> <li>100% des sous projets ont fait objet de sélection environnementale ;</li> <li>100% des EIES/CIES des sous-projets sont réalisées et publiées ;</li> <li>100% des acteurs identifiés et prévus sont formés et sensibilisés en gestion environnementale et sociale ;</li> <li>100% des campagnes de sensibilisation (EAS/HS), Santé, hygiène et sécurité, VIH/SIDA, Mécanisme de gestion des plaintes) sont réalisées ;</li> <li>100% d'acteurs locaux identifiés sont impliqués dans le suivi ;</li> <li>100 % des entreprises respectent les mesures d'hygiène et de sécurité.</li> <li>100% des plaintes enregistrées sont traitées ;</li> <li>100% des ouvriers portent les Equipements de Protection Individuelles (EPI) ;</li> <li>100% d'employés accidentés lors des travaux sont pris en charge ;</li> <li>100 % de la main d'œuvre non qualifiée a été recrutée localement ;</li> <li>100% d'entreprises disposent d'un PGES Chantier, PAE, PPGED et PPSPS.</li> </ul>	(SSS) et Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE)		du SSE et SSS
<ul style="list-style-type: none"> <li>100% des CIES/EIES des sous-projets sont réalisées et publiées ;</li> <li>100% d'entreprises disposent d'un PGES Chantier.</li> </ul>	ANDE	Une fois par semestre	Rapport de suivi de la ANDE
<ul style="list-style-type: none"> <li>Autres indicateurs de performances environnementales et social (eau, sol, végétation et faune, cadre de vie, santé, patrimoine culturel etc.)</li> </ul>	ANDE, services forestiers, services agricoles, services sanitaires ; laboratoire, etc.	Une fois par semestre	Rapport de suivi de la ANDE

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

### 7.13.2. Dispositif de suivi des composantes environnementales et sociales

Le tableau 28 présente le canevas et les éléments de suivi environnemental et social dans le cadre du projet.

**Tableau 28 : canevas et éléments de suivi**

Éléments	Impacts et Mesures de suivi	Responsables	
		Surveillance	Suivi
<b>Eaux</b>	<u>Pollutions des eaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance de la pollution et de la perturbation des cours d'eau</li> <li>Surveillance des activités d'utilisation des ressources en eaux</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement
<b>Sols</b>	<u>Dégradation des sols :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle de l'érosion des sols lors des travaux</li> <li>Contrôle des mesures de remise en état des terrains</li> <li>Surveillance des rejets (déblais) et pollutions diverses des sols</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement

Éléments	Impacts et Mesures de suivi	Responsables	
		Surveillance	Suivi
<b>Faune et Flore</b>	<u>Déboisement et pertes d'habitat faunique :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle du déboisement et de l'abattage des arbres</li> <li>Évaluation des mesures de reboisements/plantations et du taux de régénération</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement
<b>Patrimoine culturel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi en cas de découverte de vestiges archéologique</li> <li>Suivi des traversées de forêts sacrées</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement
<b>Cadre de vie et milieu naturel</b>	<u>Pollutions et nuisances :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance des pratiques de collecte et d'élimination des déchets</li> <li>Contrôle des lieux de rejets de déblais et autres résidus au niveau des chantiers</li> <li>Surveillance des procédures et installation de rejet des eaux usées</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement Commune
	<u>Pertes de terres, de cultures et d'habitations et autres biens :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle de l'effectivité des dédommagements payés aux populations pour pertes de biens ou d'habitations auprès des villages et agglomérations affectés</li> <li>Contrôle de l'occupation des emprises</li> <li>Contrôle du programme de réinstallation des populations éventuellement déplacées</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement Commune
	<u>Conflits sociaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle du respect des sites culturels</li> <li>Contrôle de la cohabitation du personnel de chantier avec les populations d'accueil</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement Commune
	<u>Mesures sanitaires, hygiène et sécurité :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle de l'efficacité des mesures préconisées par le projet</li> <li>Application des mesures de santé, d'hygiène et de sécurité</li> <li>Contrôle de la mise à disposition de consignes sécuritaires</li> <li>Fourniture et port d'équipement adéquat de protection pour le personnel de chantier</li> <li>Contrôle du respect de la mise en application de la législation du travail</li> </ul>	SSE et SSS	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement Commune
	<u>Risque des VBG</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle de l'efficacité des mesures de gestion de risque liées au VBG préconisées par le projet</li> <li>Application des mesures d'incident lié au VBG</li> <li>Contrôler les activités de sensibilisation de lutte contre les VBG</li> <li>Contrôler la prise en charge des survivantes et la qualité de services offerts</li> <li>Contrôler l'accessibilité et le fonctionnement de MGP lié au VBG</li> </ul>	Expert EAS/HS en du Projet	ANDE et Directions Régionale de l'Environnement Commune Direction de l'action sociale
<b>COVID 19</b>	<u>Risque COVID 19</u> <u>Contrôle journalier de la température :</u> <u>Suivi journalier sur le chantier des règles de distanciation et de lavage des mains</u> <u>Port du masque</u>	Entreprise Mission de contrôle	Expert Environnement ANDE

#### 7.14. Dispositions institutionnelles pour la mise en œuvre et le suivi du PCGES

#### 7.14.1. Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES

La gestion environnementale et sociale du **PAC2V-CI** sera assurée par les acteurs suivants :

- Le Comité de Préparation du Projet MINADER / Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) : Ce comité est chargé de la préparation des documents de sauvegardes environnementales et sociales requis pendant la phase de préparation du projet.
- le Comité de Pilotage du Projet (CPP) : Le Comité de Pilotage du Projet a en charge, entre autres, la validation des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). Il veillera à l'inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les PTBA ;
- l'Unité de Coordination du Projet garantit l'effectivité de la prise en compte des aspects et des enjeux environnementaux et sociaux dans l'exécution des activités du projet. Pour cela, il aura en son sein un Expert en Environnement (EE) et un Expert Social (ES) ;
- l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) procède à l'examen et à l'approbation de la classification environnementale des sous-projets ainsi qu'à la validation des TDR et l'approbation des Constats d'Impact Environnemental et Social (CIES) et Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES). Elle participe aussi à la surveillance et au suivi ;
- l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) assure le suivi de la salubrité sur les sites de travaux;
- les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) : Elles seront le prolongement de l'ANDE au niveau local. Elles vont de ce fait assurer le suivi environnemental et social externe. Autrement dit, elles veilleront à la mise en œuvre effective des Plans de Gestion Environnementale et Sociale issus des EIES/CIES et des résultats que les mesures de mitigation /compensation produisent.
- Les Communes, Conseils Régionaux et Préfecture : Elles auront à appuyer la DREDD dans le suivi de la mise en œuvre du projet après leur renforcement de capacités.
- les mairies participent au screening et suivi environnemental et social à travers leurs services ou directions techniques ;
- les Agences d'exécution assurent le suivi de la mise en œuvre efficace et effective des PGES qui découleront des CIES/EIES de chaque activité du projet. Ces agences vont donc assurer la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre du programme : préparation des dossiers techniques et élaboration des dossiers d'appel d'offre, sélection d'entreprises pour la réalisation des travaux et de bureaux de contrôle pour le suivi de la mise en œuvre. Elles participent également au screening. Les ONG et associations communautaires participent à la mobilisation sociale, à la sensibilisation des populations et au suivi de la mise en œuvre des PGES à travers l'interpellation des principaux acteurs du PAC2V-CI.
- Les entreprises seront chargées de mettre en œuvre les mesures environnementales et sociales et respecter les directives et autres prescriptions environnementales contenus dans les marchés de travaux. Il s'agit de la préparation et de la mise en œuvre du PGES -Chantier (PGES-C), du PAE, du PPGED et du PSPPS. A cet effet, les entreprises devront disposer d'un Responsable Hygiène-Sécurité-Environnement.
- Les Missions de Contrôle auront pour mission d'assurer le contrôle de l'effectivité et de l'efficience de l'exécution des mesures environnementales et sociales et du respect des

directives et autres prescriptions environnementales contenues dans les marchés de travaux. A cet, elles approuveront et assureront le suivi de la mise en œuvre effective du PGES -Chantier (PGES-C), PAE, PPGED et du PPSPS préparés par les entreprises.

- Les ONG et associations communautaires en plus de la mobilisation sociale, elles participeront à la sensibilisation des populations et au suivi de la mise en œuvre des PGES à travers l'interpellation des principaux acteurs du **PAC2V-CI**.

**Les rôles et responsabilités pour la mise en œuvre des mesures de gestion Environnementale et Sociale des acteurs essentiels sont décrits ci-après :**

- le Coordonnateur du projet est responsable de la qualité du personnel chargé de la gestion environnementale et sociale et de la publication des documents de sauvegarde élaborés. Il est aussi responsable de la transmission effective des documents au niveau des institutions (ANDE, structures déconcentrées de l'Etat, mairie, préfecture) et à la Banque mondiale ;
- le Responsable Technique de l'Activité (RTA) ou agronome est responsable de l'identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques et de l'intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) de toutes les mesures de la phase des travaux pouvant être contractualisées avec l'entreprise.
- L'Expert Social (ES) et l'Expert en Environnement (EE) sont responsables de la gestion environnementale et sociale des sous projets ;
- le Spécialiste en passation de marchés (SPM) en phase de préparation en concertation avec l'EE et l'ES veille à l'inclusion des clauses environnementales dans les plans de passation des marchés et prépare les documents contractuels y relatifs (études, intégration des mesures dans le dossier d'appel d'offres ; renforcement des capacités ; surveillance et audit) ;
- le Responsable Administratif et Financier (RAF) en phase de préparation et en phase de mise en œuvre) inclut dans les états financiers les provisions budgétaires relatives à l'Exécution/Mise en œuvre des mesures et à la Surveillance de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
- le Spécialiste en suivi-évaluation (en phase de préparation et en phase de mise en œuvre) participe à la Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, au Suivi environnemental et social et à l'Audit de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ;
- L'Entreprise prépare et soumet un ensemble de documents de sauvegarde environnementale et sociale avant le début des travaux, mis en œuvre par son Expert en Environnement, qui fait un rapport de mise en œuvre. Il s'agit de du PGES-Chantier, du Plan d'Assurance Environnement (PAE), du Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- la Mission de contrôle fait le suivi de la mise en œuvre du PGES Chantier, PAE, PPGED et PPSPS.

Les arrangements institutionnels ci-dessus décrits pour la mise en œuvre du CGES sont indiqués dans le tableau 28.

**Tableau 29:** Matrice des rôles et responsabilités dans la gestion environnementale et sociale



N°	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
1.	Identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques du sous-projet	Collectivités, Agences d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services Techniques des collectivités</li> <li>• Agences d'exécution</li> <li>• Bénéficiaire</li> <li>• ONG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UCP/ <b>PAC2V-CI</b></li> </ul>
2.	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du <b>PAC2V-CI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bénéficiaire : populations</li> <li>• Mairies, Conseils Régionaux, Préfectures</li> <li>• EE - ES/ <b>PAC2V-CI</b></li> <li>• ONG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du <b>PAC2V-CI</b> Répondants en Environnement des Communes</li> </ul>
3.	Approbation de la catégorisation	Coordonnateur du <b>PAC2V-CI</b>	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ANDE</li> <li>• Banque mondiale</li> </ul>
4.	Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S de sous-projet à « risque élevé », « risque modéré » et « risque faible »			
	Préparation, approbation et publication des TDR	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du <b>PAC2V-CI</b> et les Agences d'Exécution	Agence d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ANDE</li> <li>• Banque mondiale</li> </ul>
	Réalisation de l'étude y compris la consultation des parties prenantes y compris les PAPs		Spécialiste de la passation de marché (SPM/ <b>PAC2V-CI</b> ; ANDE, Mairies, Conseils Régionaux, ONG • Agences d'exécution	Consultants
	Validation du rapport d'étude et obtention du certificat environnemental		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorités administratives (Préfets et Sous-préfets), Mairies, conseils régionaux, préfectures etc.</li> <li>• RPM, RAF/ <b>PAC2V-CI</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ANDE,</li> <li>• Banque mondiale</li> </ul>
	Publication du rapport d'étude		Coordonnateur du <b>PAC2V-CI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Média national ;</li> <li>• Banque mondiale</li> </ul>
5.	(i) Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) du sous-projet, de toutes les mesures de la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise ; (ii) approbation du PGES chantier	Agences d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b> et Agence d'Exécution,</li> <li>• RPM de <b>PAC2V-CI</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) du <b>PAC2V-CI</b></li> </ul>
6.	Exécution/Mise en œuvre des mesures contractualisées	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SPM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprise des travaux</li> <li>• Consultants</li> </ul>



N°	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
	avec l'entreprise de construction	(SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable Financier (RF)</li> <li>• Mairies, Conseils Régionaux</li> <li>• Agence d'exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ONG</li> <li>• Autres</li> </ul>
7.	Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures Environnementale & Sociale (E&S)	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b> et Agences d'Exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spécialiste en Suivi-Evaluation (S-SE)</li> <li>• Mairies</li> </ul>	Bureau de Contrôle
	Diffusion du rapport de surveillance interne	Coordonnateur du <b>PAC2V-CI</b>	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b>	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b> et agences d'exécution
	Suivi externe de la mise en œuvre des mesures E&S	ANDE	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b> et agences d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ANDE</li> <li>• Laboratoires spécialisés</li> <li>• ONG</li> </ul>
8.	Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre E&S	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres SSE-SSS</li> <li>• SPM</li> <li>• RF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants/ONG</li> <li>• Structures publiques compétentes</li> </ul>
9.	Audit de mise en œuvre des mesures E&S	Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de <b>PAC2V-CI</b> et Agences d'Exécution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SSE-SSS/<b>PAC2V-CI</b> RPM</li> <li>• ANDE</li> <li>• Mairies</li> <li>• Agences d'exécution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultants</li> </ul>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

L'entité de mise en œuvre du projet (UCP), ou toute entité participant à la mise en œuvre, ne publiera aucune demande d'appel d'offres (DAO) d'une activité assujettie à Étude ou Constat d'impact environnemental et social (EIES/CIES), sans que le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) de la phase des travaux n'y ait été inséré et, ne donnera l'ordre de démarrage desdits travaux avant que les documents environnementaux et sociaux de l'entreprise contracté (PGES chantier, Plan d'Assurance Environnement (PAE), Plan Particulier de Gestion et d'Élimination des Déchets (PPGED), Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)), le Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'Employeur (MGPE) n'ont été approuvés et intégrés dans le planning global des travaux. Aussi les rôles et responsabilités tels que décrits ci-dessus seront intégrés dans le Manuel d'Exécution du Projet (MEP).

7.14.2. Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale et sociale des acteurs clés

Les échanges avec les personnes ressources ont permis de faire un état de la situation de renforcement de capacités notamment en termes de formation. Cette situation de formation dans le domaine de la gestion environnementale est donnée par le tableau ci-après.

Il s'agit des experts de l'unité de coordination du projet (SSE et SSS du projet, Chefs de projet, responsables Techniques, Responsable Suivi-Évaluation ; etc.), des services techniques préfectoraux et communaux, des membres du Comité de Pilotage et des ONG. Ces acteurs ont la responsabilité d'assurer l'intégration de la dimension environnementale et sociale dans les réalisations des sous-projets. Ils assurent chacun en ce qui le concerne les études, l'exécution, le suivi ou le contrôle environnemental et social, la supervision des sous-projets. La formation vise à renforcer leur compétence en matière d'évaluation environnementale et sociale, de contrôle environnemental et social des travaux et de suivi environnemental et social afin qu'ils puissent jouer leur rôle respectif de manière plus efficace dans la mise en œuvre des sous-projets.

Dans chaque région cible, il s'agira d'organiser un atelier de formation qui permettra aux structures impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des travaux de s'imprégner des dispositions du CGES, de la procédure de sélection environnementale et des responsabilités dans la mise en œuvre. Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux environnementaux et sociaux des travaux et les procédures d'évaluation environnementale ; (ii) de l'hygiène et la sécurité des travaux de construction/réhabilitation ; et (iii) des réglementations environnementales appropriées. La formation devra permettre aussi de familiariser les acteurs sur la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale ; les directives et les outils de sauvegarde de la Banque mondiale ; les bonnes pratiques environnementales et sociales ; le contrôle environnemental et le suivi environnemental des chantiers. Des formateurs qualifiés seront recrutés par le projet qui pourront aussi recourir à l'assistance de l'ANDE pour conduire ces formations.

**Tableau 30 : Thèmes de formation et acteurs ciblés**

N°	Diagnostic	Thèmes de formation	Détails des modules	Acteurs ciblés	NB de personnes prévues	Cout unitaire par personnes	Cout Total FCFA
1	Insuffisance pour la réalisation du screening environnemental et social et des textes environnementaux et sociaux nationaux	Processus d'évaluation environnementale et sociale	Processus de sélection et catégorisation environnementale et sociale des sous-projets Bonne connaissance des procédures d'organisation et de conduite des CIES/EIES ; Politiques, procédures et législation en matière environnementale au plan national ; Connaissance du processus de suivi de la mise en œuvre des CIES/EIES ;	-Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux -Services techniques municipaux -Associations de femmes et des jeunes ; ONG -Responsables coutumiers et religieux	80	75 000	6 000 000
2	Non maîtrise de la démarche de réalisation des audits environnementaux et sociaux	Audit environnemental et social de projets	Comment préparer une mission d'audit Comment effectuer l'audit et le suivi environnemental et social Bonne connaissance de la conduite de chantier Contenu d'un rapport d'audit environnemental et social	UCP, Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux Services techniques municipaux	40	75 000	3 000 000
3	Insuffisance dans la prise en charge des questions d'hygiène et de sécurité ainsi que la Gestion des déchets solides et liquides	Santé, hygiène et sécurité	Équipements de protection individuelle Gestion des risques en milieu du travail Prévention des accidents de travail Règles d'hygiène et de sécurité Gestion des déchets solides et liquides	Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux Services techniques municipaux Associations de femmes et des jeunes.	80	75 000	6 000 000

N°	Diagnostic	Thèmes de formation	Détails des modules	Acteurs ciblés	NB de personnes prévues	Cout unitaire par personnes	Cout Total FCFA
4	Non maitrise du MGP du projet	Mécanisme de gestion des plaintes	Procédure d'enregistrement et de traitement Niveau de traitement, types d'instances et composition	UCP, Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux Services techniques municipaux Associations de femmes et des jeunes.	80	75 000	6 000 000
5	Insuffisance des connaissances dans le traitement et la prise en charge des victime de EAS/HS et du MGP liées aux VBG	EAS/HS et Mécanisme de gestion des VBG	Gestion des cas et prise en charge psycho-sociale Gestion d'une organisation et partenariat Le plaidoyer La gestion des conflits Les techniques de sensibilisation pour le changement des comportements Utilisation des supports de communication Textes légaux sur les VBG	Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux Services techniques municipaux Associations de femmes et des jeunes.	80	75 000	6 000 000
6	Mauvaise gestion des risques liés aux catastrophes	Initiation à la Gestion des risques catastrophes (GRC)	Types de catastrophes Gestion d'une catastrophe	UCP, Services Techniques et administratifs départementaux et régionaux Services techniques municipaux Associations de femmes et des jeunes, ANDE	40	75 000	3000 000
<b>TOTAL</b>							<b>30 000 000</b>

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

### 7.15. Prise en compte du genre dans la mise en œuvre du PAC2V-CI

Dans le cadre de la prise en compte du genre, le projet va contribuer à l'amélioration de la parité entre les sexes, les conditions de vie et l'employabilité des couches sociales vulnérables et défavorisées. Ainsi pour renforcer cet impact, il est suggéré que tous les recrutements du projet soient sensibles au genre. Aussi est-il ressorti lors des consultations avec les couches vulnérables et défavorisées, des actions suivantes :

- Recruter les personnes vivant avec un handicap et vulnérables sur les projets ;
- Appuyer les organisations de femmes pour la création de micro entreprises ;
- Impliquer systématiquement les femmes dans la mise en œuvre du projet.

### 7.16. Calendrier et budget de mise en œuvre du PCGES

#### 7.16.1. Calendrier de mise en œuvre

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du projet s'établira comme indiqué dans le tableau 30.

**Tableau 31** : Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet

Mesures	Actions proposées	Périodes de réalisation				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
<b>Mesures d'atténuation</b>	Voir la liste des mesures d'atténuation génériques globales et par sous-projet					
<b>Mesures institutionnelles</b>	Désignation des experts Environnements et Sociaux au niveau préfectoral et communal					
<b>Mesures techniques</b>	Réalisation CIES/EIES pour certains sous-projets					
	Elaboration des manuels de bonnes pratiques environnementales et des normes de sécurité					
	Elaboration de clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO					
<b>Formations</b>	Formation des experts Environnement et Social sur les nouvelles normes environnementales et sociales de la banque					
<b>Sensibilisation</b>	Sensibilisation et mobilisation des populations					
<b>Mesures de suivi</b>	Suivi et surveillance environnemental et social du projet					
	Evaluation CGES à mi-parcours					
	Evaluation PGES finale					

*Source : Mission d'élaboration du CGES PAC2V-CI, Janvier 2021*

#### 7.16.2. Coûts des mesures environnementales à prévoir dans le projet

##### a) *Justification des coûts*

Coûts des mesures environnementales et sociales et renforcement de capacités :

- **Préparation des instruments spécifiques (EIES/CIES))** : il est prévu de réaliser environ quinze (15) EIES/CIES pour l'ensemble du projet, soit en moyenne deux études dans chacune des régions. A cet effet, il s'agira de recruter des consultants pour

conduire ces études, à raison de **35 000 000 FCFA** par étude, soit un coût total de **525 000 000 FCFA** à provisionner.

- **Mise en œuvre des PGES spécifiques** : Pour la mise en œuvre, il est prévu une provision de **10 000 000 FCFA** par PGES soit un cout estimé à **150 000 000 FCFA** pour les quinze (15) PGES à mettre en œuvre.
- **Elaboration et mise en œuvre des documents spécifiques par les entreprises** : Une provision de **35 000 000 FCFA** est prévue au compte de l'entreprise adjudicataire pour la préparation et la mise en œuvre d'un PGES-Entreprise, d'un Plan d'Assurance Environnement (PAE), d'un Plan Particulier de Gestion et d'Elimination des Déchets (PPGED), d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'Employeur (MGPE) avant le début des travaux ;
- **Renforcement de capacités** : Ces coûts concernent uniquement les formations des différents acteurs dans la zone du projet **soit**, environs 450 personnes à former pour un cout estimatif de **33 750 000 FCFA**.
- **Evaluation à mi-parcours de la performance ES** : Il est prévu au cours de la deuxième année une évaluation de la performance environnementales et sociale pour un coût de **20 000 000 FCFA**.
- **Campagnes d'information Education et Communication (IEC)** : Ces IEC vont concerner les populations des quinze (15) communes sur le VIH, la Violence basée sur le Genre, sur le Mécanisme de Gestion des Plaintes et la prévention de la COVID 19 y compris les thèmes de sensibilisation identifiés lors des consultations publiques qui sont :
  - *Mise en œuvre d'un Plan de Communication pour assurer la visibilité du projet ;*
  - *Mise en place d'un plan de formation et de sensibilisation des communautés et des travailleurs sur les VBG, droits humains, maladies, etc.*
  - *Sensibilisation des populations pour la réalisation ou la mise en œuvre du MGP ;*
  - *Sensibilisation des populations sur la gestion des ouvrages.*
 Il est prévu une provision de **90 000 000 FCFA** pour l'ensemble des IEC dans la zone du projet.
- **Mesures d'aménagement paysagers et de plantations d'arbres** : Une provision de **10 000 000 FCFA par an soit 50 000 000 FCFA** permettra de prendre en charge les aménagements paysagers et des reboisements dans les communes ciblées.
- **Elaboration d'un manuel de suivi environnemental et social (MSES)** : Il a été évalué à **20 000 000 FCFA** ;
- **Finalisation d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)** y compris celui des VBG : Il a été évalué à **10 000 000 FCFA**.
- **Les coûts de mise en œuvre du Plan de Communication Environnementale et Sociale (PCES)** : Ces coûts proviennent des échanges avec les services techniques régionaux et la mission prévoit une provision de **25 000 000 FCFA pour sa réalisation.** ;
- **Les coûts relatifs à la Mise en œuvre du MGP global au Projet, du Plan de Gestion de la Main-d'œuvre (PGMO), du PMPP seront intégrés dans chacun des documents élaborés ;**
- **Coûts du Plan d'Actions de VBG du Projet** : Une provision de **100 000 000 FCFA** permettra de couvrir les activités EAS/HS suivantes : liées élaboration à du Plan EAS/HS, à la prévention, à l'atténuation des risques EAS/HS, de prise en charge des survivants de EAS/HS, de la Coordination et du MGP VBG.

- **Suivi par les Experts en Environnement et Social** : Ce suivi a été budgétisé à 10 000 000 FCA par an soit **50 000 000 FCFA** pour toute la durée du projet. Ce suivi sera intégré dans le suivi global du projet.
- **Suivi permanent de la mise en œuvre du PGES par les services techniques, des communes, des préfectures et de l'ANDE** : Ce suivi a été budgétisé à 10 000 000 FCFA par an soit **50 000 000 FCFA** pour toute la durée du projet.
- **Audit avant-clôture de la performance ES** : Il sera réalisé à 6 mois avant la clôture du projet, un audit environnemental. Ce montant est estimé à **30 000 000 FCFA** ;

**b) Synthèse des coûts**

Les coûts des mesures environnementales et sociales se chiffrent à la somme de **1 168 750 000FCFA** (soit \$ US **2 337 500**) financé par le projet comme l (indique le tableau 31).

**Tableau 32 : Coûts des mesures environnementales du PAC2V-CI**

N°	Désignations	Unité	Quantité	Coût unitaire	Total
1	Préparation des instruments spécifiques (EIES/CIES)	Nb	15	35 000 000	525 000 000
2	Mise en œuvre des PGES spécifiques	Nb	15	10 000 000	150 000 000
3	Elaboration et mise en œuvre des documents spécifiques par les entreprises	NB	5	7 000 000	35 000 000
4	Renforcement de capacités	Nb	450	75 000	33 750 000
5	Campagnes d'information Education et Communication (IEC)	Ville	15	6 000 000	90 000 000
6	Mesures d'aménagement paysagers et de plantations d'arbres	FF	1	50000000	50 000 000
7	Elaboration d'un manuel de suivi environnemental et social (MSES)	FF	1	20 000 000	20 000 000
8	Finalisation d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) y compris celui des EAS/HS	FF	1	10 000 000	10 000 000
9	Elaboration et mise en œuvre du Plan de Communication Environnementale et Sociale (PCES)	FF	1	25 000 000	25 000 000
10	Elaboration et mise en œuvre d'un Plan d'Actions de EAS/HS du Projet	FF	1	100 000 000	100 000 000
11	Suivi par les Experts en Environnement et Social	An	5	10 000 000	50 000 000
12	Suivi permanent de la mise en œuvre du PGES par les services techniques, des communes, des préfectures et de l'ANDE	An	5	10 000 000	50 000 000
13	Audit avant-clôture de la performance ES	FF	1	30 000 000	30 000 000
	<b>Total FCFA</b>				<b>1 168 750 000</b>
	<b>Total \$ US</b>				<b>2 337 500</b>



## CONCLUSION

Les activités prévues dans le cadre du **Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire (PAC2V-CI)** apporteront des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone d'intervention. Ces impacts positifs se manifesteront en termes de, renforcement de la résilience des populations face aux effets des changements climatiques, réduction de la vulnérabilité des populations, développement des activités économiques et accroissement des revenus des producteurs, préservation des ressources naturelles, d'amélioration du cadre de vie dans la zone du projet (bonne gestion des déchets), de réduction du nombre d'accidents, de meilleur accès des populations aux financements du projet, de la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Quant aux risques et impacts négatifs potentiels, ils se résument principalement à la dégradation des ressources des ressources naturelles, accroissement de la vulnérabilité des populations, pollution, à la production des déchets, aux nuisances sonores, exacerbation des conflits fonciers, accroissement du niveau de contamination des populations par les maladies comme la COVID 19, aux risques d'accidents, aux risques d'abus sexuels sur les personnes vulnérables (filles mineures, veuves, femmes ou hommes vivant avec un handicap), aux risques de conflits suite aux différentes expropriations qui pourraient survenir, au risque de perte des espèces végétales et des espaces paysagers lors de la libération des emprises.

La pertinence de la NES n°1 de la Banque mondiale, et des politiques et lois nationales en matière environnementale et sociale, a rendu nécessaire le présent CGES assorti d'un PCGES destiné à prendre en charge les impacts négatifs induits par le Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire (PAC2V-CI) sur l'environnement et les populations ; toutes choses qui contribueront à minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des activités du projet et à bonifier les impacts positifs y relatifs.

Ce Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) inclut les éléments clés de la gestion environnementale et sociale, de mise en œuvre et de suivi des mesures, les responsabilités institutionnelles et le budget. Le PCGES inclut également des mesures de renforcement institutionnelles et techniques ; des mesures de formation et de sensibilisation ; des bonnes pratiques en matière de gestion environnementale ; une provision pour la réalisation et la mise en œuvre des CIES/EIES et le Suivi/Evaluation des activités du projet.

La mise en œuvre des activités sera assurée par l'Unité de Coordination du Projet appuyée par les Missions de Contrôle et sous la supervision du spécialiste en sauvegarde environnementale (SSE) et du spécialiste en sauvegarde sociale (SSS) du PAC2V-CI avec l'implication des Experts en environnement des agences d'exécution, ainsi que des communes et préfectures concernées et des ONG.

La surveillance devra être assurée par l'ANDE ainsi que les organisations de la société civile dans le cadre de l'engagement citoyen. Les membres du Comité de Pilotage du projet et la Banque mondiale participeront aux missions d'appui à la mise en œuvre du PAC2V-CI.

Les consultations ont été réalisées au cours de la période du 17 au 24 janvier 2021 et ont concerné, les services techniques et administratifs des communes et préfectures concernées, les organisations de la société civile, y compris des jeunes et des femmes des communautés de la zone du projet, etc.

Les différentes recommandations formulées ont été prises en compte aux niveaux suivants : (i) dans les listes des mesures d'atténuation ; (ii) dans la procédure de sélection environnementale et sociale ; (iii) dans les programmes de renforcement des capacités (formation et sensibilisation) et (iv) dans le plan de suivi et les arrangements institutionnels de mise en œuvre.

Les coûts des mesures environnementales et sociales de mise en œuvre du Projet d'Appui aux Chaines de Valeurs du Sous-Secteur Vivrier en Côte d'Ivoire (PAC2V-CI) se chiffrent à la somme de **1 693 750 000 FCFA (soit \$ US 3 079 545)** financé par le projet.

## BIBLIOGRAPHIE

### Documents généraux

- Direction du Foncier Rural, MINADER, 2017 : Déclaration de Politique Foncière Rurale de la Côte d'Ivoire,
- Programme National de Sécurisation Foncière Rural, MINADER 2017
- REDD+Côte d'Ivoire, 2016 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)
- MINADER-Côte d'Ivoire, 2017 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet de Sécurisation du Foncier Rural
- MINSEDD-Côte d'Ivoire, 2017 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Investissement Forestier en Côte d'Ivoire
- PPAAO/WAAPP 2 (Burkina, Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria) : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)
- PPCA, 2017 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet de Promotion des Chaînes de valeurs de l'Anacarde en Côte d'Ivoire
- OIPR, 2015 : Plan d'Aménagement et de Gestion du Parc National de Taï 2014-2018
- OIPR, 2015 : Plan d'affaires du Parc National de Taï 2014-2020
- OIPR ; 2015 : Evaluation de la valeur du Parc National de Taï
- PROFIAB, 2014 : Etude sur l'organisation de la filière charbon de bois dans l'espace Taï en vue de l'amélioration des techniques de carbonisation et des conditions de travail aux différentes étapes de la production
- APV FLEGT, 2013 : Rapport final, Etude sur l'exploitation forestière et les contraintes d'une gestion durable des forêts dans le domaine rural en Côte d'Ivoire
- PSAC, 2013 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
- Pierre André, Claude E. Delisle, Jean-Pierre Revéret, 2010 : L'évaluation des impacts sur l'environnement (processus, acteurs et pratiques pour un développement durable), 3<sup>e</sup> édition
- Ministère des Eaux et Forêts/Côte d'Ivoire, 2014 : Code Forestier
- Côte d'Ivoire, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts/ Côte d'Ivoire, 2008 : Code de l'Environnement et textes de références en matière de protection de l'environnement en Côte d'Ivoire
  
- Amani Michel Kouassi, Koffi Fernand Kouamé, Yao Blaise Koffi, Kouakou Bernard Dje, Jean Emmanuel Paturel et Sekouba Oulare, « Analyse de la variabilité climatique et de ses influences sur les régimes pluviométriques saisonniers en Afrique de l'Ouest : cas du bassin versant du N'Zi (Bandama) en Côte d'Ivoire », Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 513, mis en ligne le 07 décembre 2010, consulté le 20 septembre 2017. URL : <http://cybergeog.revues.org/23388> ; DOI : 10.4000/cybergeog.23388
- Avenard J.M., 1971 ; Aspect de la géomorphologie, in le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, ORSTOM, Paris, pp. 11-68
- Coulibaly A, 2006 ; Gestion des conflits fonciers dans le Nord ivoirien
- Coulibaly D., 2013 ; Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9<sup>ème</sup> conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, 13 p.
- Droits, autorités et procédures de règlement des conflits in Colloque international "Les frontières de la question foncière, Montpellier, 19 p.
- Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS), 2011-2012
- Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV), 2015, Institut national de la statistique, 91 p.

- Lauginie. F, 2007- Conservation de la nature et aires protégées en Côte d'Ivoire, CEDA/NEI, 668p.
- PUIUR, 2012 : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR) en Côte d'Ivoire, 218p+annexes.
- Ardoïn, Variabilité hydroclimatique et impacts sur les ressources en eau de grands bassins hydrographiques en zone soudano-sahélienne, université Montpellier II, 2004, 440p.
- Atlas de la Côte d'Ivoire, 2013
- Avenard J.M., 1971 ; Aspect de la géomorphologie, in le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, ORSTOM, Paris, pp. 11-68
- Banque mondiale, 2015
- COTE D'IVOIRE : Rapport économique 2017 (catégorie B1 exception selon modèle A) VERSION EXTERNE, 17p.
- Côte d'Ivoire, Economie, 2015
- Coulibaly A, 2006 ; Gestion des conflits fonciers dans le nord ivoirien  
Droits, autorités et procédures de règlement des conflits in Colloque international "Les frontières de la question foncière, Montpellier, 19 p.
- Coulibaly D., 2013 ; Politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, 9<sup>ème</sup> conférence des Ministres africains en charge des Ressources Animales, Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, 13 p.
- Ettien N., 2012
- Girard G.; Sircoulon J. et Touchebeuf P., Aperçu sur les régimes hydrologiques, ORSTOM, 1971
- Aka K., Yao N., A., Zahi Y. et Gonin P., 2009, Faune et flore en Côte d'Ivoire, Rapport d'exposé, CAP-PL1, Géographie physique, ENS, Abidjan, 13p.
- Etude de faisabilité des forages manuels Identification des zones potentiellement Favorables, 2009.
- INS, Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages, 2015
- INS, Recensement général de la population et de l'habitat, 2014
- Jeune Afrique, juillet 2017
- Komenan B.G.A.E., 2009, Politique environnementale et développement durable en Côte d'Ivoire, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest/Unité Universitaire d'Abidjan – Maîtrise, 137 p
- PRICI, 2013, Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), Rapport final
- Kouassi A. M., Kouamé K. F., Yao K. B., et Kouakou D. B., 2010, « Analyse de la variabilité climatique et de ses influences sur les régimes pluviométriques saisonniers en Afrique de l'Ouest : cas du bassin versant du N'zi (Bandama) en Côte d'Ivoire », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 513, mis en ligne le 07 décembre 2010, consulté le 24 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/23388> ; DOI : 10.4000/cybergeog.23388
- Lauginie, 2007, *Conservation de la nature et aires protégées en Côte d'Ivoire*. NEI/Hachette et Afrique Nature, Abidjan, 688 p.
- MENET-DSPS-SDSP/Statistiques Scolaires de poche 2014-2015
- Ministère de l'Environnement et de la Forêt, Rapport de synthèse Diversité Biologique de la Côte d'Ivoire, 1999
- PNUE, 2015, Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions, 98p.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), Plan sectoriel éducation/formation 2016 – 2025, 112p.
- FAO, 2009 Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, 120p.

-PPCA, 2019, Constat d'impact environnemental et social (CIES) des travaux de reprofilage lourd et de traitement de points critiques de 124 km de routes rurales, régions du Hambol et du Gbêkê, 2010p.

-République de Côte d'Ivoire, 2007- Atlas de la Population et des équipements

-République de Côte d'Ivoire, 2014-Rapport annuel sur la situation sanitaire 2013

-WACA, 2017, Orientations stratégiques et Plan d'investissement multisectoriel, Grand Lahou, 72p.

-<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.H2O.SAFE.ZS>

-<http://www.jeuneafrique.com/433933/economie/cote-divoire-tourisme-secteur-a-nouveau-porteur-apres-crisis/>

-[https://data.gouv.ci/donnee/data\\_details/production-de-la-pche-artisanale-et-maritime-et-lagunaire-par-localit-de-2002-2012348](https://data.gouv.ci/donnee/data_details/production-de-la-pche-artisanale-et-maritime-et-lagunaire-par-localit-de-2002-2012348)

-[https://data.gouv.ci/donnee/data\\_details/production-de-la-pêche-artisanale-et-de-l-aquaculture-de-2002-2012211](https://data.gouv.ci/donnee/data_details/production-de-la-pêche-artisanale-et-de-l-aquaculture-de-2002-2012211)

-<http://www.environnement.gouv.ci/pollutec/CTS1%20LD/CTS%201.2.pdf>

-<http://www.institut-numerique.org/213-les-groupes-ethniques65-5061bdeb096c3>

### **Documents de CGES consultés**

- **Paru Mars 2020** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui à la Résilience Urbaine (PARU) en Côte d'Ivoire, 213 P+annexes
- **PMUA février 2019** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (PMUA), 178p+annexe
- **PADES aout 2018** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur (PADES), 213p+annexe
- **PSAC octobre 2012** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du projet d'appui au secteur agricole en Côte d'Ivoire (PSAC), rapport final 1 octobre 2012
- **PSDEA février 2017** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) Projet de Solutions numériques pour le Désenclavement des zones rurales et l'e-Agriculture (PSDEA) 156p+annexes
- **PIDUCAS-CI décembre 2016** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations économiques Secondaires en Côte d'Ivoire (PIDUCAS-CI) 120p+annexes
- **PACCVA février 2017** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui à la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde (PACCVA) en Côte d'Ivoire. 193p+annexe
- **PACOGA janvier 2018** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) 145p+annexes
- **PTAAO** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Programme de Transformation de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest (PTAAO) 124p+ annexes
- **PAPSE septembre 2017** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Amélioration de la Prestation des Services dans l'Education (PAPSE) 168p+annexes
- **PEJEDEC octobre 2016** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC) Octobre 2016, 198p+annexes.
- **REDISSE octobre 2016** : Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet de Renforcement du Système de Santé et de lutte contre la maladie à virus EBOLA Octobre 2016, 216p+annexes



## **ANNEXES (CF VOLUME EN DOCUMENT SEPARÉ)**

Annexe 1 : Termes de Référence

Annexe 2 : Tableau d'analyse de la pertinence des Normes Environnementales et Sociales de la Banque mondiale

Annexe 3 : Quelques images des rencontres et de constats lors des consultations des parties prenantes

Annexe 4 : Synthèse des résultats des consultations des parties prenantes

Annexe 5 : PV des consultations publiques et listes des personnes rencontrées

Annexe 6 : Formulaire de sélection environnementale et sociale

Annexe 7 : Liste de contrôle environnemental et social

Annexe 8 : Clauses environnementales et sociales

Annexe 9 : TDR Type pour réaliser une EIES

Annexe 10 : TDR type pour réaliser un CIES

Annexe 11 : Procédure de suivi-évaluation du promoteur y compris les revues, les obligations, et les audits requis pour les sauvegardes environnementales et sociales à insérer dans les dossiers de travaux contractuels

Annexe 12 : Contenu (sommaire) des rapports périodiques d'avancement incluant les aspects de sauvegarde environnementale et sociale

Annexe 13 : Code de bonne conduite